

RAPPORT GÉNÉRAL
DU
MINISTRE DE LA COLONISATION
ET DES
TRAVAUX PUBLICS

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC
POUR L'ANNÉE FINISSANT LE 30 JUIN
1902

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA LÉGISLATURE.



QUÉBEC
CHARLES PAGEAU, IMPRIMEUR DE SA MAJESTÉ LE ROI.

1903

RAPPORT GÉNÉRAL
DU
MINISTRE DE LA COLONISATION
ET DES
TRAVAUX PUBLICS
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC
POUR L'ANNÉE FINISSANT LE 30 JUIN
1902

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA LÉGISLATURE.



QUÉBEC
CHARLES PAGEAU, IMPRIMEUR DE SA MAJESTÉ LE ROI.
1903

PERSONNEL

DU DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES TRAVAUX PUBLICS A QUÉBEC

L'HONORABLE LOMER GOUIN.....ministre.
SIMÉON LESAGE.....sous-ministre des Travaux publics.
S. DUFAULT.....sous-ministre de la Colonisation.
ERNEST GAGNON.....secrétaire du département.
OLIVAR ASSELINsecrétaire particulier du ministre.

ELZÉAR CHAREST.....ingénieur, directeur des travaux publics.
LOUIS-A. VALLÉE.....ingénieur, directeur des chemins de fer.
J.-A. LEFEBVREsecrétaire du bureau des chemins de fer.
J.-F. SAVARYsecrétaire du bureau de la colonisation.
J.-N. GASTONGUAYingénieur, inspecteur des travaux de
colonisation.
T.-ALFRED TRUDELLE.....assistant-ingénieur des travaux publics.
GEORGE SAINT-MICHEL et L.-P. VALLE-
RAND.....dessinateurs.
ALPHONSE GAGNON.....sténographe et dactylographe.

WENTWORTH-G. PETRY.....comptable du service des travaux pu-
blics.
ARTHUR GAGNON.....comptable du service de la colonisation.
J.-H. BRASSARD et F. GIBAUTteneurs de livres.
F.-X. BOILEAU.....registraire.
J.-E. GARNEAU et ELZÉAR GAUVREAU...assistants.
THOMAS SHEEHAN, JOSEPH ROY, J.-B.
GOSSELIN et CLAUDE DÉNÉCHAUD...commis.
JOSEPH FORTIERcontremaître à l'hôtel du gouvernement.
PIERRE FISET.....ingénieur des calorifères, do
J.-B. SIROIS, J. FORTIER et A. PARADIS...messagers.

A SON HONNEUR,

SIR LOUIS-AMABLE JETTÉ, K.C.M.G.,

Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport général sur l'administration du département de la Colonisation et des Travaux publics pendant l'exercice financier de 1901-1902, conformément à la loi.

En prenant la direction du service de la colonisation, j'ai senti toute la responsabilité de la tâche qui m'incombait, et compris que de grands intérêts, intimement liés à l'avenir de la province de Québec, étaient confiés à mes soins.

Je me suis appliqué tout d'abord à conserver ce qu'il y a de bon dans notre organisation départementale, mon désir étant d'améliorer, de perfectionner ce qui est bien, et non de renoncer au bénéfice de l'expérience acquise.

La distribution des subsides votés par la Législature pour les fins de la colonisation, a été faite selon les meilleures traditions du bureau, et ceux qui prendront la peine d'étudier les détails contenus dans le volume que j'ai l'honneur de vous soumettre, pourront se persuader que nulle préférence injustifiable ne s'est glissée dans cette distribution.

La construction de chemins et de ponts est sans doute indispensable aux progrès de la colonisation ; mais elle n'influe qu'indirectement sur le mouvement des classes agricoles vers les terres nouvelles, et ne donne aux colons ni une direction formelle, ni une protection suffisamment efficace. J'ai cru devoir prendre une initiative qui, si elle réussit, placera chaque colon sous la tutelle du département, si je puis ainsi parler, soustraira le défricheur courageux et honnête à la concurrence et aux habiletés des spéculateurs et le protégera contre les injustices possibles.

La réserve de certaine portion du domaine public qui a été affectée aux seules fins de la colonisation, permettra au ministre d'exercer une protection vraiment efficace en faveur des colons de bonne foi, qui méritent à un si haut degré la sollicitude du gouvernement.

Vous trouverez dans le rapport du sous-ministre de la Colonisation des indications précises sur la création de cette réserve et la politique de protection aux colons dont on a commencé l'essai.

Je me permettrai de vous signaler aussi, Monsieur le Gouverneur, une brochure intitulée "Le Livre du Colon," que mon département fera bientôt distribuer, et qui, je l'espère, sera utile à nos classes laborieuses des districts ruraux et à tous ceux qui se dévouent à la colonisation.

Votre Honneur trouvera dans la deuxième partie de ce rapport général des indications détaillées sur tout ce qui concerne le service des travaux publics. Dans ce service, comme dans celui de la colonisation, on s'est attaché à ne pas s'écarter de la correction la plus absolue. Le sous-ministre des Travaux publics signale les points les plus importants des ouvrages accomplis pendant l'année, et suggère de reprendre la politique de la construction des ponts métalliques.

Cette question de ponts en fer et de voies de communication en général a pour corollaire une question financière qui relève d'un autre département et pourra être l'objet de son appréciation.

Les rapports spéciaux des ingénieurs et des autres officiers principaux du service des travaux publics sont suffisamment explicites pour dispenser de tout commentaire.

On lira avec intérêt les rapports des inspecteurs et inspectrices des établissements industriels publiés dans ce volume. Je saisis cette occasion pour déclarer que j'attache une importance considérable aux efforts qui ont pour objet de diminuer le nombre des accidents de fabriques, et que, parmi les projets dont je favoriserai le plus volontiers la réalisation, sera celui de la création d'une exposition permanente d'appareils préventifs pour la protection des ouvriers employés dans les manufactures.

Veillez agréer, Monsieur le Gouverneur, l'expression des sentiments respectueux avec lesquels

J'ai l'honneur d'être,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

LOMER GOUIN,

Ministre de la Colonisation et des Travaux publics.

Québec, 22 octobre 1902.

RAPPORT DU SOUS-MINISTRE DE LA COLONISATION.

Québec, 30 juin 1902.

L'honorable LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation et des Travaux publics,
Province de Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre un rapport succinct de l'emploi des deniers votés par la Législature pour travaux de colonisation pendant l'exercice financier de 1901-1902.

La somme totale dépensée de ce chef par le département de la colonisation et des travaux publics, s'est élevée, pendant cet exercice, au chiffre de \$106,000.00, en comprenant la somme de \$4,000.00 accordée aux sociétés de colonisation.

Des travaux ont été exécutés sur environ 622 milles de chemin, dont 123 milles ont été construits en chemins d'hiver et 170 milles en chemins de roulage complètement finis. Le reste (environ 329 milles) a reçu des réparations et améliorations de toute nature. Ces divers travaux sont indiqués en détail dans les tableaux ci-annexés.

Le département a aussi fait construire ou réparer des ponts et ponceaux représentant une longueur totale de 12,753 pieds. Les intéressés ont contribué au coût de ces travaux pour une somme de \$9,197.83.

Je crois utile de produire de nouveau, avec l'addition voulue, le tableau des sommes dépensées chaque année, et dans chaque comté de la province de Québec, pour travaux de colonisation, depuis l'établissement de la Confédération du Canada (1867). Ce tableau a été greffé sur un travail similaire, remontant à 1854, que l'on trouve à l'appendice numéro 12 des journaux de l'Assemblée Législative du Canada, année 1867-68, volume 5.

Le mouvement de la colonisation s'est continué de la manière ordinaire et s'est même accentué, dans la plupart des nouveaux territoires, au cours de l'année qui vient de s'écouler. Vous trouverez dans les pages qui suivent les rapports de notre explorateur officiel, ainsi que les rapports spéciaux des sociétés de colonisation de Québec et de Sherbrooke, et ceux de nos agents de colonisation de Québec et de Montréal.

Vous y trouverez aussi des renseignements intéressants relatifs à l'immigration.

Je désire signaler particulièrement dans ce rapport, qui doit être livré à la publicité, l'initiative prise par vous, Monsieur le Ministre, pour la mise en réserve d'une certaine portion de territoire dont il devra être disposé sous le contrôle du bureau de la colonisation, et appeler l'attention sur les avantages qui me parais-

sent devoir découler de l'adoption du mode nouveau dont vous avez voulu faire l'essai.

La correspondance échangée entre vous et l'honorable premier-ministre, à ce sujet, fera connaître le but que vous vous êtes proposé. Je la reproduis ici :

SERVICE DE LA COLONISATION.

Québec, 24 janvier 1902.

" L'honorable S. N. PARENT,
" Premier Ministre,
" Québec.

" Mon cher Premier,

" Mon département a entrepris, durant la dernière saison, l'ouverture d'un chemin reliant en ligne aussi droite que possible le village de St-Ignace du Nominingue à la localité appelé Ferme-Neuve, sur la rivière du Lièvre. Je me propose de reprendre et de pousser vigoureusement les travaux l'été prochain. Ce chemin après avoir traversé le canton Boyer, se continuera en suivant, d'aussi près que possible, la ligne séparative des cantons Rochon et Moreau, d'un côté, et Campbell et Wurtele de l'autre. J'ai fait préparer une liste (ci-annexée) d'un certain nombre de lots, propres à l'agriculture, auxquels cette nouvelle voie de communication est appelée à donner accès. Pour tirer tout le parti possible des travaux projetés, dont le coût sera assez élevé, j'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien tenir ces lots en réserve pour le bénéfice du département de la Colonisation, en donnant à votre agent que cela concerne, instruction de ne vendre qu'aux colons que nous lui désignerons ou que nous approuverons. De cette façon nous aurons des lots à la disposition des nouveaux arrivants et nous pourrons faire des efforts pour les grouper. Autrement, il est raisonnable de croire que les choses se passeront là comme elles se sont passées ailleurs, et un bon jour on s'apercevra que toute la place est prise, avec quelques colons résidents bien clairsemés, et le chemin sans découvert et nullement entretenu. Je crois qu'il vaut la peine d'essayer de ce moyen; la chose peut se faire sans agitation, et du reste, si cela ne réussissait pas, je ne vois pas que nous en serions pires.

" Veuillez me croire,

" Votre toute dévoué,

(signé) "LOMER GOVIN,

"Ministre C. & T.P."

(Annexe de la lettre qui précède.)

DE MONTIGNY

Rang I—Lots de 1 à 21 inclusivement.....	21
" 2—Lots de 1 à 20 "	20

BOYER

Rang 1—Les 10 premiers lots	10
“ 2—Les 15 “	15
“ 3—Les lots de 5 à 25 inclusivement....	21
“ 4—Les lots de 8 à 45 “	38
“ 5—Les lots de 15 à 40 “	26

CAMPBELL

Tous les lots du rang A.....	21
------------------------------	----

ROCHON

Tous les lots du rang 7.....	29
Tous les lots du rang 6.....	31
Rang 5—Lots de 20 à 31 inclusivement.....	12
“ Sud-Est—Les 20 premiers lots.....	20
“ N. Ouest—Les 23 premiers lots.....	23

MOREAU

Rang 1—Les 10 premiers lots.....	10
“ 2—Les 10 “	10
“ 4—Les 10 “	10
“ 5—Les 10 “	10
“ 6—Les 12 “	12
“ 7—Les 15 “	15
“ 8—Les 15 “	15

WURTELE

Les 10 derniers lots des rangs 3,4,5,6,7,	50
---	----

Total	419
-------	-----

CABINET DU PREMIER MINISTRE

Province de Québec.

Québec, 30 janvier 1902.

L'honorable L. GOUIN,

Ministre de la Colonisation et des Travaux publics,

Québec.

Mon cher collègue,

Je viens de recevoir votre lettre du 28 du courant, par laquelle vous me demandez de tenir en réserve, pour les fins que vous y indiquez, un certain nombre de lots propres à l'agriculture, situés dans le comté d'Ottawa, et dont vous me fournissez la liste.

Afin d'être en mesure de vous donner le plus tôt possible une réponse, je donne à l'instant même instruction à mes officiers de me faire rapport à cet égard.

Votre bien dévoué,

(signé) S. N. PARENT,

BRANCHE DES VENTES

Section Ouest.

Québec, 5 février 1902.

L'honorable L. GOUIN,

Ministre de la Colonisation et des Travaux publics,

Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Ministre des Terres, Mines et Pêcheries consent à ce que les lots dont vous nous avez transmis une liste et qui sont situés dans les cantons Montigny, Boyer, Campbell, Rochon, Moreau et Wurtele, soient réservés pour n'être vendus que sur la recommandation de votre département, mais aux conditions ordinaires. Des instructions vont être données ce jour à M. l'agent Christin conformément à cette décision.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(signé) E. E. TACHÉ,

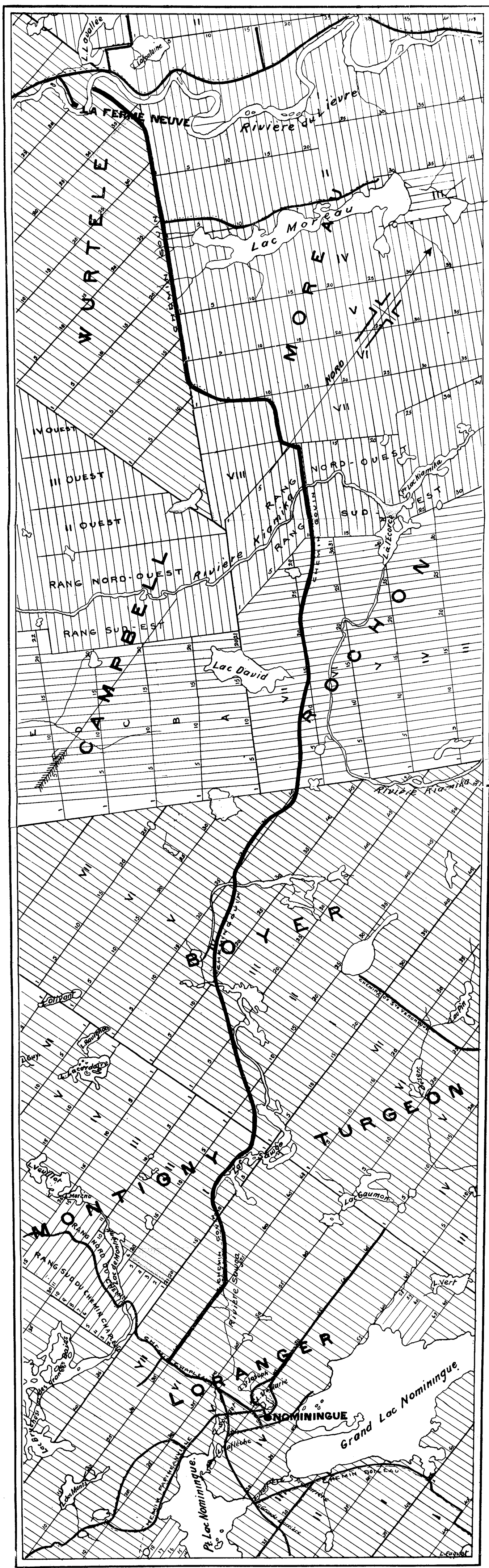
Sous-Ministre.

Ces lots contigus forment une lisière d'à peu près 3 milles de largeur sur 28 ou 30 milles de longueur, située dans la région communément appelée le Nord de Montréal. Un rapide coup d'œil sur la carte permettra d'établir la position.

Le chemin en voie de construction a été localisé l'automne dernier (1901), mais ce n'est que cet été que les travaux ont été poussés avec vigueur. Dès le mois d'avril nous donnions instruction à trois équipes de se mettre à l'œuvre à chacune des extrémités et au milieu. Le chemin s'étend des derniers établissements du Nominique à la Ferme Neuve. La réserve comprend 419 lots, tous propres à la culture. Une partie des lots seront mis en vente dans le cours de l'année, l'intention étant d'en disposer par séries à mesure qu'ils deviendront accessibles. Ils seront vendus aux conditions ordinaires, avec cette différence toutefois, au point de vue pratique, que l'acquéreur sera averti que s'il ne répond pas aux premiers travaux dans un délai de six mois, il sera évincé sans attendre qu'un remplaçant se présente; le département de la Colonisation se chargera lui-même de faire prononcer l'annulation (cancellation), l'objet en vue étant de tenir les terres sous occupation sérieuse ou en disponibilité. On pourra s'adresser à l'agent ordinaire, M. T.-A. Christin, de St-Ignace du Noniningue, ou directement au département de la Colonisation, qui aura à exercer son choix sur les colons qui se présenteront soit comme acheteurs, soit comme cessionnaires en vertu d'un transport.

Je n'ai pas besoin de dire que, depuis le 5 de février, nous avons dû rejeter plusieurs demandes, ou plutôt les ajourner à plus tard. Pour permettre à l'administration de prendre les devants, il faut bien que quelqu'un attende. Comme excuse ou pour justifier ce mode d'action, on me permettra de faire ressortir quelques-uns des avantages qui devront résulter du système que vous entendez mettre à l'épreuve.

RÉSERVE mise par le département des Terres à la disposition du Ministre de la Colonisation.
 RESERVE placed by the Department of Lands at the disposition of the Minister of Colonization.



0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
 ECHELLE

Pour aller droit au but, énumérons les sujets de plaintes, qui servent généralement de base aux récriminations qui se font jour sous diverses formes et que nous désirons faire disparaître.

- 1o L'éparpillement des colons,
- 2o L'accaparement des lots ou la spéculation,
- 3o Le manque de chemins,
- 4o La distribution défectueuse du subside,
- 5o Les misères avec le marchand de bois,
- 6o Le choix de mauvaises terres.

EPARPILLEMENT DES COLONS.

Rien d'étonnant que les colons soient disséminés. Les agents, du moins à venir jusqu'à une époque assez récente, étaient autorisés à vendre, sans restriction, les lots situés dans les limites de leurs juridictions, et n'étant pas initiés aux plans et projets du département de la Colonisation, ils n'ont pas songé à pousser les acheteurs sur des points où des travaux étaient en perspective. Souvent même des acquéreurs de bonne foi ne peuvent réaliser leurs desseins à cause de l'isolement où le hasard les a placés. Le caprice ou la convoitise n'ont pas toujours rencontré la résistance qui aurait dû leur être opposée. Il convient d'ajouter qu'aujourd'hui cependant le choix n'est guère possible, les concessions étant déjà faites presque partout, au delà des limites qu'atteignent les chemins. La "réserve" aurait pour résultat inévitable de grouper les colons et d'en imposer le choix pour ainsi dire,

ACCAPAREMENT DES LOTS PAR LES SPÉCULATEURS.

Avec un champ aussi facile on conçoit que la spéculation se soit mise de la partie. Les spéculateurs n'ont qu'à épier le mouvement des colons, et à mesure que les voies de communication pénètrent dans la forêt, ils accaparent, souvent au moyen de prête-noms, les lots qui avoisinent ces voies de communication, en commençant naturellement par les plus avantageux. Ces lots tirent des améliorations faites par le gouvernement une augmentation de valeur dont le spéculateur seul profite et non le colon. Celui-ci, au contraire, est obligé, à cause de cela même, de se chercher une place plus éloignée et d'attendre, dans l'isolement, qu'il se présente des gens disposant d'assez de moyens pour dégager les premières terres aux prix de \$100.00, \$200.00 et même \$300.00. Pour masquer l'intention de spéculation et éviter d'être dérangé ou évincé, on fait, la plupart du temps, un commencement d'abattis.

Un des effets de l'accaparement est aussi de tenir les chemins sans découvert et presque sans circulation, ce qui fait qu'ils se détériorent vite.

Qui ne voit que la "réserve" mettrait fin à cet abus, ou du moins en réduirait beaucoup les proportions ? Par le choix du colon, puis par l'initiative des représentants du département, visitant fréquemment les lieux, se familiarisant avec les habitants au fur et à mesure de leur arrivée, et fournissant au gouvernement les renseignements nécessaires, il deviendrait bientôt facile d'exiger la stricte observation de la loi.

DÉFAUT DE COMMUNICATIONS.

Le manque de chemins découle de l'éparpillement des colons et de la spéculation, en d'autres termes de la surabondance des concessions que le département des terres est appelé à faire. Durant la dernière décade, le chiffre moyen des

ventes a été de 1400 ou 1500 lots par année, quand une quantité beaucoup moindre aurait sans doute suffi. En effet, en l'absence de statistiques, on peut bien dire que le nombre de nouveaux colons, chefs de familles, est loin d'atteindre ce chiffre. Le surplus des ventes ajoute chaque année à l'envahissement nuisible dont on se plaint et explique la morne solitude que l'on constate en parcourant certains chemins de colonisation bordés pourtant de bons terrains. Les concessions précèdent les chemins, tandis que ce sont ceux-ci qui devraient précéder le colon, ou au moins le suivre de très près.

Dans la "réserve" les termes sont renversés : nous faisons les chemins d'abord ; le travail du défricheur vient ensuite. Espérons que les colons, réalisant les avantages que cela peut leur procurer, préféreront la voie que leur indique le gouvernement. Celui-ci voudrait bien donner des chemins à tout le monde, mais il ne peut suffire à ouvrir des routes pour aller dans toutes les directions à la poursuite d'une multitude de petits établissements.

DISTRIBUTION DU SUBSIDE DE LA COLONISATION.

Il n'est pas exact de dire que la distribution du subside de la colonisation est défectueuse, si l'on parle surtout des régions nouvelles. Dans ces régions, en effet, la distribution répond toujours à des besoins ; le département regrette seulement qu'il ne puisse répondre à tous ceux qui lui sont exposés. Le mal résulte plutôt du fait qu'étant engagé sur trop de points à la fois, le gouvernement ne peut soutenir en même temps toutes les entreprises comme elles le mériteraient. Il a trop de fer au feu pour les ressources dont il dispose. D'un autre côté, les groupes sont nombreux et il est bien difficile de ne pas les aider tous un peu chaque année ; l'urgence est la même partout, et chaque groupe fait valoir du reste sa part d'influence. C'est donc parce que les colons sont dissiminés, parce qu'ils se sont placés sans discernement ou plutôt sans direction, au gré de leurs caprices ou du hasard, que nous sommes tiraillés et que le subside est si fractionné. La conséquence est que chaque colonie est exposée à végéter quelquefois longtemps, avant de pouvoir prendre de l'essor.

Ici encore la "réserve" s'offre comme remède. Groupons les colons et nous pourrions accumuler les ressources.

Quant aux travaux ordonnés dans les localités plus anciennes, le département n'en connaît généralement rien par lui-même. Les octrois sont trop morcelés pour permettre avantageusement une inspection embrassant même plusieurs centres. Ne serait-il pas préférable de ranger les vieux comtés où l'on fait des travaux en groupes de cinq ou six, groupes que nous visiterions à tour de rôle, tous les quatre ou cinq ans ? En disposant de plus de fonds à la fois, la direction serait meilleure et notre oeuvre plus profitable. C'est une suggestion que je fais en passant ; il me semble que le contrôle devrait être également efficace sur cette partie de la dépense.

COLONS ET MARCHANDS DE BOIS.

Il serait trop long de rechercher les causes de friction qui peuvent se présenter entre les colons et les marchands de bois ; qu'il me suffise de dire que la "réserve" serait encore ici un moyen d'aplanir les difficultés entre les deux camps. Les colons, se trouvant relégués dans les limites de certain territoire, ne couvriraient plus une aussi forte proportion des concessions forestières. Les porteurs de licences voient surtout d'un mauvais œil ceux qui pénètrent trop loin dans la

forêt. Le manque de communications et l'isolement auxquels ceux-ci s'exposent font douter de leur bonne foi. On craint qu'ils ne portent le feu au cœur des limites, et nul doute que le porteur de licences serait moins récalcitrant (il n'aurait du reste rien à opposer) si le flot de la colonisation ne l'atteignait que régulièrement et par degrés. Qui sait même si, à la faveur de relations plus amicales, le marchand et le colon ne s'entendraient pas sur la coupe du bois de toute partie du lot indifféremment, c'est-à-dire même en dehors des besoins du défrichement? Les deux y trouveraient en effet leur avantage: le premier, en conservant pour son commerce une quantité de bois menaçant de lui échapper par l'émission des lettres patentes, et le second, en s'assurant du travail pour faire vivre sa famille jusqu'aux premières récoltes. J'ajoute que le bois fait par le colon ne coûte pas plus cher que le bois de chantier ordinaire. Pour le défricheur, ce serait l'avantage du "chantier" sans ses inconvénients; pour le marchand, ce serait une transaction ordinaire, c'est-à-dire un achat comme il en fait déjà tous les jours, de gens possédant leurs titres parfaits; pour celui-là (le colon) la satisfaction de vivre constamment au milieu des siens, de pouvoir alléger la part du fardeau qui incombe à sa femme et à ses enfants, de veiller lui-même, en un mot, sur son exploitation naissante; pour celui-ci (le marchand), ce devrait-il me semble être un ennui de moins: celui d'approvisionner des campements pour la préparation du bois. Ne serait-ce pas revenir un peu à l'ancienne formule que le colon aide le marchand de bois et *vice versa*?

L'intervention du département de la Colonisation serait aussi un facteur bien propre à stimuler l'entente, en même temps qu'elle serait une garantie contre le faux colon. C'est pour se mettre plus sûrement en garde contre celui-ci que l'on a quelquefois confondu la cause du bon colon avec celle du mauvais; je crois que l'expérience nous mettrait tous les jours à même de travailler efficacement à l'amélioration du sort du colon de bonne foi.

LE CHOIX DES TERRES.

La "réserve" est enfin une garantie du bon choix des terres. Le territoire est, en effet, minutieusement inspecté d'abord par les officiers du département de la Colonisation, puis les limites en sont établies avec le concours et l'assentiment du département des Terres, Mines et Pêcheries. Je n'ai pas besoin de dire qu'on s'arrêtera toujours de préférence à la section la plus rapprochée des voies de communication déjà existantes, toutes choses égales d'ailleurs. Le colon laissé à lui-même ignore assez souvent les marques d'un bon sol. Quelquefois il est attiré par le bois ou par un déblaiement plus facile, réfléchissant peu que ces avantages disparus, il restera attaché à un sol peut-être ingrat ou qui lui demandera des travaux peu en rapport avec ses moyens. Ajoutons qu'il n'est pas toujours facile de juger de la valeur d'un endroit isolé; les explorateurs eux-mêmes diffèrent quelquefois d'opinion à ce sujet. Presque toutes les terres d'une région finissent, à la longue, par être utilisées; mais ce sont les plus avantageuses qu'il faut prendre pour commencer.

J'ajoute, comme remarque générale, que les ventes étant faites à bon escient, les "cancellations" ou annulations de ventes deviendraient moins fréquentes; ce qui serait bien à souhaiter, d'abord à cause des inspections dispendieuses auxquelles elles donnent lieu, puis à cause du discrédit qu'elles jettent sur le titre de propriété en la possession du colon, en rendant ce titre par trop précaire. Pour procéder avec méthode, il faut, avec des lots disponibles, pouvoir offrir la

perspective d'un contrat respecté par chacune des parties. En dehors du défaut d'accomplissement des conditions, les causes d'annulations de ventes devraient être rares.

Sur le tout, je conclus que les représentants ou agents du gouvernement et les zéloteurs qui les aident n'auraient plus à s'épuiser dans un travail plus ou moins vague, dont aucune statistique ne permet de préciser les résultats. La propagande deviendrait possible et fructueuse même ; car il y a une propagande à faire : je veux parler surtout de celle qui s'exercerait dans les vieilles paroisses, lesquelles ont besoin d'essaimer. Il n'est pas rare de rencontrer des familles comptant trois ou quatre fils. Nous devrions être en état d'offrir bien distinctement aux pères de ces jeunes gens des terres relativement faciles d'accès, aux prix ordinaires de 20 et 30 centins l'acre. Ils ouvriraient ces terres moyennant une légère dépense annuelle, et y établiraient leurs enfants lorsque ceux-ci seraient d'âge à se pourvoir. Combien de fils, ne sachant pour bien dire que la culture, laissent le toit paternel pour se livrer à des occupations dans lesquelles ils végètent le plus souvent, quand ils pourraient utiliser les seules connaissances qu'ils possèdent sur des terres qui coûteraient peu à leurs familles et où les sacrifices et les misères des débuts leur seraient pour ainsi dire épargnés. Il me semble qu'un travail de persuasion de cette nature, conduit avec tact et sur des bases modestes, pour commencer, produirait, en quelques années, un courant régulier propre à faire contrepoids, dans une certaine mesure, à l'immigration vers les grands centres. Le jeune homme, en effet, n'aurait-il pas tout intérêt à accepter cette favorable alternative, plutôt que de s'exposer aux hasards d'une nouvelle carrière dans un milieu où les amertumes de la vie lui seront plus sensibles que les jours d'ennui vite envolés du colon ? S'il délaisse l'agriculture n'est-ce pas plutôt par ce qu'il n'a pas eu à faire, ce choix avantageux ? En face, au contraire, d'un lot en bois debout quasi inaccessible, il n'hésite pas ; les dangers de l'exil ne l'effraient pas. Songe-t-il même que nous avons encore des terres fertiles à défricher ? La jeunesse de nos campagnes constitue pourtant notre plus beau champ de recrutement, et, à mon avis, M. le Ministre, c'est ici le point capital et j'oserais dire le côté sacré de votre oeuvre. Il ne faudrait pas, par indifférence ou par négligence, laisser cette jeunesse se désintéresser d'une question qui est pour tous vitale et dont la solution devra toujours peser sur son avenir. Nos terres prennent de la valeur tous les jours, pourquoi les nôtres ne seraient-ils pas les premiers et les mieux servis ? Si, faute de richesse, nous avons dû nous contenter de la petite part des multiples ressources qui forment la clef de voûte de notre industrie, sachons, au moins, nous emparer du sol. Et puisqu'on nous laisse à peu près le champ libre dans le domaine de l'agriculture, sachons tirer profit de cette situation : peut-être, après tout, ne sommes-nous pas les plus mal partagés.

Je terminé ces quelques observations, Monsieur le Ministre, en exprimant l'espoir que le concours de bons colons et l'aide des amis de la colonisation, en général, permettra de continuer l'épreuve de votre projet, lequel, s'il réussit, devrait s'étendre à d'autres régions de la Province.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression
de mes sentiments très respectueux,

S. DUFAULT,

Sous-Ministre de la Colonisation.

RAPPORT DU SOUS-MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Québec, 2 juillet 1902.

Monsieur le Ministre,

Le montant voté pour l'entretien de nos édifices publics a été employé en entier aux réparations qu'il y avait à faire un peu partout. L'ingénieur du département et ses aides ont vu à ce que les travaux fussent exécutés partout en conformité avec les ordres émanés du Département, et les rapports qui vous ont été faits indiquent que vos instructions, comportant la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du service, ont été suivies à la lettre.

Une certaine partie de ces travaux d'entretien a été appliquée à l'amélioration de l'Hôtel du Gouvernement, à l'intérieur et à l'extérieur. Il reste encore beaucoup à faire pour achever de donner aux murs et aux parquets des corridors le caractère de solidité et de permanence que vous avez l'intention de donner à tout l'édifice.

L'installation d'appareils de chauffage dans le palais de justice de la Malbaie et dans la prison des Trois-Rivières, qui a été faite cette année, complète l'organisation du chauffage à l'eau chaude dans tous les palais de justice et prisons de la Province. L'éclairage à l'électricité a été introduit partout où il existe des compagnies en état de fournir le courant électrique.

L'Ecole normale Laval a été complétée à temps pour l'ouverture des classes. On pourra juger des proportions de l'édifice par la photogravure annexée à ces lignes. Rien n'a été omis pour rendre le nouvel édifice aussi bien adapté que possible à sa destination.

La palais de justice et la prison du district de Beauharnois, qui sont en voie de construction à Valleyfield, sont maintenant revêtus de leur toiture, et tout annonce que l'édifice entier sera terminé à temps pour être utilisé à l'expiration des prochaines vacances d'été.

Les travaux d'entretien que vous aviez ordonnés sur un certain nombre de ponts métalliques construits à l'aide de subventions du gouvernement, à la suite des inspections qui en ont été faites, ont été exécutés.

Plusieurs demandes de subventions ont été faites pour la construction de nouveaux ponts en fer, et nous avons dû répondre que la Législature ayant cessé de voter les fonds nécessaires, le Département était dans l'impossibilité de contribuer à l'érection de ces ponts.

J'ai déjà attiré votre attention sur ce qu'avait d'avantageux le système adopté par le gouvernement Mercier, en 1887, pour encourager la construction des ponts en fer. Permettez que je revienne sur le sujet, afin de faire voir que cette politique des ponts en fer n'était pas, après tout, aussi onéreuse pour le Trésor Provincial qu'on se l'est figuré généralement. La subvention dans aucun cas ne devait être accordée que pour des ponts libres de péages, et elle ne devait

pas dépasser la différence entre le coût d'un tablier en bois et celui d'un tablier métallique. La municipalité ou les intéressés devaient au préalable construire en maçonnerie cimentée les culées et piliers sur lesquels devait reposer le pont, puis déposer au crédit du Département le prix auquel se serait élevé, d'après les calculs de notre ingénieur, le coût d'une superstructure en bois ; après quoi le département se chargeait de la construction d'une superstructure métallique. On s'est départi de cette règle pour le pont de la Chaudière et pour le pont Jacques-Cartier, qui, à raison de circonstances particulières, ont été construits en entier aux frais du gouvernement.

Dans les cinq années durant lesquelles la Législature a voté des subventions pour les ponts métalliques, de 1887 à 1892, quarante-huit ponts ont été construits, représentant pour le gouvernement, une dépense collective de \$400,000. Pas un seul de ces ponts n'a encore été dérangé par les eaux ou les glaces, et pourvu qu'ils soient convenablement entretenus, ils promettent de durer indéfiniment.

Dès qu'il sera possible au gouvernement d'offrir aux municipalités de nouvelles subventions pour les engager à construire des ponts métalliques, je voudrais le voir revenir à cette politique. On ne saurait, à mon sens, faire un meilleur emploi des deniers publics, car je considère que c'est là le commencement indispensable de l'amélioration de nos voies de communication rurales, et rien ne s'impose avec plus d'urgence pour l'accélération de notre progrès agricole que de bons chemins en été comme en hiver.

En limitant l'aide du gouvernement aux ponts d'une importance plus qu'ordinaire, disons aux ponts qui auraient plus de cent pieds de tablier, et en obligeant strictement les municipalités intéressées à déposer au préalable toute leur part de contribution, c'est-à-dire le coût des culées et des piliers en pierre et d'un tablier en bois, le Trésor ne serait pas sérieusement obéré, car le nombre des municipalités disposées à faire les déboursés nécessaires ne saurait être considérable et ne pourrait tendre qu'à diminuer.

La manière dont le greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage rend compte de la mise en opération de la loi des différends ouvriers fait voir qu'il a parfaitement compris le rôle que lui assignaient ses fonctions, et je crois devoir attirer tout spécialement votre attention sur les suggestions contenues dans son rapport, à l'effet de lui conférer des pouvoirs additionnels qui lui permettraient d'agir comme intermédiaire entre les ouvriers et les patrons avant que les différends soulevés entre eux aient pris un caractère trop aigu.

Le soin apporté par les inspecteurs et les inspectrices des établissements industriels à l'accomplissement de leurs devoirs ressort clairement des comptes rendus de leurs opérations qui forment la cinquième partie de ce rapport. Les volumineux tableaux auxquels ils réfèrent restent dans nos archives pour y être consultés au besoin.

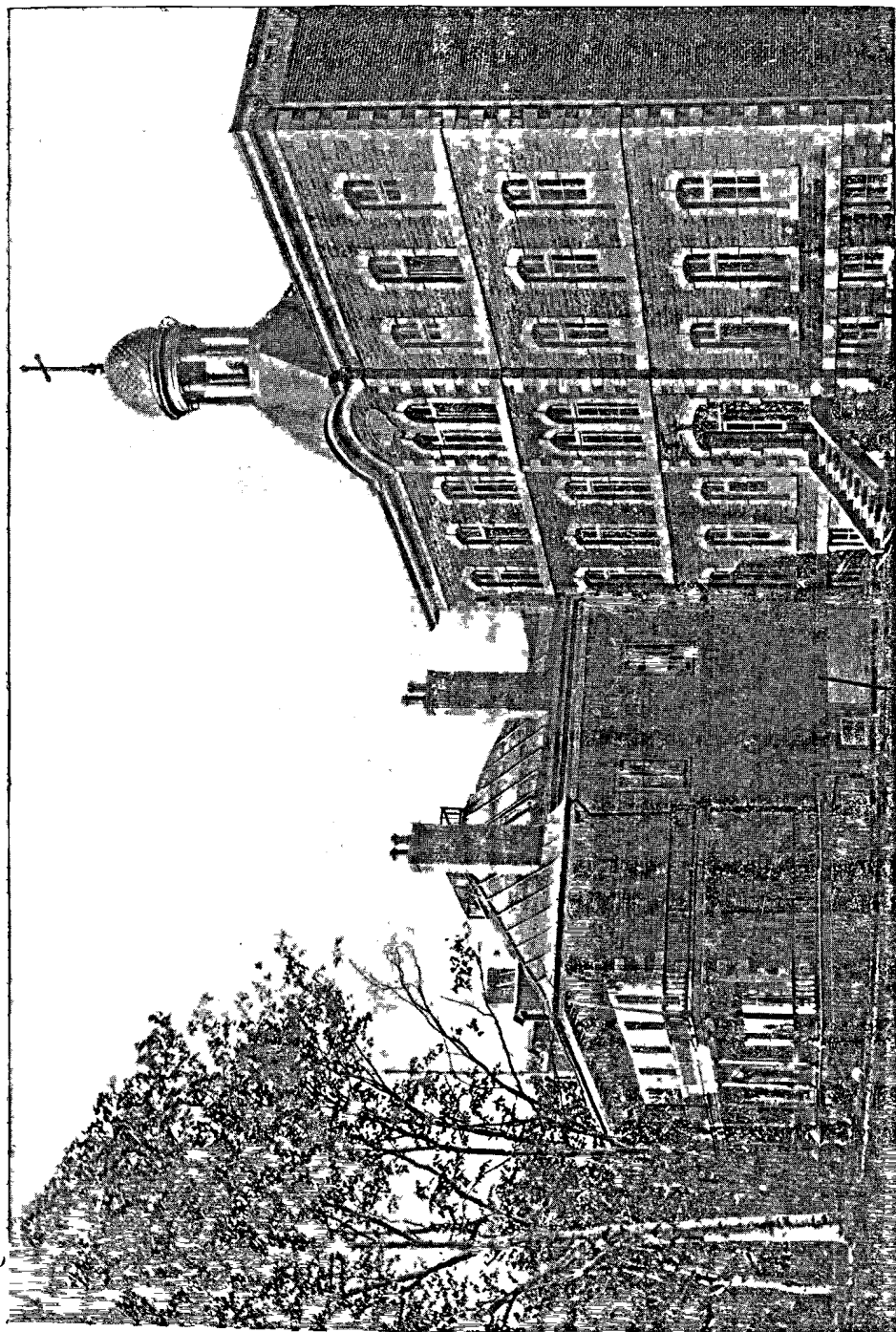
J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre obéissant serviteur,

S. LESAGE,

Sous-Ministre des Travaux publics



L'École Normale Laval, Québec.

PREMIÈRE PARTIE.

COLONISATION.

TABLEAU No 1.

DISTRIBUTION par comtés du subside de \$102,000.00 pour chemins de colonisation, et emploi de la somme de \$4,000.00 votée aux sociétés de colonisation pour l'exercice 1901-02.

	COMTÉS	Chemins de Colonisation		Sociétés de Colonisation	TOTAUX
		Edouard VII Cédule B No 74	Mandat spécial du 14 mai 1902	Edouard VII Cédule B No 75	
		\$ c	\$ c	\$ c	\$ c
1	Argenteuil.....	3,857 80	75 00		3,932 80
2	Arthabaska.....	593 04			593 04
3	Bagot.....	50 00	176 09		226 09
4	Beauce.....	2,039 35	1,650 00	440 84	4,130 19
5	Bellechasse.....	1,965 15		546 15	2,511 30
6	Berthier.....	698 00	460 00		1,158 00
7	Bonaventure.....	2,970 30	300 00		3,270 30
8	Brome.....	424 92	75 08		500 00
9	Champlain.....	782 90	348 45		1,131 35
10	Charlevoix.....	1,044 76	60 00		1,104 76
11	Chicoutimi et Saguenay.....	4,900 35	1,703 29		6,603 64
12	Compton.....	99 00		363 00	462 00
13	Deux-Montagnes.....		300 00		300 00
14	Dorchester.....	100 00		500 00	600 00
15	Drummond.....	100 00			100 00
16	Gaspé.....	1,643 05	499 94		2,142 99
17	Iles de la Madeleine.....	300 00			300 00
18	Joliette.....	745 00	70 00		815 00
19	Kamouraska.....	779 14	35 00		814 14
20	Lac St-Jean.....	9,220 69	3,303 54		12,524 23
21	L'Assomption.....	129 29			129 29
22	Lévis.....	400 00			400 00
23	L'Islet.....	2,121 06		374 53	2,495 59
24	Maskinongé.....	702 00	548 00		1,250 00
25	Matane.....	5,171 18	1,098 80		6,269 98
26	Mégantic.....	864 90		150 00	1,014 90
27	Montcalm.....	1,034 09	567 79		1,601 88
28	Montmagny.....	889 06			889 06
29	Montmorency.....	788 87			788 87
30	Napierville.....		500 00		500 00
31	Ottawa.....	11,871 24	4,446 96		16,318 20
32	Pontiac.....	3,855 30	1,008 65		4,863 95
33	Portneuf.....	732 28	67 72		800 00
34	Québec.....	624 28	25 73		650 01
35	Richmond.....	422 00	75 00		497 00
36	Rimouski.....	899 70	782 18		1,681 88
37	Saint-Jean.....		300 00		300 00
38	Saint-Maurice.....	790 33			790 33
39	Shefford.....	334 70			334 70
40	Sherbrooke.....	400 00	150 00		550 00
41	Stanstead.....	344 90			344 90
42	Témiscouata.....	3,573 97	108 20		3,682 17
43	Terrebonne.....	1,186 13	768 54		1,954 67
44	Vaudreuil.....	323 18	100 70		423 88
45	Verchères.....	181 59			181 50
46	Wolfe.....	448 25	100 00		548 25
	Visites et explorations.....	9,598 34	2,295 34	1,625 48	13,519 16
	Totaux.....	80,000 00	22,000 00	4,000 00	106,000 00

Département de la Colonisation et des Travaux Publics,

Québec, 30 juin 1902

J. F. SAVARY,
Secrétaire, Branche de la Colonisation,

Approuvé,

S. DUFAULT,
Sous-ministre de la Colonisation.

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Argenteuil.....	Chemin de fer de colonisation de Montfort jusqu'à Arundel. (Subside de \$2,500.00 par année pendant 12 ans). 60 Vict., ch. 4, sec. 3. 5ième année.....	2,500.00
"	Chemin de front sur les lots Nos 40, 42 et 43 du rang III, du canton Howard, appelé "Chemin de Sainte Agathe.".....	100.00
"	Chemin de front et route sur les lots Nos 34, 35, 36 et 37 du rang III, canton Howard	97.00
"	Chemin de front du lot No 1 au lot No 17 du rang X, et du lot No 17 au lot no 23 du rang IX, dans le canton Howard.....	98.95
"	Route du lac Rond sur les lots Nos 7 et 6 du rang I, et les lots 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 du rang II, dans le canton Montcalm.....	100.00
"	Route longeant la rivière Rouge, sur le lot No 17 du rang V, canton Harrington	75.00
"	Route sur les lots Nos 22 et 23 du rang VI, canton Wentworth, appelée "Chemin Farmer.".....	49.40
"	Route traversant le rang III, du canton Morin, entre les lots Nos 34 et 35	39.90
"	Chemin de front des lots Nos 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 et 58 du rang II, canton Morin, jusqu'à la ligne du canton Wentworth.....	40.00
"	Route sur les lots Nos 20 et 21 de la Côte Sainte-Angélique, appelée "Carruthers side line," dans Mille-Isles	46.60
"	Route entre les lots Nos 3 et 4 de la Côte Sainte-Marguerite, appelée "Elder's side line," dans Mille-Isles	45.60
"	Route de Lakefield, près du lac, sur les lots Nos 8 et 9 des rangs II et III du canton Gore.....	150.00
"	Route entre les lots Nos 3 et 4 dans le rang VIII canton Grenville, appelée "Chemin Connaught."	39.60
"	Chemin de la rivière Rouge, traversant les rangs VI et VII du canton de Grenville sur les lots Nos 19 et 20.....	100.00
"	Route sur le lot No 8 dans le rang IV du canton Grenville, appelée "Chemin Scotch."	100.00
"	Chemin de front entre les rangs VII et VIII du canton de Chatham sur le lot No 12, conduisant de Brownsburg à Maple Mount Déviation pour contourner une Montagne.....	100.00

No 2.

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles.	Milles.	Milles.	Milles.	Pieds.	\$ cts
La compagnie du chemin de fer de colonisation de Mont- fort						
Gédéon Ouimet			1.00			
W. P. Bergin	0.36	0.14		0.02		
Benjamin Deslauriers					40	
W. J. Thompson		2.50			150	50.00
James Milway			0.07		25	
Donald McRae			0.36			17.00
Adonias Forget			1.09			5.00
Frank Blais			2.25	0.01	28	
William McCambly			0.47	0.10		
Thomas Taylor			1.00		4	
Thomas Dixon		0.50			48	
David Kennedy			1.00			
John B. Johnson			1.05		38	
John Campbell			0.34		4	
D. J. McAskill		0.25			16	2.50

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Argenteuil.— <i>Suite</i>	Montée Est de Genoa, dans Saint-Jérusalem, depuis l'endroit appelé "Four Corners," courant à l'est, jusqu'à la limite de la paroisse.	75.00
"	Côte Perry, dans Saint-Jérusalem	100.00
"	Réclamation pour ouvrage exécuté l'an dernier dans le chemin de front des lots Nos 1 et 2 entre les rangs I et II du canton Harrington. Balance de compte (voir le rapport de 1900-01)	0.75
"	Chemin de front sur le côté est de la rivière du Nord, dans Saint-André	75.00
	Totaux	3,932.80
Arthabaska.....	Route sur le lot No 6, dans Saint-Paul de Chester, appelée "Chemin de Saint-Philippe"	49.35
"	Chemin de front des lots Nos 6, 7 et 8 du canton de Warwick, dans Saint-Albert	50.00
"	Route entre les Nos 6 et 7 du rang II de Bulstrode	47.10
"	Côte dans le chemin de front du rang de l'église, sur le lot No 28 du rang IX de Bulstrode, dans Saint-Valère	47.35
"	Cours d'eau traversant les lots Nos 14, 15, 16 et partie du 17 du rang X de Maddington, dans Sainte-Anne-du-Sault	50.00
"	Travaux de minage dans le chemin de front sur le lot No 19 du rang IV de Tingwick, en face de l'église de Saint-Patrick's Hill	50.00
"	Route dans la ligne séparative des cantons de Bulstrode et de Stanford, rangs VI et VII	50.00
"	Route dans la ligne séparative des cantons de Bulstrode et de Stanford, rang IX	50.00
"	Chemin de front des rangs X et XI sur les lots Nos 11 et 12, dans Saint-Rémi de Tingwick	49.60
"	Côte de l'église dans le chemin de front du rang X, dans Saint-Norbert d'Arthabaska	49.64
"	Chemin de front des rangs XI et XII, dans Saint-Norbert d'Arthabaska	

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvrert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Hercule Latreille.....			1.09			
Duncan McDougall.....			0.06		5	
Louis Gagné.....						
Elizé Robillard.....			0.05			
	0.36	3.39	9.83	0.13	358	74.50
Vital Cantin.....			0.07			7.06
Onésime Demers.....			0.90			
Hector Laroche.....			1.00		15	
Israël Babineau.....						
Joseph Gaudet.....						
Corporation municipale de Chénier, Chs. H. Walsh, maire.....						
Luc Levasseur.....	0.72					
Achille Rheault.....			1.00			
Résenne Lallier.....			0.54	0.07		
Pierre Dumas.....			0.14	0.02		7.50
			0.25	0.07		4.00

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Arthabaska— <i>Suite</i>	Chemin de front du lot No 19 entre les rangs V et VI, dans Sainte-Elisabeth de Warwick.....	100.00
	Totaux.....	593.04
Bagot.....	Confec-tion d'un fossé sur les lots Nos 8, 9, 10 et 11 du premier rang de Sainte-Christine d'Acton, pour drainer un vaste terrain.....	50.00
".....	Approches du pont métallique sur la rivière Blanche, dans Saint-Ephrem d'Upton. Reclamation pour ouvrage fait en 1892.....	176.09
	Totaux	226.09
Beauce.....	Aide pour payer le coût de la construction du pont métallique sur la rivière Chaudière à Saint-Francois, 4ième année (voir les rapports des trois années précédentes).	1,000.00
".....	Côte de François Ferland dans le chemin de front du rang Sainte-Marguerite, sur le lot No 254, dans Saint-Séverin.....	63.50
".....	Route du rang Egypte, dans Saint-Séverin.....	33.25
".....	Aide pour payer le coût de la construction du pont sur la rivière du Loup, dans Saint-Côme (voir le rapport de 1896-97 et celui de 1897-98)	124.00
".....	Route traversant en diagonale les rangs XI et XII du canton de Marlow sur les lots Nos 9, 10, 11 et 12, dans Saint-Ludger	199.95
".....	Route entre les lots Nos 5 et 6 du rang VI du canton Aylmer	100.00
".....	Route traversant les rangs V et VI du canton de Marlow entre les lots Nos 24 et 25, dans Saint-Gédéon.....	100.00
".....	Chemin de front entre les rangs V et VI, du lot No 27 au lot No 34 du canton de Gayhurst, dans Saint-Samuel	96.65
".....	Route de Ditchfield et Spaulding, sur le rang V de Ditchfield.....	22.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Alexis Boulé.			0.02			
	0.72		3.92	0.16	15	18.50
C. Côté, prêtre, curé.						18.00
La Corporation municipale de Saint-Ephrem d'Upton, L. P. Dupré, secrétaire-trésorier						
						18.00
La corporation municipale de Saint-François						
Joseph Sylvain, maire			0.10			2.00
Joseph Sylvain, maire			0.14			
Joseph Elie dit Breton, prêtre, curé						
Edouard Beaudoin	2.50					15.75
Xavier Couture	0.04	0 24		0.14	7	
Honoré Veilleux	0.72					
Théodule Beaudoin	1.16			0.01	4	
Félix Lapointe	0.25					

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Beauce.— <i>Suite</i>	Aide à la construction du pont de la rivière Chaudière, sur le lot No 32 G du premier rang de Jersey à l'est et le lot No 9 A du premier rang de Shenley à l'ouest, dans Saint-Martin (voir le rapport de 1900-01).....	300.00
"	Aide pour payer le coût de la construction du pont métallique sur la rivière Chaudière à Saint-François, cinquième année. (Voir plus haut pour le même pont.)	1,000.00
"	Aide à la construction d'un pont métallique sur la rivière Famine, dans la municipalité d'Aubert Gallion, vis-à-vis le lot No 561 du 1er rang (Sainte-Barbe).....	300.00
"	Aide pour payer le coût de la construction du pont de la rivière Chaudière à Saint-Martin (voir plus haut pour le même pont).....	300.00
"	Aide pour payer le coût de la construction du pont sur la rivière du Loup, dans Saint-Côme (voir plus haut pour le même pont).....	50.00
"	Route entre les Nos 34 et 35 du rang V d'Adstock, dans Saint-Méthode.....	91.50
"	Chemin de front du rang XII de Marlow, sur les lots Nos 8 et 7, dans Saint-Ludger.....	50.00
"	Route traversant en diagonale les lots 9, 10 et 11 du rang XII de Marlow, dans Saint-Ludger.....	50.00
"	Chemin conduisant du village de Channay dans le canton de Woburn à celui d'Agnès dans le canton Ditchfield, partie passant dans la ligne séparative des cantons de Louise et de Clinton.....	249.34
	Totaux.....	4,130.19
Bellechasse.....	Aide à l'orphelinat agricole de Saint-Damien.....	500.00
"	Côte Saint-Roch sur les lots Nos 1, 2 et 3, dans le chemin de front entre les rangs IX et X du canton de Buckland, dans Notre-Dame-de-Buckland.....	24.33

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
La corporation municipale des cantons de Shenley, Dorset, Jersey et Marlow, Pierre Bégin, maire, David Roy, entrepreneur					356	
La corporation municipale de Saint-François						
La corporation municipale d'Aubert Gallion, Siméon Paquet, secrétaire-trésorier, A. Rousseau et Cie, cons- tructeurs					104	
La corporation municipale des cantons Shenley, Dorset, Jersey et Marlow, Thomas Maheux, secrétaire-trésorier, David Roy, entrepreneur. .						
La corporation municipale de Saint-Côme de Kennébec ..						
P. Turcotte, prêtre		0.72				
Tel. Toucy, prêtre		0.50				
Tél. Soucy, prêtre	0.36					2.00
L. O. A. Huard, prêtre		0.85	2.00	0.03	8	
	5.03	2 31	2.24	0.18	479	17.75
J. O. Brousseau, prêtre						
Jean Aubin			0.25		2	

TABLEAU

Etat détaillé des travaux faits sur les chemins

COMPTES	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Bellechasse.— <i>Suite</i>	Route du Gravier, dans Saint-Raphaël.....	274.85
"	Quai de la rivière des Orignaux, sur le lot No 1 du rang X du canton Buckland, dans N. D. de Buckland.....	50.00
"	Quai de la rivière des Pointes, sur les lots Nos 12 et 13 du rang XI du canton Buckland, dans N. D. de Buckland.....	50.00
"	Chemin de front sur les lots Nos 11, 12 et 13 dans le rang IV du canton Mailloux, appelé "Chemin du trait-carré de la Grillade," dans Notre-Dame-de-Buckland.....	25.00
"	Route du premier au deuxième rang dans Saint-Nérée	100.00
"	Chemin de front sur le lot No 11 du rang S. O. Rivière du Pin, canton Mailloux, dans Saint-Philémon.....	25.00
"	Côte dans le chemin Taché, sur le lot No 32 du rang III de Mailloux, dans Saint-Philémon	50.00
"	Chemin de front sur le lot 55 du deuxième rang Nord Ouest, dans Saint-Cajétan d'Armagh.....	23.60
"	Chemin de front du lot No 71 du premier rang Nord Ouest, canton Armagh, dans Saint-Cajétan	50.00
"	Route dans la ligne séparative du canton d'Armagh de la seigneurie Taschereau, conduisant à la IXième concession, dans Saint-Cajétan.....	73.03
"	Côtes dans le chemin de front sur les lots Nos 48 et 49 du premier rang Est, dans Saint-Cajétan d'Armagh.....	94.82
"	Chemin de front sur les lots Nos 819, 825, 827 et 830 dans le rang X de Saint-Damien	50.00
"	Chemin de front sur les lots Nos 28 et 29 du rang V dans Saint-Damien	50.00
"	Côte sur le lot No 38 dans le chemin de front des rangs IV et V de Mailloux, dans Saint-Philémon	34.25
"	Pont sur le lot No 38 dans le chemin de front des rangs IV et V de Mailloux, dans Saint-Philémon.....	40.75
"	Chemin Taché, sur les lots Nos 38 et 39, canton Mailloux, dans Saint-Philémon	79.40
"	Route du deuxième rang Mailloux, dans Saint-Philémon.....	50.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
David Boulet			0.65	0.07		
Philibert Laflamme.....						24.00
Edmond Bilodeau						20.00
Damase Couture.....			0.43			
Octave Roy			0.03			
Chs. Clem. Lévesque, prêtre, curé			0.15			
Joseph Larochelle.....			0.03			
Napoléon Blais.....			0.05			
Laurent Boivin.....			0.04			
Louis Chabot.....			0.04			
Romain Chamberland.....			0.11		4	
Jules Fradette			0.32			
Jules Fradette.....	0.50					
Joseph Laprise.....			0.03			
Joseph Laprise.....					26	
Joseph Fournier.....			0.21			
Joseph Goulet.....			0.23	0.02		

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Bellechasse— <i>Suite</i>	Chemin de front sur les lots Nos 7 et 8 du canton Roux, appelé "Chemin Mailloux", dans Saint-Philémon.....	49.25
"	Pont du ruisseau de l'Eglise et Côte de Sable, dans le chemin de front du rang X de la seigneurie Taschereau, dans Saint-Damien.....	84.42
"	Chemin de front du premier rang de Buckland, dans Saint-Lazare...	20.00
"	Construction du pont de la rivière du Sud entre les lots Nos 66 et 67 du premier rang N. O. du canton d'Armagh, dans Saint-Cajétan, (travaux faits en 1900-1901). Réclamation pour fer.....	166.45
"	Ouverture d'une route traversant le rang IV de Buckland entre les lots Nos 32 et 33, depuis la chapelle de Saint-Nazaire jusqu'au rang V.....	300.00
"	Route de Notre-Dame des Champs, entre la seigneurie et le canton de Buckland, dans Saint-Damien.....	150.00
"	Chemin Saint-Alfred, sur les lots Nos 5 et 6 du rang N. E. Rivière du Pin, dans Saint-Philémon.....	96.15
"	Chemin Sainte-Marie, sur le lot No 40 du rang I Mailloux, dans Saint-Philémon.....	
"	Chemin Saint-Clément, sur le lot No 42 du rang II Mailloux, dans Saint-Philémon.....	
	Totaux.....	2,511.30
Berthier.....	Confection, à l'entreprise, du minage du cap dans le chemin longeant le lac Maskinongé, dans Saint-Damien et Saint-Gabriel de Brandon	800.00
"	Confection, à l'entreprise, du chemin de Saint-Zénon au lac Ignace, partie traversant en diagonale les rangs X et XI du canton Provost, du lot No 34 au lot No. 44, à la ligne du canton Masson	298.00
"	Entretien du chemin Brassard de la grange Robitaille jusqu'à Saint-Zénon, durant l'hiver 1901-02	60.00
	Totaux.....	1,158.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Damase Fortin.....			0.18		3	
François Lafamme.....						
Octave Guilmet.....			0.07			
Samson & Filion.....						
O. C. Dupuis, prêtre.....		0.36			10	
J. O. Brousseau, prêtre.....	0.18	0.36			6	
Chs Clém. Lévesque, prêtre..		0.25		0.15		
	0 68	0.97	2.82	0.24	51	44.00
Evangeliste Beausoleil		0.12				
Arthur Champagne.....		2.50				
Olivier Sirois.....						
		2.62				

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Bonaventure.....	Reconstruction du pont de la rivière Escuminac, dans le canton Nouvelle, aide	212.74
"	Subvention au bateau à vapeur "Mary O'Dell" faisant le service entre Dalhousie, N.B., et le comté de Bonaventure, saison de 1901..	300.00
"	Chemin du pont de Saint-Alexis, dans les rangs I et II rivière Matapédia, canton Matapédia	99.75
"	Chemin de Brandy Brook, sur les lots Nos 15 et 16 du rang III rivière Ristigouche, canton Matapédia	100.00
"	Route dans la deuxième rang du canton Mann, appelée "Chemin de l'Alverne"	196.51
"	Route LeBlanc, sur le premier rang dans Carleton	75.00
"	Route Beaulieu, sur le premier rang dans Carleton Ouest	74.32
"	Route Saintonge dans Maria Caps, du grand chemin public à la mer..	73.85
"	Route Xavier Audet sur le lot No 31a du premier au deuxième rang dans le canton Maria	100.00
"	Route traversant les rangs I et II Grand Cascapédiac, entre les lots Nos 9 et 10 dans le canton Maria, appelé "Chemin Saint-Jules,"	99.00
"	Route Walsh traversant le rang Grand Cascapédiac entre les lots Nos 15 et 16 et de là les lots A, 1, 2 et 3 du rang V du canton New-Richmond	300.00
"	Route de Saint-Charles de Caplan à Saint-Alphonse de Caplan, partie traversant le rang II sur le lot No 7 dans le canton de Hamilton....	200.00
"	Route de Saint-Alphonse de Caplan à Saint-Charles de Caplan, partie traversant le rang VII sur le lot No 7, dans le canton de Hamilton..	199.55
"	Route Louis Bourdages traversant le rang I du canton Hamilton sur le lot No 7	75.00
"	Route Bellingslay passant entre les lots Nos 3 et 4 du Bloc Y, dans le canton Cox.....	75.00
"	Route de l'église, entre les lots Nos 15 et 16 du rang II, dans le canton Cox	98.85

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
La corporation municipale de Nouvelle et Shoolbred, Z. Marcotte, sec. trés., Joseph Wanness, constructeur.....					75	208.18
A. et R. Loggie						
Isidore L. Gallant		0.10	3.00	0.02	9	7.60
André S. Pitre			0.22			
Thomas Quinn		0.86		0.75	14	
Joseph T. Arseneau		0.29				17.00
Joseph E. Landry		0.21				1.00
Alexis Sligher	0.23	0.05		0.23	14	20.00
Joseph Boudreau	0.20			0.16		15.00
Thomas Morrissey		1.50				
Augustin Walsh	0.21	1.01		0.47	27	
Pierre Bigaouette		0.90		0.54		
Abraham Landry		0.83		0.40	16	
Louis Bourdages		0.94		0.10	12	32.25
Elzéar Bourdages	0.58					
James Gilker		0.43		0.14	6	

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Bonaventure— <i>Suite</i> ...	Route du lac Noir passant entre les lots Nos 4 et 5 du rang I, les lots 59 et 60 du rang II et les lots 76 et 77 du rang III, dans le canton Cox	50.00
"	Route de la rivière du Nord, traversant le rang I entre les lots Nos 16 et 17 et le rang II entre les lots Nos 19 et 20, dans le canton Hope..	199.70
"	Route Hughes, dans Port Daniel.....	99.85
"	Chemin de front traversant les lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du rang IV et route sur le rang III jusqu'au moulin Gagné, dans le canton Ristigouche	198.96
"	Route Campbell sur le rang II du canton Cox, à l'est de la rivière Bonaventure.....	74.22
"	Route dans la ligne séparative des cantons de Cox et de Hope, au rang III de Hope	68.00
"	Construction d'un pont sur la branche ouest de la Grande Rivière, Port Daniel, sur le lot 21 du rang VI, canton Port Daniel	300.00
	Totaux	3,270.30
Brome.....	Chemin de la Montagne dit "des Laporte," traversant les lots Nos 14, 13, 12 et 11 entre les rangs IV et V dans le canton de Bolton...	50.00
"	Chemin appelé "Grand Chemin," traversant les rangs V, VI et VII du canton Bolton sur les lots No 2 jusqu'à la gare d'Eastman C. P. R.....	200.00
"	Chemin de Bolton Centre à Eastman, dans le canton de Bolton.....	100.00
"	Déviations d'une côte dans le chemin sur les lots 1150, 1151, 1152 et 1153 du cadastre du canton de Sutton.....	150.00
	Totaux	500.00
Champlain.....	Chemin de front sur les lots Nos 12, 13 et 14 du deuxième rang Radnor, appelé "Chemin Pointe à Mine" à Grandes Piles.....	188.50
"	Route sur les lots Nos 47 et 48 du rang Saint-Pierre (642 et 643 du cadastre), conduisant de Saint-Timothée à la jonction Garneau.....	196.25

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Milles	Milles
John Chisholm.....			2.00			
W. A. Ross.....			0.47	0.07	4	31.00
Paul Chapados.....		0.29				10.00
Adélard Dufour.....	4.80					
Charles Henry.....		0.37			5	30.00
Georges Naudon.....		0.65		0.03		
F. X. Gagnon.....					75	
	6.02	8.43	5.69	2.91	257	351.43
Octave Martin, prêtre.....			2.00		10	44.00
Octave Martin, prêtre.....			2.50			90.00
H. S. Greene.....			4.00	0.50		50.00
Will. J. Lavery.....		0.09			15	
		0.09	8.50	0.50	25	184.00
Pierre J. Tessier.....			0.54			
Nestor Roberge.....		0.72		0.01		

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Champlain— <i>Suite</i>	Route sur les lots Nos 5 et 6 du rang Saint-Léon nord, dans Saint-Théophile du Lac à la Tortue.....	200.00
“	Route de Saint-Joseph de Mékinac à Saint-Roch de Mékinac.....	100.00
“	Route traversant le rang ouest de la rivière Batiscan entre les lots 364 et 365 et le rang Saint-Alphonse entre les lots 351-64 et 351-65, dans Saint-Adelphe	98.15
“	Travaux de minage dans la route Goulet, dans Saint-Séverin.....	150.00
“	Route entre les lots 365 et 366 du rang ouest rivière Batiscan et les lots 364 et 365 du rang Saint-Alphonse, dans Saint-Adelphe conduisant à Saint-Tite.....	100.00
“	Route du rang des Hêtres, conduisant à Grand'mère.....	98.45
	Totaux.....	1,131.35
Charlevoix.....	Entretien du chemin des Caps de la Baie-Saint-Paul à Saint-Tite, durant l'hiver 1900-1901.....	90.00
“	Entretien du chemin de la Baie des Rochers durant l'hiver 1900-1901..	50.00
“	Enlèvement du pavé du pont de la rivière Malbaie, dans le chemin Saint-Urbain, pour le protéger de l'amoncellement de la neige durant l'hiver 1900-1901.....	6.00
“	Réparer le chemin des Caps.....	150.00
“	Construction du pont de la Petite Rivière Saint-François Xavier, sur le lot No 183	79.86
“	Route à Godin sur les rangs Saint-Pierre et Saint-Marc, dans Les Eboulements	90.00
“	Route sur le lot No 2 dans le rang IV Settrington, dans Saint-Hilarion	44.55
“	Route sur le lot No 15 dans le rang IV Settrington, dans Saint-Hilarion	20.00
“	Route communiquant de Sainte-Agnès à Saint-Irénée, à travers les rangs VI et Saint-Louis.....	50.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascins et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Pierre Gauthier.....	0.80					
Louis Doucet.....		0.15				5.00
Henri Dessureau.....	0.72			0.02		6.00
P. P. Proulx, prêtre.....						
Henri Dessureau.....		0.72			20	6.00
Joseph Garceau.....		0.36				200.00
	1.52	1.95	0.54	0.03	20	217.00
Alfred Bluteau et Raymond Lajoie						
Corporation municipale du Comté de Charlevoix, Divi- sion No 1, G. A. Kane, sec- trés., Elzéar Savard, entre- preneur						
Thomas Fortin						
Wilfrid Simard			8.00			
Xavier Simard					40	25.00
Clovis Thibault.....			1.00			
Théodule Girard			0.36			
Pamphile Duchesne.....			0.94			
Louis Boudrault			2.50	0.25	12	

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Charlevoix— <i>Suite</i>	Route traversant le rang III dans Sainte-Agnès.....	42.00
“	Route de la concession du Remou, dans Saint-Fidèle	40.00
“	Route de la concession Sainte-Mathilde, dans Saint-Fidèle.....	39.60
“	Chemin de la Baie des Rochers depuis le fronteau du No 6 rang Nord, canton Callières, jusqu'à la ligne appelée “Serpent.”.....	71.95
“	Route Saint-Benjamin, dans Saint-Joseph de la Baie Saint-Paul.....	33.00
“	Route Saint-Joseph dans Saint-Joseph de la Baie Saint-Paul	40.00
“	Route du rang Saint-François, dans Les Eboulements....	37.80
“	Chemin des Prairies, dans l'Ile aux Coudres	100.00
“	Chemin du Grand Fond conduisant au lac Plongeon, dans le canton Chauveau.....	50.00
“	Enlèvement de la neige sur le pont de la rivière Malbaie dans le chemin Saint-Urbain, durant l'hiver 1901-02	10.00
“	Entretien du chemin de la Baie des Rochers, durant l'hiver 1901-02....	50.00
“	Réparations au chemin des Caps	10.00
	Totaux.....	1,104.76
Chicoutimi et Saguenay	Reconstruction et entretien à perpétuité du pont du Portage des Roches, à quelque cinquante pieds en aval de l'ancien pont, sur l'écluse servant à élever le niveau du lac Kenogami (voir le rapport de 1900-01). Deuxième et dernier versement.....	2,500.00
“	Entretien du Chemin Saint-Urbain, depuis le lac Ha! Ha! jusqu'à la Grande Baie, durant l'hiver 1900-01.....	75.00
“	Entretien d'une partie du chemin de l'Anse-Saint-Jean à la Grande Baie, durant l'hiver 1900 01.....	30.00
“	Entretien d'une partie du chemin de l'Anse-Saint-Jean à la Grande Baie, durant l'hiver 1900-01, et garde du “camp”.....	50.00
“	Peinturage du pont de la rivière Cascouia, près de l'église, dans Saint-Cyriac	4.75

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Raphaël Bouchard.....			0.07	0.07	7	
Raymond Pilote.....			0.12		8	
Alfred Lapointe.....			0.22			
Lazare Simard			3.00	0.10		
Joseph Boutet.....			0.07			
Joseph Coté.....			0.72			
Polycarpe Bouchard			0.14		6	
Eloi Perron			1.00	0.18	20	70.00
Johnny Demeule.....	0.29					
Thomas Fortin, fils d'Antoine.....						
Elzéar Savard.....						
Ananias Tremblay.....						
	0.29		18.14	0.60	93	95.00
La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi.....						
André et Joseph Gagnon.....						
René Gagnon.....						
Juste Simard.....						
L. G. Leclerc, prêtre.....						

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Chicoutimiet Saguenay — Suite	Reconstruction du pont de la rivière Cascouia, sur le lot No 39, chemin Kénogami, dans le canton Kénogami.....	249.11
“	Subvention au bateau faisant le service sur la rivière Saguenay, de Chicoutimi à Sainte-Anne, saison de 1901.....	150.00
“	Chemin du lac Charles et du lac Clair, dans le canton Falardeau.....	69.30
“	Route dans la ligne séparative des cantons Simard et Tremblay, rangs VII et VIII.....	85.00
“	Construction du pont de la rivière aux Vases, sur le lot No 35 du rang VI, canton Simard.....	50.00
“	Chemin de front dans la ligne séparative des rangs VII et VIII du canton Simard.....	30.00
“	Pont de la rivière au Caribou, sur le lot No 21 du rang II, dans le canton Tremblay.....	70.00
“	Chemin de Shipshaw à rivière à l'Ours, sur les lots Nos 33, 34, 35, 36 et 37 dans le canton Simard.....	125.00
“	Construction du pont du ruisseau Sainte-Catherine, sur le lot E du premier rang, canton Saguenay.....	150.00
“	Chemin de front dans le canton Ferland, du lot No 50 jusqu'au lot No 40.....	95.00
“	Route du rang II au rang V sud, dans le canton Bagot.....	48.50
“	Chemin du Tableau, dans le canton Hébert.....	25.00
“	Chemin de front des lots Nos 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 du rang III, dans le canton Tremblay.....	55.00
“	Route à Martin sur les lots Nos 3 à 5 du rang II au rang VII, dans le canton Tremblay.....	93.40
“	Chemin Archambault dans le canton Taché, de chaque côté de la rivière Gervais.....	395.29
“	Aide à la construction du pont de la rivière Shipshaw, sur le lot No 20 du rang A, canton Simard.....	250.00
“	Aide à la construction du pont de la rivière Chicoutimi, sur le lot No 8 du rang VI, canton Laterrrière.....	250.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascins et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
L. G. Leclerc, prêtre.....					40	
Epiphane Gagnon.....						
Thom. Gagnon.....		1.45		0.29	18	
Thomas Simard.....			2.03	0.07	15	
Mars Tremblay.....					32	11.31
Grégoire Jean.....			0.65		5	
Joseph Savard.....					125	
Charles Guimond.....		0.50	0.72	0.04		
C. P. Charlton.....					83	
Bénéti Lavoie.....			2.00			
Thomas Tremblay.....		0.54			17	
Basile Villeneuve.....	2.00					
François Gauthier.....			1.45			
Cléopha Brassard.....			0.43	0.03	40	
Réul Tremblay.....		5.00		0.07	28	
Corporation municipale de Sainte-Anne de Chicoutimi, Georges Hudon, sec.-trés. ...					105	950.00
Corporation municipale de Notre Dame de Laterrière, J. Arthur Gaudrault, sec.-trés.					104	1,100.00

TABLEAU

Etat détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Chicoutimiet Saguenay — Suite	Traverse de la rivière Portneuf, durant l'été 1901, et entretien du bac.	50.00
“	Entretien du chemin Saint-Urbain, depuis le lac Ha ! Ha ! jusqu'à la Grande Baie, durant l'hiver 1901-02	75.00
“	Chemin Archambault dans le canton Taché, au sud de la rivière Gervais	286.28
“	Chemin Archambault dans le canton Taché, au nord de la rivière Gervais	300.00
“	Construction du pont de la rivière Gervais, dans le chemin Archambault, sur le lot No 22 du rang V Taché	165.75
“	Confection d'une terrasse servant d'approche au pont sur un bras de la rivière aux Vases, dans le chemin de front du 6 ^e rang canton Simard	15.75
“	Réparations dans le chemin Saint-Urbain	25.00
“	Exploration de l'Anse à Pelletier au Tableau	86.00
“	Exploration de la Descente des Femmes à l'Anse à Pelletier	48.00
“	Réparation d'une route dans le canton Otis, mission Saint-Félix	25.12
“	Route de l'Anse aux Erables, ayant son point de départ sur le lot No 22 du rang VII canton Otis et se dirigeant vers la rivière Saguenay	199.99
“	Chemin de front du lot No 30 au lot No 1 du rang Ouest, canton Ferland	290.90
“	Chemin de front du rang I canton Kenogami, du lot No 1 au lot No 45, côte nord de la Décharge dans Saint-Charles Borromée	100.00
“	Chemin de front entre les rangs IV et V du canton Taché du lot 30 au lot 34	85.50
	Totaux	6,603.64
Compton	Chemin de front des lots Nos 14, 15, 16 et 17 dans la ligne entre les rangs II et III nord-ouest du canton de Winslow	99.00
“	Chemin sur les lots Nos 15 et 16 du rang III canton Hampden, pour relier le chemin Ditton au chemin McNamee	163.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Philippe Gagnon						
André Gagnon						
Réul Tremblay		2.65				
Roger Villeneuve.....		1.32		0.39	45	
L. N. Asselin et Georges Nadeau					60	
Marc Tremblay						
François Gagnon						
Clovis Kéroack						
Clovis Kéroack						
Prudent Potvin			1.09			
Prudent Potvin	1.00	2.00			24	
Bénéti Lavoie	7.00				94	
François Duperré.....		0.56	6.50	0.03	12	
Michel Harvey				0.10		
	10 00	14.04	14.87	1.02	847	2,061.31
Joseph Marceau	0.43	0.14		0.14	6	
Godfroid Chouinard....	0.51	0.22			6	15 00

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Compton— <i>Suite</i>	Chemin de front entre les rangs X et XI du canton de Marston	100.00
“	Chemin de front traversant le canton de Marston, du rang IX au rang III inclusivement, conduisant du village de Val Racine à Saint-Zénon de Piopolis.....	100.00
	Totaux	462.00
Deux-Montagnes.....	Aide à la reconstruction du pont Viau, sur la rivière du Nord, entre les paroisses de Saint-Colomban et de Saint-Canut.....	300.00
	Totaux	300.00
Dorchester.....	Chemin de front traversant en diagonale les lots Nos 18, 19, 20, 21 et 22 du premier rang de Standon jusqu'à la rivière Lafleur afin d'éviter les côtes du chemin qui conduit de Saint-Léon de Standon à Sainte-Germaine du Lac Etchemin.....	100.00
“	Chemin de front entre les rangs I et II du canton Watford, du lot No 49 au lot No 38 inclusivement, et son prolongement en route traversant le rang C sur les lots Nos 7 et 6, dans Sainte-Rose de Watford.....	80.00
“	Pont de la rivière Famine entre les lots Nos 46 et 47 dans le chemin de front entre les rangs I et II de Watford, dans Sainte-Rose.....	30.00
“	Route dans la ligne séparative du canton Watford d'un côté et des cantons de Ware et Langevin de l'autre, vis-à-vis les rangs II, III, IV, V, VI et VII de Watford	60.00
“	Route dans la ligne séparative des cantons de Watford et Metgermette d'un côté et le canton Langevin de l'autre, vis-à-vis les rangs A et B de Langevin.....	125.00
“	Chemin de front du lot No 44 au lot No 23 dans la ligne entre les rangs X et XI de Watford, dans Saint-Louis de Gonzague.....	100.00
“	Route traversant les rangs IX et X N. E. de Watford, entre les lots Nos 4 et 5, dans Saint-Prosper.....	105.00
	Totaux	600.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvrert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
J. D. Bernier, prêtre.....	0.07	0.32	.....	0.03	10	17.00
J. D. Bernier, prêtre.....	.....	0.22	0.11	0.03	.....	37.00
	1.01	0.90	0.11	0.20	22	69.00
Corporations municipales de Saint-Colomban et de Saint- Caut .....	.....	.....	.....	.....	175	.....
	.....	.....	.....	.....	175	.....
Ludger Genest.....	.....	0.18	.....	0.14	3	.....
J. O. Veilleux, prêtre.....	1.33	0.33	.....	.....	.....	.....
J. O. Veilleux, prêtre..	.....	.....	.....	.....	40	.....
J. O. Veilleux, prêtre.....	.....	.....	0.22	0.09	.....	.....
J. O. Veilleux, prêtre.....	.....	1.00	.....	.....	.....	.....
J. O. Veilleux, prêtre.....	0.17	0.33	0.07	.....	.....	.....
Zoël Gagné.....	2.00	.....	.....	.....	.....	32.00
	3.50	1.84	0.29	0.23	43	32.00

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Drummond.....	Chemin de front à travers les lets Nos 19, 20, 21 et 22 du rang VII du canton Kingsey	100.00
	Totaux	100.00
Gaspé.....	Entretien du chemin maritime du Portage de Grand Etang, partie est, durant l'hiver 1900-01.....	100.00
"	Entretien du chemin maritime du Portage de Grand Etang, partie ouest, durant l'hiver 1900-01	100.00
"	Chemin maritime du ruisseau Vallée à l'Anse-à-Jean, dans le premier rang du canton Christie.....	25.00
"	Route sur le lot No 6 du premier rang de Douglas Ouest, conduisant du grand chemin à la rivière Saint-Jean	50.00
"	Chemin de front entre les rangs II et III du canton Douglas, a Douglastown.....	98.75
"	Chemin maritime du Cap au Renard à l'Anse-à-Jean, dans le canton Christie.....	24.05
"	Chemin maritime entre Rivière-à-Marte et Marsouis, dans le canton Christie.....	98.30
"	Chemin maritime de Marsouis à Rivière-à-Claude, dans le premier rang du canton Duchesnay	50.00
"	Chemin maritime entre Arbour et Marsouis, dans le premier rang du canton Duchesnay	25.00
"	Chemin maritime entre Rivière-à-Pierre et Mount-Louis, dans la Seigneurie de Mount-Louis.....	25.00
"	Réparation du chemin maritime près de la rivière Mount-Louis, et construction d'un quai pour empêcher les eaux de la dite rivière d'emporter le chemin	25.00
"	Construction du pont de la rivière de l'Anse Pleureuse, sur le lot No 1, près du fleuve, dans la seigneurie Mount-Louis.....	150.00
"	Déviation du chemin maritime entre Saint-Antoine de Padoue du Gros Morne et Manche d'Epée	24.00
"	Chemin maritime de Manche d'Epée, sur le premier rang dans le canton Taschereau.....	25.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Etienne LeBel		0.97			12	50.00
		0.97			12	50.00
J. B. Dupuis.....						
Magloire Coulombe.....						
François Henley			0.18			
Edward Howell		0.10			16	
Thomas Kennedy		1.25			18	
François Vallée			0.19			
Joseph Gasse.....		0.67				
Virgile Henley.....			0.43		29	
Pierre Leclerc.....			1.00		8	
Octave Ouellet			2.50			
Marcel Gosselin			0.07			100.00
Joseph André Minault.....					160	
Pierre Lévesque.....	2.00				35	
Eusebe St-Laurent.....			0.36			

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Gaspé.— <i>Suite</i>	Chemin maritime de Petite Madeleine, sur les lots Nos 6 et 7 du premier rang dans le canton Taschereau	25.00
"	Chemin maritime de Petite Vallée, sur les lots Nos 6 et 11 dans le premier rang du canton Chloridorme	50.00
"	Chemin maritime dans le canton Chloridorme	25.00
"	Chemin maritime de l'Anse-à-Valeau à Grand-Etang, dans le canton Sydenham Nord	25.00
"	Chemin maritime de Petit Cap, sur les lots Nos 22, 24 et 21 dans le canton Fox	25.00
"	Réparation du pont de la rivière au Renard, sur le chemin maritime dans le premier rang du canton Fox	100.00
"	Chemin maritime des Trois Ruisseaux, sur le lot No 1 du premier rang dans l'Anse au Griffon	24.05
"	Chemin maritime de Cap Rosier, dans le portage qui conduit à Grande Grève	25.00
"	Chemin Darmouth, sur les lots Nos 17, 18, 19, 20, 21 et 22, dans le premier rang du canton Sydenham Sud, dans Saint-Majorique	49.30
"	Construction du pont de la rivière Grande Vallée (voir le rapport de 1900-01), 2ième année	250.00
"	Route communiquant du chemin public au rivage sur le fleuve Saint-Laurent, sur le lot No 34 dans l'Anse au Griffon	24.60
"	Entretien du chemin maritime du Portage de Grand Etang, partie est. durant l'hiver 1901-02	100.00
"	Entretien du chemin maritime du Portage de Grand Etang, partie Ouest, durant l'hiver 1901-02	100.00
"	Construction du pont du ruisseau Poirier, Pointe Ouest, dans Sainte-Anne des Monts	49.94
"	Construction du pont sur la décharge du lac Grand Etang, dans la seigneurie Grand Etang	200.00
"	Construction du pont de la rivière Grande Vallée (voir plus haut pour le même pont)	250.00
	Totaux	2,142.99

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Alexis Caron.....			0.21		9	
Auguste Brousseau.....			0.43		4	
Richard Mercier.....						
Jean-Baptiste Dupuis			11.00			
Edmond Denis			0.50			
Honoré Ouellet.....					100	
Ovide Labbé.....			0.14			
Paul Gagnon.....			0.11			
Louis Bouchard		1.00		0.01	6	
Grand Valley Lumber Co....						
Michel Power.....		0.47				
J. B. Dupuis.....						
Richard Labrecque						
Ferdinand Lepage.....					40	
Magloire Coulombe.....					110	
Grand Valley Lumber Co....						
	2.00	3.49	17.12	0.01	535	100.00

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Iles de la Madeleine ..	Route du Barachois à l'église de l'Etang du Nord	150.00
" ..	Route du Barachois à l'église de l'Etang du Nord	150.00
	Totaux	300.00
Joliette	Entretien du chemin Brassard, depuis Sainte-Emélie de l'Energie jusqu'à la grange Robitaille, durant l'hiver 1900-01	70.00
"	Réparations au pont de la rivière Noire, dans le chemin Brassard, sur le lot No 19 entre les rangs III et IV du canton Joliette	150.00
"	Route faisant partie du chemin Brassard, depuis le lot No 15 du rang II jusqu'au lot No 20 du rang V, canton Joliette	150.00
"	Construction du pont du ruisseau David, dans le rang Sainte-Marie, seigneurie Ramsay, dans Sainte-Emélie de l'Energie	50.00
"	Cours d'eau pour égoutter les terres du rang Saint-Guillaume, dans Saint-Jean-de-Matha	50.00
"	Route sur le lot No 28 du rang IX canton Cathcart, dans Saint-Côme	75.00
"	Route sur les lots Nos 29, 30, 31, 32 et 33 du rang VI, canton Cathcart, dans Saint-Côme	100.00
"	Route traversant la VIIe concession de Sainte-Mélanie entre les lots 305 et 306 et la VIIIe concession de Sainte-Béatrix, sur le lot No 6	100.00
"	Entretien du chemin Brassard, depuis Sainte-Emélie de l'Energie jusqu'à la grange Robitaille, durant l'hiver 1901-02	70.00
	Totaux	815.00
Kamouraska	Route Saint-Philippe conduisant à l'église de Mont-Carmel, partie située à l'endroit appelé "La Grande Montagne," dans le rang VI	125.00
"	Route Saint-Philippe conduisant à l'église de Mont-Carmel, partie située à l'endroit appelé "Montagne Plée," dans le rang V	
"	Route Saint-Philippe conduisant à l'église de Mont-Carmel, partie située à l'endroit appelé "Rocher Blanc," dans le Rang IV	

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Mille	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Charles Petitpas	1.00	2.00	.....	0.03	88	.....
Vital Cyr	0.50	0.75	.....	0.03	30	.....
	1.50	2.75	.....	0.06	118	.....
Edmond Bazin						
Joseph Basinet					80	
Joseph Basinet			5.00	0.54	36	
Israël Jubinville					30	50.00
Xavier Roy						50.00
Charles Pagette			0.18	0.03		
Euclide Rocheleau			1.23	0.54	15	
Alfred Laporte			0.18	0.18		
Edmond Bazin						
			6.59	1.29	161	100.00
			0.08			
Jean-Baptiste Beaulieu fils. }			0.11			20.00
			0.03			4.00

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Kamouraska—Suite	Route du Petit Moulin, dans le rang IV de Saint-Bruno.....	75.00
"	Route du Moulin des Ouellet, dans le rang IV de Saint-Bruno.....	75.00
"	Route de Saint-Alexandre à Saint-Eleuthère, depuis le premier rang du canton Park jusqu'au troisième rang du canton Pohenégamook..	180.00
"	Pont de la rivière Ouelle, sur la route du Nord-Est, dans le rang VIII, dans Saint-Onésime	29.46
"	Route du rang VI, dans Saint-Onésime.....	69.50
"	Chemin de front des lots Nos 21 et 22 entre les rangs II et III des grands lots du canton Bungay, dans Sainte-Hélène.....	74.63
"	Route Théophile Chamberland, sur les lots Nos 12 et 13 du rang VII, dans Saint-Pacôme	43.30
"	Côte dans la route de l'église de Notre-Dame du Portage (voir aussi comté de Témiscouata).....	25.00
"	Route des rangs III et IV, appelée "Côte de la Montagne," dans Saint-Paschal	82.25
"	Entretien de la route de Saint-Alexandre à Saint-Eleuthère, durant l'hiver 1901-02.....	35.00
	Totaux.....	814.14
Lac St. Jean.....	Construction du pont la rivière Tikouapé, sur le lot No 3 du rang X, dans le canton Girard.....	350.00
"	Réparation, à l'entreprise, du chemin conduisant de la Grande Péribonca à Mistassimi partie traversant les rangs II, III, IV et V du canton Dalmas	600.00
"	Réparation, du chemin conduisant de Péribonca à Mistassimi, partie traversant les lots qui aboutissent à la Petite Péribonca sur les rangs II, III, IV et V et dans la ligne entre les rangs V et VI jusqu'au lot No 11 dans le canton Dolbeau.....	178.33
"	Construction du pont de la rivière aux Rats, sur le lot No 60 entre les rangs II et III du canton Pelletier (voir le rapport de 1900-01). Réclamation pour salaire et loyer d'un chaland.....	4.70

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Léon Langelier			0.14			
Léon Langelier			2.00		6	
Alexis Bélanger			12.00		43	
Barthélemi Ouellet					45	
Barthélemi Ouellet			1.01		4	
L. Murray Castonguay		0.12			4	
Stanislas Danjou		0.05		0.05		
Ferdinand Dickner			0.12			
Eugène Mignault			0.09			
Alexis Bélanger						
		0.17	15.58	0.05	102	24.00
J. B. Carbonneau					130	
Julius Bergeron			4.00		123	
Joseph Girard			6.00			
François Gauthier						

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Lac St-Jean— <i>Suite</i>	Construction du pont de la rivière aux Rats, sur le lot No 60 entre les rangs II et III du canton Pelletier (voir le rapport de 1900-01). Réclamation pour peinture	32.00
"	Ouverture d'une route sur la rive droite de la rivière aux Rats, sur les lots Nos 48 et 47 du rang III canton Pelletier	199.40
"	Route du rang IX de Normandin	250.00
"	Route du pont Taillon, partie traversant le premier rang du canton Parent, dans Saint-Félicien	250.00
"	Route du pont Taillon, partie traversant le rang II du canton Parent entre les lots Nos 21 et 22, dans Saint-Méthode	244.60
"	Prolongement de la route du pont Taillon entre les lots Nos 21 et 22 des rangs V et VI du canton Parent, dans Saint-Méthode	191.82
"	Route traversant le rang V sur le lot No 30 et chemin de front entre les rangs V et VI sur les lots 31, 32, 34 et 36, dans le canton Demeules, faisant partie du chemin allant de Saint-Félicien à Notre-Dame de la Doré	199.50
"	Chemin de front du lot No 20 au lot No 36 du rang II, canton Ashuapmouchouan, appelé "Chemin de la Savane," dans Saint-Prime ..	148.50
"	Pont de la baie Trépanier et terrasses de chaque côté, sur le lot No 31 du rang II, canton Delisle, dans Saint-Joseph d'Alma	142.50
"	Route du lac Belley, traversant le rang II sur le lot No 52, le rang III sur les lots Nos 51 et 52, et sur les lots Nos 50 et 51 du rang IV, canton Métabetchouan, dans Saint-Louis de Chambord	395.20
"	Route traversant le premier rang ouest du canton Labarre sur les lots Nos 5 et 6, appelée "Chemin de la Savane d'Hébertville"	600.00
"	Chemin Archambault, du lot No 1 au lot No 9 entre les rangs II et III du canton Delisle	400.00
"	Construction du pont de la rivière Mistook sur le lot No 19 entre les rangs III et IV du canton Delisle	200.00
"	Route dans la ligne séparative des cantons Signal et Labarre, vis-à-vis les rangs IX et VIII de Signal, dans Saint-Joseph d'Alma	297.52
"	Chemin de front des rangs V et VI du canton Signal, du lot No 19 au lot No 25	141.02
"	Route entre les lots Nos 25 et 26 du rang VI, canton Signal	149.55

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascins et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
RR. PP. Trappistes						
Joseph Laforêt.....		0.94				
J. Baptiste Jean.....		0.61				
Antoine Hébert		0.43				
Georges Guénard		0.63		0.20		
Alex. Hébert.....		1.71			15	
Charles Pilote.....		0.36	0.65	0.02	31	
Pierre Lamontagne.....			2.00			150.00
Honoré Lessard		0.03			50	
Théodule Ménard.....	1.52			0.11	7	
L. N. Asselin				0.54		
Joseph Fleury.....		1.29		0.56	12	
Johnny Tremblay.....					70	
Thadée Gaudreau.....			1.05		8	
Hippolyte Lessard.....		1.00		0.10		
Abraham Tremblay.....		0.65		0.05	4	

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Lac St-Jean.— <i>Suite</i>	Chemin de la savane de Saint-Bruno entre les rangs IV et V du canton Labarre, au fronteau des lots Nos 2 et 3.....	247.90
"	Route traversant les rangs II, III et IV du canton Albanel entre les lots Nos 24 et 25, faisant partie du chemin allant d'Albanel à Mistassini	500.00
"	Déviation de la côte du Rocher Percé, dans le chemin de front du premier rang Métabetchouan sur les lots Nos 43 et 44, dans Saint-Louis de Chambord.....	100.00
"	Amélioration de la côte Bergeron, dans le chemin de front du premier rang Charlevoix, sur le lot No 19, dans Saint-Louis de Chambord...	150.00
"	Chemin de front du rang X canton Girard, sur les lots Nos 1, 2 et 3...	191.48
"	Route entre les lots Nos 19 et 20 du rang VI canton Ouatichouan, dans Sainte-Hedwige.....	89.48
"	Route entre les lots Nos 14 et 15 du rang X canton Labarre.....	200.00
"	Chemin de front entre les rangs I et II du canton Dequen, du lot No 12 au lot No 22, dans Saint-François de Salle.....	197.48
"	Chemin de front du lot No 13 au lot No 27 du rang VI canton Dablon, appelé "Chemin du Rétréci au Cran Serré," dans Saint-Thomas d'Aquin.....	300.00
"	Ponceau et terrassement dans un ravin sur le chemin de front du rang I canton Roberval.....	298.15
"	Relever le pont de la Petite Péribonca afin de le protéger contre les eaux s'échappant l'écluse (voir le rapport de 1900-01). Balance	55.77
"	Route La Martine conduisant de Chambord à Saint-André, partie dans le troisième rang du canton Métabetchouan.....	200.00
"	Reconstruction du pont de la rivière à l'Ours, sur le lot No 40 du rang II canton Ashuapmouchouan, entre Saint-Prime et Saint-Félicien (voir le rapport de 1900-01). Réclamation pour peinture.....	10.00
"	Route de lac Kénogamichiche passant entre les lots Nos 34 et 35 du rang Est chemin Kénogami, canton Labarre, dans Hébertville	49.40
"	Amélioration de quatre côtes dans le chemin de front sur les lots Nos 42, 43 et 44 du rang Nord canton Caron, dans Hébertville.....	50.00
"	Ouverture d'une route traversant le rang III du canton Taillon sur les lots Nos 26 et 27 et les rangs IV et V pour aboutir aux chutes de la Péribonca	300.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvrert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Napoléon Côté.....			0.56			
Antoine Laprise.....		2.33		0.03		
Simon Belley.....		0.16				
Pitre Bergeron.....		0.11			30	
Florent Laliberté.....		0.43		0.01	40	
Norbert Girard.....		0.43		0.09		
Albert Tremblay.....	0.11	0.29			19	
Abraham Bilodeau.....		1.67		0.29	62	
Xavier Lapointe.....	2.28	0.72		0.01	54	
Thérance Potvin.....			0.14		4	
Georges Nadeau.....						
Grégoire Dallaire.....		0.54			6	
Armand Guy.....						
Jean Ouellet.....		0.36				
Thomas Tremblay.....						
Louis Ouellet.....	2.97			0.07	161	

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Lac St. Jean.— <i>Suite...</i>	Réparation de côtes dans le chemin Archambault, sur les lots Nos 11, 12 et 13 entre les rangs I et II du canton Taillon	100.00
"	Réparation des abords du pont métallique, à Saint-Joseph-d'Alma, traversant la Petite Décharge de la rivière Saguenay entre le lot No 15 du rang IX Signai et le lot No 4 du rang I de l'Île d'Alma.....	100.00
"	Chemin de front, appelé "Chemin du pont Mistassibi," sur les lots Nos 4, 5 et 6 du rang Mistassibi dans le canton Pelletier.....	80.00
"	Subvention au bateau à vapeur de monsieur A. Morin, faisant le service sur le lac Saint-Jean, de Saint-Jérôme et Saint-Gédéon à la Pipe, saison de 1901	150.00
"	Route de la gare Gros Vison au lac des Commissaires, traversant le rang ouest du chemin de fer entre les lots 59 et 60 et les rangs II et I du lac des Commissaires entre les lots Nos 61 et 62, dans le canton Malherbe	250.00
"	Ouverture d'un chemin sur la rive ouest du lac des Commissaires, dans le canton Crespieul, depuis la rivière Rats-Musqués jusqu'à la rivière Epinette Rouge, é. à. d. du lot No 26 du rang III au lot No 8 du rang IV.....	220.65
"	Continuation de l'ouverture du chemin de front longeant la rive est du lac des Commissaires, jusqu'au lot No 34 à la rivière Quaquakamaksis	75.00
"	Aide à la construction du pont de la rivière Grandmont, sur le lot No 19 du rang X Signai, dans Saint-Gédéon.....	300.00
"	Achèvement du pont de la rivière aux Rats, sur le lot No 60 entre les rangs II et III du canton Pelletier (voir plus haut pour le même pont)	50.00
"	Travaux au pont de la Petite Péribonca, afin de la protéger contre les eaux s'échappant de l'écluse (voir plus haut pour le même pont)....	52.29
"	Reconstruction, au dessus de l'écluse de la Compagnie de Pulpe, du pont de la rivière Métabetchouan, à Saint-André de l'Epouvante. Salaire du contre-maitre.....	116.00
"	Construction d'un mur en pierre pour protéger la culée du pont métallique de la Petite Décharge, dans Saint-Joseph d'Alma.....	210.96
"	Réparation du pont Taillon, sur la rivière Ashuapmouchouan, dans Saint-Félicien.....	237.45
"	Chemin Archambault, partie dans la ligne entre Delisle et Taché et partie dans la ligne entre les rangs II et III de Delisle, du lot No 1 au lot No 13.....	450.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Oscar Renaud			0.36		10	
J. Nil Tremblay						
RR. PP. Trappistes			0.54			
Alexandre Morin						
Dolphis J. Marsan	0.31	0.20	3.05	0.09	180	
Dolphis J. Marsan	3.76					
Dolphis J. Marsan	1.18		1.11	0.06	42	
La corporation municipale de Saint-Gédéon, Wilfrid Si- mard, maire					55	100.00
J. Arthur Perron						
Johnny Savard						
Georges Nadeau						
J. Nil Tremblay						
Georges Nadeau						
Joseph Fleury		1.80		0.11	60	

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Lac St-Jean— <i>Suite.</i>	Route entre les lots Nos 26 et 27 des rangs III, IV et V du canton Taillon pour atteindre la rivière Péribonca, faisant partie du chemin Archambault.....	350.00
“	Route sur les lots Nos 30 et 31 du rang VI, canton Taillon, près des chûtes de la Péribonca, et faisant partie du chemin Archambault. . .	206.37
“	Route de la rivière aux Rats à la rivière à la Carpe, traversant les rangs IV et V du canton Pelletier entre les lots Nos 25 et 26, et le rang VI entre les lots Nos 24 et 25.....	489.84
“	Confection à l'entreprise d'une route traversant les rangs III et IV du canton Taillon, entre les lots Nos 14 et 15.....	350.00
“	Préparation du bois pour la construction du pont de la Belle-Rivière, pour remplacer le pont flottant, entre Saint-Jérôme et Hébertville. Acompte.....	100.00
“	Préparation du fer pour la construction du pont de la rivière Tikouapé, dans la route du pont Taillon, dans Saint-Méthode.....	221.37
“	Préparation du bois pour la construction du pont de la rivière Tikouapé, dans la route du pont Taillon, dans Saint-Méthode. Acompte.	500.00
	Totaux.....	12,524.23
L'Assomption.....	Reconstruction du pont Effingham sur la rivière l'Achigan, par les paroisses de Saint-Lin, comté de l'Assomption, Saint-Calixte, comté de Montcalm et Sainte-Sophie, comté de Terrebonne. Aide aux intéressés de St-Lin	129.29
	Totaux.....	129.29
Lévis	Route traversant une partie des rangs Terrebonne et Marangouinière, appelée “Route du bas du rang de Terrebonne,” dans Saint-Jean-Chrysostôme	50.00
“	Aide pour payer une partie des frais de peinture du pont Garneau, sur la rivière Chaudière, dans Saint-Romuald	250.00
“	Reconstruction du pont sur un ruisseau dans le rang Penin, au fronteau du lot de Théophile Cantin, dans Saint-Jean-Chrysostôme	100.00
	Totaux.....	400.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Louis Ouellet		2.29		0.40	92	
Charles Lindsay		1.91			88	
François X. Rousseau	3.25					
Oscar Renaud		2.00				
Alphonse Fortin						
Samson & Filion						
Alexandre Hébert						
	11.86	22.89	19.46	2.34	1,343	250.00
Corporation municipale de St- Lin, J. Archambault, secré- taire-trésorier					44	
					44	
Ferdinand Fouquet			0.21			60.00
Corporation municipale du comté de Lévis, G. S. Vien, préfet						
Magloire Samson						
			0.21			60.00

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
L'Islet	Chemin Taché sur les lots Nos 38, 39 et 40 entre les rangs V et VI, dans Sainte-Perpétue.....	50.00
"	Route dite "Equerre de Saint-Marcel" sur les lots Nos 38 à 43 des rangs V et VI du canton Garneau, dans Sainte-Perpétue.....	50.00
"	Construction d'un pont sur la rivière Saint-Roch, sur le lot No 12 du rang V canton Dionne, dans Saint-Pamphile.....	672.33
"	Route Arago depuis Saint-Cyrille jusqu'au camp des Cèdres.....	125.00
"	Route Arago depuis le camp des Cèdres jusqu'à Saint-Marcel.....	75.00
"	Route au sud du chemin Taché, dans les cantons Arago et Leverrier, reliant Saint-Marcel à Saint-Adalbert	50.00
"	Chemin de front entre les rangs VII et VIII du canton Fournier, appelé "Sainte-Gratine"	50.00
"	Chemin de front du rang VII de Saint-Cyrille, depuis le route allant au sud-ouest, dans le canton Lessard.....	50.00
"	Construction d'un pont sur la rivière Saint-Nicolas, dans la route à Pierre Noel, sur le lot No 1 du premier rang canton Bourdages, dans Saint-Cyrille	50.00
"	Route David Thibault, dans le deuxième rang du canton Lessard, dans Saint-Cyrille.....	50.00
"	Chemin de front du VIIe rang de Saint-Cyrille, sur les lots 4 et 3, depuis la route David Thibault.....	49.50
"	Route entre le canton Lessard et le canton Fournir, appelée route seigneuriale entre Saint-Jean et Saint-Cyrille	50.00
"	Route et pont sur les lots Nos 47 et 48 entre les rangs V et VI du canton Casgrain, dans Saint-Adalbert	74.98
"	Route traversant les rangs VI, VII et VIII du canton Casgrain, entre les lots Nos 21 et 22, dans Saint Pamphile.....	25.00
"	Route entre les lots Nos 3 et 4 du rang II canton Dionne, dans Saint-Pamphile	50.00
"	Route Elgin, partie dans la ligne séparative des cantons Dionne et Casgrain, dans Saint-Pamphile, depuis le gros poteau en montant vers la frontière	25.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascins et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Clément Gagnon			0.47			
Clément Gagnon			0.72			
Arsène Fortin et Alfred Caron					46	
Etienne Boulet			4.00		16	
Pierre Pelletier			5.00			
Charles Morin		0.25	0.25			
Blaise Fournier		0.65				
Onésime Carlos			0.11			
Corporation municipale de Saint-Cyrille, Téléphore Michaud, secrétaire-trésor- ier, Phydime Moreau, con- structeur					37	160.00
Joseph Coulombe	0.31					
Barthélemi Cloutier	0.50					
Nazaire Thibault	0.49				26	
Michel Duval		0.03			22	
Auguste Pelletier			2.50			
François Pelletier		0.14	0.72	0.02	6	
Auguste Bélanger			1.00			

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé
		\$ cts
L'Islet.— <i>Suite</i>	Route Elgin, partie dans la ligne séparative des cantons Garneau et Lafontaine, dans Sainte-Perpétue, depuis la ligne de Saint-Pamphile en descendant.	75.00
"	Route Elgin, partie dans la ligne séparative des cantons Ashford et Fournier, dans Sainte-Perpétue.....	75.00
"	Route Elgin, partie dans la ligne séparative des cantons Ashford et Fournier, dans Saint-Damase.....	50.00
"	Chemin Taché entre les rangs V et VI du canton Garneau, à l'ouest de la route Elgin, dans Sainte-Perpétue.....	50.00
"	Chemin Taché entre les rangs IV et V du canton Lafontaine, à l'est de la route Elgin, dans Sainte-Perpétue.....	50.00
"	Route, dite Manitoba, traversant le rang A entre les lots Nos 13 et 14 depuis la route Elgin jusqu'au chemin de front entre les rangs II et III du canton Lafontaine, dans Sainte-Perpétue.....	50.00
"	Route Terrebonne, depuis la route Elgin allant vers l'ouest entre les rangs III et IV du canton Garneau, dans Sainte-Perpétue.....	50.00
"	Chemin Arago, allant à l'ouest, dans Saint-Damase.....	49.75
"	Route du rang VII canton Ashford, entre les lots 376 et 377 du cadastre officiel de Saint-Damase.....	49.50
"	Chemin de front du rang II canton Lessard (VII de Saint-Cyrille) et des rangs IV et V du canton Bourdages, appelé "Chemin de Louis Bernier," dans Saint-Cyrille.....	75.00
"	Route Elgin, à partir du chemin Arago en montant, dans Saint-Damase.....	50.00
"	Chemin de front sur les lots Nos 8 et 7 du rang VII canton Lessard, dans Saint-Cyrille.....	100.00
"	Route traversant le rang VII d Arago et le rang I Leverrier, conduisant de Saint-Marcel à Saint-Adalbert.....	100.00
"	Route traversant le rang V Leverrier entre les lots Nos 42 et 43, conduisant de Saint-Adalbert à Saint-Marcel.....	174.53
	Totaux.....	2,495.59

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Germain St. Pierre			2.14		3	
Magloire Caron.....			3.43			
Joseph Caron.....			0.43		5	
Charles Leblanc.....			1.32		3	
Lazare Lebel.....			0.90		3	
Joseph Jean.....		0.11	1.00		4	
Michel Robichaud.....			0.50	0.11	3	
J. B. Sénéchal.....			1.50	0.03		
Elzéar Pelletier.....		1.01				
Paul Bernier.....	0.36	0.22	0.36		4	
Pierre Blier.....			0.32		9	
Auguste St-Pierre.....		0.27			12	
F. X. A. Dulac, prêtre.....		0.50	1.00			
S. H. Lessard, prêtre.....	0.07	0.25		0.05		
	1.73	3.43	27.67	0.21	199	160.00

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Maskinongé	Confection, à l'entreprise, du chemin de Saint-Zénon au lac Ignace, partie traversant les rangs I et II du canton Masson, sur les lots Nos 26 et 27	550.00
“	Construction d'un pont sur la rivière Mastigouche, dans Saint-Charles de Mastigouche	700.00
	Totaux	1,250.00
Matane	Route dans la ligne séparative de la seigneurie de Métis et du canton McNider, vis-a-vis les rangs II et III de McNider, travaux faits en 1900	90.35
“	Minage d'un rocher dans la route ci-dessus, travaux faits en 1900	157.80
“	Route traversant le rang VI du canton Matane sur le lot No 14, dans Saint-Léandre, travaux faits en 1900	250.00
“	Construction du pont sur la rivière Matapédia, à Sainte-Florence de Beaurivage	1,380.49
“	Reconstruction du pont du ruisseau Sem, dans Saint-Edouard-des-Méchins	459.71
“	Route centrale des Grands Méchins, sur les lots Nos 17 et 18 du premier rang dans le canton Dalibaire	49.00
“	Route des Crapauds, du rang II au rang III dans le canton Cherbourg	50.00
“	Route traversant le rang VI du canton Matane, sur le lot No 14 dans Saint-Léandre	250.00
“	Route du Cap-à-la-Baleine, du rang III au rang IV, canton Cherbourg, dans Sainte-Félicité	75.00
“	Route Dion, du premier au deuxième rang de la seigneurie, dans Sainte-Félicité	99.98
“	Chemin de la rive ouest de la rivière Matane, depuis la rivière Petchetetz jusqu'au ruisseau Janson	96.25
“	Route Tartigou, sur le premier rang du canton Matane, dans Saint-Ulric	50.00
“	Route Charles Lamarre du rang III au rang IV Est canton Matane, dans Saint-Ulric	74.50

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Arthur Champagne.....		2.75				
Onésime St-Jean					120	
		2.75			120	
Eusèbe Ouellet.....	0.07	0.36				
Théophile Bernier		0.01				
Alex. Levasseur	1.18			0.03	14	
Georges Nadeau.....					220	
Joseph Raymond					155	
Joseph Lemieux.....		0.32			11	
Sévère Imbeault.....		0.14	0.36			
Alex. Levasseur.....		0.60		0.27	63	
Georges Pelletier		0.29		0.01	35	
Frédéric Dion.....		0.25		0.18		
Elzéar Chrétien.....	2.00			0.04		
Alfred Gosselin.....			0.91			
Pierre Courcy.....			0.16			75.00

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé,
		\$ cts
Matane. — Suite	Chemin de front du premier rang canton McNider, appelé "Chemin Tartigou," dans Sandy Bay.....	49.50
"	Minage d'un rocher sur la route dans la ligne séparative de la seigneurie de Métis et du canton McNider, vis-à-vis les rangs II et III de McNider.....	99.25
"	Route depuis la gare de Kempt, sur l'Intercolonial, jusqu'au rang IX, dans le canton Cabot.....	100.00
"	Route Martineau entre les lots Nos 64 et 65 du rang VI canton Fleuriault, dans Sainte-Angèle de Mérici.....	99.20
"	Route entre les lots Nos 66 et 67 du rang sud-ouest du chemin Métapédia dans le canton Cabot et son prolongement jusqu'au lot No 31 du premier rang du canton Awantjish, dans Saint-Moise	146.50
"	Route de Sayabec à Saint-Damase, partie traversant les rangs X, XI et XII du canton McNider.....	99.20
"	Route de la gare de Sayabec au canton Awantjish, partie longeant la rivière Saint-Pierre à travers les rangs II et III de la seigneurie du lac Métapédia.....	148.50
"	Route de la gare de Sayabec, à partir de la seigneurie, traversant le rang IV et se continuant dans le fronteau entre les rangs IV et V du canton Awantjish.....	147.85
"	Route dans la ligne séparative de la seigneurie du lac Métapédia et du canton Awantjish, vis-à-vis le rang VIII, dans Saint-Pierre du Lac.....	100.00
"	Chemin de front longeant la rivière Humqui, dans le canton Pinault.....	298.10
"	Ouverture d'une route devant relier la gare de Sayabec au village de St-Jérôme de Matane, à travers la seigneurie du Lac Métapédia et le canton Matane.....	600.00
"	Réparation du pont de la route du Petit Matane, sur le premier rang dans la seigneurie de Matane	75.00
"	Ouverture d'une route du premier au deuxième rang de la seigneurie du lac Métapédia, entre Saint-Pierre du Lac (Cedar Hall) et Sayabec	75.00
"	Route sur les lots Nos 10 et 11 du premier rang canton Dalibaire, dans Petits Méchins.....	50.00
"	Continuation de l'ouverture de la route pour relier la gare de Sayabec au village de Saint-Jérôme de Matane, à travers la seigneurie du Lac Matapédia et le canton de Matane.....	548.80

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Flânetes et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Damase Pineault.....			0.14			
Théophile Bernier.....		0.01			9	
Barthélemi Dubé.....	0.29	0.22		0.03		
Edouard Dufour.....		0.40	0.18	0.18		
François Harvey.....		2.02		0.03	36	
Philémon Michaud.....			0.72		9	
Louis St-Pierre.....			4.00	0.36	87	
Louis St-Pierre.....		4.00		0.36	8	
J. B. Michaud.....		0.36				
Marcel Brochu.....		1.81		0.22	39	
Louis P. Joubert.....	5.00				25	
Alexandre Philibert.....					114	
Charles Pearson.....	0.72					
Louis Verreault.....			0.11	0.09	12	15.00
Louis P. Joubert.....	6.00					

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Matane.— <i>Suite</i>	Terminer la route sur les lots Nos 13 et 14 depuis le chemin du rang VI jusqu'au chemin du rang VII dans le canton Matane.....	250.00
	Totaux	6,269.98
Mégantic	Chemin de front des lots Nos 12, 13, 14 et 15 du premier rang du canton de Thetford.....	24.10
"	Route sur les lots Nos 8 et 9 des rangs VI et V du canton Inverness..	25.00
"	Route entre les lots 12a et 12b du rang VIII canton Nelson, dans Sainte-Anastasia	69.95
"	Route entre les lots Nos 11 et 12 dans le rang III du canton de Thetford Nord.....	38.75
"	Route entre les lots Nos 19 et 20 dans le rang VII du canton de Thetford Sud.....	50.00
"	Route entre les rangs Nos 7 et 8 depuis les rangs IX et X du canton Ireland jusqu'au chemin Craig	40.00
"	Route conduisant de Notre-Dame de Lourdes à la station Kingsburg ..	100.00
"	Route sur le lot No 17 du rang VIII dans le canton de Thetford.....	50.00
"	Route entre les lots Nos 16 et 17 du rang XIV de Leeds Est.	38.50
"	Route dans le rang VII du canton Ireland, dans Saint-Adrien	39.80
"	Route sur les lots Nos 14 et 15 des rangs I et II du canton Leeds.....	23.80
"	Ouverture d'une route conduisant de la gare de Coleraine sur le Québec Central, jusqu'au lot No 26 du rang II du canton Coleraine.....	300.00
"	Chemin de front du lot No 11 du premier rang de Thetford	25.00
"	Reconstruction du pont de la rivière Blanche, sur le lot No 130 du rang V du canton de Somerset Sud, appelé " Pont Germain " entre Saint-Calixte de Somerset et Lourdes.....	46.00
"	Déviations de deux montagnes sur les lots Nos 10 et 17 dans le chemin de front du rang IV de Thetford, dans Saint-Antoine de Pontbriand	150.00
	Totaux	1,014.90

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts.
Alex. Lavasseur		0.58				
	11.26	11.37	6.58	1.80	837	90.00
James Walker			1.00		16	6.00
William Cruikshank			0.58		12	10.00
F. H. Préfontaine		0.86				10.00
Pierre Landry			1.01			10.00
Louis Simoneau		0.87		0.02		72.50
Joseph Forbes		0.25				
Charles Morin	0.54					
Charles Fontaine, fils		0.47			3	75.00
Napoléon Lemieux	0.61	0.14				56.00
Francis Morin	0.72			0.07	18	3.00
Thomas McKee, jr.		1.50				30.00
A. E. Hudon		6.00			60	1500.00
James Walker			0.32		16	6.00
Cléophas Germain					45	274.00
Théop. Houle, prêtre	0.14		0.22	0.03		
	2.01	10.19	3.13	0.12	170	2,052.50

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Montcalm	Chemin de ligne sur le lot No 19 du rang IV de Chertsey, rang Chantelle (voir le rapport de 1900-01). Travaux fait en 1900, balance.	12.72
"	Chemin du lac Chaud, partie sur les lots Nos 6, 7 et 8 du premier rang canton Nantel.....	99.99
"	Reconstruction du pont Effingham sur la rivière l'Achigan, par les paroisses de Saint-Lin, comté de L'Assomption, Sainte-Calixte, comté de Montcalm et Sainte-Sophie, comté de Terrebonne. Aide aux intéressés de Saint-Calixte	166.33
"	Chemin Coutu, partie sur les rangs II, III et IV du canton Lussier, dans Saint-Donat.....	100.00
"	Chemin de front dans le canton Archambault, faisant partie du chemin conduisant de Saint-Agricole à Saint-Faustin.....	82.13
"	Chemin Coutu dans le canton Chilton.....	22.42
"	Chemin Langlois sur les lots Nos 55, 56, 57 et 58 dans le rang VII du canton Wexford.....	150.00
"	Route sur le lot No 47 du rang IV, canton Wexford.....	50.00
"	Route sur les lots Nos 20 et 21 du rang VI canton Chertsey.....	25.50
"	Route sur les lots Nos 2 et 3 du rang XI canton Chertsey.....	75.00
"	Chemin de front sur le lot No 30 du rang III et le lot No 31 du rang IV, dans Petit Chertsey.....	50.00
"	Route sur le lot No 12 du premier rang du Canton Chertsey.....	50.00
"	Route sur le lot No 22 du rang VII et les Nos 22, 23 et 24 du rang VIII, dans le canton Rawdon.....	25.00
"	Route sur le lot No 16 du rang VIII, canton Rawdon.....	75.00
"	Chemin de front du lot No 11 sur le rang VI du canton Rawdon.....	25.00
"	Route sur le lot No 9 du rang IV, canton Rawdon.....	25.00
"	Préparation du bois pour la construction d'un pont sur la rivière Rouge, à L'Ascension, reliant les cantons Mousseau et Lynch, vis-à-vis les lots Nos 25	567.79
	Totaux.....	1,601.88

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
J. A. Morin						
Abraham Courtemanche		0.42			10	
Corporation municipale de Saint-Calixte, J. Archambault, secrétaire-trésorier.....						
Félix Legendre, prêtre, curé.....			0.60	0.09	20	
A. Gauthier, prêtre.....		0.19				
Jos. M. Vigneault, prêtre, miss.....			7.00			
Adolphe Riopel.....		0.42	0.94	0.18	9	
David Brown.....			0.43	0.03	25	
Baptiste Bélair.....			0.10		3	
Octave Brouillet.....			1.00	0.07	12	
Alexandre Rivet.....		0.12	0.03		18	
Henry Smith.....			0.36	0.03	24	6.00
Thomas Copping.....			1.25			20.00
Joseph Venne.....			1.00	0.11	77	5 00
Ambrose Rowan.....			0.14			
Edward Rowan.....			0.07			4.00
Jos. Lavoie, Jos. Lanthier et Amb. Charbonneau.....						
		1.15	12.92	0.51	198	35.00

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins.

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Montmagny	Détournement d'une côte dans la route Sainte-Appoline, rang III du Cap-Saint-Ignace.....	198.00
"	Route du Cap-Saint-Ignace à Sainte-Appoline, partie passant dans le canton Bourdages.....	145.90
"	Route Roy sur les lots Nos 30 et 31 du rang A canton Ashburton, dans Notre-Dame-du-Rosaire.....	99.58
"	Route Beaubien, partie traversant la VIIe et VIIIe concession dans Notre-Dame-du-Rosaire	99.23
"	Route Sirois, partie depuis la Ve jusqu'à la XIe concession dans Notre-Dame-du-Rosaire	46.35
"	Détournement d'une côte et travaux de minage sur la deuxième concession de Saint-François du Sud, dans la route conduisant à Armagh	100.00
"	Ouverture d'une route devant relier la mission Saint-Théodore à Saint-Paul de Montminy, partie traversant les rangs VII, VI, V, IV et III du canton Rolette.....	100.00
"	Ouverture d'une route devant relier Saint-Paul de Montminy à la mission Saint-Théodore, partie traversant les derniers rangs du canton Montminy et les premiers rangs du canton Rolette.....	100.00
	Totaux.	889.06
Montmorency	Réparation du pont Bacon, sur la Grande Rivière entre Sainte-Anne de Beupré et Saint-Joachim.....	573.21
"	Réparation du pont de la rivière des Roches, dans Saint-Féréol.....	26.08
"	Réparation du pont de la rivière Lombret sur les lots Nos 83 et 271 du rang Saint-Elzéar, dans Saint-Tite des Caps.....	25.91
"	Réparation du pont de la Décharge sur les lots Nos 110 et 247, dans Saint-Tite des Caps.....	8 93
"	Réparation du pont du Nord, sur la décharge de lac Saint-Joachim, lots Nos 78 et 280 du rang Saint-Pierre, dans Saint-Tite des Caps ..	19.54
"	Chemin de front des lots Nos 117, 118, 119, 120 et 121 du rang Saint-Pierre, dans Saint-Tite des Caps	25.20

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvrert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	¢ cts
Ferdinand Frégeau.....		0.09				3.00
David Paradis.....		0.43	5.00		7	
Joseph Boilard.....		1.00		0.09	12	
L. A. A. Talbot, prêtre, curé.....			2.00			
L. A. A. Talbot, prêtre, curé.....			5.50			
Léonard Martineau.....		0.12				36.25
Charles Bilodeau.....	4.29			0.03		
Onésime Caron.....	6.00				4	
	10.29	1.64	12.50	0.12	23	39.25
Elzéar Fortier.....						
Thomas Simard.....						
Siméon Renaud.....						
Siméon Renaud.....						
Siméon Renaud.....						
Siméon Renaud.....			0.54	0.07		

TABLEAU

Etat détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Montmorency— <i>Suite</i>	Chemin dans Laval.....	60.00
"	Route de Saint-Féréol, depuis le chemin royal de Sainte-Anne jusqu'à l'extrémité sud-ouest de la terre de Jean Paré.....	50.00
	Totaux.....	788.87
Napierville.....	Route sur les lots Nos 121, 122, 57, 97, 76, 99 du rang des Sloan au rang de Saint-Edouard.....	500.00
	Totaux.....	500.00
Ottawa.....	Confection d'un bac sur la rivière Kiamika, à la tête du lac des Ecorces.....	50.00
"	Route traversant le rang XII du canton Lochaber sur les lots Nos 6, 7 et 8, le rang I de Mulgrave sur les lots Nos 40, 41, 42 et 43 et les rangs II, III et IV sur les lots Nos 41 et 42, puis longeant le rang V du dit canton de Mulgrave.....	300.00
"	Construction de deux ponts; l'un sur la décharge du lac des Îles, sur le lot 32 du rang V, et l'autre sur un ruisseau se jetant dans la décharge du lac des Îles, sur le lot 37 du rang IV, sur le chemin de la ferme Wabassée, dans le canton Bouthillier.....	420.40
"	Route de la ferme Wabassée, sur les lots Nos 38, 37, 36 et 35 du rang IV, dans le canton Bouthillier.....	93.00
"	Chemin sur la rive ouest de la rivière du Lièvre, depuis la ferme Beaulieu, dans le canton Wabassée, jusqu'à la ferme Wabassée, dans le canton Bouthillier.....	454.86
"	Chemin de la rive ouest de la rivière du Lièvre, dans le canton Bouthillier, sur les lots 21 à 33 du rang II et les lots 33 à 37 du rang III, jusqu'à la ferme Wabassée.....	300.00
"	Continuer l'ouverture du chemin des cantons Preston et Gagnon, à l'est du lac Poisson Blanc.....	400.00
"	Chemin de front du deuxième rang du canton Ponsonby, partie sur les lots Nos 1, 2, 3 et 4.....	100.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
John Boylan						
Pierre Bilodeau			1.00			
			1.54	0.07		
La Corporation municipale de St-Edouard de Napierville, Paul Tremblay, maire.....		0.80		0.65	20	730.00
		0.80		0.65	20	730.00
Léon Plouffe.....						
Albert Forget, prêtre, curé.....		7.00		0.12	86	
David Pilote.....					282	
William Pilote.....	0.72					
William Pilote.....	3.32					
David Pilote	0.29	1.65	0.72	0.03	114	
Ferdinand Chartrand.....	1.62			0.06	405	
Gordon Clark		0.80			87	

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Ottawa— <i>Suite</i>	Ouverture d'une route traversant les rangs II et I du canton Amherst sur les lots Nos 35, 36 et 37, en contournant le lac Rond jusqu'à la ligne d'Addington	300.00
"	Amélioration de la route du rang VI du canton La Minerve, entre les lots Nos 16 et 17, et ouverture d'une route traversant le rang VIII du dit canton entre les lots Nos 16 et 17	196.04
"	Chemin de front du rang sud du lac Macaza, canton Marchand, du lot No 12 au lot No 16	348.12
"	Route centrale de L'Annonciation, traversant le rang nord-est de la rivière et le rang A du canton Marchand, sur les lots Nos 44 et 45 ..	146.60
"	Chemin de front sur les huit premiers lots entre les rangs IV et V du canton Turgeon	150.00
"	Route centrale du canton Turgeon, traversant les rangs I et II entre les lots Nos 27 et 28	294.10
"	Chemin de front du lot No 38 au lot No 45 dans le rang VII du canton Kiamika	245.00
"	Chemin conduisant du rapide de l'Original au lac des Ecorces, partie traversant le rang IV dans le canton Campbell, du lot No 21 au lot No 28	297.49
"	Chemin du lac des Ecorces, partie contournant le lac des Barges, dans le rang II ouest, canton Campbell	199.82
"	Chemin de front longeant la rive est de la rivière du Lièvre, partie depuis le lot No 43 du rang II, canton Campbell, jusqu'au lot No 8 du rang I, canton Wurtele	300.00
"	Route entre les lots Nos 1 et 2 du deuxième rang, canton Gravel	249.76
"	Chemin de front longeant la rive ouest de la rivière du Lièvre dans le canton Gravel, partie depuis la grande ligne jusqu'au lot No 16 du premier rang	247.50
"	Route entre les lots Nos 36 et 37 dans le canton Wurtele, depuis le chemin de la rive ouest de la rivière du Lièvre jusqu'au canton Moreau et son prolongement dans la ligne séparative des cantons Wurtele et Moreau	186.50
"	Chemin de front, à l'ouest du lac des Iles, sur les lots Nos 20 à 12 inclusivement dans le rang V du canton Robertson	371.62
"	Chemin de front, à l'ouest du lac des Iles, sur les lots Nos 6, 7, 8, 9, 10 du rang VI et le lot No 11 du rang V canton Robertson	49.50

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascins et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Elie Marcil	0.25	1.75		0.03		
Agenard Ducharme	0.36	0.65	1.00	0.11	12	
Adolphe Lapointe, fils		0.63		0.02	54	
Dominique Chartier	0.11	0.09		0.09		
Damase Champoux	1.00			0.04	40	
Moïse Mercier	1.72					
Joseph Deschamps		0.32	0.69	0.03		
Pierre Piché	0.53			0.23	115	
Léon Plouffe		0.65		0.07	52	
Joseph Thibault		2.61		0.02	285	
Charles Ouellet		0.69		0.07		
Cyrille Lafontaine		4.00		0.04	72	
Cyrille Lafontaine	2.00					
Philéas Longpré	3.00				40	
Philéas Longpré	1.15					

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Ottawa— <i>Suite</i>	Chemin de front, à l'ouest du lac des Iles, sur les lots Nos 2 à 11 inclusivement des rangs V et VI, dans le canton Robertson.....	162.25
"	Route conduisant au lac des Iles, partie traversant les rangs II, III, IV et V du canton Bouthillier sur les lots Nos 16 et 17.....	198.75
"	Chemin du lac des Ecorces, partie contournant le lac Vert (Gauvin), dans le canton Campbell.....	242.49
"	Chemin de la rivière du Lièvre à la rivière Gatineau, partie dans le canton Blake, depuis la décharge du grand lac à l'Ours jusqu'à la décharge du petit lac à l'Ours.....	545.00
"	Chemin du lac Blanche, du lot No 4 au lot No 8, dans le premier rang du canton Loranger.....	130.00
"	Chemin de front contournant la rive ouest du Grand Nominigue, partie sur les lots Nos 45, 46, 47, 48, 49 et 50 du rang IV, canton Loranger.....	54.88
"	Chemin de la Montagne Noire, sur les lots Nos 17, 18, 19, 20, 21, 24 entre les rangs VI et VII du canton de Ripon.....	199.20
"	Construction du pont du ruisseau Bitobi, dans le IIIe rang du canton Northfield.....	200.00
"	Chemin de front sur le lot No 23 du rang nord-est de la rivière Rouge, dans le canton Marchand.....	50.00
"	Entretien de la partie du chemin Chapleau traversant le canton Kiamika, du 1er juillet 1901 au 30 juin 1902.....	80.00
"	Entretien de la partie du chemin Chapleau traversant le canton Montigny, du 1er juillet 1901 au 30 juin 1902.....	250.00
"	Entretien de la partie du chemin Chapleau traversant le canton Loranger, du 1er juillet 1901 au 30 juin 1902.....	90.00
"	Entretien de la partie du chemin Chapleau traversant le canton Marchand, du 1er juillet 1901 au 30 juin 1902.....	40.00
"	Entretien de la partie du chemin Chapleau dans le canton Joly, depuis le chemin de La Minerve jusqu'au canton Marchand, du 1er juillet 1901 au 30 juin 1902.....	30.60

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Joseph Campeau.....	1.02			0.04	178	
Philibert Poulin.....		0.23		0.06	42	
Pierre Lortie.....		1.00		0.94	14	
Aimé Allie.....		4.25		0.39		
Georges A. Wilson.....		1.05		0.02		
Joseph Laroche.....		1.00		0.14	6	
Joseph B. Joubert.....	0.36	0.29			15	
Thomas Clément.....					230	30.00
Joseph Dubois.....			0.11			
Corporation municipale de Saint-Gérard de Montarville, Léandre Brunet, conducteur..			7.00			
Hyacinthe Maillé.....			12.00	0.06	15	
Corporation municipale de Saint-Ignace de Nominigüe, Dolphis Morand, conducteur..			6.00		15	110.00
Corporation municipale de L'Annonciation, Alfred Nan- tel, conducteur.....			8.00			
Corporation municipale de La- belle, P. E. Forget, maire....			2.62			

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Ottawa.— <i>Suite</i>	Aide à établir deux bacs sur la baie Pentecôte.....	80.00
“	Chemin de front des lots Nos 1, 2, 3, 4, 5 et 6 des rangs VIII et IX dans le canton Wright.....	241.06
“	Route sur les lots Nos 35 et 36 du rang V de Mulgrave.....	199.00
	Chemin de front sur le lot No 20 du rang VII de Mulgrave.....	
	Route entre les lots Nos 7 et 8 du rang III de Derry.....	
	Et chemin de front sur les lots Nos 33 et 35 du rang V de Derry....	
“	Route entre les lots Nos 50 et 51 du rang IV, canton Robertson....	198.00
“	Chemin de front du rang IV canton Robertson, du lot No 26 au lot No 28.....	20.00
“	Chemin Péliissier à travers les cantons Wakefield, Hull et Templeton, conduisant de Saint-Pierre de Wakefield à la Pointe Gatineau	350.00
“	Chemin de front sur les lots Nos 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 des rangs VIII et IX, canton Bouchette, appelé “Chemin du lac Long”.....	195.40
“	Travaux de minage dans le chemin de front sur le lot No 1 du rang III, canton Bowman.....	49.50
“	Construction d'un viaduc sur le lot No 31 du deuxième rang canton Villeneuve	100.00
“	Chemin de front sur les lots Nos 51, 52, 53, 54, 55, 56 et 57 entre les rangs II et III du canton Bowman.....	148.95
“	Chemin de la rivière Serpent, sur les lots Nos 7, 8, 9, 10, 11 et 12 du rang V et les lots Nos 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 du rang VI, canton McGill.....	364.92
“	Chemin longeant la rive ouest de la rivière du Lièvre, sur les cinq derniers lots de Robertson et les deux premiers lots de Bouthillier.....	199.99
“	Route Maillé entre les lots Nos 16 et 17 du premier rang canton Gravel	196.88

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	¢ cts
Corporation municipale de Pa- pineauville, P. Picard, secré- taire-trésorier.....						
Louis Pétrin		1.00			16	
George Beihler		1.75			40	
Frédéric Beauchamp.....		1.00		0.11	12	42.00
William Yeale.....	0.11	0.25				
J. V. Déziel.....		1.00	6.00	0.16	50	
Napoléon Labelle	0.18	1.50		0.08		10.00
Corporation municipale de Bowman et Villeneuve, George Ferd. David, con- ducteur		0.06				
Corporation municipale de Bowman et Villeneuve, Amédée Vallière, conduc- teur.....					96	65.00
Onésime Prescott.....		1.43		0.03	30	
Alphonse Binette.....	1.18	1.12		0.04		
J. B. Boyer, fils.....		1.50			80	
Charles Ouellet.....		0.87		0.04		

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Ottawa.— <i>Suite</i>	Chemin longeant la rive ouest de la rivière du Lièvre, partie passant sur le lot No 51 du IIIe rang de Robertson.....	200.00
"	Route Dumouchel sur les lots Nos 27 et 28 du rang III canton Robertson.....	91.12
"	Route sur les lots 25 et 26 du rang V canton Robertson.....	183.90
"	Route du lac Brochet traversant les rangs V et VI sur le lot No 55, dans le canton Robertson	100.00
"	Chemin longeant la rive gauche du lac des Iles, dans le cordon entre les rangs IV et V du lot No 22 au lot No 28, dans le canton Bouthillier.....	99.00
"	Amélioration d'une côte sur les lots Nos 18 et 19 du premier rang, canton Campbell.....	50.00
"	Hausser le chemin de la Barrière, près du pont sur la décharge reliant les deux lacs Nominigüe.....	300.00
"	Chemin longeant la rivière Sawga à travers les cantons Loranger, Montigny et Boyer, partie sur le premier rang de Loranger du lot No 9 au lot No 4.....	299.40
"	Chemin contournant la partie supérieure du lac Labelle dans les rangs H et G du canton Joly, le rang I de La Minerve et A et B de Labelle pour atteindre la décharge du dit lac Labelle.....	392.55
"	Construction d'un viaduc et terrassement de la coulée sur les lots Nos 10 et 11 du rang IV de Portland Est, dans Notre-Damé-de-la-Salette.....	300.00
"	Construction d'un bac sur la rivière du Lièvre, au rapide des Pins, à trois milles en haut de Ferme Neuve.....	25.00
"	Chemin de La Minerve, partie dans le canton Joly.....	74.52
"	Construction d'un bac pour le passage de la rivière du Lièvre, à Ferme Neuve	50.00
"	Chemin de front contournant la rive ouest du Grand Nominigüe, sur les rangs II, III et IV du canton Loranger.....	243.00
"	Construction d'un pont sur la décharge du lac des Iles, sur le lot No 15 du rang V canton Bouthillier.....	150.00
"	Chemin longeant la rive ouest du lac des Iles, depuis le lot No 19 jusqu'au lot No 26 du rang V canton Robertson	130.58

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvr en chemi d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Solime Alix.....		0.54			65	76.00
Amédée Dumouchel.....			1.00	0.03		
Olivier Lamarche.....	0.22	0.65		0.12	87	
Toussaint Larocque		2.00		0.18	30	
Francis Lefebvre.....	0.62	0.50		0.16	12	
Georges A. Leblond			0.25			
Corporation municipale de Loranger, Elzéar Quévillon, conducteur.....			0.12			
Roch Jetté.....		0.65		0.08		
M. A. Campeau.....	1.50					
Frédéric St-Amour.....			0.04		54	
Noël Demers et Joseph Dufour						
M. A. Campeau			2.50	0.03	46	
Cyrille Lafontaine.....						
Aug. Thiaville.....			3.00	0.22		
Honore Potvin					130	
Armand Villeneuve.....	0.69			0.10	77	

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Ottawa.— <i>Suite.</i>	Réparation du chemin Chapleau au pont de la Sawga, sur le lot No 38 du rang V canton Loranger.	30. 00
"	Exhausser un bout de chemin près de la Rouge, dans le canton Joly.	35. 00
"	Route sur le lot No 391 de la côte Sainte-Angèle et le lot 368 de la côte Azélie, dans la Petite Nation, paroisse de N. D. de Bonsecours.	69. 60
"	Préparation du bois pour la construction du pont de la crique La Vieille, appelé " Pont Lafontaine," à Ferme Neuve.	103. 65
"	Préparation du bois pour la construction d'un pont en haut du lac des Ecorces.	315. 15
"	Préparation du bois pour la construction d'un pont au pied du lac des Ecorces	308. 30
"	Réparation du chemin Chapleau, partie traversant le coin du canton Minerve, entre Joly et Marchand	20. 00
"	Ouverture du chemin Gouin, partie traversant le canton Boyer.	1,016. 47
"	Ouverture du chemin Gouin, partie dans le canton Campbell, depuis la rivière Kiamika en allant vers le canton Boyer.	404. 14
"	Ouverture du chemin Gouin, partie dans les cantons Campbell et Wurtele, depuis la rivière Kiamika en allant vers la rivière du Lièvre	251. 50
"	Ouverture du chemin Gouin, partie dans les cantons Wurtele et Moreau, depuis la rivière du Lièvre en allant vers la rivière Kiamika	458. 74
"	Aide à la construction d'un pont sur la rivière Gatineau, près de Ironside, subside de \$300.00 par année pendant sept ans, à la condition que le passage soit gratuit pour les fins religieuses, d'industrie laitière, etc. 1ère année	300. 00
	Totaux.	16,318. 20
Pontiac	Chemin de front entre les rangs IV et V du canton Guigues, du lot No 54 au lot No 57	136. 70
"	Réparations au pont de la rivière La Loutre, sur les lots Nos 30 et 31 du rang IV, canton Guigues.	274. 85

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Roch Jetté.....			0.07		6	
La corporation municipale de Labelle, P. E. Forget, maire						
Albert Lanthier.....		0.94			11	8.00
La corporation municipale des cantons Wurtele, Moreau et Gravel, J.B. Bohémier, maire						
Pierre Lortie.....						
Honorius Matte.....						
P. E. Forget, maire.....						
Roch Jetté.....	2.27			0.24	85	
Pierre Lortie.....	2.65			0.09		
M. A. Campeau.....						
Cyrille Lafontaine.....	2.75					
The Alonzo Wright Bridge Company, John Mather, président.....						
	29.59	45.42	51.12	4.32	3,086	341.00
Narcisse Boucher.....		0.51			15	
A. E. Guay et Samuel St-Jean						

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Pontiac.— <i>Suite</i>	Construction du pont Lemay, sur la rivière La Loutre, sur les lots Nos 11 et 12 du rang VII, canton Guigues	300.00
"	Construction du pont du ruisseau Moore sur le lot No 35 de la IIe concession du canton Leslie	120.00
"	Chemin de front du rang VII, canton Litchfield, du lot No 16 au lot No 28, conduisant de l'église catholique à la ligne de Thorne.....	100.00
"	Chemin de front sur les lots Nos 18, 19 et 20 du rang IV de Onslow...	64.00
"	Construction d'un pont sur un ruisseau dans une coulée, sur les lots Nos 7 et 8 entre les rangs X et XI du canton Bristol	23.00
"	Route sur les lots Nos 4, 5 et 6 des rangs VII et VIII du canton Pontefract	25.00
"	Route traversant le rang V sur le lot No 12, le rang IV sur les lots 13 et 14, et le rang A, dans le canton Pontefract.....	25.00
"	Route sur le lot No 5 du rang V, canton Mansfield	22.00
"	Côte sur le lot No 2 du rang II de Mansfield, sur la route passant dans ou près de la ligne séparative des cantons Mansfield et Litchfield...	25.00
"	Chemin de front des lots Nos 39, 40 et 41 du rang II, dans Sheenboro.	40.00
"	Chemin sur les lots Nos 48 et 49 du rang III, canton Sheen.....	30.00
"	Route sur les lots 62 et 63 dans le rang III du canton Sheen	30.00
"	Route sur les lots Nos 18 et 19 du premier rang canton Sheen	29.30
"	Route entre les lots Nos 19 et 20 des rangs IX et X du canton Sheen appelée "Chemin du lac à la Truite".....	30.00
"	Route sur les lots Nos 20 et 21 dans le rang XI du canton Sheen appelée "Chemin du lac à la Truite".....	30.00
"	Chemin sur les lots Nos 10, 11 et 12 du rang X canton Sheen.....	30.00
"	Chemin de la XV ^{ème} concession de Sheen.....	39.60
"	Chemin de la rivière Noire, Montagne Culbute, dans les cantons Waltham et Bryson.....	25.00
"	Route entre les cantons Litchfield et Thorne, sur le lot No 28 du rang IX et le lot No 26 du rang X de Litchfield.....	49.25

N^o 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Narcisse Boucher					116	
Corpor. municipale de Leslie, Clapham et Huddersfield; Frs. Pelletier, sec-trés.; Wm Moore, entrepreneur					22	
B. J. Sloan			0.50			
Denis Kennedy						
Patrick O'Malley					8	8.00
Louis Drouin, snr.			3.00		25	
Hiram Trasher			3.00	0.07		
Narcisse Adam			0.05		6	9.00
Alexander Pitt						10.00
Michael Gleason			0.50		20	15.00
Peter McDonald			1.11			12.00
Charles Morris			0.50		4	12.00
Patrick Sullivan			0.50		4	25.00
Patrick Doughan			2.00		8	8.00
Thomas Sullivan			1.00		16	5.00
Edward Bush			0.22			10.00
M. Keon				0.07		20.00
Edouard Dehault			0.75			
T. H. Reid		0.14			5	

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Pontiac.— <i>Suite.</i>	Chemin sur les lots Nos 38 et 39 du premier rang de Thorne.....	40.00
"	Chemin de front sur les lots Nos 33, 34, 35, 36 et 37 du rang IV canton Thorne.....	25.00
"	Route sur les rangs I, II, III et IV du canton Thorne, lots 40 et 41...	40.00
"	Chemin de front sur les lots Nos 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 dans le rang IV du canton Alleyn.....	20.00
"	Route sur les lots Nos 22 et 23 dans le rang IV du canton Alleyn.....	16.50
"	Chemin de front sur le lot No 12 du rang IV, canton Alleyn.....	20.00
"	Chemin de front près de la ligne séparative des cantons Cawood et Aldfield, passant sur le rang I de Cawood et sur le dernier rang de Aldfield.....	20.00
"	Chemin de front du lot No 22 au lot No 27 du rang XII canton Clarendon, faisant partie du chemin conduisant de Quyon à Campbell's Bay.....	37.70
"	Chemin de front traversant cinq lots du rang VI et cinq lots du rang VII canton Clarendon, depuis l'église Ebenezer jusqu'à la vieille place Tilford.....	48.30
"	Route entre les lots Nos 14 et 15 du rang IX canton Dorion, appelée "Chemin du lac Lacroix".....	40.00
"	Chemin du lac Cayamont dans le canton Dorion.....	40.00
"	Chemin de front dans le canton Aberdeen, entre Les Joachims et Dumoine.....	130.00
"	Chemin de front du lot No 5 du rang VIII canton Bristol.....	40.00
"	Route dans la ligne entre les lots Nos 3 et 4 du rang VII de Onslow Nord.....	24.50
"	Chemin de front du lot No 22 du rang V au lot No 3 du rang VI canton Bristol.....	40.00
"	Chemin de front du rang VI depuis le lot No 54 du rang V jusqu'au lot No 38 du rang ouest, dans le canton Aldfield.....	40.00
"	Chemin principal entre les deux chapelles catholiques d'Aldfield, traversant les rangs II, III et IV d'Aldfield Est.....	140.00
"	Route entre les lots Nos 7 et 8 des rangs V, VI, VII, VIII et IX dans le canton Litchfield.....	25.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
John McLeary.....			0.50			
George F. Sparling.....			0.11		16	
Thomas Dale.....			1.00	0.02	30	10.00
James Early.....			1.00		6	
William Draper.....			1.00			
John Moorhead.....			0.08			
Thomas Simpson			0.15			
George Towell.....			1.50	0.07		
Henry McDowell.....			1.45			
Félix Ethier.....			1.50			
Victor Mercier.....			0.18			40.00
S. S. Retty.....			0.03		65	
John Lucas.....			0.07			
David O'Reilly.....	0.50					
A. W. McKechnie.....			0.50	0.50		50.00
Otto Thrun.....		1.00			18	26.00
F. P. Lafond.....			5.00	0.58	10	
W. B. Sloan.....						

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Pontiac.— <i>Suite</i>	Chemin de front sur les lots Nos 8, 9, 10 et 11 du rang VIII, canton Litchfield	24.80
"	Route entre les lots Nos 7 et 8 des rangs V et VI du canton de Litchfield	50.00
"	Chemin de front des rangs III et IV, du lot No 5 au lot No 27, dans le canton Fabre	190.35
"	Chemin de front entre les rangs IV et V du canton Fabre jusqu'à la ligne de Duhamel, partie depuis le lot No 54 jusqu'au lot No 60	100.00
"	Construction du pont de la Petite Rivière sur le lot No 13 du rang VII canton Duhamel	250.00
"	Chemin de front entre les rangs III et IV, du lot No 46 au lot No 51. canton Laverlochère	119.50
"	Construction du pont de la rivière La Loure, sur le lot No 52 entre les rangs III et IV canton Laverlochère	280.15
"	Construction du pont de la décharge du lac Dumais, entre les lots Nos 59 et 60 du rang V canton Duhamel. Préparation du bois	62.00
"	Route sur les lots Nos 10b et 11a des rang XI et XII du canton Onslow	53.50
"	Chemin de front sur les lots Nos 4b et 5b du rang VIII canton Onslow, appelé "Chemin Doyle"	21.50
"	Chemin de front sur les lots Nos 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 du rang VI, les lots Nos 18, 19 et 20 du rang V et les lots Nos 4 et 5 du rang IV, canton Litchfield	49.30
"	Route entre les lots Nos 16 et 17 des rangs V et VI, canton Litchfield	30.00
"	Chemin de front à partir du lot No 29 du rang I de Carwood, traversant le coin nord-ouest du canton d'Aldfield et le canton Thorne jusqu'à Ladysmith	50.00
"	Chemin sur le lot No 52 du rang V canton Thorne jusqu'à la ligne de Litchfield, de là passant dans la ligne séparative de ces deux cantons	40.00
"	Route entre les lots Nos 22 et 33 du rang III, canton Chichester	99.00
"	Route entre les lots Nos 16 et 17 des rangs VI et VII de l'île Allumettes	49.50
"	Chemin des lots Nos 41 et 49 du rang II et les lots Nos 1, 2 et 3 du rang I de l'île Allumettes	50.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
James Hearty.....			0.29			
James Callighan.....			0.25			20.00
Julien Denis.....			1.50		174	
Jules Dumais.....	0.54				122	
Jules Dumais.....					133	
Joseph Patry.....	1.00			0.03	30	
Joseph Patry.....					188	
Joseph Nadeau.....					125	
Nicholas Morrissey.....			1.00			15.00
Nicholas Morrissey.....			2.00			12.00
B. J. Sloan.....			0.75			20.00
Patrick Quinn.....			0.25		8	
George E. Foster.....			0.38			
Joseph Hill.....		0.22	1.00		12	9.00
George Morris.....		0.78		0.14	5	
James E. McGuire.....		0.36			4	6.25
J. B. Mainville.....			0.50			

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Pontiac.— <i>Suite</i>	Réparations au pont Chapeau sur le canal Culbute (Rivière Ottawa) entre le village Chapeau et le canton de Chichester.....	100.00
“	Réparations au pont de la rivière La Loutre, sur les lots Nos 30 et 31 du rang IV canton Guigues (voir plus haut pour le même pont).....	23.00
“	Chemin de front des lots Nos 30, 31 et 34 du rang VII de l'Ile Calumet.....	50.00
“	Chemin Calumet, sur les lots Nos 22 et 23 du rang VIII canton Clarendon.....	63.65
“	Chemin du Lac à la Truite sur les lots Nos 42 à 55 du rang V de Mansfield.....	25.00
“	Réparations au pont de la crique Nickabaw, sur le lot No 47 du rang II, canton Waltham.....	65.00
“	Chemin de front sur la partie est du lot No 3 et la partie ouest du lot No 2 de la deuxième concession du canton Clarendon.....	39.60
“	Chemin de front entre les rangs IV et V du canton Guigues, du lot No 57 au lot No 60 inclusivement.....	397.30
“	Chemin depuis la ligne entre les lots Nos 15 et 16 jusqu'au lot No 14 sur le rang V de Onslow Nord.....	75.00
“	Chemin sur le lot 8 du rang IV et le lot 7 du rang VIII de l'Ile Calumet.....	72.70
“	Route entre les lots Nos 5 et 6 du rang II de l'Ile Grand Calumet.....	97.40
“	Construction d'un quai pour protéger le pont de la rivière Gordon Creek.....	100.00
	Totaux.....	4,863.95
Portneuf	Route et chemin de front sur les lots Nos 5, 6, 7 du rang III et du lot No 8 au lot No 12 du rang II N. E. de Montauban, faisant partie du chemin conduisant au lac Montauban	200.00
“	Route traversant le rang II N. E. de Montauban entre les lots Nos 15 et 16 et chemin de front sur les lots 15, 16 et 17 du premier rang, faisant partie du chemin conduisant au lac Montauban	196.60
“	Chemin de front sur les lots Nos 16, 17, 18 et 19 du premier rang N. E. de Montauban, faisant partie du chemin conduisant au lac Montauban	113.05

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
William Leacy					721	
A. E. Guay et Camille Lacroix						
Joseph Byrne			0.43		18	
Henry Wallace			0.14			
Jacques Paré			3.00			
James Coghlan					170	50.00
M. Cowley			0.07			
Narcisse Boucher		0.66				
J. J. Muldoon		0.58		0.03	8	24.00
James Shea			2.36	0.03		
Michael S. Bowie			0.75			
A. Lumsden						
	2.04	4.25	41.87	1.54	2,112	416.25
J. A. Matte		0.51		0.43		
J. A. Matte	1 38			0.09	45	
J. A. Matte	0 62				7	

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé
		\$ cts
Portneuf— <i>Suite</i>	Chemin de front sur les lots Nos 19, 20 et 21 du premier rang N. E. de Montauban, faisant partie du chemin conduisant au lac Montauban	122.63
“	Chemin de front sur les lots Nos 627 à 634 inclusivement du rang I Nord Rivière Sainte-Anne, dans Sainte-Christine, conduisant à Saint-Alban	100.00
“	Chemin de front sur les lots Nos 21, 22, 23 et 24 du rang G. Montauban, faisant partie du chemin conduisant au lac Montauban	67.72
	Totaux	800.00
Québec	Construction d'un quai pour protéger le chemin contre le cours des eaux de la rivière Saint-Charles, au fronteau de la propriété de Noël Rhéaume, au Lac Saint-Charles	100.00
“	Chemin sur la partie est du rang IV de Valcartier, depuis le chemin de front du IV ^e rang jusqu'à la maison des héritiers de feu Robert Davidson, dans Saint-Gabriel-Est	100.00
“	Chemin de front des lots Nos 12 à 19 du deuxième rang du canton de Tewkesbury	24.28
“	Route de la Roche Platte, sur la part de route du No 70 du fief d'Orsainville, dans Saint-Edmond de Stoneham	
“	Construction du pont de la rivière Huron, sur le lot No 95 du fief d'Orsainville, dans la route de la Roche Platte	50.00
“	Empierrement du chemin du rang Saint-Denis, III ^e concession Des Maures, dans l'Ancienne Lorette	50.00
“	Route Colliar sur le lot No 6 du rang IV et les lots Nos 6, 7 et 8 du rang V, dans Stoneham et Tewkesbury	100.00
“	Route du village Saint-Ignace et Montagne Saint-Charles, dans Saint-Ambroise	150.00
“	Chemin Petit Saint-Antoine, dans l'arrondissement de l'Orme, sur le lot No 1049 du cadastre, dans Saint-Ambroise	50.00
“	Chemin de front sur les lots Nos 57, 64, 65a et 66 de la concession sud-ouest du Domaine Saint-Pierre, dans Saint-Edmond de Stoneham ..	25.73
	Totaux	650.01

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
J. A. Matte		0.43		0.04	15	
Adjutor Marcotte			1.27	0.51	10	
J. A. Matte		0.69		0.14	12	
	2.00	1.63	1.27	1.21	89	
Pierre Rhéaume			0.03			
Thomas Brown			2.18			8.00
Elie Plamondon.....			1.70			
			0.01			8.50
Corporation municipale de Stoneham et Tewkesbury, Elie Plamondon, secrétaire- trésorier.....					52	100.00
Pierre Jobin						
Michel Bureau			1.50			
Edmond Gagné			1.00			35.00
Pierre Auclair			0.02			55.00
Elie Plamondon			0.39			4.00
			6.83		52	210.50

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Richmond.....	Chemin de front entre les rangs I et II de Brompton Falls, du lot No 9 au lot No 1 inclusivement, et reconstruction de deux ponts sur le dit chemin.....	148.50
"	Hausser le chemin de front du lot No 13 dans le cordon entre les rangs IX et X de Stoke Centre.....	100.00
"	Chemin de front du lot No 18 (348 du cadastre) du rang IV, entre les rangs III et IV de Saint-Georges de Windsor.....	75.00
"	Chemin de front des lots Nos 17, 18 et 19 entre les rangs IX et X de Stoke.....	25.00
"	Chemin de front du lot No 3 au lot No 10 entre les rangs VII et VIII de Stoke.....	25.00
"	Chemin de front entre les rangs VII et VIII de Stoke.....	25.00
"	Chemin de front des lots Nos 2 et 3 entre les rangs V et VI de Stoke.....	23.50
"	Chemin dans Saint-François-Xavier de Brompton	75.00
	Totaux	497.00
Rimouski	Route à partir du rang IX du canton Neigette et continuant dans le canton Ouimet, en longeant la rivière jusqu'au lac Neigette (voir le rapport de 1900-01). Balance	4.00
"	Démolition d'un pont et son remplacement par un viaduc en pierre recouvert de terre, dans Saint-Mathieu	75.00
"	Route des rangs IV et V, dans Saint-Fabien.....	75.00
"	Route du premier rang du canton Duquesne, dans Saint-Valérien....	74.05
"	Route entre les lots Nos 12 et 13 des rangs I, II et III canton Macpès, dans Sainte-Blandine.....	125.00
"	Route entre les lots Nos 46 et 47 des rangs I, II et III canton Neigette, dans Sainte-Blandine.....	100.00
"	Route dite de la Porte Saint-Jean, dans Saint-Anaclet.....	74.05

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Corporation municipale de Brompton Falls, Guillaume Blais, conducteur.....		3.00			70	.....
Corporation municipale de Stoke Centre, Louis Houle, conducteur.....			0.07		10	48.00
André Ledoux.....			0.36		5	.....
Michel Ducharme.....			0.16	0.03		10.00
Zoël Noël.....			0.36		5	10.00
Narcisse Gosselin.....			0.36			25.00
Alexis Carrier.....			0.14			8.00
Corporation municipale de St- Frs. Xav. de Brompton....						.....
		3.00	1.45	0.03	90	101.00
Alexis Desrosiers.....						.....
Oyprien Plourde.....			0.01			20.00
Bonaventure Berger.....			0.05		4	.....
Marcel Ouellet.....		0.22	1.00			.....
Pierre Proulx, fils Martial....		1.00		3.00		.....
Pierre Proulx, fils Martial.....	1.00					.....
Joseph Huard.....		0.22				.....

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Rimouski.— <i>Suite</i>	Route des rangs V, VI et VII du canton Macpès, dans Saint-Marcel- lin allant à Sainte-Blandine.....	98.75
“	Route des rangs III et II Fleuriault, dans Saint-Gabriel.....	98.85
“	Réparations au pont de la rivière Neigette, sur les lots Nos 124 et 250 au IIIe rang, dans Saint-Douat.....	100.00
“	Route de Notre Dame du Sacré Coeur conduisant au canton Macpès..	75.00
“	Ouverture d'une route dans la partie ouest des rangs VI et VII de la seigneurie Thivierge, paroisse de Saint-Douat.....	582.88
“	Réparation du pont de la rivière Bois-Brulé, dans la route Victor Lepage, entre les lots Nos 14 et 15 du rang A canton Macpès.....	49.30
“	Terrassement en pierre recouvert de terre pour remplacer le pont de la rivière du lac Saint-Mathieu, entre les rangs III et IV, dans Saint- Mathieu	100.00
“	Construction du pont de la rivière Bouchard, dans le rang II de Saint-Fabien	50.00
	Totaux.....	1,681.88
Saint-Jean.....	Aide a la construction d'un pont métallique sur la rivière Bernier. ou “Montgomery Creek,” sur le chemin Richelieu, dans la paroisse de Saint-Jean	300.00
	Total.....	300 00
Saint-Maurice	Réparations au pont de la rivière Blanche sur le rang III du canton Shawenegan, dans St. Boniface.....	50.00
“	Route sur le lot No 6 au bas du rang VII canton Caxton, dans Saint- Elie.....	25.00
“	Chemin de front du haut du rang III de Caxton sur les lots Nos 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27, dans Saint-Elie.....	35.00
“	Chemin de front du haut du rang V de Caxton sur les lots Nos 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29, dans Saint-Elie	50.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Théophile Gagné			2.00	0.01	9	
Alfred Rioux		0.29		0.22	4	
Emélius Sirois					260	
Edouard Lavoie		0.72				
Samuel Caron	2.18	0.07		0.02	110	
Grégoire Labbé					60	
Cyprien Plourde		0.01				26.50
François Gaudreau					150	
	3.18	2.53	3.06	3.25	597	46.50
Pierre Lacombe					24	
B. J. Gérin		0.25				
B. J. Gérin		0.50				
B. J. Gérin		0.65				

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Saint-Maurice— <i>Suite.</i>	Chemin de front du haut du rang IV de Caxton, sur les lots Nos 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29, dans Saint-Elie.....	75.00
“	Route sur les lots Nos 19 et 20 du rang III et le lot No 21 du rang II de Caxton, dans Saint-Elie.....	50.00
“	Chemin du lac Long dans Caxton, reliant Saint-Elie de Caxton à Saint-Mathieu de Shawenegan.....	73.68
“	Côte sur le lot No 270 dans le chemin de front du rang VI de Saint-Boniface de Shawenegan allant à la gare du Grand Nord.....	95.00
“	Chemin de front du lot No 182 du rang V de Shawenegan, dans Saint-Boniface.....	24.75
“	Chemin de front du lot No 3 au lot No 27 dans le cordon du premier rang Sainte-Catherine, dans Sainte-Flore.....	115.00
“	Route sur le lot No 6 du rang XIV et le lot No 5 du rang XV du canton Caxton, dans Saint-Mathieu.....	196.90
	Totaux	790.33
Shefford.....	Chemin de front des lots Nos. 27 et 28 du rang XI d'Ely allant à Sainte-Christine	15.00
“	Route de la fromagerie, partie du côté du village entre les lots Nos 676, 679 et 681 du rang VIII du canton d'Ely.....	40.00
“	Route de la fromagerie, partie sur les lots Nos. 769 et 771 du rang IX du canton d'Ely.....	38.40
“	Chemin de front des lots Nos. 9 et 10 du rang VIII du canton d'Ely..	50.00
“	Route sur le lot No 379 du rang IV canton Granby, appelée “ Descente de Séraphine ”	15.00
“	Route sur les lots Nos 93, 75 et 76 du cadastre officiel de canton Granby, appelée “Chemin Saint-Hubert”.....	50.00
“	Route du rang VI au rang III sur les lots Nos 63, 64, 69, 166, 170, 171 et 169 du cadastre officiel du canton Granby.....	85.00
“	Chemin de front vis-à-vis le lot No 12 entre les rang VII et VIII du canton d'Ely.....	41.30
	Totaux.....	334.70

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	¢ cts
B. J. Gérin.....		0.50		0.29		
B. J. Gérin.....	1.45					
Ludger Matteau.....			4.00	0.07		8.00
Napoléon Gélinas.....			0.03			
Eusébe Bellemare.....			0.03			
Hyacinthe Marchand.....			2.00			
Napoléon Dugré.....	0.43	0.29				
	1.88	2.19	6.06	0.36	24	8.00
Francois Derome dit Descar- eau.....			0.18			20.00
Napoléon Dupaul.....			0.41			70.45
Napoléon Dupaul.....			0.27			16.00
Joseph Copping.....			0.72	0.07		
Stanislas Brodeur.....			0.18			1.50
Alcidas Blanchard.....			0.43			5.00
Arthur Durauleau.....			1.50			41.81
Joseph Petit.....			0.03			
			3.72	0.07		154.76

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Sherbrooke.....	Chemin de front des lots Nos 8 et 7 du rang V du canton Orford.....	100.00
"	Construction du pont du "Key Brook," sur le lot No 4 du rang VII canton Orford.....	300.00
"	Chemin Montréal, sur le lot No 10 du rang II, canton Orford.....	100.00
"	Route entre les lots 14 et 15 du rang VI, canton Orford.....	50.00
	Totaux.....	550.00
Stanstead	Chemin de front du rang X canton Barford.....	49.40
"	Chemin de front du lot No 2 au lot No 4 du deuxième rang canton Barford.....	49.50
"	Chemin de front des lots Nos 3 et 4 du rang VII canton Barford, appelé "Chemin Canaan".....	47.50
"	Chemin du lac Lyster sur les lots Nos 12, 13 et 14 entre les rangs IX et X du canton de Barnston.....	100.00
"	Remplir un ravin avec de la pierre, dans le chemin de front sur le lot No 14 du rang VII canton Hatley.....	98.50
	Totaux	344.90
Témiscouata.....	Chemin de front au sud du lac des Fourches, depuis le lot No 7 du rang III du canton Demers jusqu'à la ligne Témiscouata, travaux faits en 1900 (voir le rapport de 1900-01). Balance	5.52
"	Ouverture d'une route contournant le lac Baker, dans le canton Robinson	194.50
"	Ouverture d'un chemin dans les cantons Packington et Robinson, allant vers le lac Jerry	99.13
"	Chemin partant de Sainte-Rose du Dégelé et se dirigeant vers les lacs Squateck.....	100.00
"	Chemin longeant la rive est du lac Témiscouata et la rivière Touladi (partie vis-à-vis Notre-Dame-du-Lac) et se dirigeant vers les lacs Squateck.....	99.50

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
J. D. O. Godin, prêtre.....	.....	0.54	.....	0.03	8	6.00
J. D. O. Godin, prêtre.....	.....	.....	.....	.....	120	.....
J. A. Bourque.....	.....	.....	0.06	.....	.....	25.00
Joseph Boisvert.....	.....	0.20	.....	.....	.....	5.60
.....	.....	0.74	0.06	0.03	128	36.60
Wilson Howe.....	.....	.....	1.00	.....	24	.....
Magloire Dionne.....	.....	0.18	.....	0.02	6	10.00
Charles Duteau.....	.....	.....	0.36	.....	.....	20.00
Levi P. Smith.....	.....	2.00	.....	0.03	.....	100.00
L. M. Caron, prêtre.....	.....	.....	.....	0.01	.....	30.00
.....	.....	2.18	1.36	0.06	30	160.00
Elisée Gagné.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Denis Daigle.....	1.50	0.75	.....	.....	16	.....
Alexis Soucy.....	0.54	.....	.....	.....	.....	.....
Armand Aubert.....	1.54	.....	.....	.....	.....	.....
Aurèle Caron.....	0.51	.....	.....	.....	.....	.....

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Témiscouata.— <i>Suite</i>	Route sud ouest de l'église, sur le deuxième rang, dans Saint-Louis du Ha! Ha!	99.00
"	Construction du pont du ruisseau du Ha! Ha! sur la route entre les lots Nos 35 et 36 du premier rang de la seigneurie, dans St. Louis du Ha! Ha!	50.00
"	Chemin Taché dans le canton Whitworth, depuis le chemin Témiscouata jusqu'au canton Demers	250.00
"	Route de la gare de Saint-Honoré à Saint-Hubert, depuis le lot No 86 du rang Nord de l'ancien chemin Témiscouata, canton Armand jusqu'au lot No 33 du rang VI canton Demers. Partie dans Saint-Honoré	300.00
"	Route de Saint-Hubert à la gare de Saint-Honoré, depuis le lot No 33 du rang VI canton Demers jusqu'au lot No 86 du rang Nord de l'ancien chemin Témiscouata canton Armand. Partie dans Saint-Hubert	346.95
"	Chemin de front, appelé "Route Collin," sur les lots Nos 12, 11 et 10 du rang A canton Hocquart, dans Saint-Cyprien	224.99
"	Chemin Taché, dans Saint-Cyprien, partie traversant le rang A du canton Hocquart entre les lots Nos 13 et 14	175.00
"	Route entre les lots Nos 52 et 53 du rang B canton Bégon, dans Saint-Jean-de-Dieu	50.00
"	Ouverture d'une route traversant le rang IV de la seigneurie du lac Témiscouata, dans Notre-Dame du Lac	298.70
"	Côte dans la route de l'église de Notre-Dame du Portage (voir comté de Kamouraska pour rapport)	28.15
"	Ouverture, à l'entreprise, d'une partie du chemin des Squateck longeant la rivière Touladi, depuis l'embouchure de la rivière des Aigles en descendant vers le lac Témiscouata	230.00
"	Chemin des Squateck, partie longeant la rive droite de la rivière des Aigles sur les rangs IV et V du canton Robitaille, depuis l'embouchure de la dite rivière jusqu'au canton Biencourt	306.00
"	Chemin de front du lot No 4 au lot No 9 du rang VI canton Hocquart	33.55
"	Chemin de l'Anse au Persil	55.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvr en chemin d'hiver.	Parachevé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Arsène Dubé.....		0.76				400.00
Rosario Pelletier.....			0.22		15	
François April.....			5.00	0.01		
Fabien Pelletier.....		1.50			6	
Joseph Ouellet.....		1.09		0.18		14.00
Firmin Albert.....	0.22	0.27				
Pierre Belisle.....		0.50		0.07		
Magloire April.....			0.72	0.03		11.00
Pierre Simard.....		1.09		0.08	10	
Ferdinand Dickner, maire.....						
Joseph Viel.....	2.00					
Damase Lepage.....	3.80					
J. B. Ouellet.....		0.09		0.01		
Corporation municipale du comté de Témiscouta, F. A. Talbot, sec.-trés.....						

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Temiscouata— <i>Suite</i>	Construction du pont de la rivière Caldwell, sur la seigneurie du Lac Temiscouata, dans Saint-Mathias de Cabano	364.12
"	Chemin de front des lots Nos 10 et 11 du rang A canton Hocquart, appelé "Route Collin," dans Saint-Cyprien.....	75.00
"	Route sur le lot No 46 du rang VI canton Cabano, dans Saint-Louis du Ha! Ha!	197.86
"	Améliorer le vieux chemin entre Cacouna et l'Isle Verte, du lot No 33 au lot No 70 du premier rang, paroisse de Cacouna.....	99.20
	Totaux.....	3,682.17
Terrebonne.....	Chemin de la Montagne du Sauvage, du lot No 7 au lot No 14 du rang X canton Morin, dans Sainte-Adèle	99.95
"	Côte Lafleur sur les lots Nos 1 et 2 dans le chemin de front du rang XI Abercrombie, dans Sainte-Adèle.....	100.00
"	Chemin des Anglais, sur les lots Nos 10, 11, 12, 14, 15, 16 et 22 du premier rang et le lot No 22 du deuxième rang de Salaberry, dans Sainte-Jovite.....	90.80
"	Chemin de front des lots Nos 24, 23 et 17 durant IX de Wexford, conduisant à la gare du chemin de fer, dans Sainte-Marguerite.....	100.00
"	Chemin de front et route sur le lot No 30, dans le VIe rang Beresford, dans Sainte-Agathe des Monts.....	100.00
"	Route du lac Brûlé sur le lot No 12 des rangs V et VI et le lot No 15 du rang VI de Beresford dans Sainte-Agathe des Monts.....	200.00
"	Chemin du lac Supérieur, partie sur les lots Nos 32, 33 et 34 du rang XII et les lots Nos 1, 2 et 3 du rang XIII de Wolfe, dans Saint-Faustin.....	103.23
"	Route sur les rangs IX, X et XI de Doncaster, dans Sainte-Lucie, conduisant à la gare de Sainte-Agathe.....	100.00
"	Route Legault sur les lots Nos 9 et 10 du rang I et le lot No 10 du rang II de Doncaster, dans Sainte-Agathe.....	93.00
"	Chemin de front des lots Nos 22, 21 et 20 des rangs V et IV Abercrombie, dans Saint-Hippolyte.....	50.00

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Georges Nadeau.....					64	
Firmin Albert.....		0.08		0.08		
Jules Guéret.....		1.00				
Joseph Raymond.....			0.54		6	
	9.89	6.93	6.48	0.46	121	425.00
Martial Longpré.....			2.00			
Isidore Lafleur.....			0.22			
William Monro		0.22	0.83		20	
J. B. Gauthier.....			0.54			
H. A. Belisle.....	2.00	1.00				100.00
H. A. Belisle.....			4.00	0.11		200.00
Valentin Grenon.....		0.65		0.11	15	
Roch Thouin.....			3.00			
J. O. Belisle.....		0.54			4	
A. B. Cruchet.....			0.91			

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMIN ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Terrebonne— <i>Suite</i>	Chemin de front des lots Nos 27, 28 et 29 du rang II Abercrombie, dans Saint-Hippolyte.....	49.15
“	Côte Sainte-Elmire et côte Saint-Lambert, du lot No 304 au lot No 322, dans Saint-Sauveur.....	100.00
“	Chemin Bisson, sur les lots Nos 34, 35, 36 et 37 du rang II canton Grandison.....	199.95
“	Reconstruction du pont Effingham sur la rivière l'Achighan, par les paroisses de Saint-Lin comté de L'Assomption, Saint-Calixte comté de Montcalm et Sainte-Sophie comté de Terrebonne. Aide aux intéressés de Sainte-Sophie.....	68.59
“	Reconstruction du pont de la rivière du Diable, au village de Saint-Jovite	500.00
	Totaux	1,954.67
Vaudrenil	Route du village de Rigaud au rang Saint-Georges dans la paroisse de Rigaud.....	171.53
“	Route du rang Saint-Henri dans la paroisse de Sainte-Marthe au rang Saint-Georges dans la paroisse de Rigaud.....	252.35
	Totaux	423.88
Verchères.....	Route appelée “Chemin neuf” depuis le chemin “Les Trente” jusqu'au chemin de la Belle-Rivière, dans Sainte-Julie.....	181.50
	Totaux	181.50

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Pierre Richer.....			0.14		6	
Félix Boisseau.....			3.00			
Alphonse Gauthier.....			0.65	0.36	49	
Corporation municipale de Sainte-Sophie, John Jos. Carey, secrétaire-trésorier..						
Georges Nadeau.....						
	2.00	2.41	15.29	0.58	94	300.00
Victor Chévrier.....	0.94	0.22				
Emile Cool.....	1.63					
	2.57	0.22				
Louis Dalpé.....			0.14		25	
			0.14		25	

TABLEAU

ETAT détaillé des travaux faits sur les chemins

COMTÉS	CHEMINS ET PONTS	Montant payé.
		\$ cts
Wolfe.....	Route entre les lots Nos 16 et 17 des rangs II et III du canton de Ham.	75.00
"	Chemin de front entre les rangs IX et X du canton de Ham, du lot No 15 au lot No 25 inclusivement.....	73.25
"	Aide à payer le coût de la construction du pont de Fecteau's Mills, sur la rivière Nicolet, sur le lot No 20 du premier rang, dans Notre-Dame-de-Lourdes de Ham (voir le rapport de 1899-1900 et celui de 1900-01)	200.00
"	Hausser un chemin traversant Weedon Centre, du sud au nord.....	200.00
	Totaux.....	548.25

Département de la Colonisation et des Travaux Publics,

Québec, 30 juin 1902.

J. F. SAVARY,

Secrétaire, Branche de la Colonisation,

No 2.—*Suite.*

de colonisation durant l'année fiscale 1901-1902.

Conducteurs, Entrepreneurs, etc.	Ouvert en chemin d'hiver.	Parachévé en chemin de roulage.	Réparé.	Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
	Milles	Milles	Milles	Milles	Pieds	\$ cts
Camille Morin.....	0.43				8	
Adolphe Vallée.	0.50	0.50				125.00
Corporation municipale de Notre - Dame - de - Lourdes, Arthur Filteau, sec.-trés....						
Napoléon Tanguay.....			1.00		20	
	0.93	0.50	1.00	.....	28	125.00

Approuvé.

S. DUFAULT,
Sous-ministre de la Colonisation.

TABLEAU No 2.—*Suite.*

RÉCAPITULATION des travaux faits sur les chemins de colonisation durant l'année financière 1901-1902.

	COMTÉS.	Montant	Ouvr. en chemin	Parachévé en chemin		Fascines et pontage.	Ponts et ponceaux.	Contribution locale.
		Payé.	d'hiver.	de roulage.	Réparé.			
		\$ cts.	Milles.	Milles.	Milles.	Milles.	Pieds.	\$ cts.
1	Argenteuil.....	3,932 80	0.36	3.39	9.83	0.13	358	74 50
2	Arthabaska.....	593 04	0.72		3.92	0.16	15	18 50
3	Bagot.....	226 09						18 00
4	Beauce.....	4,130 19	5.03	2.31	2.24	0.18	479	17 75
5	Bellechasse.....	2,511 36	0.68	0.97	2.82	0.24	51	44 00
6	Berthier.....	1,158 00		2.62				
7	Bonaventure.....	3,270 30	6.02	8.43	5.69	2.91	257	351 43
8	Brome.....	500 00		0.09	8.50	0.50	25	184 00
9	Champlain.....	1,131 35	1.52	1.95	0.54	0.03	20	217 00
10	Charlevoix.....	1,104 76	0.29		18.14	0.60	93	95 00
11	Chicoutimi et Saguenay.....	6,603 64	10.00	14.04	14.87	1.02	847	2,061 31
12	Compton.....	462 00	1.01	0.90	0.11	0.20	22	69 00
13	Deux-Montagnes.....	300 00					175	
14	Dorchester.....	600 00	3.50	1.84	0.29	0.23	43	32 00
15	Drummond.....	100 00		0.97			12	50 00
16	Gaspé.....	2,142 99	2.00	3.49	17.12	0.01	535	100 00
17	Iles de la Madeleine.....	300 00	1.50	2.75		0.06	118	
18	Joliette.....	815 00			6.59	1.29	161	100 00
19	Kamouraska.....	814 14		0.17	15.58	0.05	102	24 00
20	Lac-Saint-Jean.....	12,524 23	11.86	22.89	19.46	2.34	1,353	250 00
21	L'Assomption.....	129 29					44	
22	Lévis.....	400 00			0.21			60 00
23	L'Islet.....	2,495 59	1.73	3.43	27.67	0.21	199	160 00
24	Maskinongé.....	1,250 00		2.75			120	
25	Matane.....	6,269 98	11.26	11.37	6.58	1.80	837	90 00
26	Megantic.....	1,014 90	2.01	10.09	3.13	0.12	170	2,052 50
27	Montcalm.....	1,601 88		1.15	12.92	0.51	198	35 00
28	Montmagny.....	889 06	10.29	1.64	12.50	0.12	23	39 25
29	Montmorency.....	788 87			1.54	0.07		
30	Napierville.....	500 00		0.80		0.65	20	730 00
31	Ottawa.....	16,318 20	29.59	45.42	51.12	4.32	3,086	341 00
32	Pontiac.....	4,863 95	2.04	4.25	41.87	1.54	2,112	416 25
33	Portneuf.....	800 00	2.00	1.63	1.27	1.21	89	
34	Quebec.....	650 01			6.83		52	210 50
35	Richmond.....	497 00		3.00	1.45	0.03	90	101 00
36	Rimouski.....	1,681 88	3.18	2.53	3.06	3.25	597	46 50
37	Saint-Jean.....	300 00						
38	Saint-Maurice.....	790 33	1.88	2.19	6.06	0.36	24	8 00
39	Shefford.....	334 70			3.72	0.07		154 76
40	Sherbrooke.....	550 00		0.74	0.06	0.03	128	36 60
41	Stanstead.....	344 90		2.18	1.36	0.06	30	160 00
42	Témiscouata.....	3,682 17	9.89	6.93	6.48	0.46	121	425 00
43	Terrebonne.....	1,954 67	2.00	2.41	15.29	0.58	94	300 00
44	Vaudreuil.....	423 88	2.57	0.22				
45	Verchères.....	181 50			0.14		25	
46	Wolfe.....	548 25	0.93	0.50	1.00		28	125 00
	Visites et explorations.....	13,519 16						
	Totaux.....	106,000 00	123.86	170.04	329.96	25 34	12,753	9,197 85

Département de la Colonisation et des Travaux Publics,

Québec, 30 juin 1902.

Approuvé.

J. F. SAVARY,

Secrétaire, Branche de la Colonisation.

S. DUFAULT,

Sous-ministre de la Colonisation.

TABLEAU No 3.

ETAT détaillé de l'emploi de la somme de \$13,519.16, entrée sous le titre de,
 "Visites et explorations" dans le tableau No. 1.

J. N. Gastonguay :

Allocation, du 1er juillet 1901 au 30 juin 1902.....	\$	100	00
Dépenses de voyages, explorations et inspections dans les comtés suivants :			
Comté de Arthabaska.....		20	60
" Bellechasse		5	70
" Berthier.....		28	90
" Deux-Montagnes		15	15
" Lac St-Jean.....		222	55
" Lévis.....		7	65
" Matane (à ajouter le surplus des avances de l'an dernier)		152	28
" Rimouski		37	05
" Ottawa.....		529	70
" Témiscouata.....		143	77
Fournitures de bureau		31	75
Avances dont compte à rendre sur explorations.....		89	85

Georges Nadeau :

Dépenses de voyages imputables aux travaux suivants :

Pont Beaurivage, comté de Matane.....		22	55
" Caldwell " " Témiscouata.....		37	21
" St-André " " Lac St-Jean		42	10
" St-Félicien " " " "		63	50

Joseph Wanness :

Dépenses de voyages imputables au pont Escuminac, comté de Bonaventure, balance.....		6	99
---	--	---	----

J. F. Savary :

Allocation pour 1901		400	00
Evaluation des dommages causés par les feux de forêt, au Lac Saint-Jean, dépenses de voyages.....		49	80

François Pouliot :

Exploration à l'Île aux Coudres, comté de Charlevoix, dépenses de voyage et salaire.....	25 00
Exploration dans les cantons Montminy, Rolette et Panet, comté de Montmagny, dépenses de voyage et salaire.....	54 55
Évaluation des dommages causés par les feux de forêt au Lac St-Jean, dépenses de voyage et salaire.....	62 80
Organisation des travaux du chemin Brassard, comté de Berthier, dépenses de voyage et salaire.....	62 75

Arthur Gagnon :

Allocation pour 1900 et 1901.....	411 11
-----------------------------------	--------

Edmond de Nevers :

Salaire du 1er juillet 1901 au 30 juin 1902.....	1,000 00
--	----------

Elzéar Turgeon :

Salaire du 1er juillet 1901 au 31 janvier 1902.....	583 33
Salaire du 1er mai au 30 juin 1902.....	166 67

Joseph Marcoux :

Salaire du 1er juillet 1901 au 31 janvier 1902.....	322 50
Salaire du 1er mai au 30 juin 1902.....	91 50

Rosario Genest :

Salaire du 1er juillet 1901 au 31 janvier 1902.....	330 75
Salaire du 1er mai au 30 juin 1902.....	106 75

Jules Sinclair :

Salaire du 1er juillet 1901 au 31 janvier 1902.....	430 00
Salaire du 1er mai au 30 juin 1902.....	122 00

Thomas Sheehan :

Allocation pour 1901.....	50 00
---------------------------	-------

Dr. Chs.-Eug. Côté :

Traitement, services professionnels et comme agent de colonisation à Mistassini, du 1er juillet au 30 septembre 1901, date de sa démission.....	200 00
Gratification de trois mois d'indemnité.....	200 00

J. B. Lucier :

Indemnité pour services rendus comme agent de colonisation et de rapatriement, du 1er juillet 1901 au 30 juin 1902.....	100 00
---	--------

Ferdinand Audet :

Salaire du 1er juillet 1901 au 31 janvier 1902.....	350 00
Salaire du 1er mai au 30 juin 1902.....	100 00

H. O. Fortier :

Salaire du 1er juillet 1901 au 31 janvier 1902.....	483 75
Salaire du 1er mai au 30 juin 1902.....	137 25

L. E. Carufel :

Loyer de bureau, 1546 Notre-Dame, du 1er avril 1901 au 30 avril 1902.....	194 41
Loyer d'un appareil téléphonique, du 1er juillet 1901 au 30 juin 1902.....	50 00
Messages téléphoniques au dehors.....	4 65
Gaz, du 1er avril 1901 au 13 mai 1902.....	7 66
Lovell's Montreal Directory pour 1901-1902.....	4 00
Réparations de deux pupitres, L. G. St-Jean ..	1 50
Réparation de machine à écrire, achat de ruban, etc., Williams Manufacturing Company.....	8 50
Cartes montées, Ulric Damien.....	3 20
Combustible, du 8 novembre 1900 au 14 avril 1902, J. A. Bastien	44 50
Transparents, J. A. Dumas.....	24 50
“ Laprès & Lavergne.....	0 50
Réparation au bureau, Magnan & Frères.....	5 24
Bail et copie, R. A. Dunton, N. P.....	2 50
Dominion Calcium Light.....	8 00
Vignettes et carte du Nord de Montréal, Montreal Photo Engraving Company.....	18 25
Annnonce dans l'annuaire Didot-Bottin pour 1900, Herdt & Co...	20 00
Dépenses de voyages aux Etats-Unis et dans les régions de Colonisation, du 1er mai 1901 au 30 juin 1902.....	387 17
Outils livrés à T. A. Christin pour le chemin Gouin, Fouchet & Fils.....	26 15
Dépenses de voyages de T. A. Christin à Ferme Neuve.....	10 00
Album de 100 vues du Nord de Montréal, Henri Lemire.....	60 85
Excursion des directeurs de la Société de Colonisation de Montréal, dans le Nord de Montréal, dépenses de voyage.....	863 54
Papeterie, La Compagnie de Papier Rolland, du 20 octobre 1900 au 21 mars 1902.....	159 62
Toilet Laundry Company, du 1er mai 1901 au 31 mai 1902....	13 00
Clerc du bureau, salaire du 1er juillet 1901 au 30 juin 1902....	300 00
Femme de peine, du 1er juillet 1901 au 30 juin 1902.....	72 00
Savon.....	5 78
Impressions, E. H. Tellier.....	473 23
Annonces et impressions, “ La Patrie ”.....	86 35
“ “ “ La Presse ”.....	20 60

Impressions, listes de certaines terres vacantes, "La Patrie".....	12 40
" " " " " "La Presse"....	30 80
" " " " " E. H. Tellier....	15 00
Autres impressions et déboursés pour certaines terres vacantes, A. Limoges	50 00
T. A. Christin :	
Dépenses de voyage au Lac St-Jean	24 90
René Dupont, secrétaire de la Société de Colonisation du Lac St-Jean :	
Excursion au Lac St-Jean des directeurs de la Société de Colo- nisation du Lac St-Jean, dépenses de voyage	500 11
Excursion au Lac St-Jean des Dames correspondantes de cer- tains journaux de Montréal, partie des frais d'organisation..	50 00
Agence d'immigration en France	150 00
L. J. Demers :	
Excursion des membres du syndicat de la presse de Québec au Lac Bouchette, partie des frais.....	50 00
R. H. C. Brown :	
Annonce dans le "Canadian Polar Expedition"	25 00
Louis Touzin :	
Transport d'effets de ménage de Roberval à Péribonca, par le bateau à vapeur "Arthur" de M. Ed. Viquette	10 00
Anna Couture :	
Transcription de documents.....	28 89
Armand Tessier :	
Annonce dans le "Colon du Lac St Jean," du 15 septembre 1901 au 15 mars 1902.....	75 00
C. E. Bernier :	
Annonce dans le "Défricheur," du 1er février au 15 juin 1902..	37 50
F. X. Fafard :	
Correspondance et devis du pont de la rivière St-Roch, à St- Pamphile, salaire.....	9 00
Visite du pont de la rivière St-Roch, à St-Pamphile, dépenses de voyage et salaire.....	32 15
Inspection du chemin maritime de Saguenay, rédaction d'un rapport	3 00

C. J. Magnan :

Annonce dans l'Enseignement Primaire, de septembre 1901 à septembre 1902	100 00
---	--------

M. A. Campeau :

Travaux de chemins dans la région Labelle, du 1er août au 30 novembre 1901, dépenses de voyages et salaire.....	369 16
Travaux de chemins dans la région Labelle, du 15 avril au 30 juin 1902, dépenses de voyages et salaire	225 88

Compagnie d'Assurance North American, Philadelphie :

Prime sur police de \$1,000.00, pont Kiamika, du 5 octobre 1901 au 5 octobre 1902.....	16 50
Prime sur police de \$1,200.00, pont Labelle, du 5 octobre 1901 au 5 octobre 1902.....	19 80
Prime sur police de \$2,000.00, pont Mistassibi, du 5 octobre 1901 au 5 octobre 1902.....	33 00
Prime sur police de \$1,000.00, pont St-Féréol, du 5 octobre 1901 au 5 octobre 1902.....	16 50
Prime sur police de 1,000.00, pont Rapide de l'Original, du 13 octobre 1901 and 13 octobre 1902.....	30 00
Prime sur police de \$2,000.00, pont St-Ludger, du 28 octobre 1901 au 28 octobre 1902.....	33 00
Prime sur police de \$1,500.00, pont Ste-Florence de Beaurivage, du 19 décembre 1901 au 19 décembre 1902.....	15 00
Prime sur police de \$5,000.00, pont St-Félicien, du 4 juin 1902 au 4 juin 1903.....	65 00
Prime sur police de \$2,000.00, pont Mistassini, du 22 juin 1902 au 22 juin 1903	26 00
Prime sur police de \$7,000.00, pont Grande Décharge, du 22 juin 1902 au 22 juin 1903.....	91 00

Compagnie d'Assurance Anglo Américaine :

Prime sur police de \$1,500.00, pont Kippewa, du 18 février 1902 au 18 février 1903.....	15 00
---	-------

The Herald Publishing Company :

Impressions	500 00
-------------------	--------

Olivar Asselin :

Dépenses de voyage au congrès de colonisation et d'agriculture, à Rimouski.....	8 00
--	------

L'honorable Lomer Gouin :

Dépenses de voyage.....	100 00
-------------------------	--------

R. A. Brassard :	
Localisation de certains ponts sur des rivières du Lièvre et de la Gatineau, dépenses de voyage et salaire.....	78 00
Ulric Barthe :	
Travaux littéraires sur la colonisation	30 00
Le Canada Français, St-Jean :	
Annonce.....	50 00
Georges LeBel :	
Dépenses de voyage pour rencontrer des immigrants à St. Jean, N.B.....	30 00
Pierre Beaulieu :	
Grains de semence.....	15 06
Joseph Guérin :	
Conférences du 23 janvier au 2 février 1902.....	55 00
R. Keys :	
Annonce dans le Labor Directory de 1902-1903.....	20 00
Madame Céline Renaud Derouin :	
Indemnité pour services comme sage-femme dans la région Labelle	25 00
Lionel Carden, consul général anglais à la Havane :	
Rapatriement de Eddie Deery et sa femme.....	75 00
Mgr H. Têtu :	
Aide aux églises des cantons pauvres.....	100 00
Total.....	\$13,519 16

Département de la Colonisation
et des Travaux Publics,

Québec, 30 juin 1902.

Approuvé.

S. DUFAULT,
Sous-ministre de la Colonisation.

J. F. SAVARY,
Secrétaire, Branche de la Colonisation.

TABLEAU No. 4.

ETAT détaillé des travaux exécutés par le département sur la recommandation des sociétés de colonisation.

COMTÉS.	CHEMINS ET PONTS.	Conducteurs.	Montant payé.	Totaux.
	SOCIÉTÉ DE COLONISATION DE QUÉBEC.			
Beauce.....	Route entre les lots Nos 34 et 35 du rang V d'Adstock, dans Saint-Méthode.....	P. Turcotte, prêtre....	91.50	
"	Chemin de front du rang XII de Marlow sur les lots Nos 8 et 7, dans Saint-Ludger.	Tél. Soucy, prêtre....	50.00	
"	Route traversant en diagonale les lots Nos 9, 10 et 11 du rang XII de Marlow pour rejoindre le rang XI, dans Saint-Ludger.	Tél. Soucy, prêtre....	50.00	
Bellechasse.	Ouverture d'une route traversant le rang IV de Buckland entre les lots Nos 32 et 33, depuis la chapelle de Saint-Nazaire jusqu'au rang V	O. C. Dupuis, prêtre..	300.00	
"	Route de Notre-Dame-des-Champs, entre le seigneurie et le canton de Buckland, dans Saint-Damien	J. O. Brousseau, prêtre	150.00	
"	Chemin Saint-Alfred sur les lots Nos 5 et 6 du rang N. E. Rivière du Pin, dans Saint-Philémon.....			
	Chemin Sainte-Marie sur le lot No 40 du rang I Mailloux, dans Saint-Philémon.	Chs Clé. Lévesque, ptre	96.15	
	Chemin Saint-Clement sur le lot No 42 du rang II Mailloux, dans Saint-Philémon.)			
L'Islet	Chemin de front sur les lots Nos 8 et 7 du rang VII canton Lessard, dans Saint-Cyrille.....	Auguste St-Pierre....	100.00	
"	Route traversant le rang VII d'Arago et le rang I Leverrier, conduisant de Saint-Marcel à Saint-Adalbert.....	F. X. A. Dulac, prêtre.	100.00	
"	Route traversant le rang V Leverrier entre les lots Nos 42 et 43, conduisant de Saint-Adalbert à Saint-Marcel.....	S. H. Lessard, prêtre..	174.53	
Dorchester.....	Chemin de front entre les rangs I et II du canton Watford, du lot No. 49 au lot No 38 inclusivement, et son prolongement en route traversant le rang C sur les lots Nos 7 et 6, dans Sainte-Rose de Watford.....	J. O. Veilleux, prêtre..	80.00	
"	Pont de la rivière Famine entre les lots Nos 46 et 47 dans le chemin de front entre les rangs I et II de Watford, dans Sainte-Rose.....	J. O. Veilleux, prêtre..	30.00	
"	Route dans la ligne séparative du canton de Watford d'un côté et des cantons de Ware et Langevin de l'autre, vis-à-vis les rangs II, III, IV, V, VI et VII de Watford....	J. O. Veilleux, prêtre..	60.00	
"	Route dans la ligne séparative des cantons de Watford et Metgermette d'un côté et le canton Langevin de l'autre, vis-à-vis les rangs A et B de Langevin.....	J. O. Veilleux, prêtre..	125.00	

TABLEAU No 4.—*Suite.*

ETAT détaillé des travaux exécutés par le département sur la recommandation des sociétés de colonisation.

COMTÉS.	CHEMINS ET PONTS.	Conducteurs.	Montant Payé.	Totaux.
Dorchester (<i>Suite</i>)	Chemin de front du lot No. 44 au lot No 23 dans la ligne entre les rangs X et XI de Watford, dans Saint-Louis de Gonzague.	J. O. Veilleux, prêtre.	100.00	1,762.18
"	Route traversant les rangs IX et X, N. E. de Watford entre les lots Nos 4 et 5, dans Saint-Prospér.	Zoël Gagné.	105.00	
Mégantic.	Déviation de chemin sur les lots Nos 10 et 17 dans le chemin de front du rang IV de Thetford, dans Saint-Antoine de Pontbriand.	Théop. Houle, prêtre, curé.	150.00	
SOCIÉTÉ DE COLONISATION DE LA CITÉ DE SHERBROOKE.				612.34
Beauce.	Chemin conduisant du village de Channay dans le canton de Woburn à celui d'Agnès dans le canton Ditchfield, partie passant dans la ligne séparative des cantons de Louise et de Clinton.	L. O. A. Huard, prêtre	249.34	
Compton.	Chemin sur les lots Nos 15 et 16 du rang III du canton Hampden, pour relier le chemin Ditton au chemin McNamee.	Godfroid Chouinard.	163.00	
"	Chemin de front entre les rangs X et XI du canton de Marston.	J. D. Bernier, prêtre.	100.00	
"	Chemin de front traversant le canton de Marston du rang IX au rang III inclusivement, conduisant du village de Val-Racine à Saint-Zénon de Piopolis.	J. D. Bernier, prêtre.	100.00	
EMPLOI DE LA BALANCE DU SUBSIDE VOTÉ.				1,625.48
Visites et explorations.			1,625.48	
Total.				4,000.00

N. B.—Les travaux ci-dessus figurent au tableau No 2, pour chacun de ces comtés respectivement ; le détail de l'item "Visites et explorations" est compris dans le tableau No 3.

Département de la Colonisation
et des Travaux Publics.

Approuvé.

Québec, 30 juin 1902.

J. F. SAVARY,

Secrétaire, Branche de la Colonisation.

S. DUFAULT,

Sous-ministre de la Colonisation.

RAPPORT DE LA SOCIÉTÉ DE COLONISATION DE QUÉBEC.

QUÉBEC, 17 mars 1902.

L'honorable LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation, Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous dire que le 14 du courant, nous avons eu une assemblée générale des membres de "La Société de Colonisation de Québec" sous la présidence de l'honorable W. Larue, vice-président de notre Société.

" Le procès-verbal de la réunion de l'an dernier est lu et adopté.

" Le trésorier lit le compte-rendu des recettes et des dépenses comme suit :

" RECETTES.

" En caisse à la dernière assemblée	\$ 776 15
" Contributions des membres	10 75
" Don de la Société St-Jean-Baptiste de Québec	211 50
" Collectes dans les paroisses du diocèse	1,087 86
" Collectes par l'abbé Brousseau	4,349 11
	\$ 6,435 37

" DÉPENSES.

" Orphelinat agricole de St-Damien	\$ 4,349 11
" Pont à St-Martin	100 00
" Pont à St-Damase	200 00
" Pont à St-Thuribe	50 00
" Défrichements à St-Gédéon	150 00
" Chemin à Ste-Christine	100 00
" St-Samuel	100 00
" St-Benoît Labre	100 00
" St-Prosper	45 00
" St-Magloire	60 00
" Ste-Perpétue	100 00
" Ste-Justine	200 00
" St-Benjamin	75 00
	\$ 5,629 11
" En caisse	\$ 806 26

“ Le secrétaire dit que la Société a reçu du gouvernement pour le tiers de ses recettes la somme de \$1,681.37, laquelle a été dépensée comme suit, par les ordres et instructions du ministère de la colonisation.

“ Chemin à Adstock	\$ 100 00
“ St-Cyrille	100 00
“ St-Damien	350 00
“ St-Ludger	100 00
“ St-Marcel	100 00
“ Pontbriand	150 00
“ St-Pamphile	181 37
“ St-Philémon	100 00
“ St-Prosper	105 00
“ Ste-Rose	395 00
	<hr/>
	\$ 1,681 37

“ Lecture est faite du rapport de M. F. Audet, agent de colonisation, rapport adressé à l'honorable Ministre pour l'année se terminant le 30 juin 1901 et rendant compte de tout ce qui s'est fait au bureau du dit agent.”

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre très dévoué serviteur,

H. TÊTU, Ptre., Sec.

RAPPORT DE LA SOCIÉTÉ DE COLONISATION DE LA CITÉ DE SHERBROOKE.

A l'honorable

Ministre de la Colonisation,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser la copie d'une résolution passée par MM. les Administrateurs de la "Société de Colonisation de la Cité de Sherbrooke," à l'assemblée tenue à Sherbrooke, lundi, le 4ème jour du mois de mars de l'année mil neuf cent un, sous la présidence de M. le Dr Isidore Frégeau.

"A la suite de la lecture de lettres demandant des octrois pour divers chemins, il est proposé par M. Moïse Audet, secondé par M. J.-E. Genest et résolu :

1. Que la somme de \$250.00 soit allouée pour compléter les travaux dans le chemin qui court du village de Channay, canton de Woburn, comté de Beauce, vers celui d'Agnès, canton de Ditchfield, comté de Beauce, en passant par la ligne de division qui sépare le canton de Clinton de celui de Louise, avec le Rév. L.-A.-O. Huart pour directeur des travaux. Adresse : Rév. L.-A.-O. Huart, Channay, Comté de Beauce, via Lac Mégantic,

2. Que la somme de \$100.00 soit employée à ouvrir un nouveau chemin entre les rangs 10 et 11 du canton de Marston, comté de Compton, district de St-François ; et \$100.00 dans une route du village de Valracine à celui de St-Zénon, Piopolis, avec le Rév. J. Daniel Bernier, curé de St-Léon de Marston, pour directeur des travaux. Adresse : Rev. J.-D. Bernier, Valracine comté de Compton, P.Q.

3. Que la somme de \$163.24 soit allouée pour travaux à exécuter dans un chemin qui part du chemin conduisant de Scotstown à La Patrie, à environ un mille village de Scotstown, pour se diriger en ligne droite vers le chemin connu sous le nom de McKenny Road. Ce chemin a environ un mille et trois quarts de longueur. Le Rév. J.-Eug. Lemieux, Scotstown, P.Q., comté de Compton, en serait le directeur."

(Signé)

H. O. CHALIFOUX, Ptre., V.G.,
Sec.-Tré. S.C.C.S.

Pour copie conforme

JOS. S. LA ROCQUE, Ptre.,
Secrétaire de l'Evêché

Sherbrooke, 5 mars 1901.

Messieurs les administrateurs ont l'honneur de faire rapport de l'état financier de la Société de Colonisation de la cité de Sherbrooke, pour sa vingtième année d'exercice, à dater du cinquième jour du mois de mars de l'année 1900 au quatrième jour du mois de mars de l'année 1901.

RECETTES.

1900-1901

En caisse.....	\$ 242 25	\$ 242 25
Par l'œuvre des Tabernacles.....	106 00	
Interêt payé par La Banque Nationale.....	7 19	
Ste-Agnès, Ditchfield, bazar et soirée.....	1,248 00	
Quêtes diocésaines pour missionnaire agricole.....	137 51	
Quêtes diocésaines pour écoles pauvres de missions..	177 78	
St-Zénon, Piopolis, bazar pour mission.....	162 00	
Contributions des membres	1 25	1,839 73
		<hr/> 2,081 98

DÉPENSES.

Effets de l'œuvre des Tabernacles distribués aux missions pauvres	106 00	
Affecté à la chapelle de Ste-Agnès.....	1,248 00	
Payé au missionnaire agricole.....	137 51	
Payé aux écoles pauvres et aux missions.....	177 78	
Affecté à la mission de St-Zénon.....	162 00	1,831 29
		<hr/> 250 69
Surplus.....		

La Société de Colonization de la cité de Sherbrooke sollicite du gouvernement de la province de Québec un octroi égal au tiers du montant de sa recette annuelle, soit la somme de (\$613.24) six cent treize piastres et vingt-quatre cents.

H. O. CHALIFOUX, Ptre., V.G.

Sherbrooke ce 4 mars 1901.

BUREAU DE COLONISATION DE QUÉBEC.

RAPPORT DE M. FERD. AUDET.

QUÉBEC, 1er juillet 1902.

A l'honorable LOMER GOVIN,
Ministre de la Colonisation et des
Travaux Publics, Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport des opérations du bureau de la colonisation de Québec pour l'année écoulée le 30 juin dernier.

Deux cent quatre-vingt-neuf colons ont obtenu des renseignements de mon bureau, et je me suis efforcé de les diriger vers les endroits les plus favorables à la colonisation.

La vallée de la Matapédia et la région du Lac St-Jean sont encore les endroits les plus connus et les mieux appréciés par les colons.

Quant à ceux qui m'ont manifesté l'intention d'aller visiter la région du Lac St-Jean, je leur ai donné les renseignements généraux, en les référant à la société de colonisation qui s'occupe spécialement de cette région.

Plusieurs m'avaient manifesté l'intention de visiter cet été la vallée de la Matapédia, s'ils en avaient l'occasion. Malheureusement, encore cette année, il m'a été impossible d'organiser une excursion vers cette région, vu qu'une semblable excursion amènerait un surcroît de travail que je n'ose entreprendre seul.

J'ai encore distribué, cette année, un assez grand nombre de brochures et de cartes régionales, et je constate de plus en plus le résultat pratique obtenu par une semblable distribution.

J'ai aussi fourni à plusieurs colons des renseignements agricoles, et leur ai aidé dans plusieurs de leurs transactions.

J'ai reçu cent soixante et dix-neuf lettres demandant des renseignements de toutes sortes, ce qui a nécessité une correspondance assez considérable.

Le but que je poursuis, Monsieur le Ministre, ne consiste pas seulement à diriger des colons vers une région propre à la colonisation, mais aussi à prendre tous les moyens à ma disposition, pour encourager ceux qui sont déjà fixés sur des lots, en leur fournissant tous les renseignements qu'ils demandent.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur le Ministre,
Votre dévoué serviteur,

FERD. AUDET,
Agent de Colonisation,
46 rue Dalhousie.

BUREAU DE COLONISATION DE MONTREAL.

RAPPORT DE M. L.-E CARUFEL.

MONTREAL, 27 août 1902.

A l'honorable LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation et des
Travaux Publics, Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport des opérations du bureau de colonisation de Montréal pour l'année finissant le 30 juin dernier.

Le nombre de colons inscrits, les adultes et les enfants compris, est de 2,164. Ce résultat, comme succès, dépasse ce qui a été prévu, et l'emporte sur l'année précédente par une augmentation considérable.

Année	1900 à 1901	1901 à 1902	Augmentation
Nord de Montréal	859	1,548	689
Lac St-Jean.....	34	140	106
Temiscamingue.....	63	98	35
Matapédia et Gaspésie.....	63	189	126
Nord d'Ontario.....	71	144	71
Ouest Canadien.....	17	47	30
	1,107	2,164	1,057

Le grand nombre de ces colons est recruté dans la province de Québec ; on ne compte dans cette statistique que 113 Européens et 149 Canadiens des Etats-Unis. Nos compatriotes qui nous reviennent de la Nouvelle-Angleterre pour s'établir sur des terres, se dirigent vers le Lac St-Jean.

Comme vous pouvez le voir par le tableau ci-dessus, il y a eu accroissement considérable dans toutes les régions de colonisation, mais c'est le Nord de Montréal qui a le plus profité de l'impulsion donnée par votre département depuis un an au mouvement colonisateur.

Avec le prolongement du chemin de fer de Labelle au Nominigou et la construction du Chemin Gouin, qui a pour but de faciliter l'accès aux riches terres du haut de la rivière du Lièvre, il y a lieu de s'attendre, pour l'avenir, à un courant très considérable de colonisation.

Je crois que vous verrez avec plaisir les résultats de l'heureuse idée que vous avez eue de rendre d'abord les lots accessibles, et que vous ferez profiter les autres régions de colonisation de la province de la sage décision que vous avez

prise en faveur du nord de Montréal. Vu l'époque difficile que nous traversons, à cause des différends que suscite le commerce de bois, l'application de cette mesure partout, faciliterait le travail de vos agents, et assurerait le succès de l'œuvre colonisatrice.

Si la vaste région du Nord de Montréal, où accourent en si grand nombre les colons et où des groupes nouveaux de population se forment si rapidement, dans les conditions de prospérité les plus apparentes, a fait tant de progrès, nous le devons, Monsieur le Ministre, à votre esprit d'initiative et au zèle sans égal du député d'Ottawa, M. Major.

Une autre région, se composant de la vallée de la Matapédia et des côtes de la Baie des Chaleurs, est aussi redevable de son progrès au dévouement de ses députés MM. W. Clapperton et C. Maril, qui n'ont rien épargné pour rendre ces territoires, si fertiles et si avantageux à la colonisation, accessibles à tous ceux qui veulent se faire défricheurs. Grâce aux instances du représentant aux Communes, l'Intercolonial et le chemin de fer de la Baie des Chaleurs transportent les colons et leurs effets de ménage à des taux si avantageux que les distances ne sont plus une objection pour ceux qui veulent s'établir.

Votre visite officielle dans les cantons du Nord de Montréal a été de bonne augure. En remettant du courage au cœur du colon, elle a puissamment contribué à inspirer de la confiance et à déterminer de nombreux départs pour les vallées de la Lièvre et de la Rouge. Aussi, on a tout lieu d'espérer que votre récent voyage au Témiscamingue aura le même heureux effet.

Au Témiscamingue, la colonisation se fait plus lentement qu'ailleurs, ce qui manque surtout ce sont les facilités d'accès; les taux élevés de la compagnie des bateaux sont une des causes principales de cette lenteur, car le sol et les autres avantages naturels abondent. Les colons qui ont eu le courage d'aller s'y fixer sont enchantés de leur sort.

Je ne dirai rien ici de la vallée du Lac St-Jean qui dépend surtout du district de Québec. Le peu de colons qui s'enregistrent à nos bureaux pour ce fertile district nous vient de la ville de Montréal; ce sont d'anciens cultivateurs dont les ancêtres ont déjà habité cette région.

Comme je sais que votre sollicitude ne s'étend pas seulement aux régions dont je viens de parler, je me permettrai d'appeler votre sérieuse attention sur certains endroits de la Gaspésie où les quelques efforts faits par mon bureau depuis un an ou deux ont été couronnés de succès. Les colons que l'on a dirigés sur les nouveaux établissements de Paspébiac, Port Daniel, Newport, Grande Rivière, etc., sont très contents.

Quand vous aurez pu vous rendre compte par vous-même, M. le Ministre, des avantages multiples qu'offrent à la colonisation ces endroits un peu reculés de notre province, vous serez heureux de les mettre au plus tôt en position d'attirer de nombreux défricheurs. Dans ces centres, comme ailleurs, la disponibilité des lots quintuplerait, en moins de dix ans, le chiffre de ces populations et permettrait à vos agents d'agrandir la sphère de leurs travaux.

L'encouragement d'un mouvement actif de colonisation vers cette partie de la Gaspésie comprise entre New Carlisle et le Bassin de Gaspé aurait, je crois, les meilleurs résultats en vue de l'avenir: il amènerait le prolongement tant désiré du chemin de fer de la Baie des Chaleurs jusqu'à ce dernier endroit,

stimulerait l'agriculture qui est en souffrance et contribuerait puissamment au développement général des immenses ressources de cette contrée. Amener dans la Gaspésie des éléments nouveaux, ayant des notions agricoles et pouvant prêcher d'exemple à cette classe qui ne manque pas d'énergie mais dont toute l'existence jusqu'à aujourd'hui a été liée à l'exploitation de la pêche, voilà n'est-ce pas, le problème qui s'impose à l'attention des hommes sérieux.

Vous me pardonnerez, M. le Ministre, d'ajouter ces quelques remarques à mon rapport. J'ai cru mieux répondre à votre désir de vous renseigner sur les besoins de votre département en signalant les nouveaux horizons que le travail de la colonisation peut ouvrir aux gens entreprenants et laborieux.

Je dois avouer, en terminant, que s'il y a lieu de se féliciter du résultat de l'année qui vient de finir, le Bureau de Colonisation de Montréal a été secondé d'une façon très intelligente et très active par la Société Générale de Colonisation et de Rapatriement de Montréal.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre très humble serviteur,

L. E. CARUFEL,

DIVERS RAPPORTS DE L'INGENIEUR
SERVICE DE LA COLONISATION.

ROUTE DU RANG TERREBONNE, DANS SAINT-JEAN CHRYSOSTOME,
COMTÉ DE LÉVIS.

QUÉBEC, 9 juillet 1901.

L'honorable Ministre de la
Colonisation et des Travaux Publics,
Québec.

Monsieur le Ministre,

Le rang appelé "Terrebonne," (ci-devant La Maringuinière,) dans la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, est formé de sept propriétés seulement, ayant, chacune, trois arpents de front, et l'entretien d'une route longue de trente-trois arpents est, par règlement du Conseil Municipal, laissé à la charge des propriétaires de ces terrains. Cette route est des plus anciennes de la localité, me dit-on. Son entretien n'est pas, en soi, très difficile, mais il devient onéreux à ceux qui en sont chargés, à cause de leur petit nombre. Deux côtes assez raides et un petit pont ont besoin d'être réparés; les intéressés ont dépensé dans cette route, depuis le printemps, environ soixante journées d'ouvrage, sans pouvoir toucher à ces endroits, et il faudrait ajouter encore cent autres journées pour y apporter les améliorations désirables. Si une aide doit être accordée pour faire ces travaux, là ça pourrait être à la condition généralement imposée en pareil cas, que les intéressés fournissent, à leurs frais, autant d'ouvrage qu'il en sera payé par votre département.

J'ai l'honneur d'être,

Votre bien humble serviteur,

J. N. GASTONGUAY,

Ing. C.

DÉPLACEMENT DE ROUTE, DANS SAINT-GÉDÉON, COMTÉ
DU LAC SAINT-JEAN.

QUÉBEC, 27 août 1901.

L'honorable Ministre de la
Colonisation et des Travaux Publics,
Québec.

Monsieur le Ministre,

Le 18 du courant, j'étais dans la paroisse de St-Gédéon, comté du Lac St-Jean, pour prendre en considération la requête de quelques contribuables de la localité, vous demandant de vouloir bien fermer une route ouverte avec l'argent du gouvernement et de leur en ouvrir deux autres, pour rencontrer plus efficacement, allègue-t-on, les besoins de la localité.

Le village de St-Gédéon est presque sur le littoral du lac St-Jean et à un peu plus d'un mille de la gare du chemin de fer. Presque tous les paroissiens des arrières-rangs arrivent à leur village par une route unique qui débouche précisément à l'église du lieu ; impossible que cette route soit plus directement au centre de la paroisse. Cependant, c'est celle-là dont on demande la fermeture pour la remplacer par une première route qui serait environ un mille plus à l'ouest et par une deuxième environ un mille plus à l'est. Pour motiver ce changement, on allègue d'abord que la route actuelle est dans un terrain trop bas pour qu'il soit possible de la tenir en bon ordre, et l'on allègue en second lieu que les deux nouvelles routes demandées seraient sur un terrain plus favorable, et en outre, serviraient mieux les intérêts de la localité.

Sous le rapport de la solidité du terrain, on y gagnerait, il est vrai, à faire le déplacement, mais la chose coûterait environ \$800. Quant aux autres avantages, la route ouest mettrait la moitié des requérants plus à proximité de la gare du chemin de fer et les laisserait à la même distance de leur église. Je ne vois pas quel avantage aurait la route de l'est, autre que celui d'être sur un terrain plus solide.

J'ai vu quelques-uns des contribuables les plus en faveur du changement demandé, et j'ai cru voir que tous comptent à peu près uniquement sur le gouvernement pour faire les frais de ce changement et qu'il ne vaut pas la peine de compter sur les contributions locales. D'un autre côté, je crois que l'exécution du projet suscitera une assez forte opposition, car il en résultera une dépréciation dans la valeur de quelques propriétés et un surcroît d'obligations à une quarantaine de contribuables qui bénéficieront peu ou point du changement proposé.

Il me semble, qu'avec du bon vouloir, il n'est pas difficile de donner satisfaction à tout le monde.

La route centrale actuelle n'a pas encore été complétée suffisamment pour les besoins du terrain. En employant judicieusement une couple de cents piastres sur les deux milles de chemin qui aboutissent à l'extrémité sud de la

route centrale, d'où vient une bonne partie du mal, avec, en outre, une centaine de piastres sur la route elle-même et la bonne volonté de tous les intéressés, on réussirait certainement à donner à ce chemin une solidité durable. Les autres avantages dont on me parle ne me paraissent pas devoir motiver une dépense de \$800.

J'ai l'honneur d'être,

Votre très humble serviteur,

J. N. GASTONGUAY.

CREUSEMENT DE LA RIVIERE NOIRE, DANS LE CANTON DE
BULSTRODE, COMTÉ D'ARTHABASKA.

QUÉBEC, 2 septembre 1901.

L'honorable Ministre de la

Colonisation et des Travaux Publics,

Québec.

Monsieur le Ministre,

La rivière Noire, un affluent de la rivière Nicolet, coupe en diagonale les rangs 8ème, 9ème et 10ème, du canton Bulstrode, dans le comté d'Arthabaska, et coule, en cet endroit, à travers un plateau très fertile ayant une douzaine de milles en superficie, mais qui s'égoutte difficilement, à cause de sa surface trop plane et presque à niveau. Cependant, ce plateau a une hauteur moyenne de quinze pieds au-dessus de la rivière Nicolet qui le limite à une de ses extrémités. Il est en culture, pour la plus grande partie, mais chaque année, les récoltent y subissent de forts dommages à cause des eaux qui le couvrent trop souvent et y séjournent trop longtemps. Vers 1880, quelques centaines de piastres ont été dépensées pour déblayer le cours de la rivière Noire, et à la suite de ces travaux, les colons se sont emparés du dernier lot de ce terrain et y ont poussé les améliorations agricoles. Le déblaiement de la rivière n'ayant pas été poussé assez loin, les pauvres colons se sont encore trouvés en face de difficultés décourageantes et voient leurs progrès constamment entravés. Il suffirait d'une couple de cents piastres pour terminer les travaux commencés, et je suis d'opinion qu'une centaine de piastres bien employée cet automne apporterait un changement sensible dans la partie encore généralement inondée, chaque printemps. Cette première somme suffirait pour enlever du fond de la rivière, sur les lots 18 et 19 du 10ème rang, un banc de gravier long d'environ 1,200 pieds, et l'autre somme de \$100 serait nécessaire pour faire disparaître un grand nombre de grosses pierres qui gênent constamment le cours de l'eau, plus en aval.

J'ai l'honneur d'être,

Votre humble serviteur,

J. N. GASTONGUAY.

**CHEMINS DANS LA COLONIE DU LAC DES COMMISSAIRES, COMTÉ
DU LAC SAINT-JEAN.**

QUÉBEC, 12 septembre 1901.

L'honorable Ministre de la
Colonisation et des Travaux publics,
Québec.

Monsieur le Ministre,

La colonie du lac des Commissaires, dans le canton Malherbe, comté du Lac Saint-Jean, a fait des progrès considérables depuis trois ans, et elle tend à se développer sur la rive ouest de ce même lac, dans le canton Crespieu. Dans ce dernier canton, le terrain, sans être de première qualité, est cependant bien propre à la culture et à la colonisation parce qu'il est haut, facile à déboiser et à égoutter. Jusqu'à présent, deux chemins de colonisation ont été ouverts dans le canton Malherbe, pour les premiers besoins de cette colonie. Une route longue de trois milles donne une communication entre le chemin de fer et le lac des Commissaires. Cette route n'a pas encore été terminée et il faudrait environ \$250, pour y mettre la dernière main. En second lieu, un chemin de front longe presque toute la rive est du lac des Commissaires. Ce chemin est en assez bon état pour que les colons puissent l'entretenir dorénavant. Il est désirable, cependant, qu'il soit prolongé d'environ un mille vers le sud pour permettre à quelques nouveaux colons d'arriver sur les lots qu'ils viennent d'acheter en ces lieux. Il faudrait environ \$75 pour cette fin.

Aucun chemin n'est ouvert sur la rive ouest du lac, dans le canton Crespieu. Une simple ébauche de chemin, sur cette rive, entre la rivière Rat-Musqué et la rivière Epinette-Rouge, serait d'un grand secours aux colons qui commencent à abattre la forêt de ce côté où plusieurs lots sont vendus. Une somme de \$225, serait nécessaire pour cette besogne.

Quant à la question de jeter un pont sur la partie la plus étroite de ce lac qui est long de quinze milles, j'ai trouvé la chose praticable. Cette voie de communication nécessiterait la construction d'un pont long d'une centaine de pieds et l'ouverture d'une douzaine d'arpents de chemin, le tout pouvant être évalué à \$1,600.

Le tout humblement soumis.

J'ai l'honneur d'être,

Votre très humble serviteur,

J. N. GASTONGUAY.

CHEMIN A SAINT-LOUIS DE PINTENDRE, COMTÉ DE LÉVIS.

QUÉBEC, 14 septembre 1901.

L'honorable Ministre de la
Colonisation et des Travaux Publics.

Monsieur le Ministre,

Saint-Louis de Pintendre, dans le comté de Lévis, est formé du démembrement de St-Henri, Notre-Dame de la Victoire et St-Joseph de Lévis, et l'église de la nouvelle paroisse est située à peu près au centre du territoire ainsi composé. Il arrive que, par cette nouvelle situation, les habitants du rang Harlaka Sud n'ont pas de chemin conduisant directement à leur église, et que pour s'y rendre il leur faut suivre une route qui fait plus que doubler la distance qu'ils auraient à parcourir s'ils avaient un chemin ouvert comme le permet la disposition des terrains.

Un surintendant spécial a été nommé pour verbaliser ce nouveau chemin qui sera long de 33 arpents et dont l'ouverture peut coûter environ \$600;—c'est un chemin de front sur tout son parcours.

D'après les dispositions du Code Municipal, 21 arpents de ce chemin doivent être faits et entretenus par les propriétaires des terrains qu'il traverse. Les derniers onze arpents seront sur des terrains qui portent déjà un chemin de front, et devraient être faits, il me semble, aux dépens de la municipalité.

Dans St-Louis de Pintendre, le sol me paraît généralement de première qualité, et si l'on en juge par les apparences, les francs-tenanciers y sont à l'aise.

Humblement soumis.

Votre bien humble serviteur,

J. N. GASTONGUAY.

**LE CANTON MASSÉ ET QUELQUES AUTRES ENVIRONNANTS,
COMTÉ DE RIMOUSKI.**

QUÉBEC, 14 octobre 1901.

Monsieur le Ministre,

Ayant été appelé, dernièrement, à voir certains travaux de colonisation dans le canton Massé, au comté de Rimouski, j'ai profité de la circonstance pour faire un examen de ce canton et de quelques autres environnants, au point de vue des avantages que peut y trouver la colonisation.

Les cantons Fleuriault, Massé, Neigette, Ouimet, Macpès et Flynn forment une étendue de terrain d'environ (300,000 acres) trois cent mille acres en superficie, et j'ai pu constater que cette immense étendue de terrain est tout-à-fait propre à la culture et très avantageuse à la colonisation. Le terrain est généralement assez plan pour permettre l'ouverture, en tous sens, de bons chemins à rampe facile. Le sol y est partout d'excellente qualité, peu rocheux et facile à cultiver. La rareté de l'eau s'y fera peut-être sentir, par endroits ; ce sera certainement l'inconvénient le plus notable.

Dans la partie nord des cantons Fleuriault, Neigette et Macpès, les voies de communication sont assez avancées, et l'on y voit bon nombre de beaux établissements où règne la prospérité. Dans la partie sud de ces mêmes cantons, ainsi que dans Massé, Ouimet et Flynn, la colonisation ne fait que de commencer à se développer et ces commencements sont si beaux qu'il suffira d'un peu d'aide pour faire naître promptement, en ces lieux, trois ou quatre fortes paroisses. Le déboisement y est si facile et le sol si fertile qu'il est rare de trouver un endroit plus avantageux pour un colon qui commence sans ressources.

Dans la partie nord des cantons Massé et Ouimet, il y a un noyau de colons assez fort pour que l'on s'occupe maintenant de la délimitation d'une paroisse, et Sa Grandeur Mgr Blais, évêque de Rimouski, est à recueillir les renseignements qui lui permettront de fixer le centre de cette nouvelle paroisse. Le terrain étant de première qualité sur toute l'étendue des deux cantons en question, il sera facile d'y tailler, en tout sens, le territoire d'une nouvelle paroisse une fois que le centre en aura été déterminé.

En profitant de la situation actuelle des chemins, le bas des lots 8 et 9 du 4ème rang offrirait un site assez convenable ; cependant la rivière Mistigouèche offrant quelques obstacles à l'établissement de chemins qui la traverseraient, l'ouverture d'une route entre Massé et Ouimet, sur les rangs 4ème et 5ème, permettrait de faire une paroisse presque complètement située au nord de la dite rivière et dont le centre serait sur le bas du premier lot du 4ème rang de Ouimet. Cette paroisse pourrait comprendre les trente-trois premiers lots des rangs 2ème, 3ème et 4ème, de Massé, les vingt premiers lots du 5ème rang, les quatre premiers lots du 6ème rang, ainsi que les vingt-trois premiers lots des rangs 2ème, 3ème, 4ème, 5ème, 6ème et 7ème du canton Ouimet, ce qui formerait un territoire de 251 lots de cent acres chacun, étendue qui me paraît parfaitement suffisante pour former une bonne paroisse. Il n'y a pas cinq par cent de perte sur ce territoire et il est facile de faire converger tous les chemins vers le centre.

Le tout humblement soumis,

J'ai l'honneur d'être,

Votre très humble serviteur,

J. N. GASTONGUAY

 ROUTE DANS LE RANG VII DE SAINT-DONAT, COMTÉ DE RIMOUSKI

QUÉBEC, 26 novembre 1901.

L'honorable Ministre de la
Colonisation et des Travaux Publics,
Québec.

Monsieur le Ministre,

Au cours du mois dernier, étant à faire une exploration dans le comté de Rimouski, je me suis arrêté à Saint-Donat, en considération d'une requête de Sa Grandeur Monseigneur de Rimouski et du Rév. M. LeBel, curé de St-Donat, appuyée par M. le député de Rimouski, demandant la localisation et l'ouverture d'une route dans le septième rang de la dite paroisse de St-Donat.

Il y a, joignant la limite sud-ouest de cette paroisse, un certain lopin de bonne terre encore inoccupée, ayant une superficie d'au-delà de 3,000 acres, auquel il est difficile d'arriver autrement que par St-Donat et qu'il est facile de mettre en communication avec les chemins municipaux de cette localité en ouvrant une route longue d'environ deux milles. J'ai fait une visite spéciale de cet endroit et j'ai trouvé qu'il y a place là, pour une trentaine de familles, au moins.

Les six lots du premier rang et les neuf premiers lots du deuxième rang de Fleuriault, ainsi que les cinq premiers lots des rangs deuxième, troisième et quatrième du canton de Neigette, forment ce lopin de terre qui, par la disposition des lieux, peut difficilement ne pas se trouver dans les limites de la paroisse de St-Donat dont le territoire est d'ailleurs bien restreint. La confection d'une route pour arriver à cet endroit, coûterait environ \$800 et une aide pour en faire l'ouverture me paraît très à propos.

J'ai l'honneur d'être,

Votre bien humble serviteur,

J. N. GASTONGUAY.

 ARPENTAGES URGENTS.

QUÉBEC, 8 janvier 1902.

L'honorable Ministre de la
Colonisation et des Travaux Publics,
Québec.

Monsieur le Ministre,

Pour rencontrer les besoins de la colonisation sur différents points de la province, il est d'une grande utilité que les arpentages suivants soient exécutés aussitôt que faire se pourra :

1° Dans le comté d'Ottawa :—

Terminer la division du canton Gravel.

Terminer la division du canton Moreau.

Terminer la division du canton Wurtele.
 Terminer la division du canton Kensington.
 Etablir les lignes de front des rangs 4, 5, 6 et 7 de la moitié sud du canton Pope.
 Etablir les lignes de front des rangs 8, 9 et 10 du canton Bouthillier.
 Rétablir la partie arpentée du canton Wabasse.
 Terminer la division du canton Kiamika.

2° Dans le comté de Témiscouata :—

Compléter le réarpentage du canton Cabano, commencé en 1897.
 Faire un réarpentage du canton Packington.

3° Dans le comté de Chicoutimi :—

Terminer l'arpentage du canton Taché.

J'ai l'honneur d'être,

Votre bien humble serviteur,

J. N. GASTONGUAY.

PONT DE LA HÉTRIERE, SUR LE BRAS ST-MICHEL, ENTRE ST-CHARLES ET ST-GERVAIS, COMTE DE BELLECHASSE.

QUÉBEC, 14 janvier 1902.

L'honorable Ministre de la
 Colonisation et des Travaux Publics,
 Québec.

Monsieur le Ministre,

La route qui conduit du village de St-Charles au village de St-Gervais, dans le comté de Bellechasse, traverse, sur le haut de la concession de la Hétrière, le Bras St-Michel, petit cours d'eau qui coule dans la Rivière du Sud. Le 10 du courant, j'ai été appelé à visiter cette traverse.

Le cours d'eau en question, est, à cet endroit, à peine large de quinze (15) pieds, et a, me dit-on, un cours tout-à-fait tranquille. Il coule dans une petite vallée d'environ 150 pieds de largeur, qu'il inonde à chaque pluie un peu considérable, couvrant alors un bout de la route publique de vingt à vingt-quatre pouces d'eau.

A plusieurs reprises, paraît-il, les contribuables de la Hétrière ont fait un pont sur cette petite rivière, et autant de fois, il a été démoli par les glaces ou emporté par l'eau. Le site de ce pont n'offre pourtant aucune difficulté particulière et la construction qu'il convient d'y faire ressemble à la plupart des petits

ponts municipaux. Plus que probablement, les constructions que l'on a faites là, laissaient à désirer sous le rapport de la solidité. Avec une somme de \$125, on peut construire, à cet endroit, un pont qui résistera à tous les assauts de la rivière. Ce pont devra laisser à l'eau un passage libre de 22 pieds et être au moins trois pieds plus élevé que le pont actuel.

Si vous êtes disposé à accorder un aide à cette construction, il conviendrait, je crois, de profiter de la circonstance pour engager les contribuables intéressés, à faire, de chaque côté du pont, un terrassement assez élevé pour mettre cette partie de la route à l'abri de toute inondation. Ce terrassement peut coûter environ cent piastres (\$100.)

J'ai l'honneur d'être,

Votre bien humble serviteur,

J. N. GASTONGUAY, I. C.

DEPLACEMENT DU PONT DE ST-ANDRE DE METABETCHOUAN,
COMTE DU LAC ST-JEAN.

St-JÉRÔME, 26 février 1902.

M. S. DUFAULT,
Sous ministre de la Colonisation,
Québec.

Monsieur,

Je suis allé aujourd'hui à St-André au sujet du déplacement du pont dont vous avez entendu parler. Ce pont ne peut, à la vérité, rester en sûreté, au bas du barrage que l'on a fait à une quarantaine de pieds en amont. La compagnie de pulpe est décidée de le monter sur l'écluse, à ses frais, si notre département ne lui donne pas d'aide. C'est une besogne assez considérable et qui lui coûtera environ \$800. Le conseil municipal n'y met pas d'objection; au contraire, il demande la chose. Il ne serait pas prudent, je crois, de laisser la compagnie faire cette besogne seule, sans que nous y voyions de près. Et il faut que cela soit fait sans retard; la prochaine débâcle pourrait endommager le pont. M. George Nadeau est maintenant sans ouvrage; ne vaudrait-il pas mieux le charger de cette besogne plutôt que de l'envoyer là comme simple inspecteur? La Cie ne me paraît pas avoir d'homme compétent pour faire l'ouvrage, et ce sera lui rendre un grand service que de faire conduire l'entreprise par M. Nadeau. Ça prendra une vingtaine de jours d'ouvrage et la Cie payera tout—sauf notre homme.—C'est la proposition que l'on m'a faite.

Si possible, veuillez me télégraphier à Hébertville station, la décision qui sera prise—et ce vendredi—afin que j'envoie à M. Nadeau quelques explications au sujet des travaux à faire. Je passerai à Hébertville vendredi après-midi.

Votre bien humble,

J. N. GASTONGUAY.

DELIMITATION DE TERRAINS A LA RIVIERE PETITE PERIBONCA,
COMTE DU LAC SAINT-JEAN.

QUÉBEC, 16 mars, 1902.

L'honorable Ministre de la
Colonisation et des Travaux Publics,
Québec.

Monsieur le Ministre,

Au cours d'une visite récente au Lac Saint-Jean, quelques colons des cantons Dalmas et Dolbeau sont venus me donner connaissance d'un état de choses que je crois devoir vous signaler.

Plusieurs colons sont établis sur les bords de la rivière Petite-Péribonka, dans les rangs 4, 5 et 6 de Dalmas et dans les rangs 2, 3 et 4 de Dolbeau. Ces colons ont été placés sur ces lots par nos soins; tous, à peu près, y ont fait des défrichements et plusieurs sont bâtis et résident sur leurs lots.

Tout dernièrement, un individu qui n'est pas arpenteur et qui n'a aucune autorité pour établir les limites des propriétés, est allé établir, *ex parte*, les lignes de certains lots de nos colons. Dans un endroit où les poteaux de l'arpentage primitif sont à peu près tous visibles, le Monsieur en question a ignoré tous ces poteaux et a procédé, à sa façon, à une division *de novo*. Il s'en est suivi un déplacement général pour les colons sur les lots desquels il a opéré, et d'après ces lignes nouvelles, nos colons se trouvent à perdre, l'un sa maison, l'autre son petit champ, et se voit repoussé sur un terrain où il n'y a pas un pouce de terre faite. Et comme conséquence de cela, on demande de révoquer la vente des lots ainsi déterminés là où il n'y a pas d'améliorations.

Pour être certain que les colons de cette région ne seront pas traités avec injustice, il serait bon, je crois, de voir à ce que rien ne soit fait avant d'avoir, sur la question, un rapport circonstancié, fait par une personne compétente.

J'ai l'honneur d'être,

Votre bien humble serviteur,

J. N. GASTONGUAY.

PONTS A ST-BRUNO, ST-JOSEPH D'ALMA ET ST-FELICIEN,
COMTE DU LAC ST-JEAN.

QUÉBEC, 17 mars 1902.

L'honorable Ministre de la
Colonisation et des Travaux Publics,
Québec.

Monsieur le Ministre,

A la suite de ma dernière visite dans le comté du Lac St-Jean, il me paraît opportun d'attirer votre attention sur certains travaux de colonisation à faire

dans cette région et que vous trouverez peut-être sage de préparer dès maintenant, quoique le coût de ces travaux ne devra être payé que sur l'exercice financier prochain.

Ainsi, dans la paroisse de St-Bruno, le désastreux incendie de septembre dernier a détruit quatre petits ponts dont la disparition est bien regrettable. La valeur totale de ces ponts est d'environ \$450. En assurant de suite, au conseil municipal de cette paroisse, une aide de \$250, pour rebâtir ces ponts, ce conseil pourrait préparer les matériaux nécessaires avant la disparition de la neige.

A Alma, le mur de protection d'une des culées du pont en fer n'a jamais été fait convenablement. L'année dernière, un mur approprié y a été commencé et il faudrait une somme de \$200, pour le faire terminer. Il est à désirer que ces travaux se fassent avant la prochaine débâcle.

Dans la paroisse de St-Félicien, deux ponts ont besoin d'être renouvelés. L'un peut valoir \$600 et l'autre \$500. La paroisse est prête à fournir tout le bois nécessaire à la reconstruction de ces deux ponts. Il resterait à pourvoir à la main-d'œuvre pour construire et à fournir le fer et la peinture, ce qui représente à peu près la moitié de la valeur totale des deux ponts, soit \$550. Et pour pouvoir faire ces constructions l'été prochain, il conviendrait de s'y préparer dès maintenant.

J'ai l'honneur d'être,

Votre bien humble serviteur,

J. N. GASTONGUAY.

PONT DE LA RIVIERE DU NORD, ENTRE SAINT-CANUT ET SAINT-COLOMBAN, COMTE DES DEUX-MONTAGNES.

QUÉBEC, 25 avril, 1902.

L'honorable Ministre de la
Colonisation et des Travaux Public,
Québec.

Monsieur le ministre,

La paroisse de St-Canut et celle de St-Colomban forment deux municipalités séparées l'une de l'autre par la rivière Du Nord. Un pont qui servait à maintenir les communications entre les deux paroisses, a pris fin l'année dernière et cette disparition a apporté bien des embarras aux habitants de ces deux

localités. Plusieurs sont maintenant incapables de se servir des beurreries et fromageries qui leur étaient d'un grand secours avant la disparition du pont. Les municipalités intéressées ont tenté parfois un effort pour refaire ce pont; on a chaque fois reculé devant le manque de ressources. La municipalité de St-Canut, sans être riche, peut contribuer pour une bonne part, mais la municipalité de St-Colomban, qui ne compte qu'une quarantaine de familles presque toutes pauvres, ne peut apporter qu'une bien faible contribution.

Il faudrait au moins mille piastres (\$1,000) pour bâtir, sur l'ancien site, un pont économique et durable, et tout indique que les intéressés, laissés à leurs propres ressources, ne parviendront pas à y réussir.

La préparation du bois nécessaire peut valoir environ \$550.

J'ai l'honneur d'être,

Votre bien humble serviteur,

J. N. GASTONGUAY.

IMMIGRATION.

BUREAU DE QUÉBEC.

A l'honorable LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics,
Québec.

Honorable Monsieur,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur l'Immigration dans la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1902. Le chiffre total des immigrants débarqués, au port de Québec, en destination de la Province, a été, cette année, de 5,203. Ces immigrants sont d'une classe supérieure.

La grande majorité des immigrants se compose de garçons de ferme et de serviteurs, gens très utiles et faciles à placer.

Les demandes pour les garçons de ferme augmentent chaque année, et tous trouvent de l'emploi chez nos cultivateurs et en général donnent satisfaction; il m'est souvent impossible de satisfaire à toutes les demandes qui me sont faites.

Les immigrants qui sont envoyés dans cette province par les sociétés d'immigration anglaises sont d'une très bonne classe et bien recommandés, ce qui rend leur placement aisé.

Le tout respectueusement soumis.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur le Ministre,
Votre très obéissant serviteur,

GEO. LEBEL,
Agent d'Immigration pour la province de Québec.

Québec, 30 juin 1902.

TABLEAU indiquant la nationalité et le lieu de destination des immigrants arrivés au port de Québec et placés dans la Province, du 1er juillet 1901 au 30 juin 1902.

NATIONALITÉ.		DESTINATION.		PROFESSION.			
Allemands.....	108	Batiscan.....	17	Ajusteurs.....	22	Jardiniers.....	24
Anglais.....	2,133	Beauce.....	12	Artistes.....	2	Journaliers.....	1,070
Arabes.....	16	Bonaventure.....	2	Bijoutiers.....	2	Maçons.....	24
Arméniens.....	55	Boucherville.....	2	Bouchers.....	16	Marchands et commis.....	174
Australiens.....	44	Brome.....	11	Boulangers.....	15	Mécaniciens.....	133
Belges.....	42	Chambly.....	2	Briqueleurs.....	4	Menuisiers.....	19
Danois.....	14	Chicoutimi.....	135	Charpentiers.....	29	Meuniers.....	2
Écossais.....	565	Coaticook.....	8	Chaudronniers.....	76	Mineurs.....	5
Espagnol.....	1	Campton.....	18	Cochers.....	25	Mouleurs.....	7
Finnais.....	166	Cookshire.....	18	Cordonniers.....	21	Peintres.....	18
Français.....	178	Danville.....	12	Cuisiniers.....	6	Plombiers.....	5
Galiciens.....	12	Huntington.....	12	Couturiers.....	1	Relieurs.....	4
Grecs.....	27	Isle Anticosti.....	4	Ebenistes.....	5	Selliers.....	4
Hollandais.....	6	Jacques-Cartier.....	1	Electriciens.....	7	Servantes.....	481
Hongrois.....	11	Knowlton.....	85	Etudiants.....	9	Tailleurs.....	33
Irlandais.....	529	Lac Mégantic.....	2	Ferblantiers.....	2	Tisserands.....	29
Italiens.....	479	Lac St-Jean.....	22	Fermiers.....	469	Tourneurs.....	5
Polonais.....	26	Lennoxville.....	79	Forgerons.....	15	Waiters.....	4
Roumains.....	71	Lévis.....	12	Garçons de ferme.....	775	Total.....	3,623
Russes.....	304	Magog.....	12	Graveur.....	1	Femmes et enfants au-dessous	
Suèdois et Norvégiens.....	92	Missisquoi.....	5	Imprimeurs.....	8	de 12 ans.....	1,580
Suisses.....	6	Montréal.....	4,176	Ingénieurs.....	44		
Syriens.....	304	Québec.....	352				
Turcs.....	14	Richmond.....	20				
		Sherbrooke.....	71				
		Stanstead.....	21				
		St-Maurice.....	11				
		Trois-Rivières.....	15				
		Valleyfield.....	52				
		Waterville.....	14				
Total.....	5,203	Total.....	5,203			Total.....	5,203

GEO. LEBEL,

Agent d'Immigration pour la Province de Québec.

Québec, 30 juin 1902.

BUREAU DE MONTRÉAL.

Montréal, 30 juin 1902.

A L'honorable LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics,
Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport annuel des travaux de ce bureau pour l'année expirée le 30 juin 1902.

Le nombre des immigrants arrivés durant l'année dernière accuse une augmentation très sensible sur celui de l'année précédente.

Les Allemands, les Russes, les Polonais, les Syriens, les Roumains, etc., qui arrivent généralement de très bonne heure au printemps, sont en partie la cause de cette augmentation annuelle.

Il est excessivement difficile, pour ne pas dire impossible, de suivre exactement la trace de tous les immigrants qui arrivent à Montréal, venant de toutes les parties du monde.

La plus grande partie d'entre eux ne demeurent ici que très peu de temps ; après quelques heures de séjour ils se dirigent dans les provinces de l'ouest ou vers les États-Unis. Quant à ceux qui demeurent ici, ils sont toujours puissamment aidés par les différentes sociétés nationales et leurs compatriotes, qui leur trouvent des emplois suivant leurs aptitudes respectives, et le plus grand nombre de ceux qui sont placés ici gagnent honorablement leur vie.

Les diverses sociétés philanthropiques d'Angleterre, qui ont déjà rendu des services signalés à l'immigration de cette province, ont envoyé cette année un nombre d'immigrants plus considérable que l'année précédente. Deux de ces sociétés les plus importantes de l'Angleterre, la " Self Help Emigration Society " et la " East End Emigration Society, " font tout en leur possible pour n'envoyer ici que des cultivateurs et des garçons de ferme. Ils ont des écoles d'agriculture où les gens qui désirent émigrer avec l'assistance de ces sociétés, doivent aller travailler quelque temps avant d'émigrer afin d'acquérir autant de connaissances agricoles que possible et en même temps mettre à l'épreuve leur aptitude à la rude profession d'agriculteur.

Cette méthode intelligente réussit toujours, car dans toutes les parties de la province où j'ai eu l'occasion d'envoyer de ces gens, ils ont toujours très bien réussi, ayant donné satisfaction complète à ceux qui les avaient employés ; et surtout maintenant que la guerre sud-africaine est heureusement terminée, ces différentes sociétés philanthropiques seront plus en état de recruter les meilleurs sujets pour l'immigration en général, attendu que la plupart des soldats des cam-

pagnes d'Angleterre viennent reprendre leurs places au foyer domestique et qu'un grand nombre d'entre eux, se trouvant sans emploi, devront émigrer.

Ces diverses sociétés se proposent de faire une propagande intelligente et raisonnée, spécialement dans les campagnos et autres endroits où se trouveront ces gens, pour peu qu'ils veuillent se livrer à l'agriculture.

Il me fait peine de constater que les émigrants de France et de Belgique sont en nombre moindre que les années précédentes; ce fait est excessivement regrettable, attendu que cette classe d'immigrants est tout à fait désirable et utile dans cette province.

Ces immigrants sont très économes, laborieux, intelligents, et se trouvent ici chez eux à cause de leur langue, leurs habitudes, etc.

Il est à espérer que le gouvernement fera des efforts pour attirer cette classe d'immigrants dans la province en faisant le plus de propagande possible à cet effet, en France et en Belgique.

La plus grande demande à ce bureau, cette année, comme d'habitude, a eu pour objet spécial les cultivateurs, les garçons de ferme et les servantes, et les demandes ont de beaucoup excédé le nombre des sujets disponibles.

L'industrie de la pulpe, la fabrication du beurre, du fromage, la construction des chemins de fer, etc., requièrent tant de monde qu'il a été impossible de satisfaire à toutes les demandes reçues à ce bureau, de sorte que l'on a dû mettre de côté un nombre très considérable de ces demandes; cependant il est venu à Montréal un plus grand nombre d'ouvriers que l'année précédente, et tous ont été placés immédiatement, car les nombreuses constructions qui sont érigées, depuis quelques années, mettent la main-d'œuvre très rare même pour les différents corps de métiers, dans la ville et les alentours. C'est un signe évident de prospérité.

Il me fait plaisir de constater que, cette année, il est revenu des Etats-Unis plus de Canadiens-Français et Anglais que l'année dernière; c'est un indice en faveur du rapatriement. Je contribuerai autant qu'il me sera possible à tout mouvement propre à favoriser le retour de nos compatriotes. La plupart de ces rapatriés sont allés s'établir au Lac St-Jean, dans la vallée d'Ottawa, le nord de Montréal, et aussi dans les différentes villes de cette province; je dois dire également qu'un grand nombre ont été assez heureux de trouver des emplois lucratifs dans les grandes industries, telles que les filatures de coton, les fabriques de pulpe, chemins de fer, scieries, etc.

D'après l'expérience que j'ai acquise dans ce département, je suis convaincu qu'il est de beaucoup préférable de conseiller aux immigrants venant d'Europe ou aux Canadiens revenant des Etats-Unis, avec un petit capital ou quelques épargnes, de s'établir comme locataires sur des fermes dans les vieilles paroisses; dans ce cas, les Cantons de l'Est, par leur position tout-à-fait exceptionnelle, offrent des avantages réels.

Il y a toujours, dans beaucoup de ces localités, un certain nombre de fermes à louer, à proximité des villages, des écoles, des beurrieres, des fromageries, des chemins de fer, etc. En général, ces fermes se louent avec un certain nombre de vaches à lait, un cheval et les instruments aratoires les plus essentiels, à des prix

tout-à-fait modérés, qui mettent le locataire en état de gagner honorablement sa vie dès le début. Les prix de ces fermes varient de \$75.00 à \$150.00 par an, suivant la superficie, la localité, le nombre des bestiaux et autres avantages.

Si le locataire réussit dans cette expérience peu coûteuse pour lui, rien n'empêche que plus tard il ne devienne acquéreur de la propriété, de même que s'il n'en était pas satisfait, il puisse à volonté changer de localité en donnant un avis raisonnable au propriétaire de l'immeuble.

La solution de la grande question des servantes, qui devient plus épineuse de jour en jour, n'a pas fait de progrès durant l'an dernier, dans la ville de Montréal et dans toutes les villes de la province de Québec; partout on se pose la même question : Où va-t-on se procurer de bonnes servantes ?

D'après mon expérience, il existe plusieurs raisons qui empêchent fortement les servantes compétentes de France et d'Angleterre de venir s'établir dans la province de Québec.

En premier lieu, nous n'avons ni en France ni en Angleterre d'agent ou représentant qui s'occupe tout spécialement de cette partie importante de l'immigration pour cette province.

En second lieu, le prix du passage pour les servantes qui désirent émigrer en Canada étant de \$25.00 de Londres à Québec, et \$32.50 de Paris à Québec, beaucoup d'entre elles ne peuvent se payer le luxe de la traversée. Les Anglaises préfèrent, et avec raison, s'en aller en Australie, où elles peuvent se rendre pour la modique somme de (une guinée) \$5.00. Le gouvernement des provinces de l'Australie accorde des avantages spéciaux aux immigrants dans les bateaux à vapeur qui font le commerce entre l'Angleterre et leur colonie et transportent des cultivateurs, garçons de ferme et servantes qui désirent se rendre en ce pays; voilà pourquoi, suivant moi, nous ne pouvons nous procurer des servantes avec autant de facilité que l'on voudrait.

Les diverses sociétés de charité qui s'occupent tout spécialement de l'immigration des orphelins ont eu beaucoup plus de demandes pour des enfants que les années passées, et le nombre de ces immigrants est à peu près le même.

En somme, Monsieur le Ministre, je suis heureux de pouvoir dire que nous avons toutes les raisons possibles d'être satisfaits de la classe d'immigrants qui vient maintenant s'établir dans notre province; cette classe s'est améliorée d'une manière fort heureuse ces années dernières.

Si l'on en juge par leur apparence, par leurs dires et par ce qu'on peut apprendre d'autres sources, tous les immigrants qui nous sont venus cette année feront honneur à leur patrie d'adoption.

Tous les immigrants enregistrés à ce bureau cette année, jouissaient d'une bonne santé; un seul a dû être rapatrié pour mauvaise conduite.

En terminant, Monsieur le Ministre, qu'il me soit permis de remercier ici les nombreux membres du clergé de toutes les dénominations, qui ont eu la bonté de visiter mes bureaux pendant le cours de l'année pour souhaiter la bienvenue

aux nouveaux arrivants et leur donner de bons conseils, de remercier aussi toutes les compagnies de chemin de fer et de paquebots pour l'extrême obligeance et l'exquise politesse dont elles font preuve en toutes occasions.

J'ai bien l'honneur d'être,
Monsieur le Ministre,
Votre obéissant serviteur,

E. MARQUETTE.
Agent d'immigration de la Province de Québec.

NOMBRE DES IMMIGRANTS ARRIVÉS

à Montréal, *via* Québec, Halifax, St-Jean, N.B., Portland, Boston, New-York
et autres ports des Etats-Unis, depuis le 1er juillet 1901 jusqu'au 30
juin 1902 :

1901—Juillet	407
Août	304
Septembre	385
Octobre	311
Novembre	258
Décembre	137
1902—Janvier ...	100
Février	121
Mars	218
Avril	905
Mai	1,059
Juin	1,041
Total	5,246

NOMBRE D'IMMIGRANTS ENREGISTRÉS

au bureau d'immigration de la province, à Montréal, depuis le 1er juillet 1901
jusqu'au 30 juin 1902 :

1901—Juillet	340
Août	271
Septembre	307
Octobre	232
Novembre	154
Décembre	102
1902—Janvier	87
Février	116
Mars	138
Avril	611
Mai	966
Juin	915
Total	4,239

RÉCAPITULATION.

Sexe :	—Hommes	2,759
	Femmes.....	960
	Enfants au-dessous de 12 ans.....	520
	Total.....	4,239

Nationalité :—	Anglais	1,923
	Irlandais	430
	Ecossais	490
	Français	120
	Belges	31
	Autres nationalités	1,195
	Total.....	4,239

Occupations :—	Cultivateurs.....	1,519
	Ouvriers	1,240
	Enfants, etc.....	1,480
	Total.....	4,239

Religions : —	Catholiques.....	984
	Protestants.....	2,060
	Autres religions.....	1,195
	Total.....	4,239

Orphelins reçus et placés dans cette province par différentes institutions, depuis le 1er juillet 1901 jusqu'au 1er juin 1902.

1901—	Novembre 11—	Par Madame L. Birt, Knowlton	3
1902—	Mars 5—	Par Madame L. Birt, Knowlton	48
	Mai 4—	Par Can. Catholic So., Montréal	13
	Mai 4—	Par So. S. P. C. K., Montréal	12
	Juin 16—	Par Madame L. Birt, Knowlton	76
	Juin 16—	Par Can. Catholic So., Montréal	32
		Total.....	184

Servantes arrivées durant l'année 1901-1902 au refuge de la "Société Nationale d'Immigration des Femmes de Montréal," No 87 rue Osborne, Montréal, et placées dans cette province par cette institution.

Total..... 330

NOTE.—Ces orphelins et servantes ne sont pas enregistrés dans les livres de ce bureau.

COMTÉS dans lesquels les immigrants enregistrés au bureau de l'immigration de la province de Québec, à Montréal, ont été placés depuis le 1er juillet 1901 jusqu'au 30 juin 1902.

Argenteuil.....	41	Beauharnois	101
Brome	203	Chateauguay	139
Chambly	74	Compton	58
Deux-Montagnes	28	Huntingdon	49
Iberville	51	Jacques-Cartier	413
Laval	26	Laprairie	47
Terrebonne	174	Vaudreuil	51
Verchères	27	Missisquoi	210
Napierville	51	Ottawa	173
Pontiac	73	Richmond	51
Rouville	29	Shefford	62
Stanstead	67	Soulanges	26
Sherbrooke	151	St-Jean	49
Hochelaga	672	Trois-Rivières	27
St-Hyacinthe	27	Wolfe	53
St-Maurice	121	Montréal	902
Montcalm	13		
Total.....			4,239

E. MARQUETTE,
Agent d'immigration pour le gouvernement
de la province de Québec, Montréal.

SOCIÉTÉ PROTECTRICE DES IMMIGRANTES, QUEBEC, CANADA.

(Traduction.)

SALLE DES IMMIGRANTS,
QUÉBEC, novembre 1901.

Mde W. M. MACPHERSON,
Présidente, S. P. I.

Madame,

En vous présentant mon rapport annuel, je me permettrai de vous faire remarquer que les immigrantes qui sont restées au Canada durant cette saison, semblent être d'une classe différente de celles qui nous sont restées les années précédentes. On n'a été obligé de renvoyer que deux personnes dont le caractère laissait à désirer. Trois groupes de 52, envoyés par M. Devlin à Montréal, se composaient certainement de personnes choisies. Un groupe de 40 filles a aussi été envoyé à Montréal par Mlle Yates. Il est venu 4 groupes du "Dr Bernardo's Home," deux pour Ottawa et deux pour Sherbrooke. En outre, 28 filles ont été envoyées seules et sont venues à Montréal, à Sherbrooke et à Québec.

Une jeune fille est arrivée avec son père, de Manchester, Angleterre. Celui-ci a été transporté à l'hôpital où il est mort. Il a été inhumé dans le cimetière Mount-Hermon. Votre matrone a assisté à ses funérailles. La fille est allée à Winnipeg. Le nombre des arrivées a grandement diminué parce que la Ligne Dominion dirige des passagers sur Portland. Ce sont surtout les immigrantes sous le contrôle de Mde Joyce.

Plus de cinq mille lettres et mille cinq cents cartes-postes ont été mises à la malle.

La société est hautement appréciée, et quelques jeunes filles me sont envoyées directement et confiées à mes soins. Nous avons aussi reçu plusieurs lettres de remerciements pour les soins que nous avons donnés à ces immigrantes à leur arrivée.

Dans l'espoir que ce rapport rencontrera votre approbation,

Je demeure votre respectueuse

E. CORNEIL,
Matrone.

VINGTIÈME RAPPORT ANNUEL
DE LA
SOCIÉTÉ NATIONALE D'IMMIGRATION DES FEMMES
MONTREAL, CANADA.

(Traduction)

SOCIÉTÉ NATIONALE D'IMMIGRATION DES FEMMES.

La Société Nationale d'Immigration des Femmes a tenu sa 20e réunion annuelle le 9 décembre 1901, au Refuge, 87 rue Osborne.

Le Dr. Roddick, M.P., présidait.

Etaient présents: M. Pedley, surintendant de l'immigration du gouvernement fédéral; le Rév. Arthur French, le Rév. J. Patterson, MM. G. Hannah, Hoolahan, Marquette, Mlles. Moffatt, Oakley et autres.

La rapport suivant a été lu :

C'est avec grand plaisir que le comité de la Société Nationale d'Immigration des Femmes présente à ses amis et au public son vingtième rapport annuel.

Les directeurs ont le plaisir de pouvoir appeler votre attention sur une augmentation de 122 immigrantes comparativement au nombre de l'année dernière.

315 immigrantes ont passé par le Refuge dans le cours l'an dernier, dont 151 anglaises, 89 irlandaises, 29 écossaises, 1 galloise, 21 suédoises, 4 islandaises, 2 allemandes, 8 norvégiennes, 2 hongroises, 1 finlandaise, 6 canadiennes, 1 américaine. Ces immigrantes se répartissent comme suit au point vue de la religion :

136 anglicanes, 18 de l'église d'Irlande, 72 catholiques romaines, 33 presbytériennes, 33 luthériennes, 3 wesleyennes, 6 baptistes, 1 soeur de Plymouth, 8 congrégationalistes, 1 unitarienne, 1 épiscopaliennne réformiste, 1 membre de la Société des Amis, 1 non conformiste.

Huit groupes d'immigrantes ont été envoyes par l'hon. Mde Joyce, St-John's Croft, Winchester, sous les auspices de la "United British Women's Emigration Association," comprenant en tout 131 femmes, dont 54 pour Montréal et 77 pour Ontario et l'Ouest du Canada.

Ces immigrantes ont été dirigées, comme précédemment, par des matrones entendues et diligentes, qui se sont fait estimer des jeunes filles qu'elles avaient sous leurs soins, en exerçant judicieusement leur autorité à bord du vaisseau et en s'occupant de procurer du confort aux immigrantes à leur débarquement et dans leur trajet par chemin de fer au Canada.

La classe de jeunes femmes envoyées par la "U. B. E. A." a été excellente, surtout dans les premiers mois de la saison. Un grand nombre de ces personnes ont démontré qu'elles étaient d'excellentes servantes, et le comité est heureux d'apprendre que le ton des lettres qu'elles ont écrites à leurs parents fait savoir qu'elles sont bien placées et satisfaites de leur position.

Quatre-vingt-treize anciennes immigrantes sont revenues au Refuge en attendant des emplois, ou afin de s'y reposer pour cause de maladie. Quand cela a été jugé nécessaire, plusieurs de celles-ci ont été envoyées dans les hôpitaux, mais plusieurs aussi ont été soignées par notre matrone et son assistante à la maison de refuge.

Le printemps dernier, le comité a décidé de faire un essai : de prêter, par l'entremise de M. Devlin, l'agent du gouvernement canadien à Dublin, à de bonnes servantes irlandaises, les frais de transport à bord des steamers. M. Devlin devait s'enquérir avec soin de la réputation de ces personnes, et il s'engageait à n'envoyer que celles qui auraient de bonnes recommandations de la part de leurs anciens maîtres. Il a été fait un arrangement avec MM. H. & A. Allan, qui devaient donner instruction à leurs agents à Dublin, d'accorder, à la demande de M. Devlin, des billets de passage aux immigrantes qui produiraient une recommandation de la part de leur ancien maître, ainsi qu'un engagement signé de rester à Montréal ou près de Montréal, tant que le prix de leur passage n'aurait pas été remboursé. La Société garantissait aux MM. Allan le remboursement du prix de passage.

M. Devlin a immédiatement profité de cet arrangement, et dans le cours de la saison, quatre groupes différents ont été envoyés, comprenant en tout 48 filles. Bien que ces servantes, à quelques exceptions près, fussent beaucoup moins aptes au service qu'on ne s'y attendait, elles ont été placées promptement, la plupart comme servantes ordinaires. Il n'y en a que quelques unes qui n'ont pas donné satisfaction et ont été une cause d'embarras, mais on espère qu'avec le temps, même celles-là s'établiront et se conduiront bien.

En général, le remboursement des prêts s'est bien fait ; on donnait, chaque mois, la moitié des gages, et le montant qu'il avait été convenu de remettre chaque mois aux MM. Allan a été ponctuellement payé.

Comme cette méthode d'avancer le prix du passage est devenue connue en Angleterre et en Irlande, la Société a reçu plusieurs demandes pour les mêmes privilèges. Il y a dans la province de Ulster, en Irlande, un grand nombre de femmes qui feraient de bonnes servantes, et qui émigreraient volontiers au Canada mais sont trop pauvres pour payer leur passage. Le comité est convaincu que ces personnes pourraient être ajoutées avec avantage au nombre des servantes du Canada. Une délégation composée de Lady Shaughnessy, Mde Andrew Allan, Mde Barnard, Mde Clouston et Mde Gillespie, est allée à Ottawa, le 4 décembre, et présentée par le Dr Roddick, M.P., a eu une entrevue avec les ministres afin d'engager le gouvernement à prendre en considération le moyen

de donner à la société une allocation additionnelle pour lui permettre de pratiquer ce système d'avancer les frais de passage. La délégation a été accueillie avec la plus grande bienveillance, et le comité a grand espoir que sa demande sera prise en considération favorable.

On remarquera qu'il est passé à la maison de refuge un plus grand nombre de suédoises que de coutume. Le comité fait tout en son pouvoir pour encourager l'immigration des suédoises, parce qu'il trouve qu'elles donnent le plus de garanties sous tous les rapports. Elles sont d'une bonne conduite, industrieuses, et en règle générale très aptes au service domestique. Relativement à cette partie de son œuvre, le comité aime à reconnaître la coopération de M. Lonnquist, l'interprète des immigrants nommé par le gouvernement, qui s'est montré très obligeant pour les émigrés de Suède.

Au mois de mai, une lettre a été écrite par le président et approuvée par le comité, pour être publiée dans les journaux anglais, afin d'encourager l'émigration des filles des classes instruites qui gagnent difficilement leur vie comme gardes-malades, gouvernantes, etc., en Angleterre. Il s'agit de les engager à se préparer à devenir des servantes et à venir à Montréal, où les conditions du service sont particulièrement favorables. Mlle Laidlaw, membre du comité, qui est en Angleterre, s'est généreusement engagée à répondre à toute lettre demandant des informations. L'idée et la coutume, pour les dames d'un certain rang dans la société qui ont à faire face à la pauvreté, d'avoir recours au service domestique et au travail au dehors, s'accréditent rapidement en Angleterre, et plusieurs écoles ménagères ou préparatoires ont été établies. Il est à espérer qu'il y aura augmentation dans le nombre des immigrantes de cette classe désirable.

Mlle Drake a obtenu un congé et elle a été heureuse de profiter d'un passage gratuit de retour en Angleterre, que la Compagnie de Steamers Dominion a eu la bonté d'offrir pour elle à la société, et le comité désire l'en remercier. Mlle M. Simpson a rempli la fonction de matrone durant l'absence de Mlle Drake, et Mlle Rothwell a rempli celle de secrétaire-trésorier.

Les réunions du dimanche soir continuent d'être une source d'amusement pour plusieurs des filles qui sont en service à Montréal.

Le comité a reçu avec grand regret la démission de son ancienne amie et de son énergique coopératrice, Mde Cramp.

Il est aussi à regretter que la santé de l'honorable Mde Waud ne lui permette plus de continuer à faire partie du comité.

Mde John Cox et Mde R. McD. Paterson ont aussi démissionné comme membres du bureau de direction.

Le rapport des opérations de la société, pour l'année finissant le 30 juin, a été adressé au gouvernement du Dominion, conformément à des instructions reçues du surintendant de l'immigration.

En l'absence de Mlle Laidlaw, Mde Charles Barnard a été élue convocatrice du comité d'immigration du Conseil National des Femmes, Mde Baumgarten étant l'autre représentant de la société dans ce comité.

Le comité désire témoigner de sa reconnaissance pour l'aide et la co-opération si importantes qu'ont bien voulu lui donner M. Hoolahan, l'agent du gouvernement fédéral, M. Marquette, l'agent du gouvernement de la province, et leurs assistants. Il remercie également les officiers des compagnies de bateaux et de chemins de fer pour la bienveillance dont ils ont fait preuve à l'égard des immigrantes.

Le Rev. J. Patterson, missionnaire presbytérien de la cité, a continué de se rendre à l'arrivée des immigrantes écossaises. On dit aux filles quelles églises elles devront fréquenter, la première fois qu'elles entrent en place, et on donne leur adresse au ministre.

Le Père McGrath a aussi eu la bonté d'aller voir et encourager les catholiques.

Mde Corneil, la matrone des immigrantes du gouvernement du Dominion continue d'adresser des dépêches annonçant l'arrivée des immigrantes, afin que la matrone puisse se porter à leur rencontre. Le Dr Fyles a aussi aidé la matrone en cela.

Nous devons des remerciements au Dr Grace Ritchie-England pour les soins obligeants qu'elle a donnés à nos pensionnaires quand nous avons requis ses services.

Nous avons reçu, avec reconnaissance, les cadeaux suivants :

Lord Mount-Stephen.....	\$250.00
Lord Strathcona and Mount-Royal.....	100.00
Sir Thomas Shaughnessy.....	100.00
M. James Ross.....	100.00
La Cie Elder-Dempster.....	25.00
Mde Chs McEachran, sucre et riz.	
Mde A. A. Allan, toile cirée.	

L'élection des officiers pour l'année prochaine, a eu le résultat suivant : Présidente, Mde Gillespie ; première vice-présidente, Mde Barnard ; deuxième vice-présidente, Mde A. A. Allan ; troisième vice-présidente, Mde Sutherland Taylor. Bureau de direction : Lady Shaughnessy, Mde Hugh Allan, Mde Chs Barnard, Mde Baungarten, Mde Botterell, Mde Clouston, Mde Robert McKay, Mde Vincent Meredith, Mde Reuben Taylor, Mde A. Whitney, Mlle Hall, Mlle Laidlaw et Mlle Roddick.

M. G. Hannah, en proposant l'approbation du rapport, dit qu'on y voyait bien que la Société avait parfaitement accompli son œuvre ; que la question du service domestique en était une importante et que la Société paraissait en voie d'en trouver la solution.

Le Rév. Arthur French seconda l'approbation du rapport. Il parla des difficultés auxquels se trouvaient exposées les immigrantes sans protection à leur arrivée, et il regarde le Refuge comme un point de ralliement où l'on peut trouver de bons avis et du secours dans le besoin.

M. Hoolahan et M. Marquette ont témoigné de l'excellence de l'œuvre de l'institution et l'on a représenté à M. Pedley que si l'on obtenait une allocation additionnelle, le personnel de l'institution pourrait être augmenté, la bâtisse

agrandie, et la Société se trouverait en moyens de poursuivre son projet d'aider aux servantes recommandables à émigrer, chose que l'on a essayée avec succès, comme il est dit dans le rapport annuel.

M. Pedley a dit que le gouvernement avait pour objet, à propos des immigrantes, d'en faire venir ici une classe recommandable, et de les faire rester ici. À la formation de la Société le gouvernement a accordé \$500 et plus tard \$1000. Il y a une institution semblable à Winnipeg, à laquelle on a également accordé \$500 et puis \$1000.

Une intéressante discussion se fit sur la question générale de l'immigration subventionnée. M. Marquette fit remarquer que l'une des grandes difficultés que l'on rencontre dans le recrutement des immigrants pour le Canada, c'est que le prix du transport au Dominion est d'environ \$25, tandis qu'avec une simple guinée un homme peut se rendre d'Angleterre en Australie Occidentale, le gouvernement de la colonie payant £8 à la compagnie de steamers.

M. Pedley répondit qu'il est vrai que l'on rencontre cette difficulté, mais que l'on doit considérer les résultats de la politique. L'Australie Occidentale a environ 2000 immigrants au coût de \$140,000. Le Canada reçoit annuellement plus de 31,000 immigrants de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et 18,000 des États-Unis. Avec une immigration annuelle de 50,000, qui ne coûte rien au gouvernement, il faudrait une grande raison pour recourir au système de l'immigration subventionnée. Depuis un bon nombre d'années, aucun projet régulier, à ce propos, n'a été adopté, mais dernièrement, Mde Livingstone a fait venir soixante écossaises en leur avançant le prix de leur passage. M. Pedley ne peut donner les chiffres au juste, mais il croit que le gouvernement a payé \$1600 ou \$1800, et là-dessus, il a peut-être été remboursé de \$1000. Les filles remboursaient assez bien tant qu'elles gagnaient elles mêmes des gages, mais elles se mariaient.

M. Pedley ne peut pas dire si le gouvernement donnera d'autres allocations à la Société. Il comprend très bien l'excellence de l'œuvre qui se fait, mais le département a à faire face à beaucoup de demandes, et il doit y regarder à deux fois avant de ne rien faire qui puisse ressembler au rétablissement du système de l'immigration subventionnée.

La Société doit se rappeler qu'il faut regarder l'aide qu'elle reçoit, en Angleterre, des agents d'immigration canadiens, comme partie de l'assistance que lui donne le gouvernement.

Le Dr Roddick fit remarquer que s'il en était ainsi, le gouvernement devrait aussi se rappeler que la Société, en faisant avec le plus grand soin le choix de ceux qui devaient recevoir de l'aide, faisait de même le travail des agents du département. Par conséquent, la Société faisait réellement l'œuvre du gouvernement.

Avant l'ajournement de la réunion, sur motion de Mde Clouston, secondée par Mde Sutherland-Taylor, un vote cordial de remerciements est donné au Dr Roddick, M.P., qui a la bonté de ne jamais refuser son aide au comité.

RAPATRIEMENT.

STATISTIQUE

Indiquant le nombre de Canadiens rapatriés par voie du Rutland Railroad, du 1er juillet 1901 au 30 juin 1902, extraite des rapports trimestriels de M. J.-B. Lucier, agent de rapatriement résidant à Worcester, Mass. (1)

Juillet.....	1901.....	1,570	}	4,361
Août.....	"	1,428		
Septembre	"	1,363		
Octobre.....	"	1,292		
Novembre.....	"	1,271	}	3,573
Décembre.....	"	1,010		
Janvier.....	1902.....	730	}	2,540
Février.....	"	524		
Mars	"	1,286		
Avril.....	"	1,194		
Mai.....	"	923	}	3,130
Juin.....	"	1,013		
Total.....				13,604

(1) M. Lucier est agent de la Rutland Railroad Company. Les chiffres ci-dessus correspondent au nombre de passagers auxquels il a procuré des billets de passages pour la province de Québec. Il ne tient compte que de ceux qui reviennent avec l'intention de demeurer au pays, et indique le lieu de destination dans chaque cas. M. Lucier s'occupe aussi de la distribution des brochures, feuillets, etc., propres à activer le rapatriement dans les principaux centres canadiens-français de la Nouvelle-Angleterre.

DEUXIÈME PARTIE

TRAVAUX PUBLICS.

I.

TRAVAUX AUX EDIFICES PUBLICS.

Québec, 15 juillet 1902.

A l'honorable LOMER GOVIN,

Ministre de la Colonisation et des Travaux publics, Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport général des travaux qui ont été faits, sous le contrôle de votre département, aux différents édifices publics de cette province, depuis le 30 juin 1901 jusqu'au 30 juin 1902.

HOTEL DU GOUVERNEMENT.

(Edifices de la Législature et des Départements publics).

Voici les travaux qui ont été exécutés cette année à cet édifice :

Confection des armoires, casiers et autres meubles requis pour les différents bureaux, et réparation des anciens meubles et de la menuiserie en général. Quatre nouvelles bouilloires en fonte pour l'appareil de chauffage de l'édifice ont été posées.

Un contrat avait été donné l'année dernière pour l'installation des fils de la lumière électrique et accessoires dans tout l'édifice, aux endroits où il n'y en avait pas déjà. Ces travaux viennent d'être terminés à la satisfaction du département.

Les anciens trottoirs en bois, en face de l'édifice, du côté Est de la rue Dufferin, ont été renouvelés et remplacés par des nouveaux en asphalte, de la même manière qu'ils ont été commencés sur cette rue l'année dernière, depuis la Grande Allée en allant vers le nord. On se propose de continuer à renouveler ainsi, l'année prochaine, les autres trottoirs en bois autour de l'édifice, qui sont défectueux.

L'avenue conduisant à l'entrée principale en face de la fontaine, a été baissée et refaite avec une pente moins raide, ce qui lui donne une meilleure apparence et dérobe moins la vue de la fontaine.

Des réparations à la toiture et principalement à la partie en métal, ont été exécutées sur cet édifice.

Des travaux de réparations et d'entretien général à la plomberie et tuyauterie aux systèmes de sonnettes électriques, d'éclairage électrique, etc., ont aussi été faits comme à l'ordinaire.

La visite du duc et de la duchesse de York a rendu nécessaires certains travaux d'embellissement qui ont été exécutés à la bâtisse et sur le terrain. Ceux faits à la bâtisse ont consisté surtout dans la dorure des inscriptions en relief sur la pierre de taille de la façade principale, ainsi que des ornements de la grande salle du Conseil Législatif, des corridors et vestibules conduisant à cette salle. Ceux faits sur le terrain comportaient la construction d'un arc de triomphe édifié sur l'avenue Dufferin près de la Grande Allée.

Il a été construit sur la même avenue, au centre et au côté est de la partie circulaire, des gradins disposées en amphithéâtre, pour les chœurs et les corps de musique ; de plus, il a été placé tout autour du terrain de mâts avec oriflammes.

Dans le cours de l'hiver dernier un incendie ayant détruit la serre du département à Spencer Wood ainsi qu'un grand bâtiment contigu à cette serre pour y déposer les instruments aratoires, les pots pour des plantes, le charbon et le bois de chauffage, etc., etc., le département a fait reconstruire cette serre, et à la place du bâtiment ci-dessus mentionné il a ordonné la construction d'une grange et d'un hangard.

Une partie des anciens canaux d'égout en grès, dans la cour de l'Hôtel du Gouvernement, ayant cédé sous le poids de la terre, ils se sont trouvés obstrués et ne fonctionnaient plus. Cela a nécessité des excavations à l'endroit de ces divers canaux afin de les remplacer par des nouveaux en fonte. Ce travail est maintenant en cours d'exécution.

Certains changements ont été faits dans le logement de l'Orateur du Conseil en vue de l'agrandir aux dépens du logement qui servait à l'huissier de la verge noire, décédé dans le cours de l'année. Le logement occupé par ce dernier fonctionnaire a aussi été réparé et peinturé en partie.

Le Musée actuellement placé au quatrième étage de cet édifice, a été considérablement agrandi de quatre nouvelles pièces et des ouvertures spacieuses ont été pratiquées entre chacune d'elles, afin de n'en faire qu'une seule grande salle. Il a été aussi fait quelques nouvelles vitrines pour ce Musée.

PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC.

Outre quelques travaux de réparations ordinaires et d'entretien général exécutés à cet édifice, il a été fait des réparations urgentes à certaines parties des toits en métal qui étaient défectueuses. Ces toits métalliques ont été aussi peints aux endroits endommagés par la rouille.

Les travaux en peinture qui ont été faits à l'intérieur de cet édifice, l'année dernière, (comprennant tout le troisième étage, dont les murs et les plafonds des diverses pièces et corridors ont été peints ainsi que les boiseries), ont été continués dans les corridors, passages et escaliers, à tous les étages, y compris ceux

du soubassement qui ont été faits en dernier de la même manière que le reste. Tout ce peinturage a été fait à l'huile d'une manière permanente. En outre de cela les pièces servant de salles de ventes ainsi que les chambres du juge Blanchet, ont été peinturées et finies comme ailleurs dans cet édifice. Les portes de l'entrée principale ont été réparées, restaurées et vernies.

Les ouvrages en peinture ci-dessus énumérés ont nécessité certains travaux préparatoires et quelques réparations aux crépis et enduits en plâtre, ainsi qu'aux boiseries en général, etc.

La pièce qui contenait les bassins et les urinoirs dans le sous-sol a été mise à l'usage des ouvriers-plombiers attachés à cet édifice, après en avoir enlevé tous les bassins, etc., et l'avoir restaurée d'une manière convenable.

Il a été fourni quelques meubles nouveaux pour la chambre des juges des districts ruraux.

PRISON DE QUÉBEC.

Très peu de travaux ont été faits à cet édifice dans le cours de la présente année. Des réparations urgentes ont été exécutées aux fournaies à eau chaude et pour l'entretien de la bâtisse.

Un balcon en fer a été construit sur la façade principale au second étage pour l'usage du geôlier et de sa famille. Il a été fait une porte à la place du châssis du centre. Le corridor principal dans le logement du geôlier a été restauré et peinturé complètement.

ECOLE NORMALE LAVAL.

Des contrats avaient été accordés l'année dernière comportant qu'une annexe à cet édifice devait être construite et terminée au 1er août 1902, tel que mentionné dans mon rapport. Cette annexe comprend les salles de récréation et d'études, les classes, les dortoirs, les réfectoires, les parloirs, etc., etc., l'ancienne partie servant surtout pour les fins de l'administration.

Cette annexe a été construite telle que mentionnée au contrat, et les travaux maintenant en cours d'exécution sont sur le point d'être terminés. A la demande de monsieur le Principal, cette annexe a été construite plus en arrière que le comportait les plans originaux sur lesquels le contrat avait été passé; ce déplacement de la bâtisse a été la cause qu'il y a eu quelques changements de faits pendant la construction et rendus inévitables.

Il a été aussi construit en annexe à l'ancienne bâtisse une chapelle contiguë à celle-ci, et cela également à la demande de monsieur le Principal.

La plus grande partie de l'ancien ameublement va servir de nouveau en lui faisant subir certaines réparations et modifications, et en le restaurant d'une manière convenable. Il faudra nécessairement faire l'acquisition de nouveaux meubles pour remplacer les plus défectueux et pour compléter cet ameublement.

Quelques changements ont été faits dans la distribution des pièces affectées à l'école normale des filles, aux Ursulines. On a aussi posé un nouveau plancher en bois à l'étage des classes et des nouvelles grilles en fer ont été ajoutées, plus grandes que celles qui existaient déjà, afin de donner plus de lumière dans les classes. Quelques nouveaux meubles ont été fournis pour suffire au plus grand nombre d'élèves qui doivent fréquenter cette école.

BUREAU DES ARCHIVES ET BUREAU DU REVENU (QUÉBEC).

Le gouvernement n'étant pas propriétaire de cet édifice n'y a fait exécuter que des réparations locatives. Il a fait installer la lumière électrique dans ces divers bureaux.

DOMAINE DE SPENCER WOOD.

Les deux grandes avenues, à partir du chemin St-Louis à aller jusqu'au Château, ont été piquées, refaites et roulées dans toute leur étendue après avoir été empierrées et couvertes de cendres et de scories.

Un incendie ayant détruit un grand bâtiment et une partie de la serre à l'usage de l'Hôtel du Gouvernement, le département a fait reconstruire cette partie de serre incendiée, une soute à charbon et une chambre à fournaise, une grange et un hangard, pour tenir place de ce bâtiment. Le contenu de cet édifice, consistant en pots pour les plantés, instruments aratoires, charbon et bois de chauffage, bois de construction, châssis double et persiennes du château etc. etc., ayant été incendiés avec la bâtisse, le département a fait l'acquisition de divers nouveaux articles, de même que de nouvelles plantes et fleurs pour remplacer ce qui a été détruit lors de l'incendie.

Un certain nombre d'extincteurs ont été acquis pour prévenir les incendies.

PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE.

Il n'y a pas eu de travaux exécutés à cet édifice, sauf l'installation de la lumière électrique dans certains bureaux.

PRISON DE SHERBROOKE.

Quelques changements et certaines réparations et restaurations ont été faits dans la partie affectée à l'école de réforme dans le but d'améliorer cette école.

PALAIS DE JUSTICE DES TROIS-RIVIÈRES.

Peu de travaux ont été faits à cet édifice cette année. Les quelques ouvrages mentionnées dans mon rapport précédent, et qui n'étaient pas tout à fait terminés à la date de ce rapport, l'ont été depuis.

PRISON DES TROIS-RIVIÈRES.

Un appareil de chauffage à eau chaude a été construit et installé dans cet édifice, et tous les travaux accessoires ont été exécutés, savoir, cave à charbon, chambre à fournaise avec plancher en béton, percement des murs pour y passer les tuyaux, etc., etc. Les quelques travaux commencés à cet édifice l'année dernière et qui sont mentionnés dans mon rapport précédent, ont été continués et terminés peu après l'impression de ce rapport.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE BEAUCE.

Il y a eu peu de travaux faits à cet édifice cette année, sauf la réparation aux trottoirs et à la clôture.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE SOREL.

Il y a eu quelques travaux urgents d'exécutés à cet édifice, entre autres les suivants :

Le trottoir qui conduit de la rue à l'entrée principale a été refait à neuf ainsi que celui de l'entrée des appartements du geôlier.

Les lambourdes sous les bureaux du protonotaire et certains autres appartements, ont été étançonnées. Les planchers dans le logement du geôlier ont été réparés, et la salle à diner a été peinte ainsi que le corridor qui y conduit.

Des réparations ont été faites dans la chambre des avocats.

Une clôture en broche a été fixée pour entourer le terrain du côté de la rue Charlotte.

La couverture en métal a été refaite et réparée dans toute son étendue.

Il a été exécuté aussi certains ouvrages à l'ameublement. Une plateforme faite et posée sur le banc du juge; le banc du greffier a été relevé. Le pupitre et les casiers dans la chambre du magistrat ont été défaits et replacés dans le nouveau bureau.

Les garde-robes de l'ancien vestiaire ont été placés dans le nouveau, et cet appartement peinturé et tapissé. Quelques autres menus ouvrages ont aussi été exécutés en même temps.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE FRASERVILLE.

Quelques travaux de réparations et d'entretien général ont été exécutés à cet édifice.

Des plans et devis ayant été préparés pour la construction d'une voûte pour l'usage du shérif, cette voûte a été construite conformément à ces plans et devis, et le shérif en a pris possession.

PALAIS DE JUSTICE ET DE PRISON DE BRYSON.

Quelques ouvrages de réparations ont été les seuls travaux exécutés à cet édifice pendant le cours de l'année.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE CHICOUTIMI.

La clôture du côté nord-est du terrain sur lequel est situé l'édifice en question, a été complètement renouvelée, soit environ 360 pieds de longueur. La bâtisse servant de cabinets d'aisance placée sur le terrain a été réparée et peinte.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE RIMOUSKI,

Il y a eu bien peu de travaux faits à cet édifice, sauf quelques changements ou modifications à l'appareil de chauffage exécutés dans les bureaux du protonotaire et dans la voûte à son usage.

Des soumissions ayant été demandées pour la construction d'un hangard pour l'usage général de la bâtisse et du géôlier, le département a donné par contrat l'entreprise pour la construction de ce hangard qui est maintenant en voie de d'exécution et sur le point d'être terminé.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE SWEETSBURG.

Il y a eu un bain avec tous ses accessoires de posé dans la prison pour l'usage des prisonniers. Le plancher de la salle des séances a été recouvert avec du linoleum.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DES ILES DE LA MADELEINE.

Il n'y a pas eu de travaux importants exécutés à cet édifice cette année.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE ST-JEAN.

Il n'y a pas eu de dépenses faites pour cet édifice cette année, sauf l'achat d'un nouveau fauteuil et d'un tapis pour le juge.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE ST-HYACINTHE.

Une lisière de terrain de terrain appartenant au gouvernement a été cédée à la municipalité de la ville de St-Hyacinthe, pour l'élargissement de la rue Ste-Rosalie, d'environ vingt pieds de largeur sur la longueur du terrain du Gouvernement donnant sur cette rue, et une autre lisière pour faire une nouvelle rue projetée, longeant le chemin de fer du Grand Tronc, d'une cinquantaine de pieds de largeur par la longueur du terrain du Gouvernement sur cette rue projetée.

Des réparations assez importantes ont été faites à la toiture en métal de cet édifice, et celle-ci a été peinte dans toute son étendue, après avoir subi ces réparations.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE JOLIETTE.

A part les travaux de réparations exécutés aux murs d'enceinte et dont il est fait mention dans mon rapport de l'année dernière, alors qu'ils étaient en cours d'exécution, il n'y a pas eu de travaux bien importants de faits à cet édifice. Il va falloir faire exécuter certains travaux de réparations analogues à ceux ci-dessus mentionnés et qui avaient été ajournés l'année dernière.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE MONTMAGNY.

Il n'y a eu de fait à cet édifice cette année que des travaux de réparations et d'entretien général.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE STE-SCHOLASTIQUE.

Comme ce village est pourvu d'un système d'aqueduc depuis le printemps, le département a décidé de prendre l'eau de cet aqueduc pour le palais de justice et la prison, et un contrat a été passé pour l'introduction de l'eau et la pose d'un bain, de lavabos, éviers et autres accessoires indispensables à cette nouvelle installation.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE BEAUHARNOIS.

Vu que le chef-lieu de ce district doit être transporté à Valleyfield le printemps prochain, il n'y a eu aucun ouvrage important d'exécuté à cet édifice cette année.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE LA MALBAIE.

Un nouvel appareil de chauffage à eau chaude a été installé dans cet édifice pour remplacer les anciens poêles à bois. Il n'y avait plus raison de différer cette amélioration maintenant qu'il y a un aqueduc et que l'eau a été introduite dans cet édifice, lequel est aussi pourvu d'éviers, de lavabos, de bassins, bain, etc.

A la suite de la pose de cet appareil, il y a eu certains travaux accessoires d'exécutés, tels que le creusement de caves à charbon et légumes, chambre pour les bouilloires, etc. Les appartements du geôlier ont aussi été réparés, restaurés, tapissés et peints.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE HULL.

L'ameublement de cet édifice a été complété dans le cours de cette année, et toutes les salles et les divers bureaux et pièces quelconques sont maintenant pourvus de meubles bien convenables, exécutés généralement en chêne. Les voûtes ont un ameublement (casiers et armoires) en acier du genre le plus moderne.

Le département a acheté un morceau de terrain du Dr Baudin, qui était voisin de la propriété du palais de justice, afin de régulariser et rendre plus symétrique la borne du terrain appartenant au Gouvernement.

La lumière électrique a aussi été installée dans toutes les pièces de cet édifice.

Les planchers de la salle des séances ont été couverts en linoleum.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON D'ARTHABASKA.

L'ancien système de la plomberie et spécialement la partie qui se trouve dans la prison, étant devenu tellement défectueuse que les bassins d'aisance, les éviers, ainsi que les tuyaux de service et de renvoi ne fonctionnaient plus, ce qui était une cause d'infection et d'insalubrité pour cette bâtisse, le département a en conséquence décidé de renouveler le tout pour le remplacer par un système moderne et plus salubre. Les travaux sont maintenant en voie d'exécution et seront terminés sous peu.

La couverture en métal du hangar exige aussi certaines réparations urgentes, qui feront suite à celles exécutées à la plomberie de cet édifice.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE PERCÉ.

Parmi les quelques travaux exécutés à cet édifice, il faut noter les suivants :

Quelques réparations ont été faites à l'appareil de chauffage, et des instructions ont été données au shérif pour faire peindre la couverture du palais de justice et ses dépendances, pour installer dans la prison des cabinets d'aisance et un bain, et faire réparer les hangards en bois.

Certaines réparations et modifications à la tuyauterie et à la plomberie, dans le soubassement de cet édifice, s'imposent, afin d'améliorer et de mettre en bon état les éviers, bassins, baignoires, etc. Ces travaux devront faire suite à ceux ci-dessus mentionnés.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE NEW-CARLISLE.

Il y a eu très peu de travaux de faits à cet édifice cette année. Quelques menus ouvrages d'entretien général et la pose d'un bain pour l'usage des prisonniers sont les seuls à noter.

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.

Les travaux en peinture commencés il y a une couple d'années à l'intérieur de cet édifice, aux étages supérieurs et autres endroits, tels que décrits dans mes précédents rapports, ont été continués cette année et exécutés dans le même genre que ce qui avait déjà été fait en dernier lieu.

Les différentes parties en fer des escaliers, les grilles des calorifères, etc., etc, ont été peinturées, bronzées et finies de nuances diverses, couleur bronze, aluminium, cuivre et or, ce qui ajoute considérablement à la décoration et est d'un bien bel effet.

Il y a eu, à part cela, le peinturage de deux cours, au deuxième étage, exécuté dans le même genre que le reste.

Des changements et modifications assez notables ont été faits aux différentes pièces qui servent de Cour pour les magistrats dans le soubassement. Ces changements consistent surtout dans la disposition des divisions intérieures de cette Cour et du corridor qui y est contigu, ainsi qu'à la salle des enquêtes annexée à cette Cour. Toutes ces pièces ainsi que le corridor ont été peinturées et finies comme le reste.

Ces travaux de peinture ont nécessité en général des ouvrages préparatoires et accessoires, tels que la réparation des crépis ou enduits des murs et des plafonds, des boiseries telles que portes, chambranles, moulures, panneaux, plinthes, etc. Il en a été ainsi de l'ameublement des cours où le peinturage a été fait.

Il y a eu, à part cela, quelques travaux de réparations et d'entretien général faits à cet édifice.

PRISON DES HOMMES DE MONTRÉAL.

Il n'y a eu de fait à cet édifice que des travaux d'entretien général et de menues réparations, dont la plus grande partie a été exécutée par les prisonniers sous la surveillance de M. Vallée et de son ingénieur.

La couverture de l'aile annexe qui sert pour la chambre des engins, bouillottes, etc., a été renouvelée complètement.

ECOLE NORMALE MCGILL.

Il n'y a pas eu de travaux dignes de mention de faits dans le cours de l'année à cet édifice, sauf l'installation de la lumière électrique.

ECOLE NORMALE JACQUES-CARTIER.

Rien de fait cette année à cet édifice qui vaille la peine d'être mentionné.

MAISON No 76, RUE ST-GABRIEL, MONTRÉAL

Quelques réparations ont été faites au calorifère et au système de sonnerie électrique.

Le logement du concierge a été pourvu d'un système d'éclairage à l'électricité, comme le reste de la bâtisse.

Il a été aussi fait quelques menus ouvrages de réparations et d'entretien général.

MAISON No 63, RUE ST-GABRIEL, MONTRÉAL.

Quelques menus travaux indispensables de réparations et d'entretien ont seuls été exécutés cette année à cet édifice.

MAISON No. 7, RUE ST-JACQUES.

(Ancienne église Saint-Gabriel.)

Il n'y a rien eu de fait à cet édifice dont le département se propose de faire la démolition prochainement pour y ériger un édifice assez considérable devant contenir les divers bureaux du Gouvernement. Des plans et devis sont maintenant préparés pour cette fin, et des soumissions devront être demandées prochainement pour commencer l'érection de cette bâtisse.

A part les plans pour les travaux ordinaires directement sous mon contrôle et qui ont été préparés dans le bureau des dessinateurs, il y a eu un certain nombre de plans esquissés pour les ponts et tracés de chemins de fer, qui ont été développés et copiés par les dessinateurs de mon bureau, formant en tout 350 feuillets ou plans.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur le Ministre,
Votre obéissant serviteur,

ELZ. CHAREST,
Ingénieur et directeur des travaux publics.

II.

CHEMINS DE FER.

DEPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES TRAVAUX PUBLICS

BUREAU DES CHEMINS DE FER.

QUEBEC, 30 juin 1902.

L'honorable LOMER GOUIN,

Ministre de la Colonisation et des Travaux publics,
Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon septième rapport, en ma qualité de directeur et ingénieur des chemins de fer de la province, pour l'année écoulée depuis le 30 juin 1901 à venir au 30 juin 1902.

Dans le cours de ces douze mois il a été payé par la province, pour la construction des chemins de fer et pour le pont de Québec, une somme de \$77,120.27, en subventions en argent, aux compagnies suivantes :

Jonction de Pontiac au Pacifique.....	\$37,670 27
Pont de Québec.....	30,000 00
Colonisation de Montfort.....	5,000 00
Rive Sud.....	4,450 00
Total.....	\$77,120 27

Comme annexes à ce rapport, vous trouverez :

1.—Dans le tableau "A," les balances restées disponibles dans le département de la Colonisation et des Travaux publics sur les sommes reçues du département du Trésor ;

2.—Dans le tableau "B," (a) les subventions en argent accordées à certaines compagnies ; (b) les sommes payées jusqu'au 30 juin 1902 : (c) les montants à payer à cette dernière date, les subventions qui sont devenues caduques, etc. ;

3.—Dans le tableau "C," (a) les subventions en terres accordées à certaines compagnies de chemins de fer ; (b) les sommes payées à ces compagnies jusqu'au 30 juin 1902 ; (c) les montants restant à payer à cette dernière date ; (d) les subventions qui sont devenues caduques, etc. ;

4.—Dans le tableau "D", l'énumération du nombre de milles de chemins de fer qui ont été construits ou mis en exploitation ou qui sont près de l'être, en cette province, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 30 juin 1902.

Humblement soumis,

LOUIS A. VALLÉE,
Ingénieur et Directeur des Chemins de fer.

TABLEAU "A."

État indiquant les balances restées disponibles dans le département de la Colonisation et des Travaux publics, sur les sommes reçues du département du Trésor, pour payer les subventions en terres converties en argent, 2ièmes 35cts. réduits à 17 cents et demi, suivant les dispositions de l'acte 60 Vict., chap. 4, sec. 12, et subventions en argent aux compagnies suivantes :

Noms des Compagnies	
Grand Nord.....	\$ 4,126.34
Hereford.....	773.64
Baie des Chaleurs.....	911.91
Quebec, Montmorency et Charlevoix.....	36.25
Total.....	\$ 5,848.14

LOUIS A. VALLÉE,
Ingénieur et Directeur des Chemins de fer.

Département de la Colonisation }
et des Travaux publics, }
Bureau des Chemins de fer, }
Québec, 30 juin 1902. }

Tableau

ÉTAT :—1o. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après
restant à payer à

SUBVENTIONS.

NOMS DES CHEMINS DE FER.	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS.	Quantum par mille.	Total du nombre de milles subven- tionnés.
		\$ cts	
Arthabaska et Wolfe.....	54 Vict., ch. 88, par. h. h.....	3,200 00	60
Baie des Chaleurs (ancienne compagnie).....	37 Vict., ch. 2, sec. 1..... 38 Vict., ch. 2, sec. 1.....	4,000 00	180
do pour pont sur la Rivière Grande Cascapédiac	54. Vict., ch. 88, sec. 1, par. i.....		
Jonction de Beauharnois	51-52 Vict., ch. 91, sec. 3	5,000 00	20
do pont sur la rivière Chateau- guay	51-52 Vict., ch. 91, sec. 3		
Canada Atlantique (ponts de Coteau Landing à la frontière.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. b.....		
Cap-Rouge et St-Laurent....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. y, et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....	3,200 00	9
Comté de Drummond	51-52 Vict., ch. 91, sec. 6, par. d..	4,000 00	39
do construction de ponts.	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. f		
Grand Oriental, de Yamaska à Doucet's Landing.....	49-50 Vict., ch. 77, sec. 5 et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....	4,000 00	31
Grand Oriental, pont sur la rivière Nicolet..	51-52 Vict., ch. 91, sec. 6, par. a..		
Grand Nord entre Caxton et Joliette, (partie des subventions déclinées par les chemins de fer Québec, Montmorency et Charlevoix et Pontiac et Pacifique.....)	58 Vict., ch. 2, secs. 1 et 4..... 60 Vict., ch. 4, sec. 7.....		
Grand Nord, pont sur la rivière Shawini- gan.....	60 Vict., ch. 4, sec. 7.....		
do pont sur la rivière Assomp- tion	60 Vict., ch. 4, sec. 7.....		
do (section des Basses Lauren- tides.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. k. et 56 Vict., ch. 3, secs. 2 et 3.....	5,000 00	23
do pont sur le Saint-Maurice à Grand'Mère.....	56 Vict., ch. 3, sec. 2, et 58 Vict., ch. 2, sec. 4, ss. 3.....		
Hereford, de Cookshire à Lime Ridge.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. l....	3,000 00	18
A reporter			380

B.

désignés ; 2o. des sommes payées jusqu'au 30 juin 1902 et 3o. des montants cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la subvention.	Nombre de milles actuellement cons- truits.	Montants payés jusqu'au 30 juin 1902.	Subventions devenues ca- duques, trans- portées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
192,000 00	.....	.....	192,000 00		
720,000 00	.....	12,840 95	707,159 05		
50,000 00	.....	50,000 00			
100,000 00	19.13	95,610 00	4,390 00		
50,000 00	.....	50,000 00			
200,000 00	.....	200,000 00			
28,800 00	.....	.....	28,800 00		
156,000 00	38.98	155,945 00	55 00		
50,000 00	.....	50,000 00			
124,000 00	12.36	62,742 00	61,258 00		
32,000 00	.....	32,000 00			
50,000 00	48.00	50,000 00			
25,000 00	.....	25,000 00			
25,000 00	.....	25,000 00			
115,000 00	20	115,000 00			
50,000 00	.....	50,000 00			
54,000 00	18	54,000 00			
2,021,800 00	156.47	1,028,137 95	993,662 05		

Tableau

ETAT :—1o des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après
restant à payer à

SUBVENTIONS

NOMS DES CHEMINS DE FER.	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS.	Quantum per mille.	Total du nombre de milles subven- tions.
		\$ cts.	
Reports.....			380
International.....	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1	4,000 00	} 80
do (partie de la subvention forfaite du chemin de fer de la Baie des Chaleurs).....	40 Vict., ch. 3, sec. 4.....	941 45	
Lachine et Hochelaga.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par m et 57 Vic., ch. 5, céd. A.....	3,200 00	15
Colonisation du Lac Témiscamingue	51-52 Vict., ch. 91, sec. 11; 53 Vict., ch. 101, sec. 4; 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. t. et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....	5,000 00	50
Vallée de Missisquoi.....	37-38 Vict., ch. 2, secs. 1 et 4 et 45 Vict., ch. 23, sec. 1, par g ..	2,500 00	56
Massawippi, de Magog à Coaticook.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. m. m. et 57 Vict., ch. 5, céd. A	3,200 00	25
Montreal Bridge Company, pour explora- tions	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par i. i. et 57 Vict., ch. 5, céd. A		
Jonction de Montréal et Lac Champlain....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 2.....		
Montréal et Lac Maskinongé.....	49-50 Vict., ch. 77, sec. 7 et 51-52 Vict., ch., 91, sec 3, par b.....	5,000 00	13
Montréal et Laurentides	37-38 Vict., ch. 2, et 40 Vict., ch. 3	4,000 00	15
do do aux municipalités de St-Lin et Ste-Anne des Plaines.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par o. o ..		
Montréal et Ottawa, pont sur la rivière "La Grasse"	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par w. et 57 Vict., ch. 5, céd. A		
A reporter.....			634

B.—Suite.

désignés ; 2o des sommes payées jusqu'au 30 juin 1902, et 3o. des montants cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la subvention.	Nombre de milles actuellement cons- truits.	Montants payés jusqu'au 30 juin 1902	Subventions devenues ca- duques, trans- portées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
2,021,800 00	156 49	1,028,137 95	993,662 05		
320,000 00	} 80				
75,315 80		395,315 80			
48,000 00	.....	.....	48,000 00		
250,000 00	45 88	232,266 82	17,733 18		
140,000 00	10 10	43,842 50	96,157 50		
80,000 00	.....	.....	80,000 00		
10,000 00	.....	2,449 96	7,550 04		
150,000 00	.....	150,000 00			
65,000 00	13	65,000 00			
60,000 00	15	60,000 00			
30,000 00	.....	30,000 00			
37,500 00	.....	24,710 00	12,790 00		
3,287,615 80	320 45	2,031,723 03	1,255,892 77		

Tableau

ÉTAT:—1o. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après
restant à payer à

SUBVENTIONS

NOMS DE CHEMINS DE FER.	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS.	Quantum par mille.	Total du nombre de milles subven- tionnés.
		\$ cts.	
Reports			634
Montréal, Portland et Boston.....	37 Vict., ch. 2, sec. 1; 39 Vict., ch. 3; 40 Vict., ch. 3, sec. 3, et 46 Vict., ch. 85.....	4,000 00	58
Montréal et Sorel.....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 6, pars A. et B.....	2,500 00	45
do do	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. b. b., et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....		
do do pont sur la rivière Ri- chelieu	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. a. a., et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....		
Montréal et Occidental.....	49-50 Vict., ch. 77, sec. 4; 51-52 Vict., ch. 91, sec. 5, et 54 Vict., ch. 88, sec. 3.....	5,000 00	70
Montagne d'Orford.....	37-38 Vict., ch. 2, secs 1 et 4; 52 Vict., ch. 86, sec. 3, et 54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. c. c.....	4,000 00	38.50
Vallée d'Ottawa et de la Gatineau.....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 7, et 54 Vict., ch. 88, sec. 2.....	5,161 00	62
do (partie des subventions déclinées par le Q. M. et C. et jonction de Pon- tiac au Pacifique).....	58 Vict., ch. 2, sec. 1, et 53 Vict., ch. 2, sec. 4.....		
Jonction des Carrières de Philipsburg, (sub- vention caduque du St-Laurent et Lac Champlain	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. j. j..	4,000 00	6.75
Jonction de Pontiac au Pacifique	44-45 Vict., ch. 2; 51-52 Vict., ch. 91, 57 Vict., ch. 5, et 58 Vict. ch. 2.....	6,000 00	95
A reporter.....			1009.25

B.—Suite.

désignés; 2o. des sommes payées jusqu'au 30 juin 1902, et 3o. des montants cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la subvention.	Nombre de milles actuellement cons- truits.	Montants payés jusqu'au 30 juin 1902.	Subventions devenues ca- duques, trans- portées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
3,287,215 80	320.45	2,031,723 03	1,255,892 77		
232,000 00	57.76	231,122 00	878 00		
112,500 00	45	112,500 00			
150,000 00	.....	114,145 00	35,855 00		
50,000 00	.....		50,000 00		
350,000 00	70	350,000 00			
153,907 50	26.383	110,532 00	.....	43,375 50	31 décembre 1903.
319,982 00	54.50	319,982 00			
115,320 00	1.00	22,500 00	.....	92 820 00	31 n.
25,720 00	6 87	25,720 00			
570,000 00	71	426,000 00	144,000 00		
5,367,045 30	652.963	3,743,224 00	1,486,625 77	136,195 50	

Tableau

ETAT :—1o. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après
restant à payer à

SUBVENTIONS

NOMS DE CHEMINS DE FER.	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS.	Quantum par mille.	Total du nombre de milles subven- tionnés.
		\$ cts.	
Reports.....			1009.25
Jonction de Pontiac au Pacifique, (pour construction de pont).....	28 Vict., ch. 2, sec. 7.....		
do (partie de subvention déclinée sur les der- niers 24 milles).....	58 Vict., ch. 2, sec. 1 et 73 Vict., ch. 2, sec. 5.....		
Québec et Boston Air Line.....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. x, et 57 Vict., ch. 5, céd. A.....	3,000 00	100
Québec Central.....	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1.....	4,000 00	100
do (partie de subvention caduque du chemin de fer de la Baie des Chaleurs).....	40 Vict., ch. 3, sec. 4.....	739 22	
do (Lévis et Kennébec)...	37-38 Vict., ch. 3, sec. 1; 40 Vict., ch. 3, secs 1 et 4; 41 Vict., ch. 2, sec. 1 et 54 Vict., ch. 88, sec. 4.....	4,000 00	90
do (partie de la subven- tion caduque de che- min de fer de la Baie des Chaleurs).....	40 Vict., ch. 8, sec. 4.....	710 53	
Québec Central, (jonction de Tring au Lac Mégantic).....	52 Vict., ch. 86, sec. 1 et 53 Vict., ch. 101, sec. 8.....	2,250 00	52
do (partie de la subven- tion caduque du Lévis et Kennébec).....	54 Vict., ch. 89, sec. 4.....		
Québec Frontière, (exploration).....	37-38 Vict., ch. 2.....	2,500 00	
A reporter.....			1351.12

B.—Suite.

désignés ; 2o. des sommes payées jusqu'au 30 juin 1902, et 3o. des montants cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la subvention.	Nombre de milles actuellement construits.	Montants payés jusqu'au 30 juin 1902.	Subventions devenues ca- duques, trans- portées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
5,367,045 30	652.963	3,743,224 03	1,486,625 77	136,195 50	
30,000 00	.....	.....	30,000 00		
110,000 00	8.50	110,000 00	.....	
300,000 00	.....	7,500 00	292,500 00		
400,000 00	} 99.964	473,750 79	143 96		
73,894 75					
360,000 00	} 60.86	321,660 00	102,287 35		
63,947 35					
117,000 00	} 40	219,287 35			
102,287 35					
6,027 00	.....	6,027 00			
6,930,201 75	862.287	4,882,449 17	1,911,557 08	136,195 50	

Tableau

ETAT :—1o. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après
restant à payer à

SUBVENTIONS

NOMS DES CHEMINS DE FER.	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS.	Quantum par mille.	Total du nombre de milles subven- tionnés.
		\$ cts.	
Reports			1,351.25
Québec et Lac St-Jean.....	37-38 Vict., ch. 2, sec. 1, et 45 Vict., ch. 23, sec. 1.....	5,000 00	170
do do	O. C. No. 293 du 22 avril 1897 ..		
do do (Pointe-aux-Trembles à Métabetchouan)...	51-52 Vict., ch. 91, sec. 1, par. a, et 55-56 Vict., ch. 66.....	5,000 00	14
do do (Jeune Lorette à Québec).....	51-52 Vict., ch. 91, sec. 1 par. c..	5,000 00	12
do do Métabetchouan à la Baie des Ha! Ha!).	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. p. et 55-56 Vict., ch. 66	5,000 00	66
do do	55-56 Vict., ch. 66		
do do	57 Vict., ch. 5, sec. 5.....		
do do (construction de ponts sur les rivières Mé- tabetchouan, Kous- piganiche et Belle- Rivière)	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. q		
Québec, Montmorency & Charlevoix (Qué- bec à Cap Tourmente).	51-52 Vict., ch. 91, sec. 6.....	4,000 00	30
do do (partie de subven- tion déclinée, entre le Cap Tourmente et Murray Bay)....	58 Vict., ch. 2, sec. 1.....		
A reporter.....			1,643.25

B.—Suite.

désignés ; 2o. des sommes payées jusqu'au 30 juin 1902, et 3o. des montants cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la subvention.	Nombre de milles actuellement cons- truits.	Montants payés jusqu'au 30 juin 1902.	Subventions devenues ca- duques, trans- portées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
6,930,201 75	862.287	4,882,449 17	1,911,557 08	136,195 50	
850,000 00	170	850,000 00			
148,171 20	.....	148,171 20			
70,000 00	7.71	38,550 00	31,450 00		
60,000 00	12	60,000 00			
330,000 00	46.347	456,408 43	5,041 57		
31,450 00					
100,000 00					
150,000 00	.....	150,000 00	.....	
120,000 00	30	220,000 00	.....	
100,000 00					
8,889,822 95	1,128.344	6,805,578 80	1,948,048 65	136,195 50	

Tableau

ETAT:—10. des subventions en argent, accordées aux chemins de fer ci-après
restant à payer à

SUBVENTIONS

NOMS DES CHEMINS DE FER.	LOIS ACCORDANT LES SUBVENTIONS.	Quantum par mille.	Total du nombre de milles subven- tionnés.
		\$ cts.	
Reports.....			1,643.25
Québec, Montmorency & Charlevoix (Cap Tourmante à Murray Bay)	34 Vict., ch. 88, sec. 1, par. k. k.; 57 Vict., ch. 5, céd. A., et 58 Vict., ch. 2, sec. 1.....	4,000 00	60
do do (pour la construction d'un pont sur la ri- vière St-Charles, et d'une gare, etc.).....	54 Vict., ch. 88, sec. 1, par. s.....		
Sud-Est (primitif).....	37 Vict., ch. 2, sec. 1.....	1,000 00	43
do (de Sorel à la Jonction de Sutton).....	37 Vict., ch. 2, sec. 1, et 39 Vict., ch. 3, sec. 5.....	3,932 30	96
do do (partie de sub- vention devenue caduque du che- min de la Baie des Chaleurs)....	40 Vict., ch. 3, sec. 4.....	592 10	
do Embranch. de l'Avenir (abandonné)	32 Vict., ch. 52.....	1,710 00	11.50
De la rive sud (partie de subvention dé- clinée par les compagnies de Q. M. & C. et P. & P.).....	58 Vict., ch. 2, sec. 5.....		
Embranchement St-Jérôme du chemin de colonisation de Montréal, au-delà de St- Jérôme.....	37 et 38 Vict., ch. 2, sec. 1.....	4,000 00	18
A reporter.....			1,871.75

B. — Suite.

désignés ; 2o. des sommes payées jusqu'au 30 juin 1902, et 3o. des montants de cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la subvention.	Nombre de milles actuellement cons- truits.	Montants payés jusqu'au 30 juin 1902.	Subventions devenues ca- duques, trans- portées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
8,889,822 95	1,128.344	6,805,578 80	1,948,048 65	136,195 50	
240,000 00	.....	.....	240,000 00		
30,000 00	.....	30,000 00			
43,000 00	43	43,000 00			
377,500 00	} 96	434,342 10			
56,842 10					
19,665 00	11.50	19,665 00			
50,000 00	.....	50,000 00	.....	
72,000 00	.....	3,150 00	68,850 00		
9,778,830 00	1,278.844	7,385,735 90	2,256,898 65	136,195 50	

Tableau

ETAT:—10. des subventions en argent accordées aux chemins de fer ci-après
restant à payer à

SUBVENTIONS

NOMS DES CHEMINS DE FER.	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS.	Quantum par mille.	Total du nombre de milles subven- tionnés.
		\$ cts.	
Reports.			1,871.75
St-Laurent et Adirondack.	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. "a," et 57 Vict., chap. 5, céd. A	3,200 00	22
St-Laurent et Lac Champlain.	37 et 38 Vict., chap. 2, sec. 1, et 49-50 Vict., chap. 77, sec. 5. . . .	4,000 00	69
Waterloo et Magog.	37 et 38 Vict., chap. 2, sec. 1, et 40 Vict., chap. 3.	4,000 00	43
Compagnie du Pont de Québec.	63 Vict., chap. 2, sec. 1.		
Chemins de fer depuis Labelle au Lac Nominique.	63 Vict., chap. 2, sec. 3, 2 Edouard VII, chap. 2, sec. 3.		
Chemin de fer de la Rive Sud.	63 Vict., chap. 2, sec. 2.		
Chemin de fer de Colonisation de Montfort.	60 Vict., chap. 4, sec. 3.		
Chemin de fer de Colonisation de Montfort.			
TOTAUX.			2,005.75

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES TRAVAUX PUBLICS,

BUREAU DES CHEMINS DE FER,

Québec, 30 juin 1902.

B.—Suite.

désignés : 2o. des sommes payées jusqu'au 30 juin 1902, et 3o. des montants cette dernière date.

EN ARGENT.

Total de la subvention.	Nombre de milles actuellement construits.	Montants payés jusqu'au 30 juin 1902.	Subventions devenues ca- duques, trans- portées ou abandonnées.	Balances à être payées quand elles seront dues.	Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
9,778,830 05	1,278.844	7,385,735 90	2,256,898 65	136,195 50	
70,400 00	20.38	65,216 00	5,184 00		
276,000 00	62.57	250,280 00	25,720 00		
172,000 00	43	172,000 00			
250,000 00	.....	60,000 00	.....	190,000 00	
96,000 00	.....	.....	.....	96,000 00	à être pris sur les sommes votées pour la coloni- sation.
89,000 00	.....	4,450 00	.....	84,550 00	à être pris sur les sommes votées pour l'agricul- ture.
60,000 00	12.00	25,000 00	.....	35,000 00	à être pris la moitié sur la somme votée pour la co- lonisation et l'autre moi- tie sur la somme votée pour l'agriculture.
.....	.....	5,000 00	(pour explora- tion.)		
10,792,230 05	1,416.794	7,967,681 90	2,287,802 65	541,745 50	

LOUIS-A. VALLÉE,

Ingénieur et Directeur des Chemins de fer

TABLEAU C.

ETAT :—1° des subventions accordées à certaines compagnies de chemins de fer ; 2° des sommes payées à ces compagnies jusqu'au 30 juin 1902 ; 3° des montants restant à payer à cette dernière date ; 4° des subventions qui sont devenues caduques, etc.

SUBVENTIONS EN TERRES.

NOMS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.	ACTES ACCORDANT LA OU LES SUBVENTIONS.	Nombre de milles donnant droit à une subvention.	Nombre d'acres par mille.	Subventions totales en acres de terre.	Date de la conversion en argent à 70 cts l'acre.	Montant des lers 35 cts par acre.	Montant des 2ièmes 35 cts par acre réduits à 17½ cts par l'acte 60 Vict., chap. 4, sec. 12.	Nombre de milles actuellement construits.	Montants payés sur les lers 35 cts jusqu'au 30 juin 1902.	Montants payés sur les 2ièmes 35 cts réduits à 17½ cts jusqu'au 30 juin 1902.	Total des montants payés jusqu'au 30 juin 1902.	Balances à payer quand elles seront dues sur les lers 35 cts.	Balances à payer quand elles seront dues sur les 2ièmes 35 cts réduits à 17½ cts.	Subventions qui sont devenues caduques par laps de temps ou par nombre de milles en moins, etc.		Dates fixées pour l'achèvement des travaux.
														1ers 35 cts.	2ièmes 35 cts réduits à 17½ cts.	
Baie des Chaleurs.....	45 Vict., chap. 23, sec. 1, par. b. 51-52 Vict., chap. 91, sec. 12.....	180	10,000	1,800,000	14 août '86	630,000 00	315,000 00	80.	594,530 49	35,000 00	629,530 49	35,469 51	280,000 00			31 déc. 1899.
do do	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. j.		10,000	800,000	23 avril '91	280,000 00	140,000 00		280,000 00	35,999 12	315,999 12		104,000 88			do
Junction de Beauharnois.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 3.....	20	5,000	100,000	19 jan. '89	35,000 00	17,500 00	19.13 100	33,464 00	16,731 25	50,195 25			1 536 50	768 25	
Comté de Drummond	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. d.	27	10,000	270,000	16 jan. '91	94,500 00	47,250 00	27.	94,500 00	47,250 00	141,750 90					
do do	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. e ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	23	10,000	230,000		80,500 00	40,250 00							80,500 00	40,250 00	
Vallée est du Richelieu	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. ee ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	25	10,000	250,000	8 juillet '92	87,500 00	43,750 00	22.16	77,560 00	38,780 00	116,340 00			9,940 00	4,970 00	
Grand Nord	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. g. ss. 1 ; et 56 Vict., chap. 3, ss. 2 et 3.....	33	10,000	330,000	19 juin '88 9 fév. '91 16 juil. '88	115,500 00	57,750 00	33.	115,500 00	57,750 00	173,250 00					31 déc. 1900.
Grand Nord (Section des Basses Laurentides)	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. k ; et 56 Vict., chap. 3, secs. 2 et 3.....	23	5,000	115,000	août '93	40,250 00	20,125 00	20.	40,250 00	20,125 00	60,375 00					do
Pont sur le St-Maurice.....	56 Vict., chap. 3, sec. 2 ; et 58 Vict., chap. 2, sec. 4, ss. 3.....			50,000		17,500 00	8,750 00		17,500 00	8,750 00	26,250 00					
Grand Nord (de St-André à Lachute)	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. g. ss. 2 ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	7	10,000	70,000	9 fév. '91	24,500 00	12,250 00	6.74	23,590 00	11,795 00	35,385 00			910 00	455 00	
Hereford	45 Vict., chap. 23, sec. 1 ; et 51-52 Vict., chap. 91, secs. 9 et 10.....	35	4,000	140,000	2 août '88	49,000 00	24,500 00	35.	49,000 00	24,500 00	73,500 00					
Joliette et St-Jean de Matha	54 Vict. chap. 88, sec. 1, par. n ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	8	10,000	80,000	27 juin '91	28,000 00	14,000 00		600 00		600 00			27,400 00	14,000 00	
Assomption.....	49-50 Vict., chap. 77, sec. 9.....	34	3,000	10,500	7 janv. '87	3,675 00	1,837 50	3½	3,675 00	1,837 50	5,512 50					
Lac St-François et Navigation.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. u ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	20	10,000	200,000	8 juillet '92	70,000 00	35,000 00		1,443 75		1,443 75			68,556 25	35,000 00	
Colonisation du Lac Témiscamingue	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. t ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	50	5,000	250,000	5 sept. '93	87,500 00	43,750 00	44.88	78,540 00	39,270 00	117,810 00			8,960 00	4,480 00	
Lotbinière et Mégantic.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. d. d.....	25	10,000	250,000	5 fév. '92	87,500 00	43,750 00	25.	87,350 83	43,750 00	131,100 83	149 17				
Basses Laurentides	45 Vict., chap. 23, sec. 1 ; et 53 Vict., chap. 101, sec. 5.....	38.84	12,358½	480,000	12 oct. '86	168,000 00	84,000 00	38.84	168,000 00	84,000 00	252,090 90					
Matane	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. v ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	30	10,000	300,000		105,000 00	52,500 00							105,000 00	52,500 00	
Colonisation de Montfort.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. g. g.....	21	10,000	210,000	6 juillet '91	73,500 00	36,750 00	21.	73,500 00	36,395 80	109,895 80		354 20			
Montréal et Lac Maskinongé.....	49-50 Vict., chap. 77, sec. 7 ; et 51-52 Vict., chap. 91, sec. 3.....	13	5,000	65,000	16 juillet '88	22,750 00	11,375 00	13.	22,750 00	11,375 00	34,125 00					
Montréal et Ottawa.....	51-52 Vict., chap. 91, sec. 9 ; et 53 Vict., chap. 101, sec. 6.....	30	10,000	300,000	29 janv. '89	105,000 00	52,500 00	23.5	105,000 00	52,500 00	157,500 00					
Montréal et Occidental.....	49-50 Vict., chap. 77, sec. 4 ; et 51-52 Vict., chap. 91, sec. 5.....	70	5,000	350,000	28 mai '92	122,500 00	61,250 00	70.	122,500 00	61,250 00	183,750 00					
Jonction de Napierville.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. o ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	15	10,000	150,000		52,500 00	26,250 00							52,500 00	26,250 00	
Ottawa et Vallée de la Gatineau.....	45 Vict., chap. 23, sec. 1 ; et 56 Vict., chap. 3, sec. 4.....	52	4,000	208,000	10 juillet '93	72,800 00	36,400 00		72,800 00	36,400 00	109,200 00					
do do do	45 Vict., chap. 23, sec. 1 ; et 54 Vict., chap. 88, sec. 2.....	75	6,000	450,000	31 déc. '91 5 sept. '93	157,500 00	78,750 00	54.5	147,178 00	63,000 00	210,178 00	10,322 00	15,750 00			31 déc. 1903.
Embranchement du Portage du Fort et de Bristol	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. f. f. ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	15	10,000	150,000	8 juillet '92	52,500 00	26,250 00							52,500 00	26,250 00	
Pontiac et Renfrew	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. l. l.....	5	10,000	50,000	3 fév. '91	17,500 00	8,750 00	5.	17,500 00	8,750 00	26,250 00					
Québec Central, Jonction de Tring au Lac Mégantic.....	52 Vict., chap. 86, sec. 1 ; 53 Vict., chap. 101, sec. 9 ; et 54 Vict., chap. 83, sec. 4.....	52	2,250	117,000	5 sept. '93	40,950 00	20,475 00	59.36	40,950 00	20,475 00	61,425 00					
Québec et Lac St-Jean	37-38 Vict., chap. 2, sec. 1 ; et 45 Vict., chap. 23, sec. 1.....	170	5,000	850,000	14 août '86	297,500 00	148,750 00	170.	297,500 00	148,750 00	446,250 00					
Québec et Lac St-Jean, de Pointe-aux-Trembles à Roberval	51-52 Vict., chap. 91, sec. 1.....	14	10,000	140,000	3 sept. '88	49,000 00	24,500 00	13.86	48,510 00	24,255 00	72,765 00			490 00	245 00	
do do do à Métabetchouan	51-52 Vict., chap. 91, sec. 1 ; et 55-56 Vict., chap. 66.....	14	5,000	70,000	3 sept. '88	24,500 00	12,250 00	7.71	13,492 50	6,746 25	20,238 75			11,007 50	5,503 75	
do do de Métabetchouan à la Baie des Ha! Ha!	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. p ; et 55-56 Vict., chap. 66.....	66	5,000	330,000		115,500 00	57,750 00									
do do do do do	55-56 Vict., chap. 66.....			31,450	13 mai '92	11,007 50	5,503 75	46.347	124,742 95	52,746 40	177,489 35		9,625 00	1,764 55	882 35	
do do Embranch. entre Rivière à Pierre et La Tuque	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. r ; et 57 Vict., chap. 5, sec. 5 et Céd. A.	45	10,000	450,000	8 avril '91	157,500 00	78,750 00							157,500 00	78,750 00	
Québec, Montmorency et Charlevoix.....	45 Vict., chap. 23 ; 57 Vict., chap. 5 ; et 58 Vict., chap. 2.....	90	4,000	360,000	11 août '87	126,000 00	63,000 00	30.	42,000 00	21,000 00	63,000 00			84,000 00	42,000 00	
Québec Oriental.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. n. n. ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	100	10,000	1,000,000		350,000 00	175,000 00							350,000 00	175,000 00	
St. Chrysostôme.....	54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. z ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	30	10,000	300,000		105,000 00	52,500 00							105,000 00	52,500 00	
St-Jacques l'Achigan.....	49-50 Vict., chap. 77, sec. 8.....	7	4,000	28,000		9,800 00	4,900 00							9,800 00	4,900 00	
Trois-Rivières et Nord-Ouest	51-52 Vict., chap. 91, sec. 1 ; et 57 Vict., chap. 5, Céd. A.	70	10,000	700,000	4 août '88	245,000 00	122,500 00		4,950 00		4,950 00			240,050 00	122,500 00	
Témiscouata.....	45 Vict., chap. 23, sec. 1 ; et 51-52 Vict., chap. 91, sec. 8.....	69	10,000	690,000	13 oct. '86 4 août '88	241,500 00	120,750 00	69.	241,500 00	120,750 00	362,250 00					
Comtés Unis	51-52 Vict., chap. 91, sec. 6 ; et 54 Vict., chap. 88, sec. 1, par. c.....	60	10,000	600,000	10 juin '89 24 jan. '91	210,000 00	105,000 00	59.84	207,565 00	103,782 18	311,347 18	1,875 00	937 82	560 00	280 00	
Totaux.....		1,631.34		13,324,950		4,663,732 50	2,331,866 25	998,367	3,247,942 52	1,233,713 50	4,481,656 02	47,815 68	410,667 90	1,367,974 80	687,484 35	

TABLEAU D.

TABLEAU indiquant la longueur des chemins de fer construits ou en exploitation, ou près à être livrés à l'exploitation, dans la province de Québec, le 30 juin 1902.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL

	Milles.
De la rivière Ristigouche—(frontière du Nouveau-Brunswick) —jusqu'à la jonction de la "Chaudière".....	294.00
Embranchement de la Rivière-du-Loup.....	4.00
“ de St-Charles.....	13.00
“ de Rimouski.....	2.00
	<hr/> 313.00

CHEMIN DE FER "LE QUÉBEC CENTRAL."

De la jonction, à Harlaka, avec l'Intercolonial, jusqu'à Sherbrooke.....	138.00
De la jonction de Beauce jusqu'à St-François.....	15.15
Embranchement de Tring.....	59.36
	<hr/> 212.51

CHEMIN DE FER INTERNATIONAL

(Maintenant un chaînon de la ligne courte de la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien.)

De la jonction avec le Grand-Tronc, à Lennoxville, jusqu'à la frontière du Maine, E.-U.....	81.25
---	-------

CHEMIN DE FER "LE GRAND TRONC."

De la frontière du New-Hampshire jusqu'à Montréal.....	131.00
De Lévis à Richmond.....	96.50
Embranchement d'Arthabaska jusqu'à "Doucet's Landing"...	34.71
De la jonction à St-Lambert jusqu'à "Rouse's Point".....	43.68
Embranchement de Ste-Martine:—de St-Isidore à Hemmingford.....	24.15
De Brosseau à Dundee.....	62.20
De Montréal à Lachine.....	8.00
De Montréal à la frontière d'Ontario.....	44.00
De la jonction avec le chemin de fer canadien du Pacifique, au Sault-au-Récollet, jusqu'à Lachine.....	6.50
	<hr/> 450.74

(Maintenant sous le contrôle de la Compagnie du Pacifique Canadien.)

Milles

De la frontière du Vermont à Farnham-Ouest.....	44.00	
Chemin de fer de Richelieu, Drummond et Arthabaska.—de la jonction de Sutton à Sorel.....	96.00	
Embranchement de St-Césaire.....	8.00	
Chemin de fer de jonction du St-Laurent et du Lac Cham- plain,—de Stanbridge à St-Guillaume	61.00	
Embranchement de l'Avenir.....	11.50	
	<hr/>	220.50

De la frontière d'Ontario à la jonction de Lacolle.....	53.00
---	-------

Depuis la jonction avec le chemin de fer canadien du Pacifique, à 4 milles de Québec, à l'Ancienne-Lorette, jusqu'à la jonction de Chambord	172.84
Depuis la jonction de Chambord jusqu'à Roberval	13.86
“ “ “ “ Chicoutimi	51.22
Section terminale entre St-Ambroise de la Jeune-Lorette et la nouvelle station sur la propriété “ Drum ”, au “ Palais ”, à Québec	12.00
	<hr/> 249.92

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

Depuis la jonction avec le chemin de fer canadien du Paci- fique, près de St-Felix de Valois, jusqu'à St-Gabriel de Brandon.....	13.00
--	-------

(Maintenant partie de l'Intercolonial.)

De la jonction avec le Grand Tronc, à Ste-Rosalie, jusqu'à Nicolet.....	65.98	
Depuis St-Léonard jusqu'à la jonction de la Chaudière.....	71.00	
	<hr/>	136.98

CHEMIN DE FER DE L'ASSOMPTION.

	Milles
De la jonction avec le Pacifique Canadien, à l'Épiphanie, jusqu'au village de l'Assomption.....	3.50

RÉSEAU DU VERMONT CENTRAL.

Chemin de fer du Vermont Central:—de St-Jean à la frontière du Vermont.....	26.00
Chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly:—de la jonction avec le Vermont Central, à deux milles de St-Jean, jusqu'à Waterloo.....	41.00
Chemin de fer Montréal, Portland et Boston:—de St-Lambert à la frontière, près de Frelighsburg.....	54.00
	<hr/> 121.00

CHEMIN DE FER DE BOSTON ET MAINE.—(RÉSEAU DE LOWELL).
DIVISION DU PASSUMPSIC.

Chemin de fer du Massawippi:—de la jonction avec le Grand Tronc, à Lennoxville, jusqu'à "North-Derby," sur la frontière du New-Hampshire.....	34.75
Embranchement de Stanstead.....	5.00
	<hr/> 39.75

CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE.

De Montréal à Ottawa.....	120.00
De Hull à Aylmer.....	7.50
Embranchement de St-Jérôme.....	13.50
“ de Buckingham:—depuis la station de Buckingham jusqu'au village de Buckingham...	4.10
“ de St-Lin.....	15.08
“ de St-Eustache.....	8.00
“ de Joliette:—de Lanoraie à St Félix de Valois.....	24.00
“ de Berthier.....	2.09
“ des Piles.....	26.82
De la jonction à St-Martin jusqu'à Québec.....	159.10
Extension à l'eau profonde, à Québec.....	0.86
Chemin de ceinture, aux Trois-Rivières.....	3.00
De " Mile-End " jusqu'à la jonction à St-Polycarpe.....	40.00
De la jonction de Montréal jusqu'à "North Troy," comté de Brome.....	90.00
De Waterloo à Sherbrooke.....	39.00
Chemin de fer de la Vallée du Missisquoi:—De Eastman à Bolton-Sud.....	10.10
	<hr/> 563.15

CHEMIN DE FER DE TÉMISCOUATA.

	Milles
Depuis Fraserville jusqu'à la frontière du Nouveau Brunswick	69.28

CHEMIN DE FER DE VAUDREUIL ET PRESCOTT.

(Maintenant le chemin de fer Montréal et Ottawa—exploité par le Pacifique Canadien.)

De Vaudreuil à la Pointe-Fortune.....	23.50
---------------------------------------	-------

CHEMIN DE FER DU ST-LAURENT ET DES ADIRONDACKS.

(Exploité par le New-York Central.)

De la jonction avec le Canada-Atlantique, près Valleyfield, jusqu'à la ligne frontière, dans la direction de Malone, E.-U.....	20.38
--	-------

CHEMIN DE FER D'HEREFORD.

(Maintenant exploité par le "Maine-Central.)

De Cookshire jusqu'à la frontière du Vermont, à "Hall's Stream"	35.00
Embranchement de Cookshire jusqu'à "Lime Ridge," aux carrières de chaux et de marbre.....	18.52
	<hr/> 53.52

CHEMIN DE FER DE LA MONTAGNE D'ORFORD.

Depuis Eastman jusqu'à Kingsbury.....	26.38
---------------------------------------	-------

CHEMIN DE FER DE PONTIAC ET RENFREW.

Depuis la station Wiman, sur le chemin de fer de jonction de Pontiac au Pacifique, jusqu'aux mines de la Compagnie de Bristol	5.00
---	------

CHEMIN DE FER DES COMTÉS-UNIS.

(Exploité par le "Quebec Southern.")

De la jonction avec le Grand Tronc, à St-Hyacinthe, jusqu'à Iberville	28.70
De St-Hyacinthe à la jonction du Pacifique à St-Robert.....	31.14
	<hr/> 59.84

CHEMIN DE FER DE COLONISATION DE MONTFORT.

	Milles
De la jonction avec le chemin de fer Montréal et Occidental, à St-Sauveur, jusqu'à Arundel, comté d'Argenteuil.....	32.27

CHEMIN DE FER DE LOTBINIÈRE ET MÉGANTIC.

De Lyster à St-Jean Deschaillons.....	28.00
---------------------------------------	-------

**CHEMIN DE FER DE JONCTION ET DES CARRIÈRES
DE PHILIPSBURG.**

De la jonction avec le Vermont-Central, à Stanbridge, jusqu'à Philipsburg.....	5.87
---	------

**CHEMIN DE FER DE LA NOUVELLE COMPAGNIE D'ARDOISE
DE "NEW ROCKLAND."**

De la jonction avec le Grand Tronc, jusqu'aux Carrières de New Rockland.....	4.12
---	------

**CHEMIN DE FER D'OTTAWA ET DE LA VALLÉE DE LA
GATINEAU.**

Depuis Hull jusqu'au village de Gracefield.....	57.50
---	-------

CHEMIN DE FER "MONTRÉAL ET OCCIDENTAL"

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

Depuis St-Jérôme jusqu'à la Chute aux Iroquois.....	70.00
---	-------

CHEMIN DE FER "LE GRAND NORD."

De la jonction avec les Basses-Laurentides, à St-Tite, jusqu'à la rivière Ottawa, vis-à-vis Hawkesbury.....	129.16
--	--------

CHEMIN DE FER DE LA VALLÉE D'OTTAWA.

De Lachute à St-André.....	6.74
----------------------------	------

CHEMIN DE FER DE JONCTION DE PONTIAC AU PACIFIQUE.

		Milles
Depuis Aylmer jusqu'à 12 milles au-delà du Fort Coulonge..	71.00	
De Aylmer à Hull.....	8.50	
	<hr/>	79.50

CHEMIN DE FER DES BASSES-LAURENTIDES.

(Maintenant exploité par la Cie du chemin de fer le Grand Nord.)

Du point de jonction avec le chemin de fer des Piles, à la station de St-Tite, à 3 milles au sud du terminus du chemin des Piles, à aller jusqu'à la station de la Rivière à Pierre, sur la ligne du Quebec et du Lac St-Jean.....	38.84
--	-------

CHEMIN DE FER DE LA BAIE DES CHALEURS.

De la jonction avec l'Intercolonial, à Métapédia, jusqu'à New Carlisle	98.00
--	-------

CHEMIN DE FER "LE GRAND ORIENTAL."

Du village d'Yamaska jusqu'à la rivière St-François..	6.11	
De St-Gregoire, à la jonction avec le Grand Tronc—(embranchement d'Arthabaska), jusqu'à la ville de Nicolet, près la jonction avec le chemin de fer du comté de Drummond.....	6.75	
	<hr/>	12.86

CHEMIN DE FER QUÉBEC, MONTMORENCY ET CHARLEVOIX.

De Québec au Cap Tourmente, à St-Joachim.....	30.00
---	-------

CHEMIN DE FER DE COLONISATION DU LAC TÉMISCAMINGUE.

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

De Mattawa au Lac Kippewa.....	45.88
--------------------------------	-------

CHEMIN DE FER DU CAP DE LA MADELEINE.

(Exploité par le Pacifique Canadien.)

De la jonction avec le Pacifique, à la jonction des Piles, jusqu'au village du Cap de la Madeleine.....	2.66
---	------

CHEMIN DE FER DE LA RIVE SUD.

	Milles
De St-Lambert à Yamaska.....	61.50

CHEMIN DE FER DE CHATEAUGUAY ET NORD, MU PAR
L'ÉLECTRICITÉ.

Depuis Hochelaga jusqu'au Bout de l'Île.....	12.00
--	-------

CHEMIN DE FER CARILLON ET GRENVILLE.

De Carillon à Grenville.....	12.75
------------------------------	-------

CHEMIN DE FER DE JONCTION DE BEAUHARNOIS.

De Ste-Martine à Valleyfield.....	19.13
-----------------------------------	-------

CHEMIN DE FER VALLÉE-EST DU RICHELIEU.

(Exploité par le "Quebec Southern")	
De Iberville à Lacolle.....	22.16

Formant, dans toute la province, un total de voies ferrées construites ou en exploitation, ou prêtes à être livrées à l'exploitation, a venir au 30 juin 1902, de	<u>3,486.14</u>
---	-----------------

Sur ce total de 3,486.14 milles, il a été construit, depuis le 1er juillet 1867, date de l'établissement de la Confédération.	2,910.89
Et avant le 1er juillet 1867.....	575.25

En tout 3,486.14

LOUIS-A. VALLÉE,

Directeur et Ingénieur des chemins de fer

Département de la Colonisation des Travaux Publics,

Bureau des chemins de fer

Québec, 30 juin 1902.

III.

ETAT des recettes et dépenses du département de la Colonisation et des Travaux Publics—service des travaux publics,—depuis le 1er juillet 1901 jusqu'au 30 juin 1902.

RÉCETTES.

LA COMPAGNIE DU CHATEAU FRONTENAC :	\$
Portion de loyer du terrain occupé par l'Hôtel Château Frontenac.....	760 60
LES DAMES RELIGIEUSES FRANCISCAINES, QUÉBEC :	
Intérêts à 4 pour cent sur \$3,124.15, balance du prix d'achat d'un terrain, depuis le 4 mars 1901 jusqu'au 4 mars 1902.....	124 97
MADAME HÉLÈNE BAXTER, MONTRÉAL :	
Loyer depuis le 1er mai 1897 jusqu'au 1er mai 1901.....	100 00
LA VILLE DE JOLIETTE :	
Prix nominal d'une lisière de terrain.....	1 00
LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL :	
Remboursement de plusieurs dépenses.....	12 00
DIVERS VIEUX EFFETS VENDUS.....	47 75
	1,046 32

WENTWORTH G. PETRY,

Québec, 30 juin 1902.

Comptable T.P.

DÉPENSES.

LOYERS, ASSURANCES ET RÉPARATIONS, ETC., 1 ED. VII. B. 40 :	\$	\$
Edifices de la Législature et des Départements.....	48,634 54	
Edifices Publics en général.....	6,887 50	
Spencer Wood.....	7,864 06	
Ecole Normale Laval.....	933 79	
Bureau des Archives.....	784 00	
63 rue St-Gabriel, Montréal.....	580 22	
69 " ".....	117 76	
76 " ".....	873 25	
Bureau des Arts et Métiers.....	371 20	
Bureau d'immigration, Montréal.....	29 12	
Ecole Normale aux Ursulines.....	18 00	
Bureau d'immigration, Québec.....	10 55	
		67,103 99
INSPECTIONS, &c., 1 ED. VII, B. 41.....		3,000 00
Porté.....		70,103 99

ETAT des recettes et dépenses du département de la Colonisation et des Travaux Publics—service des travaux publics,—depuis le 1er juillet 1901 jusqu'au 30 juin 1902.—*Suite.*

	\$	\$
Report.....		70,103 99
RÉPARATIONS DES PALAIS DE JUSTICE ET PRISONS, 1 Ed. VII. B. 42 :		
Palais de Justice, Québec.....	1,493 04	
Prison, ".....	66 78	
Palais de Justice, Montréal.....	7,883 50	
Prison, ".....	783 00	
Palais de Justice, Trois-Rivières.....	1,289 50	
Prison, ".....	267 75	
Palais de Justice, Sherbrooke.....	90 35	
Prison, ".....	430 00	
Palais de Justice et Prison, St-Hyacinthe.....	168 55	
" " " Beauharnois.....	61 86	
" " " Bryson.....	152 80	
" " " Sorel.....	960 50	
" " " Ste-Scholastique.....	59 49	
" " " Montmagny.....	1,740 55	
" " " Arthabaskaville.....	25 00	
" " " Sweetsburg.....	159 50	
" " " Percé.....	154 82	
" " " Beauce.....	75 18	
" " " Chicoutimi.....	72 76	
" " " Joliette.....	207 50	
" " " New Carlisle.....	30 00	
" " " Malbaie.....	305 32	
" " " St-Jean.....	101 50	
" " " Hull.....	1,673 55	
" " " Fraserville.....	334 20	
" " " Rimouski.....	160 00	
		18,750 00
Loyers de Palais des Justice et Prisons—1 Ed. VII. B. 43.....		2,175 10
Inspections des Chemins de fer—1 Ed. VII. B. 44.....		225 00
Taxes d'eau—1 Ed. VII. B. 45.....		7,594 00
Appareil de chauffage—Prison des Trois-Rivières—1 Ed. VII. B. 47.....		3,820 00
Appareil de chauffage—Palais de Justice et Prison, Malbaie—1 Ed. VII. B. 48.....		2,424 08
Voûte—Palais de Justice et Prison, Fraserville—1 Ed. VII. B. 49.....		800 00
Ecole Normale Laval—Construction d'une annexe—1 Ed. VII. B. 50.....		10,000 00
Loi des Etablissements Industriels—1 Ed. VII. B. 175.....		19,499 03
Palais de Justice et Prison, Fraserville—Voûte—pour payer balance due sur contrat—1 Ed. VII. A. 6.....		150 00
Mise et séquestre—Chemin de fer "Baie des Chaleurs"—2 Ed. VII. A. 13.....		1,000 00
Palais de Justice et Prison, Hull—reconstruction—Payé un indemnité reçue des compagnies d'assurances.....		17,116 83
Palais de Justice et Prison, Hull—pour solder divers comptes dus—2 Ed. VII. A 7.....	2,901 25	
Retiré du trésor pour coût de travaux non encore complétés.....	249 84	
		3,151 09
La Ville de Salaberry de Valleyfield—Palais de Justice et Prison, construction—1 Ed. VII. chap. 4.....		17,748 15
MANDAT SPÉCIAL DU 17 OCT. 1901 :		
Assurance sur édifice et ameublement, Palais de Justice et Prison, Hull.....		500 00
Frais de réception L. A. R. le Duc et la Duchesse de York.....		2,395 44
Q. M. O. et O.—Chemin de fer—re Molson et les Commissaires du Havre, Montréal.....		1,299 00
Dépenses imprévues—payées sur "Divers en général"—2 Ed. VII. B. 169.....		1,033 33
Sentence arbitrale re Ch. de fer "Pacifique Canadien"—payée sur Fonds de Bâtisses et Jurés.....		239 00
Spencer Wood—dommages causés par l'incendie du 11 décembre 1901—payés sur indemnité reçue des compagnies d'assurances.....		3,668 83
		<u>174,732 87</u>

WENTWORTH G. PETRY,

Québec, 30 juin 1902.

Comptable T.P.

IV.

LES DIFFÉRENDS INDUSTRIELS.

Loi concernant les conseils de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends industriels dans la Province de Québec.

RAPPORT DU GREFFIER.

QUÉBEC, 30 juin 1902.

A l'honorable LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation et des
Travaux publics.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre ce qui suit comme mon premier rapport annuel, en ma qualité de greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage.

Ce rapport, vous le comprendrez sans peine, ne sera pas très élaboré, puisque l'organisation de la loi n'est complète que depuis à peu près quatre mois. Je résumerai donc en quelques lignes ce que j'ai fait pour organiser les conseils d'arbitrage et pour faire connaître la loi dans toute la province.

Conformément aux dispositions de la loi, j'ai publié dans la *Gazette officielle* un avis requérant les associations ou personnes ayant droit de voter pour le choix d'un membre de l'un ou de l'autre des conseils d'arbitrage d'avoir à se mettre en communication avec moi. J'ai aussi adressé aux associations et industriels intéressés à connaître les dispositions de la dite loi, 3,500 exemplaires d'une circulaire contenant le même avis ainsi qu'un extrait du statut relativement à la manière dont s'obtient la recommandation des patrons et des employés, au sujet des personnes à être nommées membres des conseils d'arbitrage.

Vingt-huit personnes et associations ont réclamé le droit de voter pour le choix de la personne qui doit être recommandée par les patrons comme membre du conseil d'arbitrage, en matière étrangère aux chemins de fer, et cinquante-deux associations ouvrières ont réclamé le même droit pour le choix de la personne qui doit être recommandée par les employés. De ce nombre, douze recommandations ont été données par les patrons, et vingt-huit par les associations ouvrières.

Ce n'est que le 8 mars 1902 que la formation du conseil d'arbitrage a été complétée. Ce conseil se compose maintenant comme suit : M. J.-X. Perreault, de Montréal, chevalier de la légion d'honneur, président ; M. George Darveau, de Québec, courtier, représentant les patrons, et M. Joseph Tanguay, de Québec, cordonnier-monteur, représentant les employés.

Aucune communication n'ayant été reçue de la part des employés des compagnies de chemin de fer, ni d'aucune compagnie de chemin de fer, le conseil d'arbitrage dans les matières se rapportant aux chemins de fer n'a pu être formé.

La *Loi des différends ouvriers de Québec*, organisant la conciliation et l'arbitrage, votée par la législature dans une excellente intention, n'a pas donné, à ses débuts, tous les résultats que l'on pouvait en attendre.

Depuis la mise en force de cette loi, il a éclaté quelques conflits dans lesquels, je regrette de le dire, les patrons généralement ont refusé d'y recourir.

C'est ainsi que, par exemple, lors de la grève de quarante-trois des employés de la *Canadian Woollen Mills Co.*, de St-Hyacinthe, qui eut lieu au commencement du mois d'octobre 1901, après avoir offert au gérant de cette manufacture de faire régler le différend par un conseil de conciliation, j'ai eu le regret de le voir refuser de se servir de la *Loi des différends ouvriers de Québec* pour plusieurs raisons, dont voici quelques-unes que j'extrais de sa lettre du 14 octobre 1901 :

(Traduction.)

.....

"J'ai sérieusement considéré votre proposition, mais vu le fait que les "opérateurs en grève ont quitté le travail précisément le jour où les réductions "ordonnées par un bureau d'arbitrage, dont deux des arbitres avaient été "nommés par eux, étaient mises en force, je refuse de traiter de nouveau avec "eux par l'arbitrage. Une autre raison pour laquelle je refuse de placer cette "affaire une fois de plus entre les mains d'étrangers, c'est que le plus grand "nombre des grévistes ont repris le travail, et les autres sont remplacés par des "ouvriers désireux d'accepter la nouvelle échelle de gages. Veuillez ne pas vous "méprendre sur ma décision à ce sujet ; je crois en l'arbitrage, mais avant qu'il "soit effectif les ouvriers doivent être organisés et se faire représenter dans les "conseils par les plus intelligents d'entre eux....."

Il en a été de même pour la grève des mouleurs à l'emploi de Messrs. Matthew Moody & Sons, manufacturiers de machines aratoires, à Terrebonne. et voici un extrait de la lettre que ces messieurs m'écrivaient en date du 4 novembre 1901, en réponse à la proposition que je leur faisais de soumettre leur différend à un conseil de conciliation :

(Traduction.)

.....

"Nos mouleurs refusent de retourner au travail parce qu'ils n'approuvent "pas le contremaître que nous venons de placer dans notre usine. Nous avons

“été constamment ennuyés depuis une assez longue période de temps, par les habitudes d'intempérance de quelques-uns de nos mouleurs, ainsi que du contre-maître qui les avait sous sa direction. Cet état de chose a été si loin que le contre-maître et quelques-uns des ouvriers se rendant au travail sous l'influence des liqueurs, la position est devenue intolérable. Nous ne voulons pas, pour le présent, soumettre à l'arbitrage la question de savoir qui nous aurons comme contre-maître, et nous croyons être capables de faire notre affaire sans les ouvriers qui ont quitté le travail et sans leur association.....”

Dans le mois de mars 1902, des difficultés étant survenues entre M. B. Crépault, manufacturier de chaussures à Québec, et un certain nombre de ses employés, ces derniers quittèrent le travail. J'écrivis de suite à M. Crépault l'informant que le gouvernement de la province de Québec avait passé une loi pour régler à l'amiable les différends entre patrons et ouvriers, et que c'était son droit de s'en servir pour le règlement de ce différend, et je lui offrais mes services pour la formation d'un conseil de conciliation. Voici un extrait de sa lettre en réponse à la mienne :

“J'ai bien reçu votre lettre m'offrant vos services pour régler un certain différend que vous dites exister entre un groupe de mes ouvriers et moi. Je dois vous exprimer mes remerciements bien sincères pour votre offre si courtoise que j'accepterais volontiers si j'en avais besoin, mais j'ai déjà remplacé la plupart des ouvriers qui ont quitté mes ateliers sans raison, et cela surtout en manquant à leur parole d'honneur comme membres d'une union reconnue par Mgr Bégin, et je suis certain de tous les remplacer d'ici à quelques jours.”

Le 10 avril 1902, je recevais de la part des filles employées à la manufacture de chaussures de Messrs James Muir & Cie, Québec, une lettre m'informant qu'elles s'étaient mises en grève parce que leurs patrons voulaient leur faire payer le fil et les aiguilles dont elles avaient besoin pour exécuter leur travail et en même temps diminuer leurs gages. Elles me demandaient de bien vouloir leur venir en aide en faisant régler leur différend par un conseil de conciliation.

Le 11 avril je fis part à Messrs James Muir & Cie de la plainte portée par leurs employées, et leur demandais de bien vouloir nommer deux personnes pour les représenter dans le conseil de conciliation qui serait formé suivant les dispositions de la *Loi des différends ouvriers de Québec*.

Le lendemain, 12 avril, je recevais la réponse suivants :

(Traduction)

“Cher Monsieur,

“Nous avons reçu votre lettre du 11 courant, et en réponse nous devons dire que nous n'avons rien fait payer à nos filles pour le fil. L'affaire des aiguilles est un système qui a toujours été pratiqué depuis trois ou quatre ans ; c'est une des conditions de travail qu'elles ont acceptées dans notre manufacture, et nous n'avons jamais reçu aucune plainte à ce sujet, ni n'avons jamais eu aucune difficulté à nous procurer les employées dont nous avons besoin.

“Quelques-unes des filles se sont absentes durant la semaine dernière, et afin de ne pas arrêter notre travail, nous avons été obligée de les remplacer.

“Mais si elles venaient nous demander du travail et que nous aurions besoin d’elles, nous sommes bien consentants de les employer. Le travail n’étant pas très abondant dans le moment, nous n’avons pas besoin d’autant d’employés qu’à l’ordinaire.

“Si vous avez besoin de plus amples informations, nous serons heureux de vous les fournir.

“Respectueusement,

“JAMES MUIR & CIE.”

Il y a aussi la grève des journaliers du bâtiment à Québec, dans laquelle plusieurs centaines d’hommes étaient intéressés, et qui a éclatée par suite du refus des patrons d’accorder une augmentation de deux centins et demi par heure.

Parmi les documents qui m’ont été adressés par l’exécutif de la Fraternité des Manœuvres, il y a une circulaire, datée du mois de février, qui a été envoyée aux entrepreneurs de la ville, leur disant que les journaliers demanderaient une augmentation de douze centins et demi à quinze centins par heure à partir du 1er avril.

Quelques-uns des patrons accordèrent cela ; mais les autres ne répondant pas, la Fraternité des Manœuvres, au nom des journaliers du bâtiment, m’adressa une requête demandant de soumettre leurs griefs à un conseil de conciliation, en vertu de la *Loi des différends ouvriers de Québec*, ayant eux-mêmes nommé leurs conciliateurs et choisi leurs représentants dans le dit conseil, et s’engageant à accepter la sentence qui serait rendue.

En conséquence, le 2 avril, j’adressai la circulaire suivante à tous les entrepreneurs de la ville et des environs :

“ *Loi des différends ouvriers de Québec.*

“ Bureau du Greffier,

“ Québec, 2 avril 1902.

“ Monsieur,

“ J’ai l’honneur de vous informer que, le 1er du mois courant, la Fraternité des Manœuvres de Québec a régulièrement déposé entre mes mains une demande de faire régler par un conseil de conciliation le différend qui existe entre les entrepreneurs-maçons et leurs employés, les manœuvres ou servants de maçons, au sujet d’une augmentation de salaire.

“ En conséquence vous êtes prié de bien vouloir vous entendre avec vos frères et nommer deux conciliateurs pour former le conseil de conciliation avec ceux nommés par la Fraternité des Manœuvres ; choisir trois personnes parmi les patrons pour les représenter devant le dit conseil, et me remettre ces notes de nominations le plus tôt possible.

" Je vous inclus une copie de la loi, où vous trouverez, à la page 13, les formules C et D que vous devrez employer pour les nominations.

" J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

" Votre obéissant serviteur,

" FÉLIX MAROIS,

" Greffier des conseils de conciliation
" et d'arbitrage."

Le 14 avril, n'ayant reçu aucune réponse, je tentai un nouvel essai de faire accepter la conciliation par les patrons, et je leur adressai la lettre suivante :

" QUÉBEC, 14 avril 1902.

" Monsieur,

" Je vous ai informé, le 2 du mois courant, que la Fraternité des Manœuvres, voulant éviter les inconvénients d'une grève, m'a requis de soumettre à un conseil de conciliation, en vertu des dispositions de la *Loi des différends ouvriers de Québec*, le différend qui existe entre les entrepreneurs-maçons et leurs employés, au sujet d'une augmentation de salaire.

" N'ayant reçu aucune réponse, je vous réitère de nouveau l'invitation d'avoir à nommer deux personnes pour être conciliateurs pour les patrons dans le dit conseil, et de bien vouloir m'en informer le plus tôt possible.

" J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

" Votre bien dévoué,

" FÉLIX MAROIS,

" Greffier des conseils de conciliation
" et d'arbitrage."

Les entrepreneurs ne firent pas plus de cas de cette dernière lettre que de la première.

Alors, j'informai la Fraternité des Manœuvres du résultat de mes démarches par la lettre suivante, qui fut lue à une assemblée générale des membres de cette société.

" QUÉBEC, 18 avril 1902.

" M. J.-B.-T. MÉNARD,

" Président,

" Fraternité des Manœuvres.

" Monsieur,

" La présente est pour vous informer que le 2 avril courant, j'ai donné avis aux patrons de votre demande du 31 mars dernier de soumettre à un conseil de conciliation le différend qui s'est élevé entre les entrepreneurs-maçons et votre fraternité, au sujet d'un nouveau tarif de salaire, les invitant en même

“ temps de bien vouloir nommer deux conciliateurs pour les représenter dans le dit conseil, et que jusqu'à aujourd'hui, je n'ai reçu aucune communication de leur part à ce sujet.

“ J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

“ Votre bien dévoué,

“ FÉLIX MAROIS,

“ Greffier des conseils de conciliation
“ et d'arbitrage.”

C'est seulement après avoir pris connaissance de l'insuccès du greffier de conciliation auprès des patrons, que les manœuvres résolurent de se mettre en grève. Le résultat a été qu'après une semaine de chômage, la plupart des patrons ont accordé l'augmentation demandée, et les autres ont obtenu les services d'hommes du dehors.

Cette attitude prise par quelques-unes des parties intéressées dans les difficultés que je viens de mentionner, est celle que prennent ordinairement ceux contre lesquels la grève est dirigée.

De deux choses l'une : ou l'on est sûr d'avoir raison, ou l'on est convaincu d'avoir tort. Dans le premier cas, on ne veut pas s'abaisser au point de soumettre sa cause à des personnes du dehors ; dans le second, on n'ose se soumettre d'avance à la décision de juges impartiaux et désintéressés.

Il est toujours regrettable de voir les différends entre le capital et le travail, au lieu de se résoudre promptement se prolonger en chômage ruineux ; cela n'est pas toutefois de nature à surprendre. Avec l'opinion actuelle que l'on a de l'arbitrage, chez la plupart des patrons comme chez un grand nombre d'ouvriers, on ne peut guère espérer de plus notables effets de cette institution qui, si elle était bien comprise, produirait sans aucun doute un bien considérable.

La plupart du temps, en effet, c'est quand le conflit est entré dans sa phase aiguë que l'on s'efforce de concilier les deux parties : on essaye de prêcher la paix, quand déjà les armées sont rangées en bataille ; on voudrait obtenir des concessions, des transactions, des accommodements de la part d'ennemis tout prêts à se livrer combat.

L'arbitrage dans ces conditions devient très difficile.

On ne doit pas l'oublier, l'arbitrage est beaucoup plus propre à prévenir les conflits qu'à les arrêter lorsqu'ils sont devenus violents et que l'aigreur a fermenté dans les esprits. Il faut attendre alors—si vous me permettez cette expression—que les deux parties aient jeté l'écume de leur colère. Après quoi, la conciliation peut encore être tentée ; elle a quelque chance d'être obtenue, sinon de la bonne volonté, du moins de la lassitude. Mais dans ce cas, malgré l'utilité qu'elle offre toujours, il est clair qu'elle a perdu son plus grand avantage, celui d'empêcher toute guerre entre le capital et le travail.

Que faire alors en vue d'empêcher ces conflits ?

Je crois, monsieur le ministre, que l'on pourrait atteindre ce but en amendant la loi de manière à donner au greffier les pouvoirs d'agir lui-même, et de

sa propre initiative, comme conciliateur dans les difficultés industrielles survenant dans n'importe quelle partie de la province.

Les dispositions relatives à la conciliation et à l'arbitrage dans la *Loi des différends ouvriers de Québec*, telle qu'elle existe, ne se rapportent qu'aux conseils de conciliation. La loi ne contient aucune disposition admettant l'intervention spontanée d'un fonctionnaire du gouvernement, pour aider au règlement de difficultés en existence.

Un amendement devrait être rédigé de manière à pourvoir à des moyens d'exécution moins compliqués, en vue d'atteindre le but visé dans la loi. L'on atteindrait ce but en donnant, dans certaines circonstances, au greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage le droit de se rendre lui-même dans la localité où une grève ou une fermeture de fabrique est appréhendée ou existe, afin de prêter ses bons services, en vue d'arriver à un règlement de la difficulté, en cherchant à calmer les défiances, écarter les causes de friction, favoriser le bon vouloir, ramener la confiance et encourager les contestants à se rencontrer et régler eux-mêmes leur différend, et aussi favoriser les conventions entre patrons et employés, dans le but de les amener à soumettre leurs différends à un tribunal de conciliation ou d'arbitrage avant de recourir aux grèves ou à la fermeture des ateliers.

La loi étant amendée dans ce sens, je ne doute pas qu'il y ait lieu de s'attendre à des résultats satisfaisants, dans l'intérêt des patrons, des ouvriers et du public en général.

Je dois aussi vous faire connaître, Monsieur le Ministre, que quelques jours après avoir été nommé greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, je me suis mis en communication avec le Bureau du Travail de Washington, D.C., afin d'avoir copies des lois, rapports et autres documents relatifs à la conciliation et à l'arbitrage. Je suis heureux de vous dire que l'honorable Carroll D. Wright, commissaire du Travail des Etats-Unis, s'est fait un plaisir non seulement de m'adresser les documents se rapportant à la conciliation et à l'arbitrage, mais aussi tous les rapports annuels et spéciaux du Département du Travail publiés jusqu'à ce jour.

L'honorable M. Wright m'a aussi mis sur la liste de ceux qui reçoivent la revue intitulée *Bulletin of the Department of Labor*, publication très intéressante, que je reçois régulièrement chaque fois qu'elle est publiée.

M. John T. McDonough, commissaire du Bureau des Statistiques du Travail de l'Etat de New York, sur ma demande, a bien voulu m'envoyer cinq volumes reliés, contenant les rapports du Bureau de Médiation et d'Arbitrage de l'Etat de New York pour les années 1895-96-97-98 et 99.

Grâce au bienveillant concours de Monsieur Rober DeVoe, du consulat général de Belgique au Canada, j'ai établi un service d'échange de rapports et règlements avec l'Office du Travail du royaume de Belgique, et S. E. le Baron Van der Bruggen, ministre de l'Industrie et du Travail, a bien voulu me faire parvenir la série complète de *l'Annuaire de la Législation du Travail*, ainsi que tous les numéros de la *Revue du Travail*, publié par l'Office du Travail de Belgique, parus en 1902.

Je dois aussi mentionner le nom de M. Robert Glockling, secrétaire du Bureau du Travail d'Ontario, qui m'a adressé un exemplaire des premiers et deuxièmes rapports de son département. Ces rapports contiennent, en outre de statistiques ouvrières très intéressantes, toute la législation du travail adoptée par la Législature de la province d'Ontario.

Tous ces volumes et ces publications forment une belle collection des différentes lois affectant le travail adoptées tant par les Etats-Unis que par le royaume de Belgique et la province d'Ontario, et je veux entretenir l'espoir que le gouvernement de la province de Québec, dans sa sollicitude pour la classe ouvrière, fera adopter quelques-unes de ces lois et établira un bureau du travail semblable à ceux qui sont établis dans la plupart des Etats de l'Amérique ainsi que dans la province d'Ontario, et qui ont pour but de fournir, pour l'information des législateurs, des statistiques relatives à la condition économique des travailleurs, et de présenter les faits sur lesquels doit se baser, de temps à autre, la Législature dans la passation des lois qui sont requises concernant le travail, et généralement d'éclairer les ouvriers sur leur vraie condition et les désavantages contre lesquels ils peuvent avoir à lutter s'ils ne sont pas aptes à soutenir avantageusement la comparaison avec leurs confrères ouvriers des pays étrangers.

Ces bureaux tendent aussi à concilier les intérêts des hommes engagés dans le capital et le travail, en fournissant des faits et des chiffres aux esprits sérieux de ces deux classes d'hommes pour l'étude et la solution des difficultés qui s'élèvent de temps en temps entre les employés et leur patrons.

Le tout humblement soumis,

FÉLIX MAROIS,

Greffier des conseils de conciliation
et d'arbitrage.

V.

**INSPECTION DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET DES
ÉDIFICES PUBLICS.**

PERSONNEL DU SERVICE.

Inspecteurs: M. Louis Guyon, inspecteur en chef, 20 rue Saint-Jacques, Montréal; M. James Mitchell, 20 rue Saint-Jacques, Montréal; M. P.-J. Jobin, Hôtel du Gouvernement, Québec; Le docteur C.-N. Stevenson, Coaticooke.

Inspectrices: Madame L.-D. Provencher, 20 rue Saint-Jacques, Montréal; Madame Louisa King, 20 rue Saint-Jacques, Montréal.

Inspecteur hygiénique des établissements industriels: Le docteur Delphis Brochu, professeur U. L., Québec.

**BUREAU DES EXAMINATEURS DES INSPECTEURS DE
CHAUDIÈRES À VAPEUR.**

MM. William Laurie, E.-O. Champagne et Louis Arpin, de Montréal, M. Joseph Samson, de Lévis, et M. F.-X. Drolet, de Québec, ont été nommés membres de ce bureau par arrêté-en-conseil du 12 juin 1902.

Voici le texte de cet arrêté-en-conseil:

Copie du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 11 juin 1902, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 12 juin 1902, concernant le bureau d'examineurs des inspecteurs des chaudières à vapeur.

L'honorable Ministre de la Colonisation et des Travaux publics, dans un rapport en date du onze juin courant (1902), recommande: que les ordres en conseil No 32 du 26 janvier 1894, et No 634, du 13 août 1897, soient révoqués et annulés, et que MM. Wm. Laurie, E.-O. Champagne et Louis Arpin, de la cité de Montréal; Joseph Samson, de la ville de Lévis, et F.-X. Drolet, de la cité de

Québec, ingénieurs-mécaniciens, soient nommés pour former un bureau d'examineurs des chaudières à vapeur pour la province de Québec, sous l'autorité de l'acte 57 Vic. Ch. 30, et conformément aux dispositions du No 42 des règlements concernant les établissements industriels approuvés par le Lieutenant-Gouverneur le 27 mars 1902.

L'honorable Ministre recommande de plus : qu'ordre soit donné à ces examinateurs d'avoir à remplir les fonctions indiquées aux Nos. 43, 44, 45 et 46 des dits règlements approuvés par le Lieutenant-Gouverneur le 27 mars 1902, et que les règlements suivants soient aussi approuvés pour la régie du bureau des examinateurs.

1°. Les dits examinateurs auront à formuler un programme d'examen indiquant les matières ou sujets à traiter par les aspirants, et à le soumettre à l'inspecteur en chef des établissements industriels.

2°. L'inspecteur en chef des établissements industriels recevra toutes les demandes des aspirants aux diplômes, et, après s'être entendu avec les examinateurs, fixera la date des examens.

3°. Les examinateurs remettront une copie de l'examen de chaque aspirant à l'inspecteur en chef, et celui-ci le gardera dans les archives officielles de son bureau.

4°. Tout diplôme d'inspecteur de chaudières à vapeur devra être contre-signé par l'inspecteur en chef.

5°. Chaque aspirant devra déposer, avant son examen, entre les mains de l'un des examinateurs qui sera désigné par l'inspecteur en chef, un honoraire n'excédant pas cinq piastres, le dit honoraire devant être le même quel que soit le résultat de l'examen.

6°. L'emploi des sommes reçues comme honoraires de la part des aspirants, sera déterminé par le ministre de la Colonisation et des Travaux publics.

7°. Les certificats de capacité ou diplômes accordés aux candidats qui auront subi leur examen d'une manière satisfaisante, devront être délivrés gratuitement.

8°. Les examinateurs devront, de plus, se conformer, dans l'exercice de leurs fonctions, à toutes autres instructions qui pourront leur être données ultérieurement par le département de la Colonisation et des Travaux publics.

Certifié, GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil Exécutif.

RÈGLEMENTS

CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET LES ÉDIFICES PUBLICS.

Le règlement suivant a été publié dans la *Gazette Officielle* du 5 avril 1902 :

Règlement concernant les établissements industriels, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, le 27 mars 1902, sous l'autorité de l'acte 57 Victoria, chapitre 30.

Les établissements industriels dont suit la liste sont, par le présent règlement, classifiés comme "dangereux, insalubres ou incommodes", selon les dispositions de l'acte 57 Victoria, chapitre 30, articles "3023" et "3053".

ETABLISSEMENTS.	MOTIFS.
Abattoirs,	Danger d'accidents.
Acide Muriatique,	Danger d'accidents.
" Nitrique,	Vapeurs délétères.
" Sulfurique,	Danger d'accidents.
" Oxalique,	" vapeurs délétères.
Arsenic blanc,	Poussières dangereuses.
Amorces fulminantes,	Danger d'explosion.
Allumettes (fusion des pâtes et trempage des),	Maladies spéciales dues aux émanations.
Asphalte (préparation),	Odeur et poussières nuisibles.
Ascenseurs (service des),	Danger d'accidents.
Boulangerie (roulage des pâtes),	" de blessures.
Biscuits (roulage des pâtes),	" " "
Blanc de plomb,	Maladies spéciales dues aux émanations.
Benzine (dépôt, manipulation),	Danger d'incendie.
Battage et épuration des laines,	Poussières nuisibles.
Broyage de la chaux, plâtre et cailloux,	" " "
Battage des tapis en grand,	" " "
Boîtes de conserves (soudure des boîtes),	Gaz délétères.
" " (manufacture des),	" " "
Buanderie (service des machines à repasser),	Danger de blessures.
Confiserie (machine à rôler les bonbons, roulage),	" " "
Coutellerie (affilage et tournage de smeules),	Poussières nuisibles.
Clous (affilage des outils et tournage des meules),	" " "
Cartouches (service des machines à charger),	Danger d'explosion.
Caoutchouc (application des enduits),	Vapeurs délétères.
Chiffons (triage et manipulation des),	Poussières.
Ciment (broyage et embarillage),	" " "
Chairs (débris et déchets provenant des abattoirs),	Emanations nuisibles.
Cristaux (polissage à sec des),	Poussières dangereuses.
Colle forte,	Odeur, émanations.
Cordonnerie (polissage, service des roues sablées),	Poussières dangereuses.
Dérochage du fer, cuivre, zinc,	Emanations nuisibles.
Dynamos (surveillance des),	Danger d'accidents.
Dynamite fabrication et manipulation),	" " "
Etampage du métal (service des presses),	" " "
Etamage des glaces,	Emanations nuisibles.
Etamage des ustensiles en tôle,	" " "
Etamage du fil de fer,	" " "
Engrais (dépôt et fabrication des),	" " "
Equarrissage de chevaux et autres animaux,	Poussières nuisibles.
Effilochage et déchiquetage des chiffons,	Odeurs et fumées nuisibles.
Feutre goudronné,	Danger d'explosion.
Fulminate de mercure,	Fumée nuisible, danger d'accidents.
Fonte et laminage du fer, cuivre, plomb, zinc,	Vapeurs délétères.
Fer (galvanisation),	

ETABLISSEMENTS.	MOTIFS.
Gaz pour usage public,	Danger d'explosion, odeur.
Goudron (immersion des tuyaux et blocs de bois),	Odeur et fumée nuisible.
Huile (fabrique et dépôt),	Danger d'incendie.
Marbre (sciage et polissage du),	Poussières nuisibles.
Oxide de fer (emballage et manipulation),	"
Pilerie mécanique des drogues,	" et malsaines.
Polissage du bois sur roues sablées,	" dangereuses.
Polissage à sec (cuivre, fer, corne),	"
Peaux, teinture des peaux,	Odeur malsaine.
Peaux et cuir (apprêtage et lustrage des),	Poussières nuisibles, danger d'accidents.
Poudre (fabrication, manipulation de la),	Danger d'explosion.
Poudres pour la pâte (emboitage),	Poussières nuisibles.
Préparation du bois (service des machines à outils tranchants),	Danger d'accidents.
Peinture (emboitage),	Emanations malsaines.
Toiles vernies,	Odeur, danger d'incendie.
Tréfilerie (étirage du fil de fer, cuivre),	Danger de blessures.
Suif (bouillage du),	Danger d'incendie et de blessures.
Vert de Paris (emboitage du),	Poussières malsaines.
Vernis (sur métaux, séché au four),	Emanations malsaines.

Conformément aux dispositions de l'acte 57 Victoria, chapitre 30, article "3023", l'âge des ouvriers employés dans les établissements dont la liste est donnée ci-dessus ne doit pas être moindre de seize ans, pour les garçons, et de dix-huit ans pour les filles ou les femmes.

Deux autres règlements, l'un concernant les édifices publics, l'autre concernant les établissements industriels, ont été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil le 27 mars 1902, et publiés dans la *Gazette Officielle*, numéros du 5 avril et du 3 mai 1902.

Ces règlements ont été insérés dans une brochure publiée à plusieurs milliers d'exemplaires, dont les inspecteurs officiels du gouvernement sont chargés de faire la distribution par toute la province.

RAPPORT DE M. LOUIS GUYON.

Inspecteur en chef.

MONTREAL, le 30 juin 1902.

A L'HONORABLE LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics,
Québec.

Monsieur le Ministre,

Conformément aux instructions qui m'ont été transmises par votre département, j'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et les édifices publics pour 1901-1902.

Généralités.

Tel qu'anticipé dans notre rapport de l'an dernier, les règlements des établissements industriels, ainsi que ceux des édifices publics, ont pu être amendés depuis la dernière session et sont maintenant prêts pour la distribution que nous nous proposons de faire très-complète.

Comme nous attendions avec impatience la réimpression de ces divers documents indispensables au service, il nous a été impossible de commencer l'inspection de toute une catégorie d'édifices qui figureront dorénavant dans le programme d'inspection: je veux parler des magasins de détail, ainsi que des édifices servant comme bureaux publics.

Il est impossible pour le moment d'estimer le nombre de ces divers établissements dans la province de Québec, mais il est bien certain que ce chiffre, ajouté au nombre des couvents, collèges, églises, hôpitaux, etc., que nous sommes déjà appelés à inspecter, formera un service suffisamment considérable pour occuper presque entièrement notre modeste effectif fonctionnant dans la division de Montréal.

Pour se convaincre de l'augmentation dans la somme des opérations du bureau d'inspection, il n'y a qu'à jeter un coup d'oeil sur la loi de 1885 que nous fûmes appelés à mettre à exécution en 1888, sous le titre de "L'Acte des Manufactures." Chaque année, sans interruption depuis cette date, des amendements importants sont venus se greffer sur cette loi que nos législateurs destinaient purement et simplement à la protection des travailleurs dans les manufactures. Graduellement l'on vit s'étendre notre champ d'action: inspection des

chaudières, application des mesures d'hygiène suivies de près par l'introduction d'une série de règlements d'ateliers et de fabriques; promulgation de la loi des édifices publics en 1895, réglementation concernant les hôtels, couvents et hôpitaux, pour en arriver, en 1902, à l'obligation d'inspecter tous les édifices publics dans la province de Québec sans exception, y compris les magasins de détail.

Si l'on ajoute à cet élargissement des prescriptions légales, l'augmentation si considérable du nombre des fabriques et des édifices publics dans notre province depuis 1898, il reste acquis que le nombre du personnel est tout à fait insuffisant malgré son zèle et sa bonne volonté.

Inspection des établissements industriels.

L'inspection, durant l'exercice de 1901-1902, a été répartie d'une manière aussi égale que possible. Cependant, nous dûmes faire exception pour l'industrie des cigares durant la sérieuse grève de l'an dernier. Nous eûmes à faire face à de nombreuses plaintes durant cette grève et surveiller plus étroitement cette industrie où se réfugient, de préférence, les enfants bien jeunes des deux sexes. Il est infiniment regrettable que les moyens de conciliation aient échoué, car en adoptant le système des machines et en substituant le travail des enfants à celui des adultes, on a porté un funeste coup au travail à la main dans une des industries les plus florissantes de notre métropole.

Plans de nouvelles constructions.

L'obligation de soumettre les plans de toute nouvelle fabrique ou édifice public reçoit maintenant beaucoup plus d'attention de la part des propriétaires et des architectes. Il en est de même des changements de location au printemps, ce qui donne une excellente chance à l'inspecteur de corriger bien des défauts, soit dans la construction, soit dans les dispositions requises pour être conformes à la loi. Les centres industriels les plus importants dans ma division ont pu être inspectés plusieurs fois durant l'année. Hull, Joliette, Lachute, Berthier, St-Jérôme, Aylmer, Lachine, ainsi que la banlieue, ont tous tour à tour reçu la visite de l'inspecteur, et chaque accident fatal dans une fabrique entraînant une enquête du coroner, soit dans la ville de Montréal ou en dehors, a vu l'inspecteur se prêter à l'investigation faite par ce tribunal.

Age des enfants.

Ayant longuement traité cette question dans mon dernier rapport, tant au point de vue de la santé qu'à celui de l'instruction, je me contenterai d'affirmer de nouveau que je reste partisan convaincu du système d'admission des enfants dans les fabriques basé plutôt sur leur état physique, le degré d'instruction qu'ils possèdent, qu'à celui de l'âge proprement dit.

Je trouve, cependant, que l'âge de 12 ans, pour les garçons, n'est pas assez élevé. Ces petits débutants n'ont fait que passer sur les bancs de l'école, et à cet âge, il est certain que dans six mois ou un an, ils auront complètement oublié ce qu'ils avaient eu tant de mal à apprendre. Dans le but de me renseigner à ce sujet, j'ai personnellement examiné les enfants des deux sexes dans une de nos grandes filatures de coton, et sur 65 jeunes filles de 14 à 16 ans, j'ai constaté qu'il y en avait 13 qui étaient complètement illettrées; 18 lisaient

passablement, mais n'écrivaient qu'avec peine ; 34 d'entre elles savaient lire et écrire. Sur un nombre égal de garçons, à partir de l'âge de 12 ans jusqu'à 15 ans, 21 d'entre eux étaient illettrés ; 11 savaient lire, mais pouvaient à peine signer leur nom, et 33 savaient lire et écrire le français d'une façon rudimentaire. La plus grande partie des illettrés parmi les garçons se rencontrait chez les enfants de 14 à 15 ans, prouvant clairement que durant leur séjour de 2 à 3 ans dans la fabrique, ils avaient complètement oublié le peu qu'ils savaient en entrant à la fabrique.

Il est bien vrai que dans plusieurs pays d'Europe, l'âge d'admission des petits garçons reste encore fixé à 12 ans, mais tant que ceux-ci n'ont pas satisfait aux obligations des lois scolaires, il leur est interdit de travailler plus de 6 heures sur 24.

Aux Etats-Unis, l'âge d'admission des enfants qui travaillent en fabriques est réglé par la législature de chaque état. Le classement suivant donnera une idée de cette législation en ce qui concerne l'âge des enfants :

Massachusetts : en 1898, l'âge d'admission fut fixé à 14 ans. Même chose dans l'état de New-York.

New Jersey : l'âge d'admission des garçons est fixé à 12 ans ; celui des filles à 14 ans. Ces enfants doivent cependant satisfaire aux obligations scolaires et prouver qu'ils ont fréquenté l'école au moins 12 semaines dans l'année avant leur admission à la fabrique.

Pennsylvanie : Les enfants ne doivent pas être employés avant l'âge de 13 ans.

Ohio : l'âge des enfants est fixé à 14 ans.

Il en est de même pour l'Illinois et le Michigan.

Connecticut : âge des enfants, 12 et 14 ans. Les obligations scolaires doivent être saisies.

La même chose dans le Rhode Island.

Ontario : dans Ontario, l'âge d'admission est fixé à 14 ans. Par dérogation, les enfants de 12 et 14 ans peuvent être employés dans la préparation des fruits et des légumes durant la saison de l'emboîtement des conserves alimentaires.

Le 1er janvier 1902 est entrée en vigueur, en Danemark, une loi du 1er juillet 1901 concernant les fabriques. L'emploi des enfants âgés de moins de 12 ans est interdit dans tous les établissements soumis à l'inspection.

Les enfants de 12 ans et au-delà, qui n'ont pas satisfait aux obligations des lois scolaires, ne peuvent travailler que 6 heures sur 24, y compris un repos d'au moins 30 minutes qui ne doit pas être précédé d'une période de travail de plus de 4 heures et demie consécutives. De même que sous l'ancienne loi, les enfants ne peuvent être employés qu'entre 6 heures du matin et 8 heures du soir ; ils ne doivent pas travailler pendant les heures de classe.

Lorsque les inspecteurs jugent que certaines catégories de travaux sont particulièrement fatigants ou dangereux pour la santé des jeunes ouvriers, le conseil du travail peut élever l'âge d'admission des enfants, ou même en interdire complètement l'emploi, ainsi que celui des femmes.

Cette loi prescrit aussi qu'aucun jeune ouvrier ne peut être employé, sans avoir été reconnu par un médecin comme ayant les aptitudes physiques nécessaires pour le travail auquel il veut se livrer. La loi attire tout particulièrement l'attention des médecins sur la constitution physique du futur ouvrier, spécialement sur la taille, le poids et le tour de la poitrine. Cette nouvelle loi comporte aussi la création d'un conseil du travail composé d'un président nommé par le roi et ne huit autres membres (dont trois ou moins seront des patrons et trois autres des ouvriers) nommés par le ministre de l'Intérieur.

En résumé, je suis d'opinion que l'on pourrait élever progressivement l'âge d'admission des enfants en portant le minimum à 13 ans pour commencer.

Ce changement pourrait se faire sans causer de perturbation dans l'industrie et sans trop nuire aux intérêts d'un grand nombre de familles pauvres qui dépendent du travail de leurs enfants.

Il est bon de rappeler que les inspecteurs ont le droit d'exiger l'examen médical de tout enfant dont l'apparence malade ou chétive leur porterait à croire à son incapacité de résistance aux fatigues de son emploi, et sur la confirmation de ce doute par le médecin, le travail d'un enfant peut être suspendu, quand bien même il aurait l'âge prévu par la loi.

Voilà donc une sauvegarde importante.

D'un autre côté, comme il est défendu aux industriels d'employer des enfants à des travaux dangereux ou nuisibles à leur santé, il est certain que notre jeune population ouvrière est protégée d'une manière sérieuse dès son entrée à la fabrique.

Je conclus donc qu'un amendement dans notre loi élevant l'âge d'admission des enfants à 13 ans ne rencontrera aucune opposition de la part des industriels et répondra aux vœux formulés par les associations ouvrières depuis plusieurs années.

Un premier pas dans cette direction avait été fait dès 1899 lorsque l'honorable M. Mercier avait consenti à la mise en vigueur d'un amendement à la loi élevant l'âge d'admission des enfants dans l'industrie du tabac.

Durée du travail.

La durée du travail dans la province de Québec est de 10 heures par jour, sauf certaines exceptions dans les scieries et les pulperies où le travail des adultes est de 11 et 12 heures par jour.

Pour ce qui est des enfants de moins de 18 ans, la semaine de 60 heures est toujours en vigueur, et ne peut être étendue que par une permission spéciale accordée par l'inspecteur en vertu de l'article 3026.

Il est intéressant à noter que dans l'état du Massachusetts,—état progressif par excellence en matière de législation sur le travail,—la loi qui fixait autrefois la durée pour les enfants et les femmes à 60 heures par semaine, a été amendée. La durée de la semaine ne peut maintenant dépasser 58 heures, et l'an dernier, cette prescription a été étendue de manière à couvrir non-seulement tous les établissements industriels, mais les établissements mercantiles (mercantile establishments), ainsi que les restaurants. Sauf durant le mois de décembre,

en ce qui concerne les magasins, la durée du travail pour cette catégorie d'employés ne doit pas dépasser un travail effectif de plus de 58 heures par semaine.

Comme l'inspection de nos magasins est prévue par un amendement fait à la loi des Edifices Publics (statut de 1900) et que cette loi ainsi que les règlements qui en découlent, ne comportent aucune ordonnance au sujet de la durée du travail des employés, toute intervention de la part de l'Inspecteur en ce qui concerne la durée du travail dans ces établissements sera impossible à moins que la loi ne soit amendée.

Il ne faut pas oublier que le personnel de la plupart de nos magasins est composé, pour une bonne partie, d'enfants, de jeunes garçons et de jeunes filles, et que le travail, pour n'y être pas aussi assidu que dans les fabriques n'en est pas moins fatigant à raison de la longueur prolongée de la journée. A mon humble avis, il eût été préférable d'inclure l'inspection des magasins sous les opérations de la loi des Etablissements Industriels, afin de nous permettre d'intervenir, soit au sujet de l'âge des enfants ou de la durée du travail.

Dans la division Ouest, il a été accordé, durant le dernier service, 8 permissions pour faire travailler les heures de surplus, en conformité de l'article 3026.

Mesures de sécurité.

Parmi les innovations tendant à rendre notre service plus efficace, je me permettrai de référer à l'exposition des appareils pour la prévention des accidents de fabriques inaugurée en septembre dernier.

En présidant l'ouverture de cette modeste exposition (unique en son genre dans notre pays), vous avez voulu, Monsieur le Ministre, donner une preuve de votre vive sollicitude pour la classe ouvrière et l'avancement de ces réformes sociales que l'on trouve sur le programme des législateurs dans tous les pays progressifs. Il serait de première importance pour notre service qu'un local nous fût donné pour y installer d'une manière permanente les différents appareils et modèles que nous possédons. Nous sommes persuadés que les manufacturiers qui ont si généreusement contribué à cette oeuvre n'en resteraient pas là si le gouvernement voulait bien s'occuper de la location.

En considérant l'introduction des moyens de prévention, il est certain que le point de départ de cette réforme a été la pitié profonde que ne peut manquer d'inspirer ces navrants accidents si funestes pour la famille ouvrière. D'un autre côté, l'absence ou la présence de ces appareils ne pouvaient pas non plus manquer de jouer un rôle capital dans la fixation des responsabilités par les tribunaux. Un cas tout récent permettra d'apprécier l'importance qu'il y aura dorénavant pour les fabricants d'adopter les moyens les plus efficaces pour protéger leurs ouvriers.

Une fille employée dans une de nos grandes filatures de coton, en travaillant à un métier à tisser, fut frappée par une navette et subit la perte d'un œil. Le juge ayant appris de l'inspecteur qu'il existait des garde-navettes de plusieurs modèles, et après s'être fait expliquer le fonctionnement de celui qui fait partie de notre collection, n'eut aucune hésitation à accorder une compensation à la

victime, ce qu'il fit au chiffre de \$1,800. Avant l'introduction de ces appareils, plusieurs causes d'accidents dus aux navettes n'avaient donné aucun résultat devant les tribunaux.

L'introduction des appareils pour la prévention des accidents de fabrique aurait été très difficile et aurait demandé beaucoup de temps si, dans la refonte de nos règlements nouveaux, l'on n'avait sagement introduit certaines prescriptions à cet effet. Ces clauses nouvelles ne portent aucune atteinte à l'initiative des industriels et accordent en même temps aux inspecteurs les pouvoirs discrétionnaires suffisants pour faire progresser cette partie si importante de notre service.

Nous serons en mesure, à la fin du présent exercice, de fournir des renseignements sérieux sur l'application de la loi visant les mesures de sécurité, et notamment dans les opérations sur les machines à bois, à coton, etc., ainsi que les changements apportés dans la manipulation des courroies.

L'association des industriels de France contre les accidents du travail, reconnaissant toute l'importance qui se rattache à la question de la manipulation des courroies dans les fabriques, vient d'ouvrir un concours public international destiné à faire connaître les meilleurs monte-courroies fixes. Un prix de \$200 est offert à l'heureux concurrent dont l'appareil devra remplir les conditions suivantes :—

- 1° Etre simple, solide, peu encombrant, facile à installer et à manœuvrer ;
- 2° Ne présenter aucun danger dans le fonctionnement ;
- 3° Convenir au plus grand nombre de cas possible (vitesse, largeur, position de la courroie) ;
- 4° Permettre de jeter bas la courroie aussi bien que de la monter ;
- 5° Etre d'un prix modéré qui en facilite l'emploi.

Monsieur Henri Mamy, le dévoué directeur de cette association, nous dit dans son entrée en matière dans le programme du concours :

" Pour remonter une courroie sur une poulie fixe d'un arbre de transmission en mouvement, il arrive trop souvent que l'ouvrier chargé de cette manœuvre s'élève sur un support quelconque : échelle, escabeau, bâti de la machine, etc., et remonte la courroie en agissant directement sur elle avec la main.

Cette manœuvre est extrêmement dangereuse ; elle expose l'ouvrier à être saisi par l'arbre ou la courroie et entraîné dans le mouvement de rotation de la transmission.

Pour éviter ce danger et remonter la courroie sans quitter le sol et sans arrêter la transmission, comme on ne peut pas toujours employer le monte-courroie portatif en raison des dimensions et de la vitesse de la courroie, et aussi de la fréquence des opérations, on est obligé d'avoir recours à un monte-courroie installé à demeure."

Et c'est ainsi que partout, dans la vieille Europe, de puissantes organisations industrielles sont venues donner leur appui aux lois en demandant à l'ingénuité de leurs propres ouvriers les meilleurs moyens de protection.

Après avoir tout fait au point de vue de la réglementation du travail dans les fabriques, les législateurs n'ont pas voulu considérer leur tâche complète avant d'avoir assuré le sort de l'ouvrier par l'assurance obligatoire corollaire indispensable de toute législation sur le travail.

Il n'y a pas aujourd'hui de si petit pays en Europe qui n'ait un système de compensation ouvrière quelconque, mettant l'ouvrier qui a été victime d'un accident à l'abri de la misère, et cela, sans être obligé d'avoir recours à des procédures ruineuses.

Je me demande si les nombreuses causes d'accidents qui encombrant nos tribunaux à chaque terme ne finiront pas par attirer l'attention des législateurs de notre pays sur la nécessité de mettre fin à cet état de choses en plaçant dans nos statuts une loi pour la compensation des ouvriers.

Inspection des Chaudières.

Il n'y a rien de bien remarquable à signaler au sujet de l'inspection des chaudières dans la division ouest. Nos inspecteurs ont fait un nombre considérable d'inspections nouvelles, comme l'indique le tableau annexé à ce rapport. Il n'y a aujourd'hui qu'un petit nombre d'industriels qui contestent la nécessité d'une inspection annuelle de leurs chaudières. Les difficultés ne surgissent que lorsqu'il s'agit d'en payer le coût. Malgré la bonne volonté de nos inspecteurs et les services réels qu'ils rendent à l'industrie, un grand nombre de nos fabricants trouvent exorbitante la somme de \$5 qu'ils sont obligés de payer tous les ans. C'est là le point de départ de toutes les plaintes et de toutes les objections.

La réorganisation de notre bureau d'examineurs d'inspecteurs de chaudières vient à point pour rassurer l'opinion publique sur la valeur et les capacités de notre corps d'inspecteurs de chaudières.

Par la résignation de plusieurs de ses membres, ce bureau avait perdu depuis trois ans, tout ensemble dans son fonctionnement, n'ayant aucun programme d'examen fixe, et, ne pouvant siéger ni à Montréal ni à Québec, il avait pratiquement cessé de fonctionner. En créant notre nouveau bureau d'examineurs, dont le nombre a été sagement fixé par le règlement, vous avez su choisir les hommes les mieux qualifiés tant au point de vue de l'expérience qu'à celui de la compétence en matière d'inspection de chaudières.

Cet heureux changement nous donne le droit d'espérer que les futurs aspirants aux diplômes d'inspecteurs de chaudières à vapeur, ainsi que les aspirants ingénieurs désireux d'obtenir des diplômes qui leur permettent d'occuper des positions plus avantageuses dans l'industrie, pourront dorénavant obtenir des certificats ayant une valeur incontestable sans être pour cela obligés de sortir de notre province.

Santé et confort des ouvriers.

Sous l'impulsion de nos nouveaux règlements, cette partie importante de notre loi recevra à l'avenir une attention toute particulière, tant dans les établissements industriels que dans les magasins. Dans les établissements industriels, les patrons auront à satisfaire aux prescriptions suivantes :

(a) Mettre à la disposition de leur personnel de l'eau de bonne qualité et les moyens d'assurer la propreté individuelle ;

(b) Les ouvriers et ouvrières dont le travail leur permet de s'asseoir devront être pourvus de chaises convenables avec un bon dossier ;

(c) En tenant compte du nombre des employés, l'inspecteur pourra exiger que le patron donne aux employés un local propre pour prendre leurs repas, et un vestiaire convenable pour y poser et remettre leurs vêtements de sortie ;

(d) Ils devront faire installer des crachoirs en nombre suffisant dans les différentes parties de l'atelier ou de la fabrique qui leur seront désignées par l'inspecteur, (dispositions à peu près identiques pour les magasins).

Il est intéressant de noter ce que dit M. Henri Many au sujet des crachoirs, dans son rapport si pratique intitulé : " Lutte contre la tuberculose dans l'usine et l'atelier " :—

" Les ouvriers crachent presque toujours sur le sol des ateliers. Ces crachats se dessèchent, et les germes tuberculeux qui peuvent s'y trouver sont soulevés soit par les jupes des ouvrières, soit par le balayage qui s'effectue presque toujours à sec, et généralement le matin, avant l'entrée des ouvriers. Ces germes se mélangent à l'air ambiant et peuvent ainsi pénétrer dans l'intérieur des organes. Dans les locaux bien installés, entretenus proprement, bien éclairés et pourvus d'une aération suffisante, le danger hygiénique ne résulterait que du fait de l'agglomération. Il n'en est plus de même dans les ateliers où se dégagent des vapeurs, des gaz délétères dans les salles où la ventilation est imparfaite.

L'achat des crachoirs et leur entretien représente certainement une dépense devant laquelle pourront hésiter aujourd'hui certains industriels, mais nous sommes fondés à croire que d'autres industriels consentiront à se l'imposer lorsqu'ils seront éclairés sur l'utilité de ce sacrifice et les bons effets qui doivent en résulter."

Après avoir pris connaissance du rapport de M. Mamy, que je regrette beaucoup de ne pouvoir donner en entier, le conseil de l'Association des Industriels de France en est arrivé aux conclusions suivantes :—

1° Appelle la sérieuse attention des industriels sur la nécessité de combattre énergiquement la propagation de la tuberculose parmi leur personnel d'ouvriers et d'employés ;

2° Les engage à substituer, toutes les fois qu'il sera possible, le nettoyage humide des ateliers au nettoyage à sec, et dans tous les cas, à faire effectuer autant que possible le balayage le soir, après le départ des ouvriers, plutôt que le matin avant leur entrée ;

3° Les engage aussi à éviter dans toute la mesure possible l'action nocive des poussières professionnelles, soit en aspirant ces poussières pour les recueillir ou les détruire, soit en faisant usage de masques respirateurs lorsque ce dernier moyen sera possible ;

4°. Leur conseille de faire dans leurs ateliers ou bureaux l'essai de crachoirs, en recommandant au personnel de se servir de ces appareils et de ne pas cracher sur le sol ;

5°. Leur conseille de faire à cet égard l'éducation du personnel en lui expliquant par des avis affichés et des instructions verbales l'intérêt considérable qui existe pour les ouvriers et leurs familles à ce que cette précaution hygiénique soit observée ;

6°. Leur conseille enfin d'appeler l'attention de leur personnel sur les dangers de l'alcoolisme et sur sa corrélation avec la tuberculose.

Edifices publics.

L'importance de la loi des édifices publics augmente de jour en jour et et dépasse de beaucoup les prévisions de ceux qui avaient élaboré cette partie de nos statuts et des règlements qui en découlent. Comme nous l'avons fait remarquer, au commencement de ce rapport, la loi telle qu'amendée comprend maintenant l'inspection des magasins de détail, ainsi que les édifices publics loués comme bureaux.

Ce surcroît de besogne et de responsabilités se fera sentir non seulement à Montréal, mais dans la plupart des villes telles que Sherbrooke, Trois-Rivières, Hull et St-Hyacinthe, etc., et nécessitera sans doute des frais de déplacement bien plus considérables que les années précédentes.

En dehors des inspections ordinaires dans nos couvents, nos maisons d'éducation, il a été présenté à notre bureau un grand nombre de requêtes demandant l'intervention d'un inspecteur dans le règlement de difficultés survenues entre les syndics de certaines églises en construction, ainsi qu'un bon nombre de demandes d'inspection d'églises qu'on se proposait de modifier.

Durant le courant de l'année, des rapports détaillés ont été faits à la demande des fabriques suivantes :—

Eglise de St-Urbain, premier rapport, octobre le 31 ; deuxième rapport, novembre 1901 ; troisième rapport 4 juin 1902.

Lachenaie, le 2 octobre 1901.

Ste-Julie de Verchères, le 12 août 1901.

Ste-Scholastique, le 10 juin 1902.

Eglise de Joliette, 19 novembre 1901.

Ascenseur du Palais de Justice, le 21 mars 1902.

Placés entre les conseils de fabrique d'un côté et les architectes et les constructeurs de l'autre, nous nous sommes efforcés, durant les contestations qui ont surgi, à apporter dans nos inspections et nos rapports un élément de conciliation, et dans un grand nombre de cas, notre intervention a été cause que des concessions mutuelles ont été faites, épargnant de cette manière aux intéressés de longs et coûteux procès.

Comme les tableaux annexés aux différents rapports de nos inspecteurs contiennent une statistique des accidents survenus durant l'année, ainsi que le nombre des chaudières inspectées, il est donc inutile d'insister sur ce chapitre.

Nous fondons de grandes espérances sur l'application de nos nouveaux règlements. En réunissant les différents règlements en une même brochure, on a rendu un service réel à tous les industriels de la province. Ils auront dorénavant toujours sous la main tout ce que les statuts contiennent au sujet de la réglementation des fabriques.

Voilà, Monsieur le Ministre, un court aperçu du fonctionnement de votre bureau des inspecteurs et les progrès réalisés durant le service écoulé.

Le tout bien humblement soumis,

LOUIS GUYON

Inspecteur en Chef E. I. et E. P

RAPPORT DE M. JAMES MITCHELL

Sur les inspections des établissements industriels et des édifices publics dans la division de Montréal,—section Est.

(Traduction.)

MONTREAL, 30 juin 1902.

L'HONORABLE LOMER GOUIN,

Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics.

Monsieur,

J'ai beaucoup de plaisir à témoigner, à l'exemple de plusieurs autres observateurs, que l'année qui vient de finir a été, au point de vue de l'industrie, une année d'activité sans précédent pour notre province et pour tout le pays. Plusieurs nouvelles manufactures et ateliers ont été construits et pourvus de machines et d'un matériel des plus perfectionnés, tandis qu'un bon nombre d'établissements similaires déjà en existence ont été agrandis et aménagés d'une manière plus moderne, de façon à pouvoir satisfaire à la demande toujours croissante de production. Cet esprit général d'entreprise et de développement sera sans doute mieux aperçu, senti et apprécié quand arriveront les temps difficiles, les temps de concurrence aiguë; en attendant, un nombre d'ouvriers bien plus considérable que par le passé trouvent de l'emploi, et ils paraissent assez satisfaits de la condition que leur a faite la Providence, non pas qu'ils soient moins ambitieux ou moins intelligents que les Américains ou les Européens, mais simplement parce qu'ils savent attendre. Dans quelques industries nouvelles les Canadiens se sont trouvés dans une position désavantageuse, obligés qu'ils étaient de se familiariser avec un travail particulier à un âge où il leur était impossible de devenir aussi capables que ceux qui ont commencé jeunes à s'y appliquer et qui ont acquis presque à leur insu l'habitude d'une confection habile et élégante. A conditions égales, il n'y a aucun doute que les habitants de cette Province peuvent rivaliser avec les meilleurs ouvriers des autres pays.

Nous sommes entrés dans une ère nouvelle, et sommes en possession d'un noble héritage: un pays de grandes ressources ne demandant qu'à être développé. Ne serions-nous pas deux fois sages de porter plus d'attention à l'éducation technique et pratique de notre population, afin d'être plus indépendants des étrangers dans le perfectionnement de nos industries.

Travail des enfants.

La prospérité générale du pays avec ses développements merveilleux en agriculture, en industrie et en commerce, éveille la reconnaissance de nos cœurs et nous remplit d'espérance pour l'avenir. Mais que faire pour les pauvres enfants, garçons de 12 ans et filles de 14 ans, qui doivent se lever à six heures

du matin pour déjeuner et être prêts à travailler à sept heures, puis peiner toute la journée jusqu'à six heures, à l'exception d'une seule heure pour le dîner ? Est-ce besoin réel ou pure avidité des parents qui est la cause de cet état de choses ? Il est bien vrai qu'il n'y a pas un grand nombre de travailleurs d'un âge aussi tendre, mais il en existe beaucoup trop, et il y en aurait encore davantage si les patrons voulaient les accepter ? On a suggéré l'idée d'élever le minimum d'âge d'admission fixé par le statut pour plusieurs raisons qui produiraient des fruits excellents spécialement au point de vue de la santé de l'enfant en contribuant à sa croissance, mais cela dépend des moyens des parents à pourvoir à leur subsistance, ce qui n'est pas toujours chose facile pour ceux qui ont de nombreuses familles et ne gagnent que de petits salaires.

Que faire pour le journalier ordinaire qui ne reçoit qu'environ une piastre et demie par jour ? Pourrait-il satisfaire aux besoins d'une grande famille s'il était privé du droit d'envoyer ses enfants travailler jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de quinze ans, tel qu'il a été suggéré par plusieurs ? Pas aussi bien dans tous les cas que dans l'état actuel des choses, et il ne faut pas oublier que les enfants qui sont employés dans les manufactures sont presque tous les fils et les filles de journaliers.

On a prétendu dans d'autres pays, chaque fois qu'il a été question d'élever le minimum d'âge des enfants, que les fabricants de tissus en souffriraient beaucoup, alléguant que les enfants admis au-delà d'un certain âge ne peuvent plus acquérir l'habileté nécessaire dans le maniement des machines employées à filer et à tordre le fil, telles que requises dans les fabriques de cotonnades, de soieries et de lainages. Il y a du vrai dans cela, mais cette difficulté pourrait être facilement surmontée si on pouvait faire disparaître d'autres obstacles plus sérieux. La question de l'éducation ne peut être écartée quand on étudie l'âge auquel un enfant peut travailler. Actuellement, il serait important d'insister à ce que les enfants acquièrent un degré d'éducation déterminé, mais il le serait deux fois plus si on élevait l'âge minimum d'admission au travail. Nos enfants sont naturellement bien doués, intelligents, mais plusieurs d'entre eux n'ont jamais eu l'avantage d'acquérir ces connaissances qui sont si essentielles à l'avancement et au progrès. Mon expérience me force à conclure que cette lacune a créée un sentiment d'inégalité sociale, même chez d'anciens associés qui sont dans le commerce. Cela ne devrait pas être et ne serait pas si les mêmes circonstances favorables étaient mises à la portée de tous.

Je n'ai pas reçu une seule plainte du dehors touchant l'emploi d'enfants n'ayant pas l'âge voulu. De fait, je suis convaincu que les patrons ou gérants des établissements industriels ne cherchent aucunement à éluder la loi sous ce rapport. Ils me disent que l'expérience a démontré qu'il n'est pas à leur avantage d'en employer n'ayant pas l'âge fixé par le statut, lequel est réellement trop bas. Je ne puis cependant recommander un changement pour le moment, pas avant qu'on ait pourvu aux moyens de faire instruire les enfants avant leur admission dans les manufactures. Serait-il sage de priver les parents des gages de leurs enfants pour deux ou même une année de plus que maintenant, sans aucune compensation ? On prétend que la croissance physique est compromise si on commence à travailler à un âge trop tendre, et cela est sans doute vrai jusqu'à un certain point, mais cette considération même est de nulle valeur si on la compare aux problèmes sociaux, à ceux de l'éducation et de l'alimentation qu'il faut avoir présents à l'esprit lorsqu'il s'agit de déterminer l'âge auquel les enfants peuvent être employés dans les fabriques.

Confection d'habillements par contrats.

Plusieurs désignent les établissements où se fait ce genre de travail sous le nom de "sweat shops" (ateliers domestiques) au sujet desquels j'ai fait un rapport complet l'année dernière. Cette industrie est d'une importance immense pour la grande masse de notre population et atteint un but que le tailleur ordinaire ne pourrait entreprendre; par ce moyen, des vêtements confortables sont fournis à bon marché à ceux qui ne peuvent les faire faire sur commande, leur permettant de se montrer sous des dehors de propreté et de respectabilité qui sont des marques de progrès à ne pas être dédaignées. Ce qu'il importe de s'enquérir, ce sont les conditions dans lesquelles se fait la confection des vêtements. Sous ce rapport, je suis heureux de rapporter progrès. Les heures de travail prescrites par la loi n'ont pas été excédées, que je sache. Ce dont on se plaint le plus est la malpropreté de ces ateliers et des ouvriers eux-mêmes. De fait, tout se réduit à une question d'hygiène. Il y a tendance, toutefois, à abandonner le travail à domicile pour celui des fabriques où une plus grande surveillance peut être exercée. En somme, je constate une amélioration, qui continuera sans doute à se faire sentir grâce à la vigilance de l'inspecteur.

Il existe une clause dans les lois de la Pensylvanie qui réglemente le travail et pourvoit à la sûreté des personnes employées à domicile ou occupées dans des ateliers où se confectionnent, en tout ou en partie, des vêtements ou autres articles de ce genre. Elle se lit comme suit :

"Qu'il soit décrété qu'aucune chambre ou appartement d'aucun logement ou habitation ne servira à confectionner des habits, des gilets, pantalons, culottes, chemises, bas, et nulle personne, société ou corporation n'engagera ou n'emploiera qui que ce soit à travailler dans une chambre, appartement d'aucun édifice ou partie d'aucun d'icelui, à la confection, en tout ou en partie, d'aucun des articles mentionnés dans cette clause, sans obtenir d'abord une permission écrite de l'inspecteur des manufactures, indiquant le nombre des personnes qui pourront y travailler et que le local peut accommoder. Cette permission ne pourra être accordée avant qu'une inspection des lieux ait été faite par l'inspecteur. Telle permission pourra être révoquée par l'inspecteur en aucun temps que pourrait l'exiger la salubrité publique ou la santé des personnes ainsi employées. Toute personne ou société qui accordera par contrat la confection d'aucuns des articles en question, devra, avant de passer tel contrat, exiger de l'autre partie contractante, la production de telle permission des inspecteurs des manufactures, et entrera par écrit dans un registre les noms et adresses de telles personnes à qui tel ouvrage est ainsi confié, tel registre pouvant être examiné, et un duplicata en devant être fait si l'inspecteur des manufactures le demande."

Heures de travail.

D'après ce que j'ai pu voir et les renseignements que j'ai obtenus je suis convaincu que les heures de travail dans les manufactures ne s'élèvent pas à une moyenne de plus de cinquante-sept par semaine. Quelques ouvriers travaillent de cinquante à cinquante-deux heures; un grand nombre de cinquante-quatre à cinquante-sept heures. Quelques-uns se prévalent de tous les avantages que la loi met à leur disposition, mais, dans la plupart des cas où des permis d'heures supplémentaires de travail ont été accordés, j'ai trouvé que la moyenne des journées ordinaires de travail était bien au-dessous de soixante heures par

semaine. Les demandes de permission de la part des manufacturiers de faire travailler des employés, filles et garçons âgés de moins de dix-huit ans, plus longtemps que soixante heures par semaines, ont été plus nombreuses que jamais à cause de l'activité qui continue de se manifester dans toutes les branches de l'industrie. La loi permet que dans certaines circonstances les heures de travail peuvent dépasser le nombre de douze pour une durée de six semaines, portant ainsi le nombre d'heures à 72 par semaine; mais il est rare qu'un chef d'établissement veuille tirer complètement partie de ces longues heures de travail, et j'ai à peine besoin d'ajouter que, dans l'exercice de ma discrétion, je prends tout le soin voulu pour prévenir tout abus de ce privilège.

Ventilation.

La question d'avoir de l'air pur, particulièrement dans les fabriques et endroits où les gens se rassemblent en grand nombre, est l'objet de notre meilleure attention. Plusieurs de nos grandes manufactures et de nos édifices publics modernes sont propres, bien chauffés, bien éclairés et aérés, mais plus d'un ancien édifice dont on fait maintenant usage pour d'autres fins que celles pour lesquelles il avait été construit, pourrait être amélioré. Des alentours mal-propres, une chaleur ou un froid excessif, une lumière défectueuse et de l'air impur, produisent des malaises physiques qui font que le travail est moins parfait et amènent aussi une décroissance dans la quantité des produits. Cependant, touchant cette question d'aération, je fais tous mes efforts, mais souvent en vain, pour induire les gérants ou patrons d'établissements à y donner une plus grande attention. Tel est le cas surtout en ce qui concerne les petites fabriques ou les pièces qui servent d'ateliers et où l'insuffisance de la chaleur est une cause de trouble et de misère. Les moyens artificiels pour purifier l'air dans les fabriques et ateliers ont été adoptés partout où cela était praticable, c'est-à-dire partout où l'on a pu employer la force motrice pour faire marcher des ventilateurs mécaniques. Par ce moyen toutes les particules de métal, de bois ou de cuir, aussi bien que la fumée et les gaz délétères sont rejetés au dehors en plein air, établissant ainsi un degré de confort et de salubrité que l'on ne pouvait pas obtenir autrefois.

Accidents.

Cent trente huit accidents ont été rapportés durant l'année. Jamais ce nombre n'avait encore été atteint, mais on l'explique en partie par le fait qu'un ou deux des grands établissements industriels, pour se conformer strictement à la loi, font rapport d'accidents qui n'ont pas un caractère bien sérieux. Ce n'est pas un défaut, car il arrive quelquefois que ce qui peut paraître d'abord bien léger, s'aggrave avec le temps, et, à la fin, devient très sérieux. Toutefois il y a eu plusieurs accidents bien malheureux, dont six ont été suivis de mort. Un de ces cas de mortalité est dû à l'explosion d'une roue d'émeri allant à une trop grande vitesse; une autre mortalité est due à la rupture d'une roue d'émeri, et a été causée par le fait que la victime plaça l'éprouvette "dont elle se servait pour affiner le fer qu'elle dégrossissait" sur la tablette ou support de la roue, et que la vibration, paraît-il, la fit glisser entre la roue tournante et le reste du mouvement, faisant éclater la roue en morceaux, un desquels le frappa mortellement. Un troisième a perdu la vie en essayant de monter dans un ascenseur en mouvement. Cet ascenseur était d'une construction dernier modèle et était en parfait

état. Le quatrième cas de mortalité a été causé à la suite de la rupture du câble d'un ascenseur. La cinquième victime a succombé à des brûlures, ayant imprudemment pénétré avec une lumière dans une chambre où l'on faisait usage de naphte, ce qui causa une explosion suivie d'incendie. La sixième personne est morte pour avoir aspiré du gaz de houille, la victime s'étant endormie sur les lieux sans la connaissance du propriétaire.

Il y a eu un grand nombre d'autres accidents qui ont nécessité des enquêtes et dont une liste est annexée au présent rapport, mais la plupart d'entre eux ne pouvaient être prévenus ou sont le résultat de l'imprudence des victimes elles-mêmes. Quelques-uns sont dus à la négligence d'autres ouvriers, mais aucun, que je sache, ne peut être attribué au défaut de protection. La prévention des accidents est le sujet de notre constante préoccupation et de notre surveillance, et il en sera toujours ainsi, non pas seulement à cause du but idéal, et peut-être de la loi, qui veulent que les ouvriers soient raisonnablement protégés contre leur propre négligence ou imprudence, mais aussi à un point de vue humanitaire ; la diminution des souffrances humaines, la commisération de l'homme pour l'homme.

On a déjà parlé des mesures de sûreté à prendre relativement à la transmission de la force motrice par les arbres de couche, les courroies, les engrenages, les poulies etc., et aussi touchant la protection des parties dangereuses d'un mécanisme en mouvement ; mais il y a encore d'autres causes de danger qu'il faut éclaircir et qui demandent de plus grandes explications. Je veux parler de l'électricité, des matières explosives et des explosions elles-mêmes, produites par les substances d'un usage ordinaire. Il y a quelques années les Communes d'Angleterre nommèrent un comité pour s'enquérir et faire rapport sur divers métiers en vue d'améliorer les conditions de travail de certaines industries. Ce comité signala dix métiers dangereux particuliers, dont l'un était la production de l'électricité. Le tout fut exposé sous cinq titres principaux, savoir : Remarques générales, Procédé, Dangers du travail, Recommandations, Méthode pour ramener à la vie après une mort apparente. Si on le juge nécessaire, je serai heureux de produire ce rapport complet comme appendice à celui-ci, de même que le discours prononcé par le professeur Charles-E. Munroe, de l'Université Colombienne, Washington, D.C., devant la Société de chimie américaine, dont il était le président, sur le sujet si intéressant appelé : "Explosions produites par des substances d'un usage ordinaire."

Echelles de sauvetage.

Je n'ai guère à ajouter à ce sujet à ce que contient déjà mon rapport de l'année dernière. La liste de 170 échelles de sauvetage que j'ai alors fournies a été augmentée et dans les manufactures et dans les édifices publics. Un incendie a éclaté au Grand Hôtel du Pacifique, sur la rue Notre-Dame, lequel aurait pu finir par un désastre par le fait que l'établissement était dépourvu d'échelles de sauvetage ; mais, heureusement, tous les occupants ont réussi à évacuer les lieux sans accidents. J'y avais fait poser une échelle de sauvetage quelques mois auparavant, mais, chose étrange, elle avait été depuis enlevée et cela hors de ma connaissance.

Des arrosoirs automatiques et des extincteurs chimiques ont été installés par plusieurs propriétaires, éloignant ainsi plus qu'auparavant les causes d'incendie, surtout pendant les heures de travail.

Inspections des Chaudières à vapeur.

J'ai reçu 188 certificats d'inspections de chaudières à vapeur dans ma division. Il n'y a eu aucune explosion ni accident d'aucun genre dans cette branche de l'industrie. Il y a lieu de s'attendre que le service d'inspection, en vertu des nouveaux règlements, donnera plus de satisfaction que par le passé.

Inspections.

L'inspection des édifices publics a été faite avec soin, et en stricte conformité du programme des années précédentes, de sorte que je n'ai rien de nouveau à noter qui pourrait intéresser. 581 manufactures et ateliers ont été visités durant l'année, surtout les fabriques de tissus et autres industries où l'on emploie un nombre considérable de garçons, de femmes et de jeunes filles. L'expérience a démontré la nécessité de ces inspections.

Ma visite est généralement bien accueillie, et je suis heureux de dire que, sous beaucoup de rapports, il y a amélioration tendant à augmenter le confort de ceux qui, par nécessité, sont enfermés depuis le matin jusqu'au soir.

Je n'ai pas de poursuite à rapporter.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

JAMES MITCHELL.

RAPPORT DE MADAME PROVENCHER.

MONTREAL, 30 juin 1902.

A l'honorable Ministre de la Colonisation et des
Travaux publics de la Province de Québec.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser le rapport suivant des inspections que j'ai faites dans les fabriques et ateliers de la partie est de Montréal, avec la liste de ces établissements et quelques remarques sur l'état de plus en plus satisfaisant des manufactures, ainsi que sur quelques abus et négligences qu'il est de mon devoir de faire cesser, dans la mesure du pouvoir qui m'en est donné par la loi.

Je dois encore cette année signaler quelques infractions quant à l'âge des jeunes filles, puisque j'ai dû en faire renvoyer dix-neuf; deux d'entre elles n'avaient pas même treize ans. Une autre n'avait atteint sa quatorzième année que depuis quelques jours et elle travaillait depuis plusieurs mois. J'en ai vu quatre, en outre, qui étaient de si petite taille et si frêles que je n'ai ajouté foi qu'à moitié à toutes les affirmations, et je les aurais renvoyées si leur travail n'avait pas été aussi facile.

La loi touchant les certificats semble encore ignorée en certains lieux; ailleurs elle est mise de côté avec la plus complète désinvolture. Une des enfants congédiées avait apporté son certificat; la date indiquée lui donnait tout juste treize ans; on l'avait engagée tout de même. Une autre me paraissant plus jeune que de droit, j'exigeai l'attestation de son père. Cinq jours après je retournai à la fabrique; l'enfant avait apporté le document, mais sans signature; le patron l'a demandée, la petite ouvrière n'a jamais reparu; je l'ai constaté à une troisième visite, deux semaines plus tard.

Nos courses sont ainsi souvent multipliées. J'en ai fait sept à la même fabrique pour faire exécuter des changements absolument commandés par l'hygiène, et pour obtenir un nettoyage complet dans un autre établissement j'ai fait cinq visites et j'ai écrit trois fois au gérant.

Somme toute, cependant, il n'y a pas souvent lieu de nous plaindre. Les patrons, en général, nous accueillent très bien. Quelques récalcitrants sont devenus beaucoup plus souples et reconnaissent volontiers l'utilité de notre inspection—pour leurs voisins. Tous s'accordent à dire qu'à l'époque où eux-mêmes étaient en apprentissage, le séjour des fabriques était bien pénible et que d'heureux changements sont dus aux nouvelles lois et aux inspections.

Je pense qu'il y a des bâtisses qui existaient déjà depuis longtemps alors que les patrons à cheveux gris d'aujourd'hui étaient encore des gamins. Que n'est-il possible de les faire démolir ou purifier par le feu? C'est laid, c'est sombre, c'est.

sale. Il s'en exhale des odeurs de vétusté, de poussière, provenant de toutes les substances et de tous les objets qui y ont été accumulés depuis leur construction, et le plus souvent elles ont servi d'habitation et n'ont été transformées en manufactures qu'après avoir subi bien des décadences et des vicissitudes. On dirait que les propriétaires et les locataires s'entendent pour les conserver toujours sans les améliorer jamais. Ainsi, pour éclairer un carré sur lequel ouvre un ascenseur,—danger constant,—il suffirait de remplacer la moitié supérieure d'une cloison pleine par des vitres. L'immeuble appartient à une riche succession. Le patron admet que cette obscurité est dangereuse, mais, dit-il, il est défendu aux ouvrières de s'approcher de l'ascenseur. La docilité des employés de fabriques n'est pourtant pas encore, que je sache, passée en proverbe, les accidents sont assez fréquents pour le prouver surabondamment. À ce confiant et à ses émules en naïveté, on peut citer, pour leur gouverne, la récente expérience d'un inspecteur américain qui, apercevant un rabot mécanique fonctionnant sans garde, en fit reproche au patron. Celui-ci lui affirma que la machine en était pourvue, mais que l'opérateur ne voulait pas s'en servir. C'était la vérité. "Croyez-vous, mon ami, dit alors l'inspecteur, que cette garde soit là pour votre protection, ou comme un simple ornement?" L'ouvrier, sans parler, leva sa main droite à laquelle il manquait trois doigts puis il montra sa main gauche dont le pouce et l'index étaient absents, et il répondit : "Eh bien, ce sont mes doigts ; je les ai perdus dans des machines semblables à celle-ci, mais cela ne regarde ni vous ni personne."

L'inspecteur lui donna tout juste cinq minutes pour remettre la garde, l'avertissant qu'en cas de résistance ou de récidive, il le ferait arrêter.

Non, un avis, même placardé, ne suffit pas toujours ; il faut, en bien des cas, que tout danger soit rendu impossible. Plusieurs jeunes filles n'ont-elles pas été scalpées par leur imprudence ? J'en vois encore cependant qui ne veulent pas attacher leurs cheveux, malgré toutes les recommandations des patrons et des inspectrices.

Pourquoi, d'un autre côté, est-il toléré que les ouvrières détachent leurs cheveux et se recoiffent près d'une machine ou d'un métier en mouvement ? Parce qu'elle choisit pour cela un moment où elle n'a rien à faire, ou parce que le métier peut fonctionner sans son aide. Si ces soins de toilette entraînaient une perte de temps, je crois pouvoir affirmer, sans faire un jugement téméraire, que cette mauvaise habitude ne se serait jamais introduite dans aucune fabrique ; mais on laisse faire quand la seule conséquence à redouter est un péril pour l'ouvrière, et, à nos observations, celle-ci répond comme tous les imprudents, avec beaucoup plus de présomption que d'esprit : "Il n'y a pas de danger."

Une jeune fille employée à couper du papier-carton s'imagina d'en jeter un morceau dans l'engrenage de sa machine ; puis, effrayée du résultat possible de son étourderie, elle essaya de le retirer, et ne réussit qu'à laisser trois doigts de sa main droite en la compagnie du carton. Le patron fit alors arranger la machine de manière à ce qu'il fut impossible à l'ouvrière d'en atteindre aucune autre partie que celle dont elle se servait pour son travail.

Une autre personne, engagée dans une buanderie, se brûla les mains en se servant à rebours d'un rouleau à repasser, c'est-à-dire en se plaçant à l'arrière de la machine. Ne fut-elle pas victime de sa propre imprudence ? Comme ceci se

passait pendant l'heure du repas du midi, la contremaîtresse n'était pas censée exercer sa surveillance. Le patron prit le parti de faire poser un filet protecteur à l'arrière comme à l'avant de ces rouleaux mécaniques.

Ces précautions ne ressemblent-elles pas aux barrières que l'on met au haut des escaliers pour empêcher les petits enfants d'y tomber ?

Il y a encore trop de boutiques dans des soubassements sombres ; elles ne peuvent être tolérées que si le nombre d'ouvrières est assez restreint pour qu'elles puissent toutes travailler près des fenêtres. Un tailleur a procuré aux siens une bien meilleure lumière en faisant poser des vitres spéciales. Un autre, dont l'atelier était quelque peu humide, a fait élever de plusieurs pouces la partie du plancher sur laquelle sont posées les tables et les machines à coudre, et il a consenti à plusieurs autres petites améliorations. Dans ce genre de boutiques les tuyaux de chauffage passent trop près de la tête des couturières ; quelques patrons ont su remédier à cet inconvénient. Un atelier, que je jugeais trop petit pour le nombre des ouvrières, ne pouvait pas être agrandi faute d'espace, mais on l'a entouré de demi-cloisons et un éventail électrique y a été posé. Quelques cas de chauffage insuffisant, de nettoyages désirables, de réparations urgentes, de précautions hygiéniques, de changements pour le confort du personnel, ont été réglés sans difficultés, les patrons faisant preuve d'intelligence et d'une bonne volonté qui est une compensation aux résistances que l'inspectrice rencontre parfois.

Quelques industriels se plaignent, et non sans raison, de leurs ouvrières, et sont même forcés de supprimer ce qu'ils avaient donné sans y être obligés par la loi. Les petites enquêtes faites à la suite de plaintes anonymes révèlent quelquefois des abus bien répréhensibles et des désobéissances tout à fait injustifiables aux règlements d'une fabrique.

Les vestiaires sont une grande amélioration qui doit être bien appréciée des ouvrières. D'après mes observations, je crois pouvoir dire que les deux tiers des établissements industriels de mon district en sont maintenant pourvus. Il est bien à désirer que, dans toutes les fabriques qui seront construites à l'avenir, on en installe, avec de l'eau courante, pour les soins de propreté. Ces travaux sont trop difficiles et trop coûteux quand il faut les faire après coup dans les anciennes bâtisses, et ils ne sont jamais exécutés d'une manière satisfaisante.

Quelques arrière-boutiques de modistes ne sont éclairées que par la salle d'étalage, mais à cela il n'y a guère remède si ce n'est de ne pas trop économiser la lumière artificielle par pitié pour les yeux des artistes en chapeaux.

La plupart des tailleurs, et surtout ceux qui ne font que l'ouvrage de commande, ont sensiblement amélioré leurs ateliers. Mais les grandes salles de confection laissent encore beaucoup à désirer. L'inspectrice est bien reçue ; les fils d'Israël surtout font de belles promesses et les tiennent même quelque temps, puis c'est à recommencer. Les retailles, la poussière, la cendre, le charbon et les vêtements finis ou à finir, ont tous droit à une place sur le plancher. Les escaliers sont sombres et sales ; on y sème une partie de ce que l'on destine à la voiture des vidangeurs ; les voisins se plaignent ; le propriétaire n'y va pas voir afin de rester étranger aux querelles ; l'inspectrice obtient qu'on éclaire un peu

mieux, le tailleur consent à balayer une fois, c'est-à-dire le jour ou le lendemain de l'inspection, pourvu qu'elle ne soit pas renouvelée trop souvent, car alors il démenage et celui qui lui succède agit absolument comme lui.

Si la propreté doit régner partout, ne devrait-elle pas être exquise dans tous les établissements où l'on prépare des produits alimentaires, de quelque nature qu'ils soient ? Il y a ici, sous ce rapport, beaucoup à louer, mais si peu qu'il y ait d'exceptions, ne sont-elles pas tout à fait condamnables ?

Une vieille maison, ayant longtemps servi de logement, dont les murs sont recouverts d'un papier plus ou moins sale et déchiré, est-elle convenable pour cette industrie ? Les microbes n'y deviennent-ils pas légion ?

Dans un autre immeuble la négligence est encore plus évidente. Rien qui ne soit noir dans cette bâtisse. L'entrée et le bureau peuvent satisfaire une certaine classe de clients, mais je me demande si les moins délicats continueraient à approvisionner là leurs magasins s'ils m'avaient suivie dans mon inspection. Les planchers et les escaliers sont couverts d'une couche si épaisse de sucre mêlé de poussière qu'ils en sont tout raboteux ; le vestiaire sans cloison des ouvrières est un coin de cave dont les murs sont aussi noirs que le sol ; ceux de la boutique où elles travaillent ont depuis longtemps perdu toutes traces de leur dernier blanchissage ; les araignées, que nul ne dérange, doivent filer paisiblement leurs toiles dans les angles du plafond, car il y a tant de poussière sur les poutres que je craignais à tout instant de le voir tomber avec toute sortes d'insectes sur les tables couvertes de sucreries en voie de fabrication. Sur l'allège d'une fenêtre entr'ouverte gisait un énorme morceau de beurre sans enveloppe et sans protection aucune, en compagnie de la vieille hachette servant à le couper et dont l'acier a de bonnes raisons pour ne plus briller au soleil. C'était absolument dégoûtant ; il n'y a que cette expression qui rende ce que l'on éprouve quand on songe que ce qui se fabrique dans de telles conditions est destiné surtout aux petits enfants. Les confiseries sont à si bon marché maintenant qu'elles ne peuvent pas être bien savoureuses, mais au moins qu'on les fasse proprement. On y laisse, paraît-il, autant de glucose que possible ; il se vend dans ce but, une et peut-être plusieurs préparations américaines. J'aime à croire qu'il a été prouvé chimiquement que ces drogues sont inoffensives, mais le sucre est une nourriture, et la glucose ne vaut rien.

Le monde entier a maintenant les yeux ouverts sur les dangers de propagation de la tuberculose ; la lutte qu'il faut lui faire est donc du ressort des inspectrices, puisque notre mission a surtout pour objet l'hygiène de l'atelier. L'Association des industriels de France engageait récemment tous les patrons à prendre diverses précautions ; je demande la permission d'en citer deux seulement :

1°. Substituer, toutes les fois qu'il sera possible, le nettoyage des ateliers et de toutes leurs dépendances au nettoyage à sec, et toujours faire le balayage le soir après le départ des ouvriers, jamais le matin avant leur entrée.

2°. Faire l'essai de crachoirs et l'éducation de leur personnel à ce sujet, leur recommandant de se servir de ces appareils et de ne pas cracher sur le sol.

J'ai déjà dit un mot de cela dans un de mes précédents rapports, après avoir appris d'un contremaître que l'une de ses ouvrières était phthisique et crachait sur

le plancher, le brave homme ne soupçonnant pas qu'on pût cracher ailleurs. J'ai constaté depuis que l'usage de crachoirs s'est introduit en beaucoup d'établissements, surtout dans les fabriques de tabac et de cigares, mais un avis placardé et une surveillance spéciale seraient nécessaires, au moins pendant un certain temps.

Notons, en passant, qu'en France, la loi défend expressément que les cabinets d'aisance soient en communication directe avec les ateliers. Lorsqu'il faudra faire exécuter un semblable règlement ici, il y aura bien des mises en demeure à signifier, mais ce sera un grand pas, en plus d'un sens, pour le bien de nos ouvrières; on m'en a fourni encore une preuve il y a quelques semaines.

Un autre patron m'a aussi bien encouragée à solliciter de tous une sortie ou des heures différentes d'arrivée et de départ pour le personnel des fabriques. Ses hommes sortent maintenant par la cour et ses ouvrières par la rue, un quart d'heure plus tôt, pour éviter ce qui offensait les jeunes filles.

L'amendement à notre loi qui exige des rampes à tous les escaliers était très désirable et sera probablement facile à faire exécuter. Celui qui oblige les marchands à mettre des sièges en nombre suffisant à la disposition de leurs demoiselles de comptoirs rencontrera peut-être un peu plus d'opposition. Espérons cependant qu'on ne se refusera pas à suivre en ceci l'exemple de l'Allemagne et de la France, qui ont fait cette loi sur l'avis de leurs sommités médicales.

Respectueusement soumis,

L.-D. PROVENCHER,

Inspectrice.

RAPPORT DE MADAME KING.

MONTREAL, le 1er juillet 1902.

L'honorable LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation et des
Travaux publics.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport sur l'inspection des établissements industriels dans mon district pendant l'année finissant le 30 juin 1902.

Pendant cette époque j'ai inspecté 435 établissements dont la liste, à laquelle j'ai ajouté quelques nouveaux établissements, est à peu près la même que celle que je vous ai envoyée précédemment. Plusieurs de ces établissements ont reçu deux ou trois visites; d'autres, je n'ai pas cru nécessaire de visiter plus d'une fois.

Le travail de l'inspectrice étant essentiellement le même d'année en année, il s'en suit que ses rapports ne peuvent briller ni par l'originalité des idées, ni par la variété du style. Ainsi, au risque d'être accusée de monotonie, je viens de nouveau vous faire part des améliorations et des changements qui se sont opérés dans mon district, et vous soumettre quelques suggestions dont la réalisation pourrait, suivant mon humble opinion, concourir à l'amélioration du sort de la classe ouvrière, sans nuire à l'intérêt des patrons.

De l'hygiène.

C'est toujours au point de vue de l'hygiène que je contribue le plus au bien-être des ouvrières et à la sécurité du public.

Dans les grandes fabriques où un système régulier de nettoyage existe, je n'ai eu, en général, que des louanges à faire aux patrons sur la manière dont leurs établissements étaient tenus.

J'ai aussi constaté une grande amélioration relativement à l'état des petits ateliers, surtout chez les tailleurs.

Pendant la première année de mon travail comme inspectrice, de 1896 à 1897, j'ai fait la remarque à plusieurs tailleurs que si le public connaissait l'état malpropre de leurs ateliers, ils n'auraient point de commandes. On me disait: "Des boutiques de tailleurs, ça ne se lave pas; on lave le magasin parce que ça paraît, mais en arrière ça ne paraît pas." Il n'a pas toujours été facile de persuader ces tailleurs qu'il était bon de nettoyer où "ça ne paraît pas," mais avec

du temps et de la persévérance, j'ai réussi à leur faire comprendre la nécessité de cette mesure hygiénique tant pour le bien de leurs employés que pour la sécurité du public. Certes, les messieurs devraient être bien reconnaissants envers le gouvernement d'avoir nommé des inspectrices qui s'occupent à faire nettoyer les ateliers où leurs habits sont confectionnés.

C'est un grand privilège pour l'inspectrice de faire du bien partout où elle passe, et d'ajouter souvent, par une seule visite, au confort et à la sécurité de centaines d'ouvriers et d'ouvrières. Les faits suivants en sont un exemple frappant :—

Au cours d'une tournée d'inspection, je suis entrée, cette année, dans une grande fabrique nouvellement installée dans mon district. Je m'attendais à y trouver tout en bon état, mais je m'étais trompée : point de chambre de toilette où les ouvrières pussent changer et déposer leurs vêtements, mais ceux-ci, accrochés aux murs de water-closets qui n'avaient aucun moyen de ventilation. Peut-on trouver un état de choses plus nuisible à la santé ? L'atelier était éclairé par un skylight qui n'avait point de ventilateurs ; les ouvrières n'avaient aucun moyen de faire chauffer de l'eau pour se faire une tasse de thé, le midi ; la bâtisse n'était point pourvue d'escalier de sauvetage, bien que les employés travaillassent au cinquième étage. Je laissai mes ordres au patron, qui, je dois le dire, était très bien disposé. Quand je retournai, un mois plus tard, je trouvai une bonne grande chambre de toilette à la disposition des ouvrières ; des water-closets bien aérés, des ventilateurs au skylight ; un poêle à gaz sur lequel étaient rangées plusieurs théières, et un escalier de sauvetage en voie de construction.

Voilà, Monsieur le Ministre, une visite parmi des centaines, qui prouve l'importance de l'inspection des établissements industriels.

De la sécurité.

Je suis heureuse de dire que les changements et les améliorations que j'ai ordonnés relativement à la sécurité ont été faits rapidement et de bonne grâce. En général, les patrons sont très désireux de prendre toutes les précautions nécessaires pour protéger la vie de leurs employés.

L'amélioration des moyens de sauvetage a été très satisfaisante cette année. D'après mes ordres, plusieurs industriels ont apporté de sérieuses modifications à leurs usines comme moyens de sauvetage pour la sécurité de leur personnel, les plus fréquemment réalisés étant un grand nombre d'escaliers en fer à même de desservir simultanément plusieurs issues à différents étages.

Quant aux moyens d'extinction, les compagnies d'assurance s'occupent si soigneusement de la chose que j'ai très peu à faire sous ce rapport.

Les puits des ascenseurs et des monte-charges étant une source constante de danger, j'ai insisté à ce qu'ils soient pourvus de portes automatiques, tel que le requiert la loi.

J'ai obtenu dans plusieurs établissements la protection des arbres de transmission, des roues d'engrenage, des ouvertures dans le plancher, ainsi que la réparation d'escaliers dangereux et sans rampes.

Eclairage.

J'ai constaté avec plaisir que la lumière électrique a remplacé le gaz dans plusieurs fabriques. Ceci diminue la chaleur dans les ateliers, tout en empêchant l'air de se viciar aussi rapidement. Cette démarche de la part des patrons est d'autant plus louable que la loi ne le requiert point. En général, les ateliers sont bien éclairés ; là où la lumière du soleil ne pénètre pas suffisamment, les ouvrières m'assurent qu'on ne les prive nullement de la lumière artificielle.

Bien que la loi soit très-explicite sur la question de l'éclairage, je trouve encore des passages et des water-closets non éclairés, et ceci, par raison d'économie, ou par négligence de la part des patrons. Sous ce rapport comme sous beaucoup d'autres, l'inspectrice ne peut cesser d'exercer une surveillance active sur les établissements dont elle a charge. Pour économiser quelques sous, certains patrons refusent à leurs employés les droits qui leur sont dus.

Des heures de travail.

En général les heures de travail sont bien observées. Je n'ai eu à accorder cette année qu'un permis pour travail supplémentaire. Dans quelques fabriques, les femmes et les enfants commencent leur travail à sept heures et demie, ou à huit heures du matin seulement. On leur accorde aussi quelques heures de congé le samedi après-midi. Les patrons de ces établissements m'ont assurée qu'ils obtiennent autant de travail de la part de leurs ouvrières en leur accordant ces heures faciles qu'en les faisant travailler soixante heures par semaine. Il serait à souhaiter que tous les patrons suivissent leur exemple.

Dans tous les cas, il me semble que la loi devrait être amendée de manière à interdire le travail des femmes et des enfants avant sept heures du matin.

Je connais certaines fabriques dont les patrons, afin d'accorder à leurs employés le samedi après-midi comme congé, commencent le travail à six heures et demie du matin. Ces heures de travail, me dit-on, sont accordées à la requête des employés mêmes, mais n'en sont-elles pas moins nuisibles à leur santé ?

Se rendre à la fabrique à six heures et demie du matin, cela signifie se lever à cinq heures pour ceux qui demeurent loin de la fabrique ; cela veut dire une longue marche au moment où le froid est le plus intense en hiver ; mais surtout, cela signifie un intervalle de six ou de sept heures entre un déjeuner pris à la hâte et un diner froid. N'est-ce pas pénible pour des femmes et des enfants ? N'obtiennent-ils pas leur congé au détriment de leur santé ?

Et pourtant, ne faut-il pas à la mère ouvrière une après-midi sur sept pour vaquer aux soins du ménage ? ne faut-il pas à la jeune fille quelques heures pour se récréer, à l'enfant quelques moments pour s'amuser et jouir de la lumière bienfaisante du soleil ?

Pourquoi les législateurs ne viendraient-ils pas en aide à la classe ouvrière en proclamant le samedi après-midi comme un congé légal, et ceci, sans permettre aux patrons d'augmenter les heures de travail pendant la semaine ?

Plaintes.

Quelques plaintes m'ont été faites, les unes anonymes, les autres de la part de particuliers. Dans chaque cas je me suis empressée de me rendre aux établissements indiqués et de redresser les griefs mentionnés.

De l'âge d'admission.

Je n'ai trouvé que cinq jeunes filles qui n'avaient pas l'âge requis par la loi.

Quant aux garçons, l'âge d'admission étant de douze ans, on n'est guère tenté de violer la loi à leur égard.

J'ai cependant eu raison de croire que les parents, anxieux de profiter du gain de leurs enfants, leur apprennent à falsifier leur âge et présentent de faux certificats aux patrons. Des filles qui me paraissent avoir tout au plus douze ou treize ans m'assurent qu'elles en ont quatorze ou quinze ; il en est de même des garçons. Si ces enfants disent la vérité, la petite stature et l'apparence chétive des enfants dans les fabriques est vraiment alarmante. Constamment je m'appitoie sur le sort de ces pauvres petits êtres auxquels on ne donne pas même le temps de croître et dont les épaules sont déjà courbées sous le fardeau de la vie. L'enfance opprimée, malheureuse, quoi de plus pitoyable ! Alors je me demande : Comment restituer à l'enfant ses droits et ses privilèges, le développement physique, intellectuel et moral ?

Sans prétendre pouvoir résoudre ce grand problème, il me semble qu'on pourrait améliorer le sort des enfants aujourd'hui, et celui des générations futures en élevant l'âge d'admission des garçons à quatorze ans.

Il faudrait alors encourager les parents en diminuant les charges de l'instruction afin que les enfants continuent à fréquenter l'école jusqu'à cet âge ; sinon un grand nombre de garçons de douze à quatorze ans se trouveraient désœuvrés. Ne pourrait-on pas aussi raccourcir la journée de travail pour les enfants ? Une journée de huit ou neuf heures serait mieux proportionnée à leurs forces, leur donnerait plus de temps pour se reposer, pour se récréer, pour respirer l'air pur du dehors, pour grandir sous les rayons vivifiants du soleil. Cela permettrait aussi à ceux qui désirent s'instruire de suivre plus avantageusement les écoles du soir.

De l'inspection des magasins.

En vertu de la loi qui place les magasins sous le contrôle des inspecteurs, j'ai visité plusieurs magasins dans mon district.

En général, on s'est empressé, d'après mes ordres, de placer des sièges derrière les comptoirs, pour les femmes. Là où on s'y est refusé, j'attends que les règlements à cet effet soient imprimés, car il faudra la loi en blanc et en noir pour contraindre les récalcitrants à s'y conformer.

Remarques.

Bien que ce ne soit pas ici le lieu de faire la guerre aux fumeurs, je désire cependant attirer votre attention sur le fait que l'usage du tabac parmi les jeunes garçons devient de plus en plus général. Dans une fabrique de cigares, j'ai interrogé individuellement une vingtaine de garçons de douze à quinze ans, et tous, à l'exception d'un seul, m'ont répondu qu'ils fumaient, et ils paraissaient même en être fiers. Je suis persuadée qu'il en est de même dans les autres fabriques de cigares.

Or, comme il est bien prouvé que l'usage du tabac retarde la croissance physique et le développement mental des enfants, cet état de choses est vraiment alarmant.

Beaucoup de parents, ignorant sans doute les effets pernicieux du tabac sur leurs enfants, les encouragent à fumer au lieu de le leur défendre. N'appartient-il pas au gouvernement alors de prendre des mesures rigoureuses pour empêcher la dégénérescence de la race ?

De la manière dont on reçoit l'inspectrice.

Comment vous reçoit-on dans les fabriques ? On me pose encore assez souvent cette question.

J'avoue que la tâche d'inspectrice à son début n'était pas des plus faciles. Appelée à commander au lieu d'obéir, l'inspectrice, en vertu même de cette prérogative, devait rencontrer beaucoup de difficultés sur sa route, car l'homme, que la femme mène si facilement à son insu, se révolte lorsqu'elle le commande ouvertement. Cependant, comme on s'habitue à tout, les patrons aujourd'hui sont très-bien disposés envers l'inspectrice et exécutent ses ordres avec beaucoup de bonne volonté.

Dans les nouvelles installations, cependant, je rencontre assez souvent les mêmes difficultés que je rencontrai la première année. On s'en prend quelquefois à l'inspectrice, parfois au gouvernement. "Le gouvernement va bientôt nous dicter ce qu'il nous faut manger pour déjeuner," s'écriait un jour un fabricant en fureur, et il ne cessait de fulminer contre nos législateurs. Heureusement, me suis-je dit, le gouvernement a le dos large et le coeur peu sensible, il ne saurait souffrir de ces quelques invectives.

Lorsqu'on me fait ainsi un accueil malveillant, je m'en console en me disant que les ouvrières ont d'autant plus besoin de mes visites. Quand on reçoit mal l'inspectrice, on ne traite guère mieux les ouvrières. Malgré ces quelques rencontres désagréables j'éprouve beaucoup de satisfaction dans l'accomplissement de mon devoir officiel.

C'est un grand privilège de faire du bien à ses semblables, et l'inspectrice, plus que qui que ce soit, en a l'opportunité.

Malheureusement, cette récompense morale ne suffit point aux exigences matérielles de la vie. Voilà pourquoi, Monsieur le Ministre, j'ose espérer que le gouvernement jugera bientôt à propos d'accorder aux inspectrices une rémunération plus en rapport avec les devoirs et les responsabilités de leur position.

Après avoir travaillé consciencieusement, et avec succès, à améliorer le sort des femmes et des enfants parmi la classe ouvrière, n'est-il pas naturel que je désire aussi améliorer le mien et celui de ma famille ?

Le tout respectueusement soumis,

LOUISA KING,

Inspectrice.

RAPPORT DU DOCTEUR STEVENSON.

(Traduction.)

COATICOOK, 30 juin 1902.

A l'honorable LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation et des Travaux publics,
Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport suivant des inspections que j'ai faites dans la division d'inspections des Cantons de l'Est durant l'année finissant le 30 juin 1902.

Etablissements industriels.

Une amélioration notable en vue d'augmenter le bien-être et la sûreté des ouvriers se fait décidément sentir dans l'aménagement et la ventilation des manufactures récemment construites. Je regrette d'avoir à rapporter, en plus grand nombre cette année qu'aucune des années précédentes la destruction par l'incendie de plusieurs établissements considérables dans ma division d'inspection ; il est agréable de constater, toutefois, que la plupart de ces établissements incendiés ont été reconstruits, chacun d'eux accusant un progrès sensible sur la construction précédente. On remarque également avec plaisir le nombre d'annexes qui ont été ajoutées à d'anciennes fabriques, afin de donner à celles-ci un aspect plus moderne et de les rendre plus avantageuses sous le rapport de la commodité et du confort. Ce perfectionnement est d'un bon augure pour l'avenir de l'industrie. Une certaine dépression dans le commerce se fait sentir de temps à autre ; mais je suis heureux d'ajouter que, dans le moment, rien n'indique sa venue prochaine. Presque tous les fabricants sont encouragés et pleins d'espérance. On porte beaucoup plus d'intérêt que par le passé aux lois et règlements relatifs aux établissements industriels. Quand je suis entré en fonction, bon nombre de manufacturiers ne connaissaient presque rien de la loi et ne paraissaient pas soucieux d'en être instruits. Maintenant on ne demande qu'à être renseigné, et la plupart des fabricants désirent se conformer à la loi dans son intégrité.

Age des enfants.

Cette question de l'âge des enfants employés dans les manufactures restera toujours, je le crains, une difficulté sérieuse à résoudre. L'âge de douze ans pour les garçons et de quatorze ans pour les filles, (excepté dans les industries considérées comme malsaines) est, dans mon opinion, un âge prématuré. Il me sem-

blera toujours que l'âge de quatorze ans pour les garçons et de seize ans pour les filles est tout à fait l'âge minimum auquel ils devraient être permis de travailler dans les manufactures. Il me fait plaisir de constater, cependant, qu'on ne rencontre cette classe de jeunes travailleurs que dans peu d'établissements, mais, malheureusement, ceux-ci emploient un grand nombre d'enfants. Qu'il est satisfaisant, en entrant dans une fabrique, de voir à l'ouvrage des ouvriers qui ont atteint l'âge voulu et qui sont capables de supporter les fatigues du labeur ; au contraire, je vous assure que c'est un spectacle affligeant d'apercevoir, en pénétrant dans un établissement, un grand nombre de jeunes enfants, dont la santé, il est facile de le constater, gagnerait tant s'ils étaient envoyés aux écoles ou si on les laissait se récréer en plein air.

Heures de travail.

Aucune plainte touchant les heures de travail n'a été portée à ma connaissance durant l'année. J'ai accordé des permis pour travail supplémentaire, nécessité par suite d'accidents survenus au mécanisme de fabriques, les commandes à remplir obligeant alors à un travail supplémentaire.

Edifices publics et écoles.

Les édifices publics et les écoles présentent quelques améliorations, mais je dois déclarer ici que le progrès est peu sensible. Le système de ventilation est généralement meilleur, et, en plusieurs endroits, les terrains ont été embellis par des pelouses et des massifs de fleurs. Ceci est bien ; mais si le département de l'instruction publique en cette province voulait nous aider pour tout ce qui concerne les écoles, on pourrait au moins finir par jouir, à très peu de frais, de tous les avantages hygiéniques si nécessaires pour la santé de nos enfants, qui ont à passer chaque jour de longues heures dans les écoles.

Escaliers de sauvetage.

Les propriétaires, sous ce rapport, ne donnent pas tous satisfaction, et je suis convaincu qu'il faudra procéder légalement contre plusieurs d'entre eux pour les forcer d'agir. D'autre part un certain nombre de propriétaires se sont montrés extrêmement soucieux d'assurer à leurs employés toute la sûreté désirable et voulaient non seulement construire des escaliers de sauvetage, mais les construire dans les conditions les plus améliorées, sans égard à la dépense. Voilà comment les choses devraient se faire.

Inspection des chaudières à vapeur.

Je puis dire qu'on rencontre moins de mauvaise volonté qu'autrefois, de la part des propriétaires, relativement à l'inspection des chaudières à vapeur. Ils semblent maintenant se rendre compte de l'avantage qui leur revient de faire subir à leurs chaudières à vapeur une inspection rigoureuse. Quoique cette branche du service ne soit pas encore organisée de manière à donner une statistique complète, j'ai confiance que, maintenant que notre estimé confrère M. Louis Guyon a été nommé chef du bureau des inspecteurs, nous verrons bientôt non seulement la branche des inspections mais toutes les autres branches du service fonctionner d'après un système méthodique régulier.

Accidents.

Je regrette d'avoir à rapporter trente et un accidents, dont neuf d'un caractère sérieux, vingt et un d'une nature légère, et un suivi de mort. Quant à ce dernier accident, je me permettrai de mentionner qu'il s'est produit à ou près Asbestos. La victime (Wm.-D. Gifford), un garçon de dix-sept ans, n'était pas un employé attitré, mais avait été engagé par la *Asbestos & Asbestic Co.* pour aider un de ses hommes à enlever les débris d'un vieil engin. Sur le chemin, le malheureux garçon (qui courait, à gauche, à côté des chevaux) trébucha et tomba, et se fit écraser la tête entre la terre et les lourdes pièces de fonte. La mort fut instantanée.

J'annexe à ce rapport une liste des établissements industriels visités, des accidents survenus et des inspections faites dans mon district pendant l'année.

J'ai l'honneur d'être,

Votre obéissant serviteur,

CHAS.-N. STEVENSON, M.D.,

Inspecteur.

RAPPORT DE M. P.-J. JOBIN.

QUÉBEC, 30 juin 1902.

A l'honorable LOMER GOVIN,
Ministre de la Colonisation et des Travaux publics,
Province de Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport annuel sur l'inspection des établissements industriels et des édifices publics dans la division d'inspection de Québec.

L'activité industrielle.

Plusieurs établissements industriels ont été ajoutés aux listes ; ce sont, pour la plupart, des moulins à pulpe et des moulins à scie. Et parmi les anciens établissements plusieurs ont été agrandis en ajoutant de nouvelles ailes aux bâtiments existants avec machineries nouvelles, l'installation desquelles démontre des améliorations marquantes sur les anciens systèmes. Dans la ville de Québec une dizaine d'établissements ont substitué le pouvoir électrique à la vapeur pendant l'année.

Plaintes.

Seize plaintes ont été reçues pendant le cours de l'année, et comprennent une variété de causes : la ventilation défectueuse, l'incompétence d'ingénieurs, le danger des chaudières non inspectées, portes barrées pendant l'occupation, closets sales, expulsion de poussière non efficace. Dans chaque cas, quand j'ai établi par visite et enquête que la plainte était fondée, les mesures nécessaires ont été prises pour faire disparaître la cause. Dans le cas d'expulsion de poussière, cinq de nos grandes manufactures ont installé pendant l'année des appareils nouveaux et modernes. Ce mal n'existe plus que dans nos petites manufactures de chaussures. Je suis heureux de pouvoir rapporter une amélioration marquée pendant l'année, relativement à l'expulsion de la poussière.

Emploi des enfants.

Je n'ai rencontré aucune difficulté dans la mise en force de la loi. Les patrons sont capables d'obtenir, sans infraction à la loi, tout le travail de ce genre dont ils ont besoin. Les établissements qui emploient le plus d'enfants (1),

(1) Le mot enfant mentionné s'applique à un enfant tel qu'interprété par le par. 7 de l'art. 3019 de l'Acte 57 Vict., chap. 30. Ici le mot "enfant" s'entend d'un garçon âgé de moins de quatorze ans.

proportionnellement, sont les manufactures de cigares, et les enfants qui y travaillent ont la mine plus malade et misérable si on les compare aux enfants employés dans les filatures ou dans les manufactures de chaussures. Ces dernières, règle générale, n'emploient que très peu d'enfants.

Travail supplémentaire.

Neuf permis pour travail supplémentaire ont été accordés ; mais, dans aucun cas, les ouvriers intéressés n'y ont fait objection. Dans deux cas où les patrons ont entrepris de faire travailler des heures supplémentaires sans avoir obtenu tel permis, l'inspecteur en a été immédiatement informé. Dans une de ces circonstances le temps supplémentaire était en compensation du temps perdu pour avoir assisté aux funérailles d'un collègue, et dans l'autre l'objection n'a pas été faite par les ouvriers intéressés.

Inspection des chaudières à vapeur.

L'inspection des chaudières à vapeur a continué d'être poussée activement, et absorbe toujours beaucoup le temps de l'inspecteur. Dans nos grands établissements, qui sont munis de bonnes chaudières bien soignées et contrôlées par des ingénieurs porteurs de certificats de compétence, aucun trouble n'est à craindre, car on accepte comme étant de nécessité absolue la vérification périodique de la condition des chaudières. Tous nos établissements ne sont pas dans ces conditions, car je trouve que ceux d'entre eux dont les chaudières demanderaient le plus la visite périodique d'un inspecteur compétent et dont les appareils sont sous leur contrôle personnel, ou celui des ouvriers dont les connaissances comme ingénieurs sont très limitées, sont précisément ceux-là même où l'on rencontre le plus d'opposition et qui deviennent une source de désagréments pour l'inspecteur. Je trouve que moins ils ont de connaissances dans le maniement et l'entretien de leurs appareils, plus ils s'opposent au paiement de l'honoraire ordinaire de cinq piastres à l'inspecteur de chaudières lors de sa visite annuelle. Il n'y a que deux comtés dans ma division d'inspection, les comtés de Gaspé et de Bonaventure, où ces visites annuelles ne sont pas faites, et la raison en est que les frais de voyages dépasseraient le montant qui pourrait être chargé pour les services d'inspection dans ces comtés. Il est impossible de trouver des inspecteurs disposés à donner leurs services à perte ou sans une rémunération équivalente. Le nombre de chaudières inspectées pendant l'année, est de 535, réparti parmi les inspecteurs comme suit :

Olaf-E. Granberg.....	181
Damase Morin.....	168
Robert McKay.....	65
Joseph-Arthur Samson.....	36
Joseph Samson.....	30
Achille Michaud.....	17
A.-L. Moulton.....	16
Nap. Samson.....	14
O. Lamothe.....	8

faisant, avec deux chaudières condamnées, un total de 537. Il y a aussi dix chaudières de beurreries que je sais avoir été inspectées, nonobstant l'absence de

rapports à cet effet. Quoique exemptés par règlement de telle inspection, les patrons ou gérants de ces établissements en reconnaissent la nécessité quand ils font volontairement inspecter leurs chaudières. Un tableau statistique détaillé (tableau B) est annexé au présent rapport.

Le 30 avril dernier (1902) la chaudière d'une scierie appartenant à M. Edouard Duperré a fait explosion ; le tout ayant sauté, l'écaille de la chaudière a été projetée à une distance de près de quatre (4) arpents. La chaudière était vieille, et le degré de pression alloué par l'inspecteur de chaudières, lors de la dernière inspection le 12 septembre 1901, n'était que de soixante (60) livres. J'ai raison de croire que cette pression a été grandement dépassée lors de l'explosion. Heureusement il n'y eut aucune perte de vie, mais le frère du propriétaire du moulin, un nommé Adélard Duperré, âgé de 31 ans, a perdu la jambe droite au bas du genou, ayant été frappé par des morceaux de fer projetés. Il était l'homme en charge de la chaudière quand l'explosion est arrivée.

Accidents.

Le nombre d'accidents rapportés pendant l'année est de quarante, dont cinq ont été suivis de mort. Deux ont été d'une nature légère. Parmi les trente-trois qui restent, il y a un cas de la perte du bras droit, deux cas de la perte de la main droite, un de la main gauche et quatorze cas de la perte de doigts. Sans entrer dans plus de détails au sujet des causes et de la gravité des blessures reçues, je désire ajouter que, d'après les enquêtes faites, je suis arrivé à la conclusion que la grande majorité de ces accidents est inhérente au travail et qu'ils se produisent en proportion de la vitesse des machineries et du maniement rapide de l'ouvrage. Ce surcroît de danger pourrait être diminué, et de fait il l'est en bien des cas, par le moyen d'appareils protecteurs. Cela me porte à féliciter cordialement le directeur général du bureau d'inspection, M. Louis Guyon, pour la collection de ces appareils exhibée à Montréal dans le mois de septembre 1901, sous les auspices de l'honorable ministre de la Colonisation et des Travaux publics. S'il était possible de vulgariser la connaissance de ces appareils, de façon à la rendre familière aux propriétaires et aux mécaniciens en chef des manufactures, je suis convaincu que le nombre des accidents diminuerait considérablement.

Autre observation. Le système d'assurance contre les accidents devrait être beaucoup plus étendu qu'à présent, et cela dans l'intérêt du patron et de l'employé. Je dit dans l'intérêt du patron, car cela ferait disparaître les procès dispendieux et vexatoires pour dommages en cas d'accidents ; et dans l'intérêt de l'employé en lui venant en aide lorsqu'il est rendu partiellement ou totalement incapable de travailler, ou, dans le cas de décès, en venant en aide à sa famille. Les obstacles qui se présentent dans la réalisation de ce projet sont de savoir qui devra supporter les frais de telle assurance. Les employés s'y opposent, car ces frais pour eux veulent dire un pourcentage de leurs gages et une réduction d'autant dans leurs moyens de subsistance ; les patrons s'y refusent, parce que ces frais seraient une augmentation dans les dépenses de production ; or cette augmentation dans un temps de vente à concurrence, équivaldrait à une réduction de profits.

Edifices publics.

Les architectes semblent ignorer les dispositions de la loi, mais plus particulièrement le paragraphe 3 de l'article 2976 de l'acte 57 Vict., chap. 29, qui dit: "La construction d'un nouvel édifice doit être faite de façon à écarter, dès l'origine, les défauts auxquels il serait très difficile de remédier plus tard, et, dans ce but, des plans d'architecte doivent être préalablement soumis à l'inspecteur." Tout étrange que cette prescription puisse paraître à des hommes de l'art portés à considérer leurs travaux comme parfaitement adaptés aux fins en vue, elle n'en est pas moins nécessaire. Dans le cas de deux nouveaux édifices érigés à Québec pendant l'année, les portes de sortie principales étaient destinées à ouvrir à l'intérieur; elles ont dû être changées (conformément au règlement No 7, sous l'autorité de l'acte 57 Vict., chap. 29, art. 2987) afin d'ouvrir dans le sens de la sortie.

J'ai fait pendant l'année 498 visites; j'ai assisté à l'exposition des appareils de prévention d'accidents, tenue à Montréal sous les auspices de l'honorable ministre de la Colonisation et des Travaux publics, pendant la semaine commençant le 23 septembre 1901, et j'ai été présent comme témoin dans plusieurs causes pour dommages causés par accidents.

Le tout respectueusement soumis,

P.-J. JOBIN,

Inspecteur.

VI.

LES PROPRIÉTÉS DU GOUVERNEMENT DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION ET DES TRAVAUX PUBLICS.

QUÉBEC, 30 juin 1902.

L'HONORABLE LOMER GOUIN,
Ministre de la Colonisation et des
Travaux Publics, P.Q.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous soumettre aujourd'hui la dernière partie de l'étude sur les propriétés du gouvernement de Québec commencée dans le rapport général du commissaire des Travaux Publics pour l'année finissant le 30 juin 1896, et continuée dans chacun des rapports annuels subséquents.

Plusieurs des titres (actes d'achat, etc.) dont on a pu lire ou dont on lira le texte n'ont été trouvés qu'après de longues recherches. D'autres, en très petit nombre, manquent absolument, mais ont été remplacés par des indications qui établissent suffisamment les droits du gouvernement et pourront être consultées avec avantage.

L'utilité de la publication achevée aujourd'hui a été démontrée à plusieurs reprises, depuis qu'elle a été commencée, et plus d'un bureau public a déjà fait profit de cette publication.

Il a été suggéré de réunir en un volume unique, avec plans et photographies, les pièces ainsi publiées dans les rapports généraux de 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901 et 1902. Cette réédition amènerait nécessairement des perfectionnements dans les annotations et l'adoption d'une méthode bien déterminée dans la classification des matières, selon la destination et la situation (par districts) de chaque propriété. Une table analytique permettrait de consulter le volume avec rapidité et sans perte de temps. Il faudrait aussi ajouter plusieurs plans à ceux qui ont déjà été publiés pour faire une œuvre complète.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Ministre,

Votre obéissant serviteur,

ERNEST GAGNON,

Secrétaire.

L'ÉCOLE DES ARTS ET MÉTIERS À QUÉBEC.

L'école des arts et métiers, à Québec, a été construite sur un terrain donné au conseil des arts et manufactures par l'honorable James-Gibb Ross, sénateur, par contrat passé devant M^{re} J.-A. Charlebois, notaire, le 25 août 1884.

Le ministre des Travaux Publics, "agissant comme fidéi commissaire pour le conseil des arts et manufactures", reçut cette donation et confia l'érection de l'école à M. Ferdinand de Varennes, constructeur, par contrat portant la date du 25 septembre 1884. (Charlebois, notaire.) Les plans et devis de l'édifice avaient été préparés par M. J.-F. Peachy, architecte.

(Voir dossiers 2687 de 1884 et 1877 de 88-89.)

TITRE DU TERRAIN.

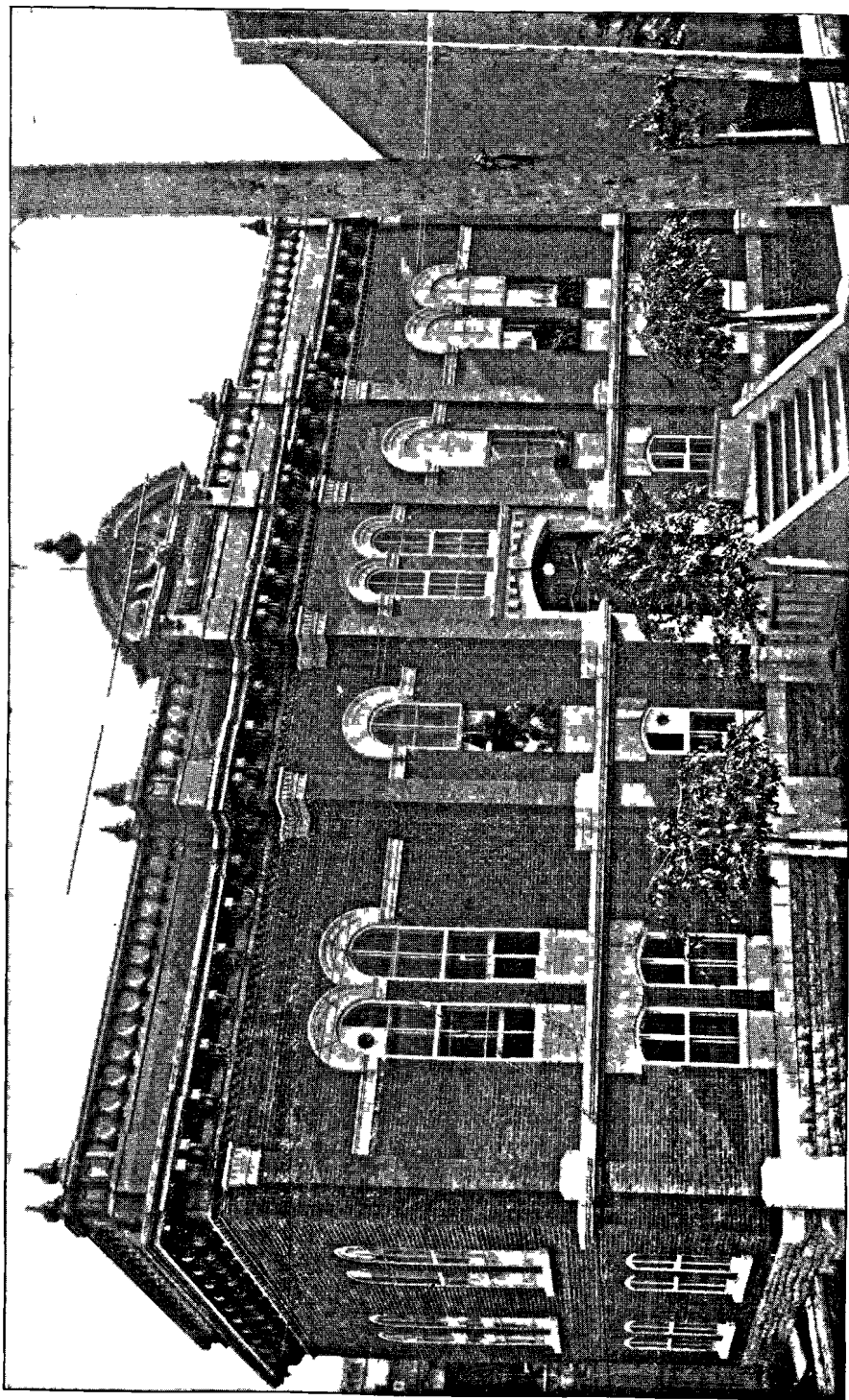
(Traduction.)

Ce vingtième jour du mois d'août de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatre.

Pardevant J.-A. Charlebois, notaire public soussigné, dûment commissionné et assermenté pour pratiquer dans cette partie de la Puissance du Canada appelée Province de Québec,

A comparu personnellement l'honorable James-Gibb Ross, de la cité de Québec, marchand et membre du Sénat du Canada, qui, désirant encourager ceux qui se destinent à l'industrie et aux arts mécaniques, de même que ceux qui se proposent de se livrer aux travaux industriels et de mécanique ou qui sont déjà engagés dans ces travaux, en contribuant à l'érection d'une bâtisse pour servir d'école d'art et de dessin, a donné, accordé et confirmé, et par ces présentes donne, accorde et confirme par donation entrevifs, à l'honorable Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics de la Province de Québec, agissant comme fidéi-commissaire pour le Conseil des Arts et Manufactures de la Province de Québec, corps politique dûment incorporé par l'Acte de la Législature de Québec, 36 Victoria, ch. 7, le dit Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics représenté par son député, Siméon Lesage, écuyer, de la cité de Québec, assistant-commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, ici présent et acceptant pour et au nom du dit Commissaire, tout ce terrain situé dans le quartier Montcalm, dans la cité de Québec, borné en front par la rue Saint-Joachim, mesurant environ cent quatorze pieds et six pouces de front sur cent quatorze pieds et trois pouces de profondeur plus ou moins, tel que décrit sur le plan officiel et le livre de renvoi du cadastre du quartier Montcalm et portant le lot numéro quatre mille soixante-douze (4072), ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes les bâtisses, matériaux, circonstances et dépendances sans exception.

Le dit terrain appartenant au dit donateur pour l'avoir aquis du shérif du district de Québec en vertu de titres bons et valides, qui pourront être produits lorsque requis, le dit terrain étant déclaré libre de toutes hypothèques ou charges quelconques.



School of Arts and Manufactures, St. Joachim Street, Quebec.

La présente donation est ainsi faite à la condition expresse que le dit terrain servira à l'érection d'une école d'Art et de Dessin sous la direction du Conseil provincial des Arts et Manufactures.

Ainsi fait et passé, dans la cité de Québec, à la résidence de John Ross, écuyer, sous le numéro trois mille deux cent trente-six.

En foi dequoi les parties aux présentes ont signé avec et en présence du notaire soussigné.

(Signé)	JAS.-G. ROSS,
"	S. LESAGE,
	Asst.-Commissaire de
	l'Agriculture.
"	J.-A. CHARLEBOIS, N.P.

Vraie copie.

(Signé) J.-A. CHARLEBOIS, N.P.

Enregistré au bureau d'enregistrement de Québec, le 23 août 1884.

L'ÉCOLE NORMALE JACQUES-CARTIER, A MONTRÉAL.

L'ANCIENNE ÉCOLE.

L'école normale Jacques-Cartier, inaugurée le 3 mars 1857, fut d'abord installée dans l'édifice appelé "Château Ramezay," à Montréal. Nous reproduisons ici une intéressante notice de M. l'abbé H.-A. Verreau, premier principal de l'école, sur ce bâtiment historique.

I

"Le Vieux Château fut construit par Claude de Ramezay, Ecuyer, seigneur de la Gesse, de Boisfleurent et de Monnoir, chevalier de l'ordre militaire de St-Louis, ancien gouverneur des Trois-Rivières, gouverneur de Montréal, père de J. Bte-Nicolas Roch de Ramezay, qui signa la capitulation de Québec. A cette époque les gouverneurs étaient obligés de pourvoir à leur logement qui devait répondre à l'importance de la charge dont le roi les honorait, c'est-à-dire, qu'il leur fallait encore ajouter cette lourde dépense à tant d'autres auxquelles leur faible traitement ne pouvait suffire. C'est ainsi que MM. de Maisonneuve, de Callières, et Vaudreuil eurent chacun leur maison dont on montre encore les restes. M. de Ramezay, qui avait été nommé gouverneur de Montréal en 1703, acquit vers 1704 le terrain où il dut commencer aussitôt à élever sa demeure, dont il faut placer la construction entre cette époque et celle de 1723 où elle se trouve indiquée sur un plan de Montréal en la possession des Messieurs de St-Sulpice. Ce château, dans une ville dont 'les habitants, dit Charlevoix, étaient fort convaincus que leur valeur valait mieux que toute fortification,' n'avait ni tourelles, ni donjon, ni créneaux, ni meurtrières. Les fossés étaient remplacés par un jardin spacieux où devaient s'épanouir et briller les fleurs et les fruits de la mère-patrie. On y consola un jour bien des infortunes. La charité et le dévouement que les demoiselles de Ramezay déployèrent pendant la peste de 1721, font voir quel esprit animait les membres de cette noble maison. Le châtelain canadien pouvait alors servir de modèle à celui du vieux monde.

"La vie d'un gouverneur de Montréal n'était pas une vie de loisirs et d'amusements, surtout à certaines époques. La guerre, les négociations, le commerce avec les sauvages en occupaient la plus grande partie. Il était la sentinelle avancée dont l'œil vigilant devait savoir distinguer le moindre danger, profiter de la première occasion favorable. Cependant la tranquillité se faisait quelque fois, la paix revenait, comme après le traité d'Utrecht; alors il pouvait jouir davantage de la société de ses amis et de ses compagnons d'armes.

"M. de Ramezay s'était établi dans un quartier qui pouvait passer pour le St-Germain de Montréal. L'hôtel du baron de Longueuil, le château du marquis de Vaudreuil, la résidence de MM. de Contrecoeur, d'Eschambault et de Madame de Portneuf, veuve, je pense, du baron de Bécancour, se trouvaient dans l'espace compris aujourd'hui depuis la pieuse et modeste chapelle de Bonsecours jusqu'à ces arbres, deux et trois fois séculaires, que l'on voit encore sur l'ancien terrain des Jésuites près du palais de justice et dont les branches inclinées vers le sol semblent regretter le silence et la prière de leurs anciens maîtres.

"Le site est magnifique: du haut de la colline que dominait le château, le regard plongeait en arrière sur la plaine encore boisée, où les chasseurs—tout le

monde l'était à cette époque—poursuivaient un gibier abondant, où plus tard d'autres chasseurs, Amherst et Murray, devaient s'avancer pour environner et saisir leur trop facile proie.

“Du côté du fleuve, il y avait bien alors comme aujourd'hui cette verdure lointaine, ces eaux azurées qui semblent ne pouvoir finir, cet aspect riant, ces vues agréables inspirant une gaieté dont tout le monde se ressentait au temps de Charlevoix. Mais je parie que du haut de son balcon, M. de Ramezay cherchait plutôt de l'œil les rares barques attachées au rivage, les vaisseaux du roi, quand ils se hasardaient jusqu'à Montréal, apportant deux fois l'année les nouvelles de l'ancien monde, l'amitié des parents, les souvenirs des amis, l'encouragement et les récompenses du grand roi, quelque fois aussi ses plaintes et ses réprimandes. Avec bien plus d'anxiété que n'en ont jamais produit l'Indien et l'Anglo-Saxon, il épiait l'arrivée des flottilles du temps : la perte d'un seul canot d'écorce ruinait souvent plus de personnes que le naufrage de la *Clyde* ou du *Canadian*. Si parfois Mme de Ramezay entendait le chant du matelot ou le cri du sauvage, son cœur maternel devait se serrer de douleur en pensant aux dangers que couraient ses deux fils, l'un dans les combats, l'autre au milieu des tempêtes.

“Le titre qui est en tête de cet article (Le Château Ramezay) m'avertit de rechercher seulement les souvenirs qui se rattachent à cette maison. Je ne dois donc mentionner la longue administration de M. de Ramezay, preuve de la confiance qu'on avait en lui, que pour rappeler qu'elle lui permit de réunir à différentes époques les officiers les plus distingués et les personnages les plus importants de toute la colonie, car les expéditions pour les pays d'en haut, les conseils de guerre, les conférences avec les sauvages, les foires annuelles attiraient à Montréal non seulement le gouverneur-général, l'intendant et leur suite, mais encore une foule considérable des différentes classes de la société.

“A la mort de M. de Ramezay, en 1724, le château demeura la propriété de sa famille qui le garda jusqu'en 1745. A cette époque il n'était plus habité que par J. B. Roch Nicolas de Ramezay et son épouse, Louise Godefroy de Tonnancour. M. de la Gesse, son frère, s'était noyé dans le déplorable naufrage du Chamcau ; de ses quatre sœurs, deux s'étaient retirées dans la rue St-Paul, une avait épousé Monsieur de Chapt, Ecuyer, sieur de la Corne, l'ainé, capitaine d'infanterie, l'autre Henri Deschamps, Ecuyer, sieur de Boishébert, seigneur de la Bouteillerie, aussi capitaine. Tous ces héritiers, séduits par des offres avantageuses, pressés aussi, je crois, par les réclamations de MM. de Courcy et Ruette d'Auteuil, consentirent à céder la demeure paternelle à la compagnie des Indes pour une somme qui était très-considérable à cette époque.

“La compagnie des Indes, obligée de soutenir la lutte où l'engageait le commerce des colonies voisines avec les tribus indiennes, voulait établir un entrepôt plus important que ceux qu'elle avait eus jusqu'alors à Montréal. Le château devint donc un magasin ; les salles furent converties en comptoir où vinrent s'entasser les étoffes, les épiceries et les liqueurs ; les voutes reçurent les peleries apportées par les sauvages des différentes nations.

II

“Puis arriva l'époque mémorable qui changea tant de choses. Quoique la compagnie des Indes eût cessé d'exister vers 1750, la maison portait encore son nom au moment de la conquête. Elle fut alors achetée par M. Grant et passa

ensuite entre les mains du gouvernement. Les gouverneurs de Montréal en firent leur demeure officielle, sinon privée, et lui donnèrent le titre d'hôtel du gouvernement qui semblait rappeler son ancienne destination.

“ On voit par un ordre général du 29 avril 1762, que les troupes et les citoyens durent se réunir devant l'hôtel du gouvernement pour se rendre processionnellement, tambour en tête, sur la place d'armes, où l'on devait proclamer la guerre contre l'Espagne.

“ La même cérémonie eut lieu en 1763, au mois de juillet, pour annoncer la paix.

“ Pendant l'invasion de 1775, les Américains se croyant obligés de remplacer les Anglais partout, le brigadier général Wooster vint loger à l'hôtel du gouvernement. Il essaya d'en faire le centre des réunions des amis du congrès et parfois aussi une espèce de cour martiale. Un jour il fait arrêter un citoyen respectable, le capitaine Foretier, dont il soupçonnait les sympathies pour les Anglais, et se le fait amener à l'hôtel. Foretier attend deux heures dans une salle, craignant à chaque instant d'être jeté dans un cachot ou de se voir conduire à la frontière. Enfin Wooster paraît au milieu de 12 à 15 officiers, et s'étant assis avec un air imposant: “ M. Foretier, lui fit-il dire en français par l'ancien marchand Price, M. Foretier, vous passerez mal votre temps si nous parvenons à avoir la moindre trace de votre trahison: prenez garde à vous.” Puis se levant et lui donnant la main: “ Je vous recommanderai au colonel de Haas qui loge chez vous et je lui enjoindrai d'avoir l'œil sur votre conduite. Allez Monsieur; mais prenez-garde à vous.” M. Foretier s'empessa d'aller rejoindre sa famille en pleurs, qui pensait ne plus le revoir.*

“ Au printemps de 1776, Arnold, qui était encore dans tout sa gloire, vint remplacer Wooster et se reposer de ses inutiles efforts contre Québec.

“ Si nous mentionnons comme une circonstance intéressante le séjour de Benedict Arnold dans ces murs, c'est surtout afin de rappeler que l'illustre Franklin, les deux Carroll, M. Chase vinrent plus d'une fois, sans doute, se concerter avec lui sur les moyens de gagner les Canadiens à la cause américaine. Peut-être que dans l'appartement où j'écris en ce moment, Carroll s'assit à la même place que Charlevoix en 1721: Franklin s'appuya sur le marbre de cette cheminée quand il montrait à ses compagnons l'inutilité de leurs tentatives. C'est ici qu'Arnold, apprenant l'arrivée de la flotte anglaise à Québec, et la retraite du général Thomas, tint son dernier conseil où il fut décidé qu'on évacuerait Montréal. Ce qu'on fit; mais un peu à la manière des barbares, en pillant et en mettant le feu.

III

“ A la suite de ces événements, il devient plus facile de suivre la transformation de l'hôtel du gouvernement. Vers 1784, il fut restauré par le baron St-Léger qui l'habita quelque temps.

“ Depuis, les gouverneurs n'y firent que de courts séjours dans leurs visites à Montréal, jusqu'au moment où cette ville devint la capitale de la province.

* Manuscrit inédit du Commandeur Viger.

“ Pendant les sessions orageuses de 1844 à 1849, il fut le siège des délibérations des deux ministères qui se sont succédés dans cette période importante de notre histoire parlementaire. L'administrateur sir J. Colborne et lord Sydenham y tinrent les séances du conseil spécial de 1838 à 1841. Lord Metcalfe et lord Elgin y ont tenu leurs conseils ; et ce fut dans la salle qui est actuellement le bureau de Surintendant de l'Instruction Publique, que ce dernier gouverneur reçut l'adresse des deux chambres après l'incendie du parlement. Il entra dans cette salle tenant à la main une énorme pierre que la populace ameutée lui avait lancée par-dessus les haies de soldats qui gardaient son passage et l'escorte de cavalerie qui l'entourait. Pendant plusieurs jours M. LaFontaine et ses collègues furent bloqués dans l'hôtel du gouvernement par les mutins qui encombraient les avenues.

“ Ce fut dans cette même période que l'on construisit pour les bureaux publics l'aile où se trouvent les classes de l'école normale et de l'école-modèle. Le bureau de l'éducation fut pendant quelque temps dans une des voûtes qui servent actuellement de réfectoire. Il fut de là transporté dans le vieil édifice contigu à l'hôtel du gouvernement où étaient les bureaux du receveur-général. Le département prit possession du vieux château vers la fin du mois de décembre 1856.

“ Dans l'intervalle qui s'écoula depuis l'automne de 1849 à l'automne de 1856, l'hôtel du gouvernement et l'aile qui s'étend dans la cour furent occupés comme palais de justice, tandis que s'élevait le remarquable édifice qui fait maintenant tant d'honneur à Montréal. La salle où se trouvait la bibliothèque du barreau contient maintenant celle du département de l'instruction publique, qui doit à la libéralité de Messieurs les avocats une partie de son mobilier.

“ Outre les gouverneurs et les militaires de renom qui ont demeuré dans cet édifice ou qui en ont fait le lieu de leurs travaux, nous devons encore citer sir Dominick Daly, qui fut si longtemps secrétaire provincial et est maintenant gouverneur de l'île du Prince-Edouard, M. Higginson, secrétaire de lord Metcalfe, maintenant gouverneur de *Mauritius*, l'ancienne *Ile de France*, cédée comme le Canada à l'Angleterre, et où Bernardin de St-Pierre a placé le site de son chef-d'œuvre, *Paul et Virginie*, et l'honorable Francis Hinks, longtemps inspecteur-général du Canada et maintenant gouverneur des Barbades.

“ Telle est une rapide esquisse des métamorphoses qu'a subies le *vieux château de Montréal*, sans vouloir en rien présager celle que l'avenir lui destine peut être. *Habent sua fata . . . monumenta.*

HOSPICE VERREAU.”

Le Château Ramezay (ancienne école normale Jacques-Cartier) a été vendu par le gouvernement de la province de Québec à la cité de Montréal, par acte passé devant L.-N. Dumouchel, notaire, le 5 mars 1895.

La ville de Montréal loue le Château Ramezay (au prix nominal de une piastre par an) à la Société des Antiquaires et des Numismates dont l'honorable juge George Baby est le président. La Société y a installé un musée des plus intéressants.

LA NOUVELLE ÉCOLE.

L'édifice actuel de l'école normale Jacques-Cartier a été érigé sur la ferme Logan (aujourd'hui le parc LaFontaine) entre les années 1876 et 1880. Le coût total du terrain, de l'édifice et de ses dépendances, ainsi que de l'ameublement de l'école, s'éleva à la somme de \$140,056.11, répartie de la manière suivante :

Coût du terrain.....	\$ 18,000.00
Coût de l'édifice, appareils de chauffage et d'éclairage compris.....	102,060.02
Coût de l'ameublement primitif.....	18,288.79
Coût des clôtures.....	1,707.30
Total.....	\$ 140,056.11

Les classes furent ouvertes dans la nouvelle école immédiatement après les vacances de 1879 ; mais le bâtiment, avec tous ses accessoires, ne fut complètement terminé qu'en 1882.

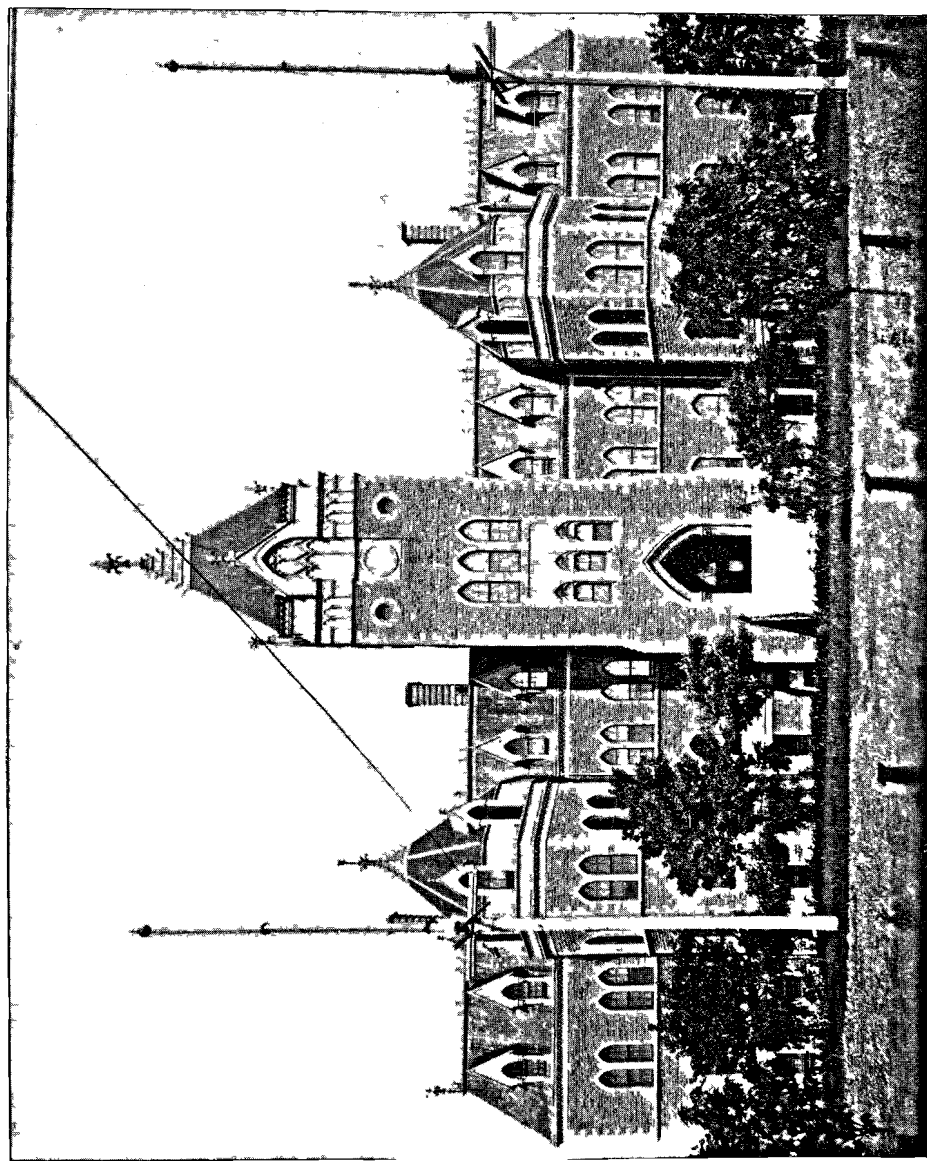
La nature du terrain sur lequel l'édifice de l'école normale Jacques-Cartier a été érigé, aurait nécessité des travaux d'excavations très considérables pour asseoir la maçonnerie sur le roc solide, qui, en cet endroit, se trouve à une grande profondeur. Afin d'éviter des frais que l'on trouvait excessifs, on a cru devoir établir cette maçonnerie sur pilotis. Ce dernier ouvrage était-il de résistance trop absolument uniforme dans toutes ses parties? Quoi qu'il en soit, la tour qui s'élevait au centre de la façade principale de l'édifice offrant plus de poids que le reste de la maçonnerie, on la vit bientôt se détacher de la bâtisse, et, petit à petit, la façade entière commença à se désagréger. Toute cette façade dut être démolie, puis reconstruite sur une base plus solide. Cette démolition et cette reconstruction, ainsi que d'autres réparations moins considérables, et la construction d'un bâtiment annexe, occasionnèrent une dépense qui atteignit le chiffre de \$190,731.26. (années 1890, 1891 et 1892.)

PIÈCES RELATIVES A L'ACHAT DU TERRAIN, ETC., ETC.

(Traduction.)

Copie du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur Général en Conseil, le 14 juin 1876.

Dans un mémoire de l'honorable Secrétaire d'Etat, en date du 13 juin 1876, relatif à l'arrêté en Conseil du 17 décembre dernier, autorisant la passation d'un bail avec le gouvernement de la Province de Québec pour dix acres de terre pris sur la ferme Logan, à Montréal, pour servir d'emplacement d'une école normale, établissant que les conditions de ce bail projeté ne rencontrent pas les vues du dit Gouvernement, une Dépêche datée du premier jour du mois dernier, a été reçue de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur Caron, offrant d'acheter dix acres de terre à même le dit terrain, pour la fin ci-haut mentionnée, au prix de \$1,800.00 l'acre (arpent), le choix de l'emplacement, au cas où cette offre serait acceptée, devant être déterminé par les deux gouvernements.



L'Ecole Normale Jacques-Cartier, Montréal.

Qu'une communication subséquence de l'honorable M. Chapleau sur le même sujet a été reçue, comportant, si on l'aimait mieux, une offre en argent comptant pour le plein paiement de ce terrain, avec l'entente que l'emplacement pour la construction de l'édifice projeté, serait choisi sur la hauteur située entre les deux ravins de cette propriété.

Vu les observations présentées par le Gouvernement de Québec relativement au projet d'ériger des constructions importantes sur un terrain loué, etc., et, de plus, croyant que le prix offert par acre est un prix raisonnable, le Secrétaire d'Etat a accepté provisoirement cette nouvelle proposition, et, en conséquence, a donné instruction à l'arpenteur général des terres du Gouvernement de rencontrer l'architecte des bâtisses projetées, A. Levesque, écuyer, nommé par l'honorable M. de Boucherville de la part de son gouvernement, et ces deux délégués choisirent l'endroit ci-après décrit pour servir d'emplacement à l'école projetée, savoir :

Borné au sud par le côté nord de la rue Sherbrooke telle que récemment tracée sur la ferme Logan ; à l'est par le côté ouest de la rue Panet prolongée ; à l'ouest par le côté est de la rue Beaudry prolongée, et au nord par une ligne à angle droit avec les rues Beaudry et Panet, et localisée de façon à laisser dix arpents entre elle et le dit côté nord de la rue Sherbrooke susmentionnée : la description ci-haut étant conforme à ce qui est indiqué au plan produit.

L'arpenteur général fait rapport que le fait de délimiter le terrain ci-dessus décrit pour y construire l'Ecole Normale, pourvoyant au prolongement ultérieur des rues Beaudry et Panet, ne peut nuire à la subdivision qui aurait pour but de tirer parti du reste de la propriété connue sous le nom de "ferme Logan" en aucun temps dans l'avenir quand la chose pourra être jugée utile.

En conséquence, le Secrétaire d'Etat recommande que la vente au Gouvernement de la Province de Québec de dix arpents de terre, tels que ci-haut décrits, soit autorisée, à la fin d'y ériger une école normale ou autre institution publique du même genre, au prix de \$18,000.00, payable comptant.

Le Comité concourt dans la recommandation ci-dessus et la soumet à l'approbation de Votre Excellence.

Certifié

(Signé)

W.-A. HIMSWORTH,

Greffier du Conseil Privé.

Copie du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 28 juin 1876, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 30 juin 1876.

**NO 219. CONCERNANT L'ACHAT D'UN TERRAIN POUR L'ECOLE NORMALE
JACQUES-CARTIER.**

L'honorable Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, dans un rapport en date du vingt-huit juin courant (1876), expose, que le Gouvernement de la Puissance du Canada ayant fait connaître au Gouvernement de cette Province qu'il acceptait l'offre de dix-huit mille piastres qui lui a été faite pour

un terrain de dix arpents en superficie dépendant de la Ferme Logan, destiné, le dit terrain, à servir d'emplacement à l'Ecole Normale Jacques-Cartier, l'acquisition de cette propriété est virtuellement effectuée.

L'honorable Commissaire recommande en conséquence que le prix d'achat de cette propriété, savoir : les dix-huit mille piastres susmentionnées, soit pris après le trente juin courant, sur et à même la somme de cent vingt-cinq mille piastres qui, par résolution de l'Assemblée Législative, en date du vingt et un décembre dernier (1875), a été mise à la disposition du Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour l'achat du terrain et la construction d'édifices convenables pour l'Ecole Normale Jacques Cartier, sujette, la dite somme, à être remboursée au fonds consolidé du revenu, à même le produit de la vente de la propriété actuellement occupée par l'Ecole Normale Jacques-Cartier et les autres terrains qui en dépendent.

Le Comité concourt dans le rapport ci-dessus, et le soumet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur.

Certifié

(Signé) FÉLIX FORTIER,
Greffier Conseil Exécutif.

(Traduction).

No 624.

ORIGINAL, POUR LE DÉPOSANT.

\$18,000.

BANQUE DE MONTRÉAL, QUÉBEC,
18 octobre 1876.

Reçu de l'honorable Trésorier de la Province de Québec, en paiement du prix d'achat de dix acres de terre de la Ferme Logan, la somme de dix-huit mille piastres, lequel montant sera porté à cette banque au crédit du Receveur Général.

Signé en triplicata

(Signé) P. LESUEUR,
Pour le Gérant.

Entré R.

(Traduction).

No 2301.

DÉPARTEMENT DU RECEVEUR GÉNÉRAL, CANADA.

OTTAWA, 21 octobre 1876.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser la réception, ce jour, de votre lettre portant la date du 18 du courant, à l'adresse de l'honorable Receveur Général, donnant avis du paiement de dix-huit mille piastres à son crédit à la Banque de Montréal, comme prix d'achat de dix acres de terre de la Ferme Logan, à Montréal.

Le certificat de la Banque pour cette somme a été reçu hier, et la quittance ordinaire pour la dite somme sera envoyée à votre Département en temps voulu.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé)

T.-D. HARRINGTON, D.R.G.

H. T. Machin, écuyer,
Assistant-Trésorier,
Province de Québec.

BORNAGE.

L'an de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-dix-huit, le premier jour du mois de mai.

A la requisition de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et des Travaux Publics de la province de Québec, suivant la teneur d'une lettre du secrétaire de ce département à Monsieur l'abbé Verreau, principal de l'Ecole Normale Jacques-Cartier, en date du dix-huit octobre 1877, dont un extrait est en premier lieu annexé aux présentes, ainsi que la lettre d'envoi de Monsieur le Principal à moi adressée en date du vingt octobre dernier, et qui est aussi annexée aux présentes.

Je, J.-A.-U. Beaudry, arpenteur juré pour la province de Québec, Canada, résidant en la cité de Montréal, soussigné, certifie que je me suis exprès transporté au quartier Ste-Marie de la cité de Montréal, pour y établir les limites d'un terrain vendu au gouvernement de la province de Québec par le gouvernement du Canada pour y construire une école Normale ou autre édifice public du même genre, et qui est décrit comme suit au rapport du *comité de l'Honorable Conseil Privé approuvé par Son Excellence le Gouverneur en Conseil le 14 juin*

1876, dont copie certifiée est en troisième lieu annexée aux présentes, savoir :
 “ borné au sud par le côté nord de la rue Sherbrooke telle que récemment tracée
 “ sur la ferme Logan ; à l’est par le côté ouest de la rue Panet prolongée ; à
 “ l’ouest par le côté est de la rue Beaudry prolongée et au nord par une ligne à
 “ angle droit avec les rues Beaudry et Panet et localisée de façon à laisser dix
 “ arpents entre elle et le dit côté nord de la rue Sherbrooke sus-mentionnée.”

Le six de novembre dernier, en conformité aux dispositions du chapitre IV, section 12, des règlements municipaux de la cité de Montréal, j’ai fait au bureau de l’Ingénieur de la cité la demande des alignements des rues Sherbrooke, Beaudry et Panet qui furent marqués sur le terrain par de petits piquets en bois, le seize du même mois de novembre, ainsi qu’il appert par le procès-verbal de l’Ingénieur annexé en quatrième lieu aux présentes.

Le 14 du mois de décembre, j’ai fait le mesurage et le relevé des dits piquets afin de calculer la longueur des deux lignes latérales devant donner la superficie de dix arpents mentionnée dans le dit rapport de l’Honorable Conseil Privé cité plus haut, et j’ai trouvé que pour former et contenir dix arpents, elles devaient avoir du côté N.-E., sur la rue Panet, six cent quarante-cinq pieds et deux pouces, et du côté S.-O., sur la rue Beaudry, huit cent trente neuf pieds et deux pouces, en tenant compte d’un segment formé par la courbe que fait à cet endroit la rue Sherbrooke et qui contient quatre cent trente-cinq pieds en superficie, tel qu’indiqué au plan dont copie est en cinquième lieu annexée aux présentes

Le 22 avril dernier, j’ai adressé à l’honorable Monsieur le Ministre de l’Intérieur un avis l’informant que le premier jour du mois de mai courant, à 11 heures a. m., je procéderaï à établir la dite ligne de profondeur du dit terrain, tel qu’il appert par un duplicata du dit avis en sixième lieu annexé aux présentes ; la réception du dit avis est constatée par la réponse de l’Honorable Ministre de l’Intérieur annexée en 7e lieu aux présentes, où, sur les lieux, ce 1er jour de mai 1878, à 11 heures de l’avant-midi, j’ai rencontré M. O. Généreux, entrepreneur, de la cité de Montréal, dûment autorisé à représenter à l’effet des présentes l’honorable Monsieur le Ministre de l’Agriculture et des Travaux Publics en vertu d’une lettre de procuration en date du 15 avril dernier aussi annexé aux présentes, et Frédéric Piercy Austin, écr. officier des terres de l’Ordonnance et de l’Amirauté, département de l’Intérieur, représentant à l’effet des présentes l’honorable Ministre de l’Intérieur. Après avoir assermenté, suivant la loi, les témoins chaîneurs, MM. Victor Lignier et Ls Gustave Papineau, ingénieurs civils, de la cité de Montréal, j’ai procédé à mesurer la ligne du côté du N.-E., sur la rue Panet, sur une longueur de 645’ 2” et la ligne du côté S.-O., suivant l’alignement de la rue Beaudry, sur une longueur de 839’ 2” et parallèlement à la première ; la course astronomique de ces deux lignes étant N. 31° 42’ 40” O. (d’après mon théodolite dont la variation magnétique a été vérifiée par moi le 25 novembre 1876 par une observation de deux hauteurs égales du soleil et que j’ai trouvée être de 11° 21” ouest). Au bout de chacune de ces longueurs j’ai planté un piquet équarri, puis j’ai joint ces points par une ligne droite courant N. 58° 17’ 20” E. et qui est la vraie ligne de profondeur du terrain de l’Ecole Normale Jacques-Cartier tel que vendu au dit gouvernement de la province de Québec et décrite au rapport du comité de l’honorable Conseil Privé de la Puissance du Canada et limitant une superficie totale de dix arpents.

Le dit terrain ainsi mesuré et marqué faisant partie des lots Nos 1136 quartier Ste-Marie et 1213 quartier St-Jacques est mesuré au pied anglais.

Le tout fait en présence et du consentement des dites parties représentées comme susdit ainsi que de MM. Victor Lignier et Ls G. Papineau, témoins chât-neurs, qui ont signé après lecture faite.

(Signé)	F. P. AUSTIN,
"	O. GENEUREUX,
"	V. LIGNIER,
"	LS G. PAPINEAU,
"	J. ALPHONSE-U. BEAUDRY, A. P.

Première vraie copie de la minute d'emeurée en ma possession.

(Signature de l'arpenteur) J. ALPHONSE U. BEAUDRY,
Arpenteur provincial.

BAIL.

Bail réciproque entre le gouvernement de Québec et la cité de Montréal, modifiant les bornes du terrain de l'école normale Jacques-Cartier. Ce bail expirera le 28 mai 1917.

L'an mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, le vingt-huitième jour du mois de mai.

Devant Mtre Onésime Marin, soussigné, notaire public pour la Province de Québec, en Canada, résidant et pratiquant en la cité et le district de Montréal, dans la dite province, ont comparu :

"Le Gouvernement de la Province de Québec," ici représenté et agissant par l'honorable Edmond-James Flynn, Commissaire des Travaux Publics de cette Province, autorisé à cette fin par ordre en conseil No 243 du 14 avril dernier, dont copie reste annexée à la minute des présentes, partie aux présentes de première part :

Et "La Cité de Montréal," corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à l'Hôtel de Ville, dans le quartier Est de la dite cité, ici représentée et agissant par son Honneur le Maire de la dite Cité, Richard Wilson Smith, Ecr., courtier, résidant en la dite cité de Montréal, partie aux présentes de seconde part.

Lesquelles parties aux présentes de part et d'autre ont déclaré au notaire soussigné s'être loué mutuellement les propriétés ci-après décrites par voia de bail réciproque, savoir :

Le dit "Gouvernement de la Province de Québec" loue par les présentes à "La Cité de Montréal" susdite, ce acceptant, pour une période de vingt années à compter de la date des présentes, les propriétés suivantes, savoir :

1°. Une lisière de terre de cinquante-deux pieds de largeur par une profondeur de cinq cent trente-huit pieds, formant une superficie d'environ vingt-six mille neuf cents pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins, composée de

partie des lots de terre portant les numéros douze cent treize (1213) des plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Jacques de la cité de Montréal, et onze cent trente-six (1136) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie de la dite cité, la dite lisière de terre étant bornée en front au sud-est par la rue Sherbrooke, en arrière par d'autres parties des dits lots Nos 1136 du quartier Ste-Marie et 1213 du quartier St-Jacques, appartenant au dit "Gouvernement de la Province de Québec", formant partie du terrain sur lequel est construite l'Ecole Normale Jacques-Cartier, du côté nord-est par la rue Panet et du côté sud-ouest par une autre partie du dit lot No 1213 des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier St-Jacques, sans bâtisses, tel que le tout est plus au long décrit sur un plan de la dite lisière de terre fait par P.-W. St-George, inspecteur de la cité de Montréal, en date, du mois d'octobre mil huit cent quatre-vingt-quinze, lequel plan demeurera annexé à la minute des présentes après avoir été signé par le notaire soussigné *ne varietur*.

2°. Une autre lisière de terre de figure irrégulière, formant partie du dit lot numéro onze cent trente-six (1136) des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Ste-Marie, mesurant vingt-six pieds et quatre-vingt-dix centièmes de pied de largeur à son extrémité sud-est, trente-deux pieds à son extrémité nord-ouest, par une profondeur de cinq cent quatre-vingt-douze pieds dans sa ligne latérale nord-est, et six cent quatre pieds dans sa ligne latérale sud-ouest, formant une superficie d'environ dix-sept mille trois cent cinquante-six pieds, mesure anglaise et plus ou moins; bornée en front au nord-est par la rue Panet, en arrière par partie du dit lot No 1136 sur lequel est construite l'Ecole Normale Jacques-Cartier, du côté nord-ouest par une autre partie du dit lot No 1136 et du côté sud-est par l'extrémité nord-est de la lisière de terre ci-dessus décrite et louée, sans bâtisses, le tout tel qu'indiqué sur le plan précité; les dites deux lisières de terre étant indiquées par des hachures sur le dit plan ci-annexé.

Et de son côté, "La Cité de Montréal" susdite sous-loue, pour une même période de vingt années à compter de ce jour, au dit "Gouvernement de la Province de Québec," ce acceptant, la propriété ci-après décrite faisant partie de la "Ferme Logan" appartenant au Gouvernement de la Puissance du Canada, et louée par ce dernier à la dite Cité avec permission de consentir la présente sous-location, tel qu'il appert à une lettre du Député Ministre de l'Intérieur en date du premier de mars dernier, laquelle restera annexée aux présentes signée par le notaire soussigné *ne varietur*, savoir :

Une lisière de terre composée de partie des lots de terre portant les numéros douze cent treize (1213) des plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Jacques de la cité de Montréal, et onze cent trente-six (1136) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie de la dite cité mesurant, la dite lisière de terre, quatre-vingt-quatorze pieds et quatre-vingts centièmes de pied de largeur par quatre cent soixante-et-dix-sept pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins; bornée en front au nord-est par la nouvelle ligne de la rue Panet, en arrière et du côté nord-ouest par d'autres parties des dits lots Nos 1213 du quartier St-Jacques et 1136 du quartier Ste-Marie, et du côté sud-est par le terrain sur lequel est construite l'Ecole Normale Jacques-Cartier, sans bâtisses, et telle que plus au long détaillée sur le plan précité.

Le présent bail est fait à la charge par "La Cité de Montréal" susdite, qui s'y oblige, de remplir les conditions suivantes, savoir :

10. De planter des arbres autour de la propriété du "Gouvernement de la Province de Québec" connue sous le nom d'École Normale Jacques-Cartier ;

20. De planter une haie vive, soit en cèdre, soit en buisson épineux ou en acacia, autour du dit terrain, et d'y mettre en même temps une clôture en fil de fer de quatre pieds de haut pour protéger la dite haie durant sa croissance ;

30. De macadamiser la lisière de terre ci-dessus en premier lieu décrite et qui est destinée à former partie de la dite rue Sherbrooke, de manière à la mettre en aussi bonne condition qu'à l'ouest de la rue St-Denis ;

40. De donner une somme de quatre cents piastres à l'École Normale Jacques-Cartier pour couvrir les frais de déplacement du jeu de balle ;

50. La coupe des terres nécessitée par le nivellement du nouveau chemin devant laisser un talus de huit à neuf pieds ou plus de hauteur à certains endroits dont la face est en terre glaise, "La Cité de Montréal" s'oblige à couvrir convenablement ce talus de gazon et à l'entretenir pendant cinq ans ; elle s'oblige également à entretenir pendant cinq ans les arbres et les haies qu'elle est tenue de planter autour du terrain de l'École Normale et à remplacer ce qui aurait besoin de l'être durant ces cinq années.

Quant à la partie louée au "Gouvernement de la Province de Québec," ce dernier ne sera tenu qu'à l'entretenir en bon ordre et à n'y rien faire qui pourrait constituer une nuisance pour le voisinage.

Le présent bail étant réciproque n'est sujet à aucune autre compensation en faveur de l'une ou de l'autre des parties.

Les améliorations faites aux dits lieux seront abandonnées par les parties sans indemnité à l'expiration du présent bail.

Les présentes sont consenties de la part de "La Cité de Montréal," susdite conformément à un rapport du Comité des Chemins de la dite Cité en date du neuf octobre mil huit cent quatre-vingt-quinze, le dit Comité des Chemins de la dite Cité ayant obtenu la permission du Gouvernement de la Puissance du Canada de sous-louer la dite lisière de terre ci-dessus décrite, tel qu'il appert à une lettre du Député Ministre de l'Intérieur en date du premier mars dernier (1897), qui restera annexée à la minute des présentes après avoir été signée par le notaire soussignée *ne varietur* ; et les présentes furent ratifiées par le Conseil de la dite Cité, tel qu'il appert à une résolution adoptée à une assemblée tenue le vingt-deux décembre dernier (1896), copies desquels rapport et résolution demeureront annexées à la minute des présentes après avoir été signées par le notaire soussigné *ne varietur*.

Dont Acte :

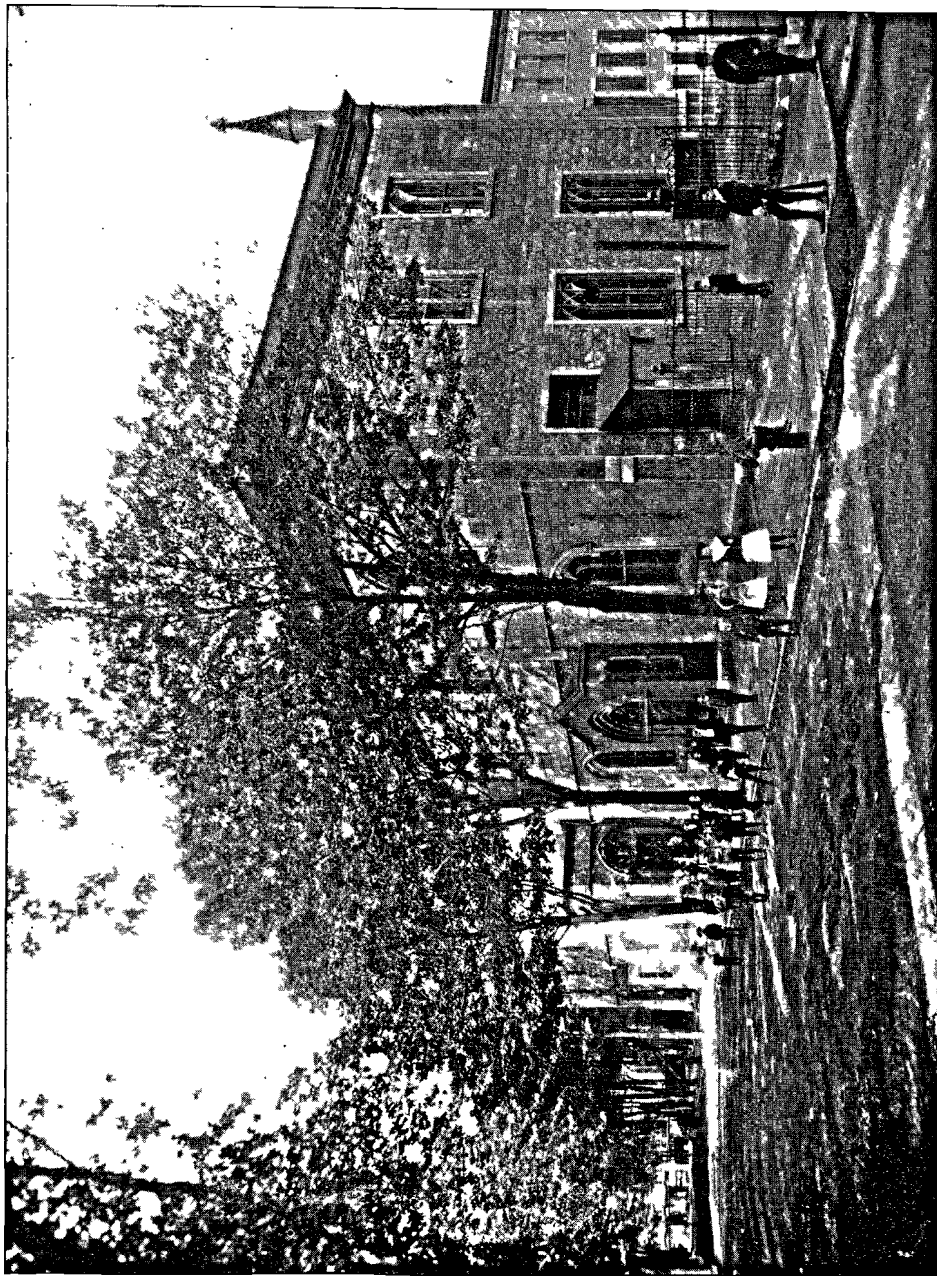
Fait et passé en la dite cité de Montréal, à la date ci-dessus en premier lieu écrite, sous le numéro vingt mille deux cent treize du répertoire des actes de Mtre O. Marin, notaire soussigné.

Et après lecture faite des présentes, les parties, représentées et agissant comme susdit, les ont signées, et Laurent Olivier David, Ecr., greffier de la dite Cité, les a contresignées et y a apposé le sceau de la Corporation de la dite Cité, le tout en présence du dit notaire qui a aussi signé.

(Signé)	E. J. FLYNN, Commissaire des Travaux Publics.
"	ERNEST GAGNON, Secrétaire Dépt. T. P.
"	R. WILSON SMITH, Mayor.
"	L. O. DAVID, City Clerk.
"	O. MARIN, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en l'étude du notaire soussigné.

(Signature du notaire) O. MARIN, N. P.



L'Ecole Normale McGill, Montréal.

ÉCOLE NORMALE MCGILL, MONTRÉAL

L'école normale McGill et les écoles modèles annexes occupent un terrain d'une superficie de 49,085 pieds, lequel est indiqué par le numéro 1145 au cadastre officiel du quartier Saint-Antoine de la cité de Montréal.

Le bâtiment en pierre donnant sur la rue Belmont et mesurant 185 pieds par 63, fut construit vers 1845, sous la direction de M. John Ostell, architecte, pour y installer le "Lycée de Montréal."

"En vertu de l'acte 14 et 15 Victoria, ch. 57, un arrêté du conseil, en date du 13 août 1852, autorisa le département à acheter le Lycée pour une somme n'excédant pas \$18,000.00, à prendre dans le fonds des biens des Jésuites.

"L'acquisition fut effectuée cette année là, et il a été ensuite pris un arrangement avec les autorités du collège McGill pour réparations et frais d'installation moyennant \$10,516.00, de manière à convertir l'édifice en une école normale et modèle pour la population protestante du Bas-Canada. Il fut ouvert à l'enseignement le 3 mars 1857, jour de l'inauguration de l'école normale McGill." (Rapport général du Commissaire des Travaux Publics du Canada pour l'année 1867, appendice 22, page 287.)

Cet édifice a reçu, depuis, des améliorations importantes. Le bâtiment en brique situé en arrière a été construit en 1890-91. Le total des dépenses encourues pendant les années 1890-91-92-93 et 94, pour travaux à l'école normale McGill (bâtisses, nivellement du terrain, ameublement, etc.) s'est élevé au chiffre de \$82,785.00.

ÉCOLE NORMALE LAVAL, QUÉBEC.

Nous avons donné, dans le rapport général de l'an dernier, le texte de l'acte du 13 octobre 1890, par lequel le gouvernement a fait l'acquisition, au prix de \$9,000.00, de la propriété actuelle de l'école normale Laval, chemin Sainte-Foy. Depuis lors le département a fait ériger une construction importante, à l'est de la maison où les classes avaient été provisoirement installées. Ce nouveau bâtiment (contigu à l'ancien) a coûté environ \$25,000.00. Il a été construit par MM. Joseph Gosselin et Pierre Parent, entrepreneurs, d'après les indications de M. l'abbé T.-G. Rouleau, principal de l'école, et sous la direction de M. Elzéar Charest, architecte et directeur des travaux publics, qui en a dressé les plans et devis.

L'HOTEL DU GOUVERNEMENT, À MONTRÉAL.

Maison No 76, rue St-Gabriel, occupée par les bureaux du Conseil Exécutif de la Province, le bureau du Conseil provincial d'hygiène et le bureau du cadastre.

Cet édifice, désigné autrefois sous le nom de "Musée géologique," a été acquis par le gouvernement de la province de Québec en 1881. Voici les lignes consacrées à cette propriété dans le rapport général du commissaire des Travaux publics du Canada, pour l'année 1867 :—

"MUSÉE DE GÉOLOGIE, MONTRÉAL."

"C'est un édifice en pierre de taille, de 61 pieds de long sur 43 de profondeur. Il est à deux étages sur rez-de-chaussée, avec une aile en brique de 53 x 15, à l'arrière.

"Son toit est tronqué et couvert en fer-blanc sur les rampes. Il est chauffé par l'appareil de chauffage à basse pression de Gould.

"Cette propriété a été louée par le gouvernement en 1844-45-46 et partie de 1847, de feu l'honorable Peter McGill, et le loyer fut payé comme suit par l'inspecteur général : £133 6s. 8d. pour 1844 ; £200 pour 1845 ; £200 pour 1846, et £66 13s. 4d. pour partie de 1847.

"Dans le cours de cette dernière année, le 25 février, elle fut achetée pour la somme de £5,000 (\$20,000). En 1853-54 et 55, l'édifice a été réparé et amélioré, et le chiffre de cette dépense s'est élevé à \$3,972.23.

"Pendant que le gouvernement était à Montréal, cet édifice était occupé par le département des terres. Il est maintenant occupé par le bureau du chevalier Logan, le géologue provincial, qui l'emploie en même temps comme musée de géologie."

Cette propriété du gouvernement du Canada fut vendue au gouvernement de la province de Québec par adjudication du 19 octobre 1881, pour la somme de \$12,400.00. Cette somme n'a jamais été payée.

Faute d'appropriation législative, on décida d'abord de différer le paiement jusqu'au prochain exercice financier. Une somme de \$12,400.00 fut placée au budget de l'exercice de 1882-83 pour payer cette propriété (45 Vict., ch. 1, cédula B, province de Québec, année 1882) ; mais le gouvernement du Canada n'ayant pas produit de réclamation, la chose fut oubliée de part et d'autre ; le vote de la Législature devint caduc à l'expiration de l'année financière 1882-3 ; le gouvernement de Québec continua d'occuper la propriété sans la payer, et le gouvernement du Canada continua de laisser faire sans rien réclamer.

Lorsque viendra le moment de régulariser la transaction commencée par l'adjudication du 19 octobre 1881, on devra sans doute examiner la question de la propriété du champ de Mars, voisine de celle de l'hôtel du gouvernement, l'opinion ayant été exprimée qu'il y a lieu pour le gouvernement de la province de Québec de demander la possession de cet ancien terrain des Jésuites (le champ de Mars) maintenant en la possession du gouvernement du Canada, et qui est laissé à l'usage de la cité de Montréal.

(Voir documents concernant le palais de justice de Montréal aux rapports généraux du commissaire des Travaux publics pour les années 1900 et 1901.)

Une portion de cette propriété portant le numéro 76 rue St-Gabriel (numéro 142 du cadastre officiel du quartier centre de la cité de Montréal) a été louée pour un certain nombre d'années, comme on peut le voir par le bail dont suit le texte :

BAIL BAXTER.

(Traduction.)

L'an mil neuf cent-un, le dix-neuvième jour du mois de septembre ;

Devant Louis-N. Dumouchel, sousigné, notaire public pour la Province de Québec, résidant et pratiquant dans la cité et le district de Montréal ;

A comparu : le gouvernement de la Province de Québec, représentant Sa Majesté le Roi Edouard VII, et agissant aux présentes par l'honorable Lomer Gouin, ministre de la Colonisation et des Travaux publics de cette Province ;

Lequel a déclaré avoir loué et donné à bail, et par ces présentes loue et donne à bail, avec promesse de paisible jouissance, à Dame Hélène Chaput, de la cité de Montréal, épouse séparée quant aux biens de James Baxter, commerçant, du même lieu, aux termes de leur contrat de mariage exécuté devant T. Doucet, notaire, de Montréal, le ou vers le premier jour d'avril 1882 ; la dite dame Baxter présente et acceptant en vertu d'une autorisation spéciale de son époux, ici présent, pour une période de vingt-cinq années, à compter du premier jour du mois de mai mil huit cent quatre-vingt-dix-sept (1897), savoir :

Cette lisière de terre détachée et formant partie du lot connu et désigné sous le numéro cent quarante-deux (No 142) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Centre de la cité de Montréal, mesurant une longueur de trente-cinq pieds et neuf pouces (35' 9") par une largeur de dix-sept pieds et trois pouces (17' 3"), mesure anglaise, et bornée comme suit : à une extrémité, vers l'Est, par une autre partie du dit lot No 142, appartenant au dit gouvernement de Québec à l'autre extrémité, vers l'Ouest, par une ruelle, du côté nord-ouest par une autre partie du dit lot No 142, et du côté sud-est par parties des lots officiels Nos 140 et 141 ; la bâtisse qui se voit sur la dite lisière de terre ici louée ayant été érigée par la locataire sous la foi de l'exécution des présentes ; le tout tel qu'indiqué sur un plan fait par Thomas Kirk, arpenteur provincial, le 4 de mai 1901, et dont copie est demeurée ci-annexée, après avoir été signé *ne varietur* par le notaire soussigné.

Du tout la dite locataire se déclare contente et satisfaite pour l'avoir vu et examiné.

Le présent bail est ainsi fait pour et en considération de la somme de six cent vingt-cinq piastres (\$625) argent courant du Canada, pour la durée du dit bail, duquel montant la dite locataire a payé, lors de l'exécution des présentes, une somme de cent piastres (\$100), pour la rente des quatre premières années du présent bail, dont quittance *pro tanto* et quand à la balance de cinq cent vingt-cinq piastres (\$525) la dite locataire aux présentes stipule, promet, convient, s'engage et s'oblige à la payer fidèlement, ou à la faire payer au bailleur, à son bureau d'affaires, ou à ses représentants légaux, par paiements égaux, annuels et consécutifs, de vingt-cinq piastres (\$25) chacun, dont le premier deviendra dû et

payable le premier de mai (1902) prochain, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration du présent bail; la locataire s'engageant de plus à payer et par les présentes promet, convient, s'engage et s'oblige à payer la taxe d'école, la taxe de l'eau, la cotisation annuelle du terrain loué et toute autre taxe, ou charge qui pourrait être imposée ou prélevée sur le dit terrain dans tout le cours de la dite période.

Il est expressément convenu par et entre les parties que la locataire ne pourra transporter son droit à elle conféré par le présent bail, ou sous-louer aucune portion ou partie du terrain ci-dessus loué sans le consentement par écrit du dit bailleur ou ses représentants.

La locataire s'oblige à payer les frais du présent acte, ainsi qu'une copie d'icelui pour le bailleur.

Il a été bien entendu que le présent bail sera considéré et traité comme un bail ordinaire et non comme un bail emphytéotique; et n'empêchera pas le bailleur d'exercer et de jouir de son droit de vue dans toute bâtisse qui pourra être érigée sur une partie quelconque du reste du dit lot officiel No 142.

Et il a été convenu et stipulé que la locataire aura le droit d'enlever toute construction alors existante sur la dite lisière de terre ainsi louée dans les quinze jours qui suivront l'expiration du présent bail; à défaut de quoi la dite bâtisse ou construction restera la pleine propriété du gouvernement, sans que celui-ci soit tenu à aucune indemnité envers la locataire.

Et à l'exécution des présentes, le dit James Baxter a déclaré se porter caution solidaire de la dite locataire, son épouse, envers le bailleur ce acceptant, comme garantie du paiement du loyer ci-haut stipulé et de l'accomplissement fidèle et de l'exécution de toutes les charges, obligations et stipulations contenues et insérées dans les présentes.

Fait et passé en la dite cité de Montréal, en l'Etude de Ls-N. Dumouchel, le notaire soussigné, sous le numéro neuf mille cinq cent cinq, les jour, mois et an susdits.

Et après lecture faite, les parties ainsi que moi, dit notaire, ont signé les présentes, lesquelles ont été contresignées par Ernest Gagnon, écuyer, Secrétaire du Département des Travaux publics, conformément à l'article 1756 des Statuts Refondus de cette Province.

(Signé)

LOMER GOUIN,

Ministre de la C. & des T.P.

ERNEST GAGNON,

Secrétaire Dépt Col. et T. P.

"

HÉLÈNE CHAPUT,

"

JAMES BAXTER,

"

LS. N. DUMOUCHEL, N.P.,

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon Etude.

(Signature du notaire) LS. N. DUMOUCHEL, N.P.

Ce bail expirera le 1er mai 1922.

E. G.

BUREAUX D'ENREGISTREMENT ET AUTRES BUREAUX PUBLICS,
No 63, RUE SAINT-GABRIEL, MONTRÉAL.

Cette propriété, autrefois désignée sous le nom de "Maison Workman", a été achetée par le gouvernement, en 1876, pour y installer des bureaux publics. La maison est présentement occupée par les bureaux d'enregistrement de Montréal-Est et des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, ainsi que par le bureau des percepteurs du revenu de la province pour le district de Montréal.

On remarquera les réserves faites au sujet des murs des voûtes des bureaux d'enregistrement, dans deux des pièces que nous donnons ci-après. (Voir plan annexé au dossier No 336 de l'année 1893.)

(Traduction.)

L'an mil huit cent soixante-dix, le vingt-septième jour du mois de mai ;

PARDEVANT le notaire public soussigné, dûment commissioné et assermenté dans et pour la ci-devant province du Bas-Canada, maintenant la province de Québec, dans la Puissance du Canada, résidant dans la cité de Montréal, dans la dite province ;

A comparu : William Workman, écuyer, de la dite cité de Montréal, ci-après appelé le vendeur, qui a reconnu et confessé avoir cédé, vendu, quitté transporté et abandonné, et par ces présentes cède, vend, quitte, transporte et abandonne, dès maintenant et à toujours, avec promesse de garantie contre toutes donations, douaires, hypothèques, substitutions, aliénations et autres empêchements quelconques, à Sa Majesté la Reine, ci-après appelée l'acquéreur, représentée aux présentes et acceptant pour elle-même, ses héritiers et ayants-cause, par l'honorable Charles B. de Boucherville, commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics, agissant aux présentes en vertu d'un arrêté en Conseil portant la date du dix-huit mai courant, 1876, et dont copie est ci-annexée, savoir :

Tout cet emplacement ou lot de terre situé dans le quartier Est de la dite cité et connu comme partie et portion du numéro cent vingt du cadastre officiel du dit quartier, et borné en front au sud-ouest par la rue Saint-Gabriel, en arrière et d'un côté au nord-ouest et au nord-est par le prolongement de la rue Saint-Jacques, et de l'autre côté au sud-est par le lot numéro cent dix-neuf du dit cadastre, en la possession de F. Griffin, écuyer, et renfermant toute la superficie qui peut se trouver entre la rue Saint-Gabriel, le dit lot No 119 et le prolongement de la rue Saint-Jacques, avec une bâtisse en pierre de taille à trois étages et dépendances y appartenant dessus érigées, tel et ainsi que le tout se trouve actuellement et que le dit acquéreur déclare bien savoir et connaître, pour l'avoir vu et visité, et en être content et satisfait. Le terrain présentement vendu appartient au dit vendeur pour l'avoir acquis en vertu d'un titre bon et valable, ce même terrain ayant été acquis de George-Henry Frothingham, écuyer, de son vivant de la dite cité de Montréal, le seul exécuteur survivant des dernières volontés et du testament de feu l'honorable Samuel Gale, lesquelles dites dernières volontés et testament ont été reçus par G. Bell et son collègue, notaires, le trente-unième jour de mars mil huit cent soixante-deux, par acte de vente portant la

date du dix février mil huit cent soixante-six, passé devant Mtre T. Doucet et son collègue, notaires, et enregistré le sixième jour de mars suivant sous le numéro..... le dit feu honorable Samuel Gale ayant lui-même acquis ce même terrain d'Henry Gerrard et autres par acte passé devant John Carr Griffin et son collègue, notaires, le vingt-neuvième jour de septembre mil huit cent cinquante-sept, une sentence de ratification du dit acte ayant été obtenue de la Cour Supérieure du Bas-Canada, le vingt-septième jour de février mil huit cent cinquante-huit.

Le terrain présentement cédé et vendu et ses dépendances sont tenus en franc aleu roturier en vertu d'un acte de commutation passé devant Mtre P. Lacombe, en date du dix août mil huit cent quarante-deux.

Pour, le dit acquéreur, ses héritiers et ayants-cause, avoir, posséder, faire usage et jouir du lot de terre ainsi cédé et vendu, avec tous les droits, démembrements et appartenances, comme de leur bien propre à toujours, par et en vertu des présentes, et prendre possession immédiate du dit lot de terre bâtiesse et dépendances.

La présente vente est ainsi faite pour et en considération de la somme de seize mille piastres, argent courant du Canada, laquelle somme le dit vendeur reconnaît avoir reçue du dit acquéreur à la passation du présent acte, dont quittance complète, générale et finale.

Et en considération de ce qui précède, le dit vendeur transporte et abandonne par ces présentes à l'acquéreur tous ses droits de propriété, réclamations, titres, intérêts, demandes, saisine, possession et autres droits quelconques, que le vendeur peut avoir, demander ou prétendre sur le dit lot de terre, bâtiesse et dépendances ainsi vendus, et dont il se désaisit par les présentes en faveur du dit acquéreur, ses héritiers et ayants-cause, consentant et convenant que le dit acquéreur soit et demeure saisi et mis en pleine et entière possession d'iceux, et, pour cette fin, il constitue le porteur des présentes son procureur, à qui il accorde tous les pouvoirs et autorité nécessaires à cet effet.—Car Ainsi, &c.

Et pour l'exécution des présentes, les dites parties ont élu domicile au lieu ci-haut mentionné.—Où, &c.—Nonobstant, &c.—Promettant, &c.—S'obligeant, &c.—Renonçant, &c.

Ainsi fait et passé en la dite cité de Montréal, en l'Etude de Théodore Doucet, dit notaire, les jour, mois et an en premier lieu écrits, et signé par le dit William Workman, et par le dit honorable Charles B. de Boucherville, avec et présence du dit notaire, qui a aussi signé, le présent acte ayant d'abord été lu et étant exécuté sous le numéro treize mille sept cent dix.

(Signé)	WILLIAM WORKMAN,
"	C.-B. DE BOUCHERVILLE,
"	THÉOD. DOUCET, N.P.

Vraie copie de l'original demeurée de record en mon Etude.

(Signature du notaire),	THÉOD. DOUCET, N.P.
-------------------------	---------------------

COPIE DU RAPPORT D'UN COMITÉ DE L'HONORABLE CONSEIL EXÉCUTIF, EN DATE
DU 26 JANVIER, 1887, APPROUVÉ PAR LE LIEUTENANT GOUVERNEUR LE
26 JANVIER, 1887.

No. 37.

Sur la vente d'un morceau de terrain près du Palais de Justice à Montréal.

L'Honorable Premier Ministre, dans un rapport en date du vingt-six janvier, courant (1887), expose: que Monsieur Alfred Roy, fils, a proposé au gouvernement d'acheter le petit morceau de terrain triangulaire situé en arrière des voutes des bureaux d'enregistrement et donnant sur le Palais de Justice et la rue St-Jacques, à Montréal, à raison de deux piastres du pied superficiel:—

Que ce terrain mesure 264 pieds en superficie et n'est d'aucune utilité pour le gouvernement;

Qu'il serait désirable de voir cet endroit voisin du Palais de Justice, embelli comme M. Roy se propose de le faire, par l'érection d'une construction convenable;

L'Honorable Premier Ministre recommande en consequence que le terrain triangulaire entouré d'un trait rouge sur le plan annexé au susdit rapport, et contigu aux voutes des bureaux d'enregistrement de Montréal, soit vendu à Monsieur Alfred Roy, fils, à raison de deux piastres le pied superficiel, aux conditions suivantes, savoir:

1o. Que l'acquéreur ne se servira pas des murs des voûtes des bureaux d'enregistrement comme mur mitoyen, tels murs demeurant entièrement la propriété du gouvernement:

2o. Qu'il fera avant douze mois, à compter de la date du présent rapport, ériger une construction convenable sur ce côté du triangle formé par le dit terrain qui fait face à la rue St-Jacques et au terrain du Palais de Justice.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER.

Greffier Conseil Exécutif.

L'an mil huit cent quatre-vingt-treize, le onzième jour du mois de février;

Pardevant Mtre Louis-N. Dumouchel, Notaire Public, soussigné, pour la Province de Québec, résidant et pratiquant dans les cité et district de Montréal;

A COMPARU:

Sa Majesté la Reine Victoria, représentée par l'honorable Guillaume-Anthonse Nantel, Commissaire des Travaux publics de la Province de Québec;

Lequel, en sa qualité sus-énoncée et suivant l'ordre en Conseil portant le No 37, en date du vingt-six janvier mil huit cent quatre-vingt-sept (1887), approuvé

le même jour par le Lieutenant-Gouverneur de cette Province et dont copie dûment certifiée par le greffier du Conseil exécutif est demeurée ci-annexée comme pièce justificative, A vendu, cédé et abandonné sans autre garantie que celle de ses faits et promesses, à Monsieur Alfred Roy, fils, agent d'immeubles, de la cité de Montréal, présent et qui accepte, savoir :

Tous les droits de propriété quelconques que Sa Majesté a et peut avoir dans un morceau de terre de forme triangulaire, à prendre et distraire d'un lot de terre connu et désigné sous le numéro cent-vingt (120) du cadastre officiel du quartier est de la cité de Montréal; ce morceau de terre contenant dix-neuf pieds et huit pounces (19' 8") à sa base, trente-deux pieds et dix pounces (32' 10") dans sa ligne longeant la rue St-Jacques et vingt-six pied et dix pounces (26' 10") dans sa ligne longeant le lot officiel No 119, renfermant une superficie de deux cent soixante-quatre pieds (264'), le tout mesure anglaise, et étant borné comme suit : au nord-ouest par une autre partie du dit lot officiel No 120 qui a été expropriée par la cité de Montréal pour l'ouverture de la rue St-Jacques; au sud-ouest, encore par une autre partie du lot No 120, en la possession de Sa Majesté et sur laquelle sont érigées les bâtisses et voûtes pour les Bureaux d'enregistrement, et au sud-est par le dit lot officiel No 119; tel que le tout appert au plan qui en a été fait et dressé par F.-W. Blaiklock, arpenteur juré de cette Province, le 17 novembre 1885, et dont copie est demeurée ci-annexée après avoir été signée *ne varietur* par les comparants et du notaire soussigné;

Avec la bâtisse en brique à un étage, assise sur solage en pierre qui a été érigée par l'acquéreur, il y a déjà plusieurs années, sous la foi de l'exécution des présentes.

Tel que le tout se trouve présentement, sans aucune autre réserve ni exception que l'acquéreur ne pourra jamais se servir des murs des voûtes des bureaux d'enregistrement comme murs mitoyens; tels murs devant demeurer entièrement la propriété de Sa Majesté.

Le terrain présentement vendue a été commué et affranchi de tous droits seigneuriaux en vertu d'un acte de commutation qui en a été accordé, pour plus grande étendue de terrain, par les seigneurs de l'Ile de Montréal, devant M^{re} P. Lacombe, notaire, à la date du dix août mil huit cent quarante-deux (1842).

L'acquéreur continuera à jouir du susdit terrain, en propriété absolue, comme il l'a fait depuis la date de l'ordre en Conseil sus mentionné.

La présente vente est ainsi faite à la charge par l'acquéreur, qui s'y oblige, de payer toutes taxes, cotisations et autres impositions foncières à compter de ce jour;

Puis, en outre, moyennant une somme de deux piastres pour chaque pied de terre superficiel, tel que spécifié au dit ordre en Conseil, formant un montant total de cinq cent vingt-huit piastres (\$528), que l'acquéreur a payé comptant, lors de la passation des présentes; dont quittance finale ainsi que pour tous intérêts qui ont pu accroître sur ce prix de vente, du passé jusqu'à ce jour, et qui auraient été acquittés par l'acquéreur.

M. Roy paiera le coût des présentes et de leur enregistrement et en fournira une copie à la venderesse.

Dont Acte :

Fait et passé en la cité de Montréal, sous le numéro huit mille trois cent douze de mon répertoire.

Et après lecture faite, les présentes ont été signées par les comparants et de moi, notaire, et contresignées par Ernest Gagnon, écuyer, secrétaire du département des Travaux publics, conformément à l'article 1756 des Statuts Refondus de cette Province.

(Signé)	G. A. NANTEL, Comm're T. P.
"	ERNEST GAGNON, Secrétaire du département des Travaux Publics, P. Q.
"	ALFRED ROY, fils.
"	LS-N. DUMOUCHEL, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon Etude.

(Signature du notaire) LS-N. DUMOUCHEL, N. P.

PLACE DE LA FONTAINE

Entre le Palais de Justice et l'Hôtel-de-Ville—Emplacement de l'ancienne église des Jésuites, à Montréal.

On a demandé si le terrain de la place de la fontaine faisant face à la colonne Nelson, entre le palais de justice et l'hôtel-de-ville de Montréal, appartient au gouvernement de la province de Québec. La réponse du département a été affirmative.

Le terrain occupé par l'ancien ordre des Jésuites à Montréal, entre la rue Notre-Dame et la petite rivière des Fonds—aujourd'hui la rue Craig,—comprendait les terrains actuels du champ de Mars, de l'hôtel-de-ville, du palais de justice et de la place de la fontaine, prolongement de la place Jacques-Cartier.

D'après le cadastre officiel du quartier est de la cité de Montréal (signé le 17 février 1870), ce terrain forme une superficie totale de 330,501 pieds, mesure anglaise, qui se répartit comme suit :

Terrain du champ de Mars.....	204,822	pieds.
“ du palais de justice.....	68,326	“
“ de l'hôtel-de-ville.....	33,915	“
Prolongement de la place Jacques-Cartier, environ..	23,438	“
Superficie totale.....	330,501	“

Le chapitre 15 des Statuts Refondus du Bas-Canada, intitulé : “ Acte concernant l'allocation provinciale en faveur de l'éducation supérieure, et les écoles normales et communes,” décrète ce qui suit :

“ Les biens et propriétés du ci-devant ordre des Jésuites, qu'ils soient en possession ou en reversion, y compris tous les deniers mis en fonds ou placés, ou qui seront mis en fonds ou placés comme formant partie d'iceux, et le principal de tous les deniers réalisés ou à réaliser par la vente ou commutation d'aucune partie des dits biens ou propriétés, sont par le présent affectés aux fins de cet acte, et constitueront un fonds qui sera appelé, “ Fonds de placement d'éducation supérieure du Bas-Canada ” ; et ce fonds sera sous le contrôle et la régie du gouverneur en conseil pour les fins de cet acte.”

Lors de l'établissement de la Confédération canadienne, les biens des Jésuites situés dans la province de Québec furent abandonnés à la province, à l'exception du champ de Mars de Montréal et de l'ancien “ collège de Québec,” alors connu sous le nom de Casernes des Jésuites, qui furent réservés pour des fins militaires.

Le terrain de l'hôtel-de-ville de Montréal, mesurant 33,915 pieds, a été vendu le 27 juin 1867, pour la somme de \$33,373.00, soit un peu plus de 98 centins le pied. Le paiement en a été fait à la province de Québec, en 1887.



Vue d'une partie de la Place de la Fontaine, à l'est du Palais de Justice, Montréal.

(Le 21 juin 1883, le gouvernement de la Province a vendu une petite portion de terrain, de forme triangulaire, située en face de l'angle sud-ouest du palais de justice, à Monsieur R.-J. Devins, au prix de \$3.00 le pied superficiel. Ce morceau de terrain, d'une superficie d'environ 410 pieds, fait aujourd'hui partie de la propriété Pérodeau.)

La loi adoptée par la province de Québec en 1888 relativement aux biens des Jésuites (Acte 51-52 Vict., chap. 13), et le contrat passé devant Mtre Cyrille Tessier, notaire, le 5 novembre 1889, sous l'autorité de cette législation, ajoutent encore aux droits du gouvernement de la province sur ce terrain de la place de la fontaine, prolongement de la place Jacques-Cartier.

La place de la fontaine occupe l'emplacement précis de l'église de l'ancien ordre des Jésuites à Montréal détruite par un incendie le 6 juin 1803. On construisit sur ce terrain, en 1808, une prison qui fut partiellement démolie dans l'automne de 1849.

Les travaux que l'on projette de faire bientôt exécuter sur la place de la Fontaine donnent une nouvelle actualité aux lignes suivantes, publiées dans le rapport général du commissaire des travaux publics pour l'année 1900 :

"Ce qui restait de l'ancienne prison construite en 1808 fut démoli en 1860, et sur le terrain autrefois occupé par la portion est de ce bâtiment (en face de la colonne Nelson) on érigea une fontaine.

"Les ouvriers en travaillant à la démolition des vieux murs, trouvèrent deux plaques en métal portant des dates différentes, scellées dans une même pierre,— l'une relative à la portion la moins ancienne de la résidence des Jésuites, l'autre relative à l'édifice même en voie de complète démolition.

"Voici la première de ces inscriptions :

Anno I. H. S. 1742.
 Papa Benedicto XIII^o.
 Rege Ludovico XV^o.
 Ep^o. Henr^o ., M. Pombriant.
 Pro Rege Car^o. de Beauharnois
 Prætoræ egidio Hocquart.
 Residentiæ Soccs. Jesu.
 Inchoatæ An^o. 1692.
 Nunc Continuata posuit fundamen-
 tum.
 Clar^s. D^s. D Lud^s. Normand.
 Sup^r. Seminⁱ Sulpi.
 Vicarius Generalis.
 Sub. IV^r. Episcopis.

(Traduction.)

“L’an du Seigneur 1742, Benoit XIII étant pape ; Louis XV, roi ; Henri M. Pombriant, évêque ; Charles de Beauharnois, gouverneur ; Hocquart, intendant ; le très illustre Louis Normand, supérieur du Séminaire de Saint-Sulpice, vicaire général sous quatre évêques, a posé la première pierre de ce bâtiment, ajouté à la résidence de la Compagnie de Jésus commencée en 1692.”

La deuxième inscription se lisait comme suit :

Anno Domini 1808°
 Georgii Tertii Regis 48°.
 Pro Rege in America Britannica.
 Jaco. Heno. Craig, O. B. Equite.
 Primum hujus carceris lapidem posuere.
 Pet. Lud. Panet, Isaac Ogden.
 Pro Montis Regalis jurisdictione curiæ B. R.
 Honorabilis Judices.
 Nec Non et Josephus Frobisher, Armiger.
 Ad hoc ædificium, ædificandum præpositi.
 Hic, olim, fuit residentia P. P. Societatis Jesu.
 Ut testatur inscriptio una cum hac deposita.
 Prius ædificium diruendo, reperta.

(Traduction.)

“L’an du Seigneur 1808, dans la 48ième année du règne de George III, —Jacques-Henry Craig, Chevalier de l’Ordre du Bain, étant gouverneur de l’Amérique Britannique,—les honorables Pierre-Louis Panet et Isaac Ogden, juges du Banc du Roi pour la juridiction de Montréal, et Joseph Frobisher, écuyer, préposés à l’érection de cette prison, en ont posé la première pierre. Ici fut autrefois la résidence des Pères de la Compagnie de Jésus, comme l’atteste l’inscription déposée avec celle-ci, trouvée en démolissant le premier édifice.”

C’est en face de la porte de la résidence des Jésuites (rue Notre-Dame), que quatre Iroquois, prisonniers des sauvages alliés des Français, subirent le supplice du feu, le 3 avril 1696. On les fit mourir, raconte un témoin oculaire, dans “des supplices dont ils sont les inventeurs. . . . On m’assura que ce que je voyais n’étoit qu’un faible échantillon de ce qu’il nous font souffrir quand ils nous font prisonniers.” (Voir Tanguay : “A travers les registres,” page 80.)

BAIL

EN FAVEUR DE LA CITÉ DE MONTRÉAL.

Je, soussigné, ministre de la Colonisation et des Travaux publics de la province de Québec, consens à laisser à l’usage de la corporation de la Cité de Montréal, pendant l’espace de neuf années, à compter du premier juin dernier (1902), l’emplacement, orné d’une fontaine publique, situé entre le palais de justice et l’hôtel-de-ville, en face de la colonne Nelson, à Montréal, le dit emplacement ayant une superficie d’environ 23,438 pieds, mesure anglaise.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions suivantes :

1°. La corporation de la Cité de Montréal paiera au gouvernement, le premier juin de chaque année, la somme de une piastre, le premier de ces paiements annuels devant être fait dès la présente année (1902).

2°. Le gouvernement n'aura aucune taxe ou cotisation municipale à payer résultant de ce bail et pendant la durée du dit bail.

3°. La corporation devra remplir toutes les servitudes de voisinage que de droit. Elle devra aussi tenir le dit emplacement (avec sa fontaine, son pavage et ses trottoirs) en bon état d'entretien, libre d'amoncellements de glace ou de neige et de toute obstruction qui nuirait à la circulation du public.

4°. Le gouvernement pourra mettre fin au présent bail en aucun temps avant l'année 1911, en donnant à la corporation un avis d'un mois.

Fait en double, à Montréal, au bureau de l'hôtel du gouvernement, ce deuxième jour du mois de juillet de l'année mil neuf cent deux (2 juillet 1902).

(Signé) LOMER GOUIN,
Ministre C. et T. P.

ERNEST GAGNON,
Secrétaire C. et T. P.

Accepté par la corporation de la Cité de Montréal.

Montréal, ce 2 juillet 1902.

[L.S.] (Signé) JAMES COCHRANE,
Maire.
" L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE STE-SCHOLASTIQUE.

(DISTRICT DE TERREBONNE.)

Par actes passés le 2 août 1858, M. Oscar Barcelo, marchand, de Ste-Scholastique, M. Joseph Lacombe, cultivateur, et Dame Olive Leclaire, son épouse, aussi de Ste-Scholastique, ont fait cession de deux portions contiguës de certains terrains à la corporation du comté des Deux-Montagnes, celle-ci devant les transporter au gouvernement pour lui permettre d'y ériger le palais de justice et prison du district de Terrebonne.

Le 14 mars 1860, le conseil du comté des Deux-Montagnes autorisa M. Wilfrid Prévost, maire du village de Ste-Scholastique, à signer un "titre translatif" en vertu duquel les deux morceaux de terrain donnés au conseil du comté par M. Barcelo et par M. Lacombe et son épouse devaient être remis au gouvernement.

Nous donnons plus loin le texte de ces pièces du 2 août 1858 et du 14 mars 1860. Quant au "titre translatif" que M. Wilfrid Prévost a été autorisé à signer, nous n'en avons trouvé aucune trace. Le transfert du terrain eut lieu cependant, et il avait été pratiquement effectué dès l'année 1859, lorsque les travaux de construction du palais de justice et prison du district de Terrebonne furent commencés sur le dit terrain.

L'édifice du palais de justice et prison du district de Terrebonne fut construit sous l'autorité de l'acte de judicature du Bas-Canada 20 Vict., chap. 44, année 1857. Conformément aux dispositions de cette loi, la municipalité du comté où se trouvait le chef-lieu de chaque district judiciaire devait choisir et fournir un emplacement libre de toute obligation pour y ériger l'édifice de la cour et prison du district. Dans chaque cas, le gouverneur en conseil approuva le choix de l'emplacement mis à la disposition du gouvernement, et autorisa l'érection des constructions nécessaires.

Le palais de justice et prison de Ste-Scholastique fut commencé en 1859 et terminé en 1862. Sa construction occasionna une dépense de \$29,812.03, dont \$28,473.71 pour l'édifice, et \$1,338.32 pour frais d'installation.

Cet édifice fut détruit par un incendie en 1865, et reconstruit aussitôt après au prix de \$15,561.22.

On lit dans le rapport général du commissaire des Travaux publics du Canada pour l'année 1867 :—

"Dans la nuit du 26 au 27 juillet 1865, la cour de justice et prison de Ste-Scholastique fut détruite par un incendie dans lequel périrent trois détenues. La compagnie d'assurance Royale, qui avait assuré l'édifice pour \$12,000.00, paya aussitôt après, et depuis lors l'édifice a été reconstruit. Il était terminé et prêt à être occupé le 20 janvier 1866."

Voici la description du terrain du palais de justice et prison du district de Terrebonne donnée par le bureau du cadastre :—

"Livre de renvoi du cadastre officiel du village de Ste-Scholastique, comté des Deux-Montagnes. (Approuvé le 27 avril 1882.)

"No 48.—La Couronne.

"Borné au sud-est par la rue Ste-Jacques, au nord-ouest par la Belle Rivière, au nord-est par le No 49 et au sud-ouest par les Nos 47 et 46 ; contenant un arpent et cinq perches de largeur, sur un arpent et neuf perches de profondeur dans une ligne et trois arpents dans l'autre, formant en superficie trois arpents et soixante et sept perches (3.67)."

TITRES.

Pardevant les notaires publics pour cette partie du Canada ci-devant appelée la province du Bas-Canada, résidant dans le district de Terrebonne, soussignés :

A comparu : Oscar Barcelo, écuyer, marchand, de la paroisse de Ste-Scholastique, dans le dit district ;

Lequel, en exécution de la promesse faite par lui de donner gratuitement à la corporation du comté des Deux-Montagnes une partie du terrain que doit fournir la dite corporation au gouvernement de cette province, pour y ériger les bâties permanentes du district de Terrebonne, au village de Ste-Scholastique, dans le dit comté des Deux-Montagnes ;

A, par ces présentes, fait donation gratuite, avec promesse de garantie de tous troubles, donaires, hypothèques, évictions et autres empêchements généralement quelconques ;

A la dite corporation du comté des Deux-Montagnes, ses successeurs et ayant causes, ce qui est accepté par Dosithé Dupras, à ce présent, écuyer, registrateur pour le dit comté, résidant au village de Ste-Scholastique, dûment autorisé pour cette fin par une résolution passée par le conseil municipal du comté des Deux-Montagnes, dans sa session spéciale tenue le vingt-six de juillet dernier ;

Un terrain situé au village de Ste-Scholastique, au nord de la rue St-Jacques, contenant un demi arpent de front sur deux arpents de profondeur dans la ligne sud-ouest, joignant pour partie à Joseph Laporte, et pour l'autre partie à Pierre Valois, et deux arpents et une perche et demie de profondeur dans la ligne nord-est, joignant le terrain donné ce jourd'hui à la dite corporation par Joseph Lacombe et son épouse, le tout plus ou moins, et sans aucune garantie de mesure précise, tenant par devant à la dite rue St-Jacques, par derrière à la rivière appelée "Belle Rivière," avec une maison et autres bâtiments en bois dessus érigés ;

Ainsi que le tout se trouve actuellement, avec ses circonstances et dépendances, sans aucune exception ni réserve quelconque, si ce n'est pour le donateur le droit de démolir et enlever les susdits bâtiments.

Le donateur est propriétaire de la terre dont le terrain ci-donné fait partie au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de François Tougas, par contrat passé devant M. Lemaire, notaire, et son confrère, le trente août mil huit cent cinquante-un, duquel contrat ainsi que de tout les autres titres de propriété de la dite terre, le donateur promet aider la donataire au besoin, à peine de tous dépens, dommages et intérêts ;

Au moyen des présentes la donataire et ses successeurs à perpétuité pourront jouir, faire et disposer du dit terrain, comme de choses leur appartenant en toute

propriété, (sauf le droit de retour ci-après stipulé par le donateur,) à l'effet de quoi ce dernier transporte à la dite donataire, tous les droits de propriété et autres quelconques qu'il peut avoir sur le terrain présentement donné, dont il se dessaisit au profit de la donataire, ses successeurs et ayant-causes, voulant qu'elle en soit saisie et mise en possession par et ainsi qu'il appartiendra, constituant à cette fin son procureur le porteur de l'expédition des présentes, lui en donnant tout pouvoir.

Le terrain présentement donné relève en censive de la seigneurie du lac des Deux-Montagnes et est grevé envers le domaine d'icelle de cens et rentes et autres droits seigneuriaux, mais à l'avenir seulement, le donateur le déclarant franc et quitte de toutes autres charges et hypothèques et des arrérages de droits seigneuriaux du passé jusqu'à ce jour ; néanmoins le donateur ne sera aucunement tenu à l'entretien de la moitié du chemin en front du terrain ci-donné, non plus qu'à la construction et entretien des clôtures nécessaires pour enclore le dit terrain dans tout son contour, la donataire devant être sujette à ces charges pour l'avenir et le donateur se réservant le droit d'enlever ses clôtures.

À ces présentes est intervenue et fut présente Dame Eugénie Beaudry, épouse du donateur, d'avec lui séparée contractuellement quant aux biens et de lui dûment autorisée pour ce qui suit : laquelle, sous l'autorisation susdite, a expressément renoncé à tous les droits, privilèges et hypothèques généralement quelconques, qu'elle peut prétendre sur le terrain présentement donné pour raison de ses clauses, reprises et conventions matrimoniales stipulées en sa faveur dans son contrat de mariage avec le dit sieur Barcelo, reçu devant Me. L. Belle, notaire, et son confrère; le vingt-cinq de juin mil huit cent quarante-huit, déchargeant du tout le dit terrain de la manière la plus entière et la plus définitive.

Enfin, il a été expressément convenu entre les parties que, dans le cas où le terrain ci-dessus décrit et donné ne serait pas accepté par le gouvernement de cette province pour y construire les édifices qui devront servir de cour, prison, et pour autres fins pour le district de Terrebonne, ou que, ayant été accepté, il s'opérerait des changements pourvoyant à ce que les dites bâtisses soient construites ailleurs ou ne le soient pas du tout, alors dans l'un ou l'autre cas, le terrain ci-dessus donné retournera au donateur en pleine propriété, et le présent acte de donation sera, ainsi que les renonciations y stipulées, considéré comme nul et de nul effet, et comme n'ayant jamais été fait ni consenti.

Pour faire enregistrer ces présentes, tout pouvoir est donné au porteur d'une expédition.

Et pour leur exécution les comparants ont élu leur domicile en leurs demeures actuelles.

Dont acte fait et passé en la dite paroisse de Ste Scholastique, en la demeure du donateur, l'an mil huit cent cinquante-huit, le deuxième jour du mois d'août après midi, sous le numéro six cent trente-cinq.

Les comparants ont signé avec les notaires, après lecture faite.

(Signé) T.-GEO. LEBEL, N.P.	(Signé) EUGÉNIE BEAUDRY,
	" OSCAR BARCELO,
	" DOSITHÉE DUPRAS,
	" ANTOINE FORTIER, N.P.

Pour vraie copie de la minute demeurée de record en l'étude de Antoine Fortier, en son vivant notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Ste-Scholastique, dans le district de Terrebonne, vidimée et collationnée par nous soussigné, Vincent Fortier, notaire public pour la province de Québec, demeurant et pratiquant à Ste-Scholastique susdit, cessionnaire des minutes et répertoire du dit feu Antoine Fortier en vertu d'un arrêté de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec en conseil, en date du vingt-deux mars mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Ste-Scholastique, ce seize octobre mil neuf cent-un.

(Signature du notaire.)

VINCENT FORTIER,

Notaire.

Pardevant les notaires publics pour cette partie du Canada ci-devant appelée la province du Bas-Canada, résidant dans le district de Terrebonne, soussignés.

Ont comparu: Joseph Lacombe (fils de Jacques), cultivateur, et Olive Leclair, son épouse, qu'il autorise pour ce qui suit, demeurant en la paroisse de Ste-Scholastique, dans le dit district de Terrebonne,

Lesquels, en exécution de la promesse qu'ils ont faite de donner à la corporation du comté des Deux-Montagnes, la plus grande partie du terrain que doit fournir la dite corporation au gouvernement de cette province, pour y construire les édifices permanents du district judiciaire de Terrebonne, au village de Ste-Scholastique, dans le dit comté des Deux-Montagnes,

Ont, par ces présentes, fait donation gratuite, avec promesse solidaire entre eux, un d'eux seul pour le tout, sans division, ni discussion, de garantie de tous troubles, douaires, hypothèques, évictions, et autres empêchements généralement quelconques,

A la dite corporation du comté des Deux-Montagnes, ses successeurs et ayant cause, ce qui est accepté par Dosithée Dupras, écuyer, registrateur pour le dit comté, résidant au village de Ste-Scholastique, dûment autorisé à cet effet, en vertu d'une résolution passée par le conseil municipal du comté des Deux-Montagnes, dans sa session spéciale tenue le vingt-six de juillet dernier ;

Un terrain situé au village de Ste-Scholastique, au nord de la rue St-Jacques, contenant un arpent de front sur deux arpents et une perche et demie de profondeur dans la ligne sud-ouest, joignant le terrain donné aujourd'hui à la donataire par le sieur Oscar Barcelo, et trois arpents et une perche de profondeur dans la ligne nord-est, joignant la clôture du jardin des donateurs, le tout plus ou moins et sans aucune garantie de mesure précise, tenant devant à la dite rue St-Jacques, derrière à la rivière appelée "Belle Rivière," sans bâtiments dessus érigés ; bien entendu que la ligne nord-est sera tirée de manière à ce que le terrain ci-donné ait la même largeur depuis la dite rue St-Jacques à aller jusqu'à la dite rivière.

Ainsi que le tout se trouve actuellement, avec circonstances et dépendances, sans aucune exception ni réserve quelconque.

Le terrain présentement donné relève en censive de la seigneurie du lac des Deux-Montagnes, et est grevé envers son domaine de cens et rentes et autres droits seigneuriaux, mais à l'avenir seulement, les donateurs le déclarant franc et quitte de toutes autres charges et hypothèques et des arrérages de droits seigneuriaux du passé jusqu'à ce jour. Néanmoins les donateurs ne seront aucunement tenus à l'entretien de la moitié du chemin en front du terrain ci-donné, ainsi qu'à la construction et entretien des clôtures nécessaires pour enclore le dit terrain, la donataire devant être sujette à ces charges ; les donateurs se réservant le droit d'enlever les clôtures qui entourent le dit terrain.

Au moyen des présentes la donataire et ses successeurs à perpétuité, pourront jouir, faire et disposer du dit terrain comme de chose leur appartenant en toute propriété, (sauf le droit de retour ci-après stipulé en faveur des donateurs,) à l'effet de quoi ces derniers transportent à la dite donataire tous les droits de propriété et autres quelconques qu'ils ont et peuvent avoir sur le terrain présentement donné, dont ils se désaisissent au profit de la donataire, ses successeurs et ayant causes, voulant qu'elle en soit saisie et mise en possession par et ainsi qu'il appartiendra, constituant à cette fin leur procureur le porteur de l'expédition des présentes, lui en donnant tout pouvoir.

Les donateurs sont propriétaires de la terre dont fait partie le terrain ci-donné au moyen de la donation qui en a été faite au donateur par Jacques Lacombe, père, et Marie Paiement, son épouse, ses père et mère, par acte reçu devant M^{re} Augustus McKay, notaire, et son confrère, le vingt-huit octobre mil huit cent cinquante-six, sous le numéro cinq mille quatre cent quatre-vingt-douze, duquel acte, ainsi que de tous les autres titres de propriété de la dite terre, les donateurs promettent aider la donataire au besoin, à peine de tous dépens, dommages et intérêts.

Les donateurs observent qu'ils se sont mariés sans faire dresser par écrit les clauses et conditions civiles de leur mariage ; néanmoins la dite Olive Leclaire, sous l'autorisation susdite, a expressément renoncé à tous droits, privilèges et hypothèques quelconques et notamment à tout douaire coutumier qu'elle peut et pourra avoir et prétendre sur le terrain ci-dessus donné, en vertu de toutes lois maintenant en force en cette province, déchargeant du tout le susdit terrain de la manière la plus ample et la plus définitive, tant pour elle-même que pour les enfants nés et à naître de son mariage avec le donateur son mari.

A ces présentes sont intervenus et furent présents, le sieur Jacques Lacombe, père, rentier, et dame Marie Paiement, son épouse, qu'il autorise pour ce qui suit, du dit lieu de Ste-Scholastique, lesquels ont, par ces présentes, expressément renoncé à tous les droits, privilèges et hypothèques généralement quelconques qu'ils peuvent avoir et prétendre sur le terrain ci-dessus donné, par et en vertu de l'acte de donation qu'ils ont faite de la terre dont il fait partie au dit donateur, suivant l'acte ci-dessus relaté du vingt-huit octobre mil huit cent cinquante-six, de tous lesquels droits, privilèges et hypothèques ils déchargent entièrement le terrain présentement donné.

Enfin, il a été expressément convenu entre les parties que dans le cas où le terrain ci-dessus décrit et donné ne serait pas accepté et approuvé par le gouvernement de cette province pour y construire les bâtisses qui devront servir de Cour, Prison, et pour d'autres fins, pour le district de Terrebonne, ou que, ayant été accepté il s'opérerait des changements pourvoyant à ce que les ditos bâtisses

soient construites ailleurs, ou ne le soient pas du tout, alors, dans l'un ou l'autre cas, le terrain ci-dessus donné retournera aux donateurs en pleine propriété, et le présent acte de donation sera, ainsi que les renonciations y stipulées, considéré comme nul et de nul effet, et comme n'ayant jamais été fait ni consenti.

Pour faire enregistrer ces présentes, tout pouvoir est donné au porteur d'une expédition.

Et pour leur exécution, les contractants ont élu leur domicile en leurs demeures susdites.

Dont acte fait et passé en la dite paroisse de Ste-Scholastique, en la demeure des donateurs, l'an mil huit cent cinquante-huit, le deuxième jour du mois d'août après-midi, sous le numéro six cent trente-six, les comparants ayant déclaré ne savoir signer de ce enquis, à l'exception du sieur Dosithée Dupras qui a signé avec les notaires, après lecture faite.

(Signé)	T. GEO. LEBEL, N.P.
"	DOSITHÉE DUPRAS.
"	ANTOINE FORTIER, N.P.

Pour vraie copie de la minute demeurée de record en l'étude de Antoine Fortier, en son vivant notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant à Ste-Scholastique, dans le district de Terrebonne, vidimée et collationnée par nous soussigné Vincent Fortier, notaire public pour la province de Québec, demeurant et pratiquant à Ste-Scholastique susdit, cessionnaire des minutes et répertoire du dit feu Antoine Fortier en vertu d'un arrêté de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, en Conseil, en date du vingt-deux mars mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Ste-Scholastique, ce seize octobre mil neuf cent un.

(Signature du notaire)	VINCENT FORTIER, notaire.
------------------------	---------------------------

CORPORATION DU COMTÉ DES DEUX-MONTAGNES.

A une session générale et trimestrielle du conseil municipal du comté des Deux-Montagnes, tenue au village de Ste-Scholastique, dans le dit comté, au lieu ordinaire des séances, mercredi, le quatorze de mars de l'année mil huit cent soixante, conformément aux dispositions de l'acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada de 1855 et des amendements au dit acte, de 1856, 1857, 1858 et 1859, à laquelle assemblée sont présents : Léandre Dumouchel, écuier, maire de la corporation de la paroisse de St-Benoît ; Louis Pâquette, écuier, maire de la corporation de la paroisse de St-Augustin ; Hyacinthe Chesniers, écuier, maire de la corporation de la paroisse de St-Joseph ; Casimir Leroux, écuier, maire de la corporation de la paroisse de St-Placide ; Joseph Bricot, écuier, maire de la corporation de la paroisse de St-Hermas ; James McAdam, écuier, maire de la corporation de la paroisse de St-Canut, et John Phelan, écuier, maire de la corporation de la paroisse de St-Colomban, lesquels dits sept maires forment un quorum du dit conseil.

Vu l'absence de Jean-Baptiste Daoust, écuier, préfet, Léandre Dumouchel, écuier, est appelé à présider l'assemblée sur motion à cet effet de M. Louis Paquette, secondé par M. James McAdam.

Le secrétaire-trésorier donne communication d'une lettre de G. Raby, écuier, shérif du district de Terrebonne, dans laquelle il informe le conseil qu'il (G. Raby) a reçu instruction du département des Travaux publics de recevoir le transport du terrain destiné à la bâtisse du Palais de Justice, au village de Ste-Scholastique.

Après quoi M. Louis Paquette, secondé par M. Hyacinthe Chesnier, propose que Wilfrid Prévost, écuier, maire du village de Ste-Scholastique, soit autorisé, sans exiger aucune rémunération, à passer et consentir au nom de la corporation du comté des Deux-Montagnes, au département des Travaux publics ou au commissaire d'icelui ou au gouvernement de cette province, un titre translatif de propriété du terrain destiné à la construction du palais de justice et de la prison du district de Terrebonne, au village de Ste-Scholastique,—agréé.

(Signé) L. DUMOUCHEL, Prés. temp.

“ ANTOINE FORTIER, Sec.-Trés.

Je certifie que ce qui précède est un extrait véritable du livre des délibérations du conseil municipal susdit dont je suis secrétaire-trésorier.

Donné à Ste Scholastique, ce seize octobre mil neuf cent-un.

(Signé) VINCENT FORTIER,

Sec.-Trés. Cons. M. C. 2 M.

PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE SOREL

Le palais de justice et prison du district de Richelieu, dans la ville de Sorel, fut érigé en vertu de l'acte de judicature du Bas-Canada, 20 Vict., ch. 44, d'après des plans de monsieur F.-P. Rubidge, architecte du département des Travaux publics, dressés conformément aux instructions des inspecteurs des prisons. Il fut commencé en 1860 et terminé en janvier 1862. Le coût de cette construction s'éleva à \$27,500.00.

Le corps principal de l'édifice a 90 pieds de longueur par 45 de profondeur, et a un étage sur rez-de-chaussée. Une aile, située en arrière, est occupée par le service de la prison ; elle est à deux étages sur rez-de-chaussée, et mesure 52 pieds par 36. Tout l'édifice est en pierre de taille à assises régulières. Voici la description du terrain du palais de justice et prison de Sorel telle que donnée au cadastre (livre de renvoi officiel de la ville de Sorel, comté de Richelieu) :

Gouvernement de la province de Québec. No 719. "Borné vers le nord par la rue Charlotte, vers le sud par la rue Sophie, vers l'est par les Nos 720, 721, 722, 723, 724, 725 et 726, et vers l'ouest par les Nos 712, 713, 714, 715, 716, 717 et 718 ; mesurant deux cent soixante et quatre pieds de front sur trois cent quatre-vingt-seize pieds de profondeur, contenant en superficie cent quatre mille cinq cent quarante-quatre pieds (104,544), mesure anglaise."

D'après une communication de M. P. Guévremont, shérif du district de Richelieu, portant la date du 11 octobre 1901, "la partie centrale de ce terrain n'a jamais été concédée, la Couronne, qui était propriétaire de la seigneurie de Sorel, ayant toujours réservé ce terrain pour y bâtir un palais de justice. Comme le terrain ainsi réservé n'avait pas une étendue suffisante pour y construire le palais de justice et la prison, la corporation du bourg de William Henry, aujourd'hui Sorel. . . . a acheté et exproprié, de chaque côté de cette réserve, le terrain nécessaire pour y construire le palais de justice et la prison."

D'après M. J.-G. Crébassa, greffier de la cité de Sorel, qui a fourni les renseignements qui précèdent à M. Guévremont, les portions de terrain ainsi achetées et expropriées ont été laissées à la disposition du gouvernement, qui en jouit depuis plus de quarante ans, mais n'ont jamais été transférées par un titre officiel.

LE TERRAIN DU PALAIS DE JUSTICE DE ST-HYACINTHE.

Nous avons donné, dans le rapport général de 1900, les titres du terrain du palais de justice et prison de St-Hyacinthe. Depuis lors, certaines portions de ce terrain ont été cédées à la ville de St-Hyacinthe, ainsi qu'il appert par les pièces suivantes :

Copie du rapport d'un comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 19 février 1901, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 21 février 1901.

No 110. Sur une demande du conseil de ville de *St-Hyacinthe*.

L'honorable commissaire des Travaux publics, dans un rapport en date du dix-neuf février courant (1901), expose : que, par résolution en date du 27 octobre 1899, le conseil de ville de St-Hyacinthe a demandé au gouvernement de lui céder gratuitement deux lisières de terrain formant les côtés nord et est du lot No 593 du cadastre de la ville, sur lequel est érigé le palais de justice et prison du district de St-Hyacinthe, afin de pouvoir ouvrir une rue contiguë et parallèle à la ligne du chemin de fer Grand Tronc, et élargir la rue appelée rue Ste-Rosalie.

Vu le rapport de M. Elzéar Charest, ingénieur du département des Travaux publics du 27 novembre 1899, déclarant que le gouvernement peut se départir sans inconvénient des lisières de terrain demandées, et qu'il est de l'intérêt public de favoriser les travaux d'amélioration projetés par la ville de St-Hyacinthe, l'honorable commissaire recommande qu'il soit autorisé à signer un acte authentique cédant gratuitement à la ville de St-Hyacinthe, pour les fins ci-dessus, les lisières de terrain indiquées par des hachures sur le plan annexé à son rapport susdit, savoir : une lisière d'une largeur maxima de 50 pieds le long de la voie du chemin de fer Grand Tronc, et une largeur maxima de 20 pieds le long de la rue Ste-Rosalie, la ville de St-Hyacinthe devant faire reconstruire les clôtures dans les nouvelles lignes, avec barrières à la convenance du shérif, et, de plus, payer le coût du dit acte authentique et en faire délivrer une copie certifiée au gouvernement.

Certifié.

GUSTAVE GRENIER,

Greffier Conseil Exécutif.

L'AN MIL NEUF CENT UN, le treizième jour du mois de septembre,

DEVANT NOUS soussigné JOSEPH MORIN, notaire public pour la province de Québec, au Canada, résidant et pratiquant en la cité de St-Hyacinthe, dans le district de St-Hyacinthe.

A COMPARU :

SA MAJESTÉ EDOUARD VII, Roi du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, représenté par l'honorable LOMER GOUIN, ministre de la Colonisation et des Travaux publics de la province de Québec, demeurant en la cité de Montréal, dûment autorisé à l'effet des présentes par un arrêté en conseil, No 110 du 21 février 1901, dont copie annexée aux présentes.

Lequel a reconnu et confessé, par ces présentes, avoir donné et cédé avec garanties de droit à LE MAIRE ET CONSEIL DE VILLE de St Hyacinthe, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de St-Hyacinthe, ici représenté et agissant par Mess. Euclide Henri Richer, maire, et Robert Deschênes, greffier, dûment autorisés aux fins des présentes suivant une résolution à une session du dit conseil, en date du seize août dernier, dont copie est annexée aux présentes :

1.—Une lisière de terrain de cinquante pieds de large, plus ou moins, à prendre à l'extrémité nord au numéro cinq cent quatre-vingt-treize (No 593) du plan cadastral de la cité de St-Hyacinthe, et en faisant partie, borné par un bout à la rue Rosalie, à l'autre bout partie au No 557 et partie au No 558 du plan cadastral, d'un côté la compagnie de chemin de fer du Grand Tronc et de l'autre côté le résidu du No 593, savoir le terrain haché en rouge et mentionné "rue projetée" au plan ci-annexé.

2.—Une autre lisière de terrain de vingt pieds de large, plus ou moins, à prendre dans la partie est du numéro cinq cent quatre-vingt-treize (No 593) du dit plan cadastral, borné par un bout à la rue Dessaulles, à l'autre bout à la lisière plus haut mentionnée, d'un côté la rue Rosalie et de l'autre côté le résidu du dit No 593, savoir la lisière de terrain indiquée "élargissement projeté" et haché en rouge d'après le plan annexé aux présentes.

Ainsi que le tout se poursuit, comporte et étend de toutes parts, circonstances et dépendances, que le cessionnaire dit bien savoir et connaître pour l'avoir vu et visité, dont il est content et satisfait et sans aucune réserve par le cédant.

Pour du dit terrain et dépendances, jouir, user, faire et disposer, par le dit cessionnaire et ayant cause, en toute propriété, en vertu des présentes, et commencer la jouissance depuis le premier mai dernier ; sujet aux conditions imposées et mentionnées par arrêté en conseil portant le No 110, en date du dix-neuf février dernier et approuvé par le lieutenant-gouverneur le vingt et un février dernier ; le cédant s'en démettant et dessaisissant à son profit et consentant qu'il en soit mis en possession par le porteur d'une expédition des présentes.

Cette cession, don et abandon sont ainsi faits gratuitement, à la charge par cessionnaire, de faire reconstruire les clôtures dans les nouvelles lignes avec barrières, à la convenance du shérif, de payer le coût du présent acte et en délivrer copie certifiée au gouvernement.

Dont acte, numéro dix mille sept cent quatre-vingt-trois.

Fait et passé en les cités de St-Hyacinthe et Montréal, et nous, notaires, avons signé les présentes avec les dits maire Richer, et greffier Deschênes, en la cité de St-Hyacinthe, et le dit honorable Gouin a signé avec M. Ernest Gagnon, secrétaire du département de Colonisation et des Travaux publics à Montréal, après lecture faite.

(Signé)	LOMER GOUIN, Ministre C. et T. P.
"	ERNEST GAGNON, Sec. Dép. C. et T. P.
"	E. H. RICHER, Maire.
"	ROB. DESCHÊNES, Greffier.
"	J. MORIN, N.P.

(Vraie copie.)

(Signature du notaire)	J. MORIN, N.P.
------------------------	----------------

TERRAIN DU PALAIS DE JUSTICE DE JOLIETTE.

Les pièces suivantes, en vertu desquelles une petite portion de ce terrain a été cédée à la ville de Joliette, modifient dans une certaine mesure les titres de ce terrain donnés dans le rapport général du commissaire des Travaux publics pour l'année 1899-1900.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 4 février 1902, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 5 février 1902.

No 80. Concernant la cession d'une lisière de terrain à la ville de *Joliette*.

L'honorable ministre de la Colonisation et des Travaux publics, dans un rapport en date du 4 février courant, (1902), expose : que, par résolution adoptée à sa séance du 5 juin dernier, le conseil de ville de Joliette a demandé au gouvernement de cette province s'il serait disposé à céder gratuitement à la ville de Joliette une lisière de terrain au sud-ouest du palais de justice pour faire de la rue St-Marc une rue de soixante-six pieds de large ;

Que l'ingénieur du département, M. Elzéar Charest, a fait la visite des lieux le 25 juin dernier et a fait rapport qu'il suffirait d'accorder une lisière de terrain de vingt-cinq pieds de largeur dans la ligne sud-ouest du terrain du palais de justice sur toute la profondeur du dit terrain pour faire de la rue St-Marc une rue convenable, et que la cession de cette lisière de terrain à la ville n'offrirait pas d'inconvénients sérieux ;

Qu'il est de l'intérêt public de favoriser les travaux d'amélioration projetés par la ville de Joliette, tels qu'énumérés dans la requête transmise par le secrétaire de son conseil.

L'honorable ministre recommande qu'autorisation lui soit donnée de signer un acte authentique cédant à la ville de Joliette, moyennant le paiement de la somme de une piastre, une lisière de 25 pieds de terrain, depuis le front jusqu'à la profondeur de l'emplacement du palais de justice, dans la ligne sud-ouest d'icelui pour élargir d'autant la rue St-Marc qui le borde dans cette ligne, la ville de Joliette devant se charger de reconstruire la clôture dans la nouvelle ligne, avec barrière à la convenance du shérif, réserve était faite au profit de l'Institut des Clercs Viateurs des réclamations auxquelles ils pourraient prétendre sur la dite lisière de terrain en vertu de leurs titres.

Certifié.

(Signé)

GUSTAVE GRENIER,

Greffier Conseil Exécutif.

L'an mil neuf cent deux, le septième jour de février.

Devant Maître J.-Ant. Beaudoin, notaire, pour la province de Québec, résidant et pratiquant dans la ville de Joliette, district de Joliette, soussigné,

Ont comparu :

Sa Majesté le Roi Edouard VII, stipulant par le gouvernement de la province de Québec, représenté par l'honorable Lomer Gouin, de la cité de Montréal, et agissant en ces présentes en sa qualité de ministre de la Colonisation et des Travaux publics de la province de Québec, dûment autorisé à l'effet des présentes par un arrêté en conseil approuvé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de cette province, le cinq février courant (1902), duquel dit arrêté en conseil copie certifiée par le greffier du Conseil Exécutif, est annexée aux présentes, après avoir été signée des parties et du notaire *ne varietur*, d'une part.

Et la corporation de la ville de Joliette, corps politique et incorporé en vertu d'un acte de la 27 Victoria, chap. 23 des Statuts du Canada, ayant son bureau d'affaires en l'hôtel de ville de la ville de Joliette, district de Joliette, province de Québec, représentée aux présentes par Joseph Adolphe Renaud, écuier, maire, et Alfred Lemire Marsolais, écuier, secrétaire-trésorier de la ville de Joliette, et spécialement autorisés tous deux à l'effet des présentes à exécuter, pour et au nom de la dite corporation, l'acte ci-après par et en vertu d'une résolution du conseil passée et adoptée par le dit conseil le 30 octobre 1901, et dont copie certifiée par le dit A. L. Marsolais, le 2 novembre 1901, est ci-annexée et signée des parties aux présentes et du dit notaire *ne varietur*, d'autre part.

Lesquelles dites parties ont fait ensemble le contrat suivant, savoir :

Attendu que par le susdit arrêté en conseil, autorisation est donnée à l'honorable ministre de signer un acte authentique, cédant à la dite corporation la lisière de terrain ci-après décrite aux conditions ci-après énoncées et énumérées dans la requête transmise par le secrétaire de son conseil ;

En conséquence, le gouvernement de la province de Québec cède et transporte sous les garanties de droit, à la corporation de la ville de Joliette, ce acceptant comme susdit,

Une lisière de vingt-cinq pieds de terrain, à prendre sur le lot numéro trente et un (31) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette ayant front sur la rue St-Louis, sur une profondeur de trois cent quatre-vingt-quatre pieds, aboutissant au lot numéro 29 du dit cadastre, tenant au nord-est au reste du lot No 31, dont elle est détachée, et au sud-ouest pour partie au lot No 30 du dit cadastre, formant une superficie de neuf mille six cents pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Tel que le tout se trouve actuellement, ce terrain appartenant au gouvernement de la dite province en vertu de bons titres.

Et en outre cette cession est faite par le gouvernement à la dite corporation moyennant le paiement déjà effectué de la somme de une piastre, la dite corporation devant, de plus, payer le coût du présent acte et en fournir à ses frais une copie dûment enregistrée au gouvernement.

Le dit gouvernement fait réserve, au profit de l'Institut des Clercs St-Viateur des réclamations auxquelles ils pourraient prétendre sur la dite lisière de terrain en vertu de leurs titres.

La dite corporation, de son côté, s'oblige et s'engage, par les présentes, de déplacer et reconstruire la clôture dans la nouvelle ligne, avec barrière à la convenance du shérif, et à faire tous travaux de construction de la rue St-Marc à ses frais et dépens, l'élargissement et prolongement de la dite rue St-Marc devant se continuer sur une largeur uniforme jusqu'à la limite sud-ouest de la ville de Joliette.

La dite corporation, de plus, promet et s'engage à continuer les travaux d'élargissement et prolongement de la dite rue St-Marc aussitôt que faire se pourra au printemps prochain, les dits travaux ayant été discontinués vu la saison avancée de l'hiver, les travaux devant être repris aussitôt que le terrain le permettra.

Dont acte fait et passé à Joliette les jour, mois et an susdits, sous numérq trois cent soixante et treize des minutes de mon répertoire, et après lecture faite les parties ont signé avec le notaire, le dit acte ayant été aussi contresigné par Ernest Gagnon, écuyer, secrétaire du département de la Colonisation et des Travaux publics, conformément aux dispositions de l'article 1756 des Statuts Refondus de la province de Québec.

(Signé)	LOMER GOUIN,
	Ministre C. et T. P.
"	ERNEST GAGNON,
	Secrétaire C. et T. P.
"	J.-A.-D. RENAUD,
	Maire de la ville de Joliette.
"	A.-L. MARSOLAIS,
	Sec.-Trés. V. J.
"	J.-ANT. BEAUDOIN, N.P.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée en mon étude.

(Signature du notaire) J.-ANT. BEAUDOIN, N.P.

Je certifie que ce document a été enregistré au long au bureau d'enregistrement du comté de Joliette, à Joliette, le septième jour de mars mil neuf cent deux, à onze heures avant-midi, dans le Registre B, vol. 29, page 809, numéro 29220.

(Signé)	LAVOIE & GUILBAULT,
	Régistrateurs.

LE TERRAIN DU PALAIS DE JUSTICE DU DISTRICT DE
BEAUHARNOIS, À BEAUHARNOIS.

Les pièces suivantes complètent les titres de ce terrain, tels que publiés dans le dernier rapport général du département :

Copie du rapport d'un comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 2 juillet 1896, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 3 juillet 1896.

No 265. Concernant la compagnie de chemin de fer dite la "South Western Railway Company."

L'Honorable Commissaire des Travaux publics, dans un mémoire en date du deux juillet courant (1896), recommande que le projet d'acte dont copie (avec plan), est ci-annexée, préparé par M^{re} E.-H. Bisson, notaire, de la ville de Beauharnois, soit approuvé, le dit acte stipulant que le gouvernement cède, à titre d'échange, partie du lot de terre désigné sous le numéro 141 aux plan et livre de renvoi du cadastre de la ville de Beauharnois, à la compagnie de chemin de fer appelée "South Western Railway Company," en, par cette dernière, cédant en retour au gouvernement parties des lots Nos 353, 449, 545, et les lots entiers Nos 351, 352, 450 et 451 des dits plan et livre de renvoi du cadastre de la ville de Beauharnois, et se conformant à certaines autres conditions.

L'Honorable Commissaire recommande de plus qu'il soit autorisé, en sa qualité de Commissaire des Travaux publics, à signer la minute du dit acte, sur paiement de la somme de vingt-cinq piastres y mentionnée.

Certifié

(Signé)

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil Exécutif.

(Traduction.)

Ce vingtième jour du mois de juillet de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-seize, devant M^{re} E. H. Bisson, notaire public soussigné, dûment commissionné, résidant et pratiquant dans la ville et le district de Beauharnois, dans la province de Québec, puissance du Canada, ont comparu :

Sa Majesté la reine Victoria, représentée par l'honorable E. J. Flynn, de la cité et du district de Québec, où il demeure, Commissaire des Travaux publics et premier ministre de la province de Québec, dûment autorisé à l'effet des présentes par un ordre-en-conseil dont copie est ci-annexée, de première part ;

Et la compagnie du chemin de fer du Sud-Ouest, corps politique dûment formé en corporation par l'acte du parlement du Canada, 51 Vict., ch. 52, intitulé : "Acte pour constituer en corporation la compagnie du chemin de fer du Sud-Ouest," et ses amendements, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, province de Québec, la dite compagnie étant représentée et agissant aux présentes par son agent Martin E. McClary, de Malone, N. Y., dûment autorisé à ce faire par une résolution du bureau de direction de la compagnie, de seconde part.

Lesquelles parties ont fait entre elles les conventions et échanges qui suivent :

La partie de première part cède, transfère et abandonne, à titre d'échange, avec garantie de tous troubles et évictions, à la partie de seconde part, représentée comme susdit, et tel que convenu entre les dites parties, un morceau de terrain situé dans la ville de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois, étant une portion d'un lot de terre connu et désigné sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la dite ville de Beauharnois, sous le numéro 141, tel qu'indiqué sur le plan ci-annexé, dressé par R. W. Leonard, écuyer, ingénieur en chef de la dite compagnie, et désigné comme suit : Commencant au point d'intersection entre la ligne centrale du chemin de fer du Sud-Ouest et la ligne de séparation du "chemin de la Beauce" ; de là, dans une direction nord, le long de la dite ligne de séparation, une distance de quarante-cinq pieds ; de là, dans une direction est parallèlement avec la ligne centrale du dit chemin de fer, et à une distance de quarante pieds de la dite ligne, jusqu'à la ligne de séparation entre le terrain du palais justice et un terrain appartenant à James Reay ; de là, dans une direction sud-ouest, le long de la dite ligne de séparation, une distance de trois cent quarante pieds, jusqu'au "chemin de la Beauce" ; de là, dans une direction nord, le long de la ligne de séparation est du dit chemin, une distance de cent trente-neuf pieds, jusqu'au point de départ,—contenant soixante-quinze perches (0.75 arpent), plus ou moins.

En retour, la partie de seconde part cède, transfère et abandonne, avec garantie de tous troubles et évictions, à la partie de première part, représentée, agissant et acceptant comme susdit, un autre morceau de terrain situé dans la même ville et le même comté de Beauharnois, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Beauharnois, comme la plus grande portion nord-est du lot numéro 353.

Tous les lots Nos 352 et 351, la plus grande portion nord-est du lot No 449, et tous les lots 450 et 451 et aussi la portion nord du lot No 545, et désigné comme suit : commençant à un certain point de la ligne de séparation ouest du "chemin de la Beauce," à une distance de cent douze pieds au nord du point d'intersection entre la ligne centrale du chemin de fer du Sud-Ouest et la ligne de séparation ouest du dit chemin de la Beauce ; de là S. 86° 30' O., une distance de deux cent trente-neuf pieds en ligne parallèle avec la ligne centrale du dit chemin de fer et à une distance de cent pieds de cette dernière ligne ; de là N. 9° O., une distance de deux cent quarante et un pieds ; de là N. 81° E., une distance de cent trente-deux pieds du "chemin de la Beauce" ; de là S. 31° E., le long de la ligne de séparation ouest du dit chemin, une distance de deux cent quatre-vingt-quatre pieds, jusqu'au point de départ,—contenant un arpent et vingt-cinq perches (1.25 arpent), plus ou moins.

Telles que ces dites propriétés sont maintenant, sans exception ni réserves, et sans garantie de mesures précises, tout excédant ou déficit en icelles mesures devant être au profit ou à la perte des dites parties, respectivement, quelles que puissent être ces différences.

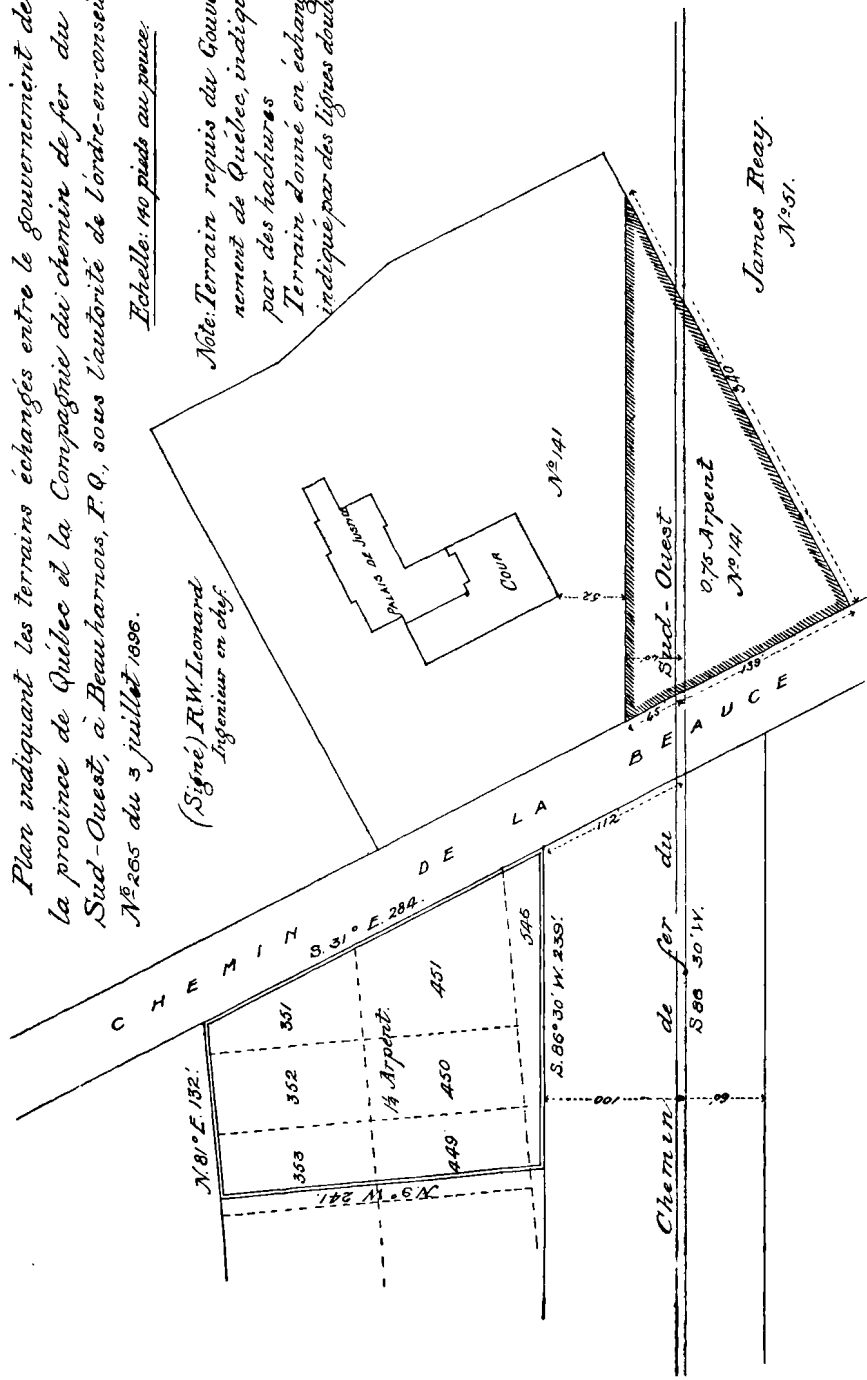
La propriété ainsi cédée par la partie de première part lui appartient par et en vertu d'une certaine donation par la corporation du comté de Beauharnois à Sa Majesté la Reine Victoria, par acte passé devant feu I.-G. Longpré, notaire, le dix-sept février mil huit cent cinquante-neuf (1859), dûment enregistré sous les

Plan indiquant les terrains échangés entre le gouvernement de la province de Québec et la Compagnie du chemin de fer du Sud-Ouest, à Beauharnois, P.Q., sous l'autorité de l'ordre-en-conseil N°265 du 3 juillet 1896.

Echelle: 140 pieds au pouce.

(Signé) R.W. Leonard
Ingénieur en chef.

Note: Terrain requis du Gouvernement de Québec, indiqué par des hachures.
Terrain donné en échange indiqué par des lignes doubles.



numéros 2664 et 2665, le vingt-trois février mil huit cent soixante (1860); et la propriété ainsi cédée par la partie de seconde part lui appartient comme ayant été acquise, avec une plus grande portion de terrain, de Moïse Poissant, par acte de vente passé devant L.-C. Tassé, notaire, dûment enregistré *in extenso* au dit bureau d'enregistrement, sous le numéro 28147.

Pour, les dites parties, jouir, faire usage et avoir possession des dites propriétés ainsi échangées, comme leurs biens propres, désormais et à toujours.

Cet échange est ainsi fait sujet aux obligations et conditions suivantes, auxquelles les dites parties consentent, s'engageant aussi à subir les servitudes passives, apparentes ou autres, affectant chacune des propriétés reçues respectivement en échange, avec droit de les contester, si cela est nécessaire, et de prendre avantage de toute servitude active qui pourrait exister, le tout à ses frais et risques.

Cet échange est ainsi fait pour et en considération du paiement, par la compagnie du chemin de fer du Sud-Ouest, de la somme ronde de vingt-cinq piastres, laquelle somme a été présentement payée à la partie de première part, dont quittance générale et finale est par les présentes donnée et accordée.

En considération de ce que dessus, les dites parties se dessaisissent mutuellement, par les présentes, l'un en faveur de l'autre, de tous les droits de propriété ou autres droits quelconques sur chacun des morceaux de terrain respectivement cédés et transportés en échange.

Et pour l'exécution des présentes les parties ont élu pour domicile les lieux respectifs de leurs bureaux d'affaires.

Fait et passé dans la ville de Beauharnois, au bureau du notaire soussigné, sous le numéro quatorze mille cent soixante-sept, les jour, mois et an en premier lieu écrits, et signé par les représentants des parties ci-dessus et du notaire, lecture faite.

(Signé)	E.-J. FLYNN, Commissaire des Travaux Publics.
"	ERNEST GAGNON, Sec. Dépt. Trav. Publics.
"	SOUTH WESTERN RAILWAY COMPANY, par MARTIN-E. McCLARY, Agent.
"	E.-H. BISSON, N. P.

Vraie copie de l'original demeuré de record dans mon étude.

	(Signé)	E.-H. BISSON, N. P.
Bureau d'enregistrement, Comté de Beauharnois.		

Je certifie que copie semblable à ce document a été enregistrée au long dans les livres de ce bureau, dans le Reg. 9, vol. 48, page 40, à trois heures p.m., le vingt-neuvième jour du mois de juillet mil huit cent quatre-vingt-seize, sous le numéro 28389.

(Signé)	JOS. MAYER, Regist.
---------	---------------------

Beauharnois, 29 juillet 1898.

**PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE SALABERRY DE
VALLEYFIELD.**

(District de Beauharnois.)

Ainsi qu'il a été dit dans le rapport général du ministre des Travaux publics pour l'année 1900-1901, le chef-lieu du district judiciaire de Beauharnois doit être et sera bientôt transporté dans la ville de Salaberry de Valleyfield, sous l'autorité de l'acte 1 Edouard VII, chapitre 4.

Nous donnons ci-après le titre du terrain sur lequel on a commencé l'érection du nouveau palais de justice et prison de ce district. La construction de l'édifice a été confiée à MM. Thomas Préfontaine et Théodore Bélanger, entrepreneurs, de Salaberry de Valleyfield, par contrat portant la date du 4 octobre 1901. Les plans et devis du bâtiment ont été préparés par M. Elzéar Charest, architecte du gouvernement.

L'an mil neuf cent un, le quatrième jour du mois de septembre.

Devant Maître Christophe Adolphe Lavimodière, soussigné, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant en la ville de Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois.

Ont comparu : Messieurs Eusèbe et Daniel Dion, tous deux marchands, de la ville de Salaberry de Valleyfield, lesquels comparants on reconnu avoir vendu et, par ces présentes, vendent, cèdent et abandonnent à toujours, avec les garanties ordinaires de droit, franc et quitte de toutes dettes et hypothèques généralement quelconques, à Sa Majesté Edouard VII, roi, par la grâce de Dieu, du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, pour le gouvernement de la province de Québec, représenté par l'honorable Lomer Goun, ministre de la Colonisation et des Travaux publics, et par Ernest Gagnon, secrétaire du département, en vertu de l'article 1756 des Statuts Refondus de la province de Québec, et aussi en vertu de l'acte spécial 1 Edouard VII, chapitre 4, section 11, savoir :

Six lots de terre portant les numéros cent quatre-vingt-quinze—trente-six, cent quatre-vingt-quinze—trente-sept, cent quatre-vingt-quinze—trente-huit, cent quatre-vingt-quinze—trente-neuf, cent quatre-vingt-quinze—quarante, et cent quatre-vingt-quinze—quarante-et-un (Nos 195-36, 195-37, 195-38, 195-39, 195-40 et 195-41) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, contenant, ensemble, deux cents pieds de largeur sur la rue Jacques-Cartier, sur trois cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné au sud-ouest par la dite rue Jacques-Cartier, au sud-est par la rue Salaberry, au nord-ouest par la rue Montcalm et au nord-est par les Nos 23A-4 et 23A-5, sans bâtisse. Tel et dans l'état que le tout se trouve actuellement, avec toutes ses circonstances et dépendances, sans aucune réserve par les dits vendeurs à qui les dits terrains appartiennent, pour les avoir acquis, le dit Eusèbe Dion, de Dame Hélène A. Nicolson et al., suivant

acte de vente, passé devant Maître Zéph. Boyer, le 30 mai 1885, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Beauharnois, sous le No 20,066 ; et le dit Daniel Dion, pour la moitié indivise, en sa qualité d'héritier unique de feu Dame Marceline Guay, sa mère, en son vivant épouse commune en biens du dit Eusèbe Dion, son père, ainsi qu'il appert à la déclaration de décès faite par le dit Daniel Dion devant Maître S. A. Brodeur, le 12 février 1891 et enregistré au dit bureau sous le No 24,817 ; l'acquéreur devant se mettre en possession et jouissance immédiatement.

Cette vente est ainsi faite, en outre, pour et moyennant le prix ou somme de neuf mille piastres, du cours actuel, que les dits vendeurs reconnaissent avoir reçu comptant, à l'exécution des présentes, et dont ils donnent à l'acquéreur quittance entière et finale.

Dont acte : fait et passé à Salaberry de Valleyfield susdit, quant aux dits vendeurs, et en la cité de Montréal quant au dit acquéreur, les jour, mois et an susdits, sous le numéro mille cinq cent soixante et seize du répertoire des actes de Maître C. A. Lavimodière, notaire soussigné.

Et après lecture faite, les parties ont signé avec le dit notaire et en sa présence.

(Signé)	EUSÈBE DION,
"	D. DION,
"	LOMER GOUIN, M. C. et T. P.
"	ERNEST GAGNON, Sec. Dépt. Col. et Trav. publics.
"	C. A. LAVIMODIÈRE, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en l'étude du notaire soussigné.

(Signature du notaire)	C. A. LAVIMODIÈRE, N. P.
------------------------	--------------------------

VII.

TRANSFERT DE CERTAINES PROPRIÉTÉS.

CESSION DU PONT YULE.

RIVIÈRE RICHELIEU.

ORDRE EN CONSEIL

CONCERNANT LE "PONT YULE" SUR LA RIVIÈRE RICHELIEU.

Chambre du Conseil Exécutif,

QUÉBEC, 5 juin 1902.

Présent : le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Il est ordonné, en vertu des dispositions de l'article 1815 des S. R. P. Q., que le Ministre de la Colonisation et des Travaux publics, reprenne possession du pont appelé "Pont Yule," établi sur la rivière Richelieu, entre les municipalités de Chambly-Canton (comté de Chambly), et de Richelieu (comté de Rouville), vu l'expiration du bail qui en avait été fait à John Yule et ses représentants légaux par la loi 8 Vict., ch. 90, et que l'arrêté en conseil décrétant cette remise soit signifié aux détenteurs du dit pont Yule ou à leurs représentants, sur les lieux, (article 1816 S. R. P. Q.).

Il est de plus ordonné que le dit pont "Yule" soit ensuite concédé et remis aux dites municipalités de Chambly-Canton et de Richelieu, par acte à intervenir entre le Ministre de la Colonisation et des Travaux publics, dûment autorisé, et les représentants, dûment autorisés, des dites municipalités, aux conditions suivantes, et ce, sous l'autorité des articles 1820 et 1821 des dits S. R. P. Q., le présent arrêté en conseil devant être publié dans la "Gazette Officielle" de Québec, (article 1821, S. R. P. Q.).

10. Le gouvernement cède aux corporations municipales de Chambly-Canton et de Richelieu le droit de percevoir les mêmes péages sur le pont "Yule," entre Chambly et Richelieu, que ceux perçus par la succession Yule, alors qu'elle était propriétaire de ce pont.

20. Les corporations de Chambly-Canton et de Richelieu devront, dans le plus court délai possible, mettre le dit pont en bon état de réparation et continuer de le tenir ainsi à la satisfaction de l'ingénieur du gouvernement, ainsi que payer le compte des réparations déjà faites tel que déterminé par le département de la Colonisation et des Travaux publics.

30. Les corporations retiendront sur les revenus annuels du pont un somme suffisante pour couvrir les dépenses d'administration, d'entretien, de perception de péage, ainsi que les intérêts sur le capital dépensé en réparations.

40. Le surplus des péages devra être appliqué en diminution du capital ainsi dépensé en réparations jusqu'à extinction.

50. A cette fin, les livres seront régulièrement tenus par les dites corporations et un rapport annuel de l'état des affaires concernant le pont devra être fait au département de la Colonisation et des Travaux publics de la province de Québec.

60. Lorsque la somme dépensée en réparations sera éteinte, par le surplus des péages, ou autrement remboursée, le gouvernement pourra reprendre possession du dit pont, s'il le juge convenable, sans payer aucune indemnité aux deux corporations.

GUSTAVE GRENIER,

Greffier, Conseil Exécutif.

Cet arrêté en conseil a été publié dans la *Gazette Officielle* du 14 juin 1902.

E. G.

L'an mil neuf cent deux, le dix-huitième jour du mois de juin.

Devant Me. Georges Mayrand, notaire pour la Province de Québec, demeurant au village de Delorimier, et pratiquant en la cité de Montréal, soussigné.

A comparu: L'honorable Lomer Gouin, avocat et Ministre de la Colonisation et des Travaux publics dans le gouvernement de la Province de Québec.

Agissant au nom et pour le compte du dit gouvernement et conformément aux dispositions des articles 1815 et suivants des Statuts Refondus de la Province de Québec, en vertu d'un arrêté du conseil exécutif de la dite province en date du 4 juin 1902, dûment approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le lendemain (cinq juin 1902), copie duquel demeurera annexée aux présentes, signée par les parties et le notaire soussigné, *ne varietur*.

Le dit Honorable Lomer Gouin, ès-qualité, a reconnu, par ces présentes, avoir cédé, sans aucune garantie :—

1°. A la municipalité de Chambly Canton, comté de Chambly, ici représentée par M. Samuel-Thomas Willet, manufacturier, demeurant à Chambly Canton, autorisé à l'effet des présentes par une délibération du conseil municipal du village du canton de Chambly en date du dix juin courant (1902), et dont une copie en forme est demeurée ci-annexée, après avoir été signée par les parties et le notaire, ici présent et acceptant ;

2°. A la municipalité du village de Richelieu, ici représentée par M. Auguste Johnson, marchand, demeurant au village Richelieu, spécialement autorisé aux fins des présentes par délibération du conseil municipal du canton de Richelieu, en date du dix juin courant (1902), dont une copie en forme demeurera annexée aux présentes après avoir été signée par les parties et le notaire, ici présent et acceptant.

DÉSIGNATION.

Le droit d'usage d'un pont construit sur la rivière Richelieu, entre les municipalités de Chambly Canton (Comté de Chambly), et de Richelieu (Comté de Rouville), appelé " Pont Yule," aux charges et conditions suivantes :—

1°. Les municipalités de Chambly Canton et de Richelieu auront le droit et devront percevoir les mêmes péages sur le Pont Yule, entre Chambly et Richelieu, que ceux perçus par la succession Yule, alors que cette dernière était propriétaire du pont susdésigné.

2°. Les corporations de Chambly Canton et de Richelieu devront, dans le plus court délai possible, mettre le dit pont en bon état de réparation et continuer de le tenir ainsi à la satisfaction de l'ingénieur du gouvernement, ainsi que payer le compte des réparations déjà faites, tel que déterminé par le département de la Colonisation et des Travaux publics.

3°. Les corporations retiendront sur les revenus annuels du pont une somme suffisante pour couvrir les dépenses d'administration, d'entretien, de perception de péages, ainsi que les intérêts sur le capital dépensé des réparations.

4°. Le surplus des péages devra être appliqué en diminution du capital ainsi dépensé en réparations jusqu'à extinction.

5°. A cette fin, des livres seront régulièrement tenus par les dites corporations et un rapport annuel de l'état des affaires concernant le pont devra être fait au département de la Colonisation et des Travaux publics de la Province de Québec.

6°. Lorsque la somme dépensée en réparations sera éteinte par le surplus des péages ou autrement remboursée, le gouvernement pourra reprendre possession du dit pont, s'il le juge convenable, sans payer aucune indemnité aux deux corporations.

Les mandataires ou représentants des dites municipalités déclarent, chacun en ce qui le concerne, accepter les conditions stipulées aux présentes, ainsi qu'ils

y ont été autorisés par les délibérations des dites corporations, et ils promettent que les dites coporations de Chambly Canton et de Richelieu exécuteront en tout leur contenu les conditions à elles imposées et ci-dessus établies dans l'arrêté du conseil exécutif susénoncé du 4 juin 1902.

DONT ACTE: Fait et passé à Montréal susdit, sous le numéro deux cent trois des minutes de Me. Georges Mayrand.

Lecture faite, les parties ont signé avec le notaire.

(Signé)

S.-T. WILLET,
Mayor Chambly Canton.

LOMER GOUIN,
Ministre de la C. et T. P.

ERNEST GAGNON,
Sec. Dépt. C. et T. P.

AUGUSTE JOHNSON,
Maire, Village Richelieu.

G. MAYRAND,
Notaire.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée en l'étude du notaire soussigné.

(Signature du notaire)

G. MAYRAND, Notaire.

Voir dossier 1071 de l'année 1902, département C. et T. P.

E. G., Sec.

PROCLAMATION

CONCERNANT LE CHEMIN DE PÉAGE DE VAUDREUIL.

(Publiée dans la *Gazette Officielle* du 2 août 1902.)

Canada,
Province de Québec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—
SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBAULT, }
Proc.-Génl. } **A**TTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 1818, il est entre autres choses décrété " que le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, déclarer qu'un chemin ou pont public, placé sous le contrôle du commissaire, n'est plus sous le contrôle de ce dernier ; à dater du jour indiqué dans la proclamation, ce chemin ou ce pont cesse d'être sous l'administration et le contrôle du commissaire, et nul péage n'est ensuite prélevé sur ce chemin ou sur ce pont en vertu du présent chapitre."

ET ATTENDU que la cour supérieure siégeant à Montréal, a rendu, le 30 juin dernier 1902, un jugement déclarant la compagnie des chemins à barrières de Vaudreuil, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires au village de Vaudreuil, dissoute à toutes fins que de droit et dépossédée du chemin de péage s'étendant depuis l'hôtel de Lotbinière, situé près de la gare de la station de Vaudreuil, jusqu'au village de Vaudreuil inclusivement, passant par les rues Saint-Michel, Saint-Louis et du Bois-Vert et se terminant à la ligne de division, côté nord, qui sépare la municipalité du village de celle de la paroisse de Vaudreuil, le dit chemin traversant les municipalités du village de Dorion, de la paroisse de Vaudreuil et du village de Vaudreuil.

ET ATTENDU qu'aux termes de l'article 5118 des S. R. P. Q., le chemin ci-dessus désigné appartient maintenant à Sa Majesté, et les pouvoirs ci-devant

possédés par la dite compagnie "appartiennent au lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut en tout temps, remettre ce chemin aux municipalités intéressées."

ET ATTENDU qu'il est de l'intérêt général que l'entretien du dit chemin soit laissé aux municipalités qu'il traverse.

A CES CAUSES, par et de l'avis du conseil exécutif de notre dite province de Québec, nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons que le chemin ci-devant possédé par la compagnie des chemins à barrières de Vaudreuil, et possédé depuis le 30 juin dernier par Sa Majesté, représenté par le gouvernement de la province de Québec, n'est plus et ne sera plus à l'avenir sous le contrôle et l'administration du ministre de la Colonisation et des Travaux publics de notre province, et que désormais le dit chemin est et sera sous le contrôle des autorités municipales ou autres autorités locales et des officiers de voirie, tel que décrété par l'article 1819 des dits Statuts refondus de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de notre province de Québec:
TÉMOIN, notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, chevalier, commandeur de notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-George, lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

A notre hôtel du gouvernement, en notre cité de Québec, dans notre dite province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour du mois de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de notre règne.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Lettre du ministre de la Colonisation et des Travaux publics à Son Honneur le lieutenant-gouverneur	v
Rapport du sous-ministre de la colonisation	vii
Rapport du sous-ministre des travaux publics	xv
PREMIÈRE PARTIE—COLONISATION.	
Tableau No 1.—Distribution des subsides de la colonisation	1
" No 2.—Détails, par comtés, des travaux exécutés sur les chemins de colonisation	2
Récapitulation	96
" No 3.—Sommes dépensées pour " visites et explorations "	97
" No 4.—Travaux exécutés sur la recommandation des sociétés de colonisation	103
Tableau général des sommes dépensées pour travaux de colonisation dans chaque comté depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 30 juin 1902.	104
Rapport de la Société de colonisation de Québec	105
" de la Société de colonisation de Sherbrooke	107
" de l'Agence de colonisation de Québec	109
" de l'Agence de colonisation de Montréal	110
Rapports de M. J.-N. Gastonguay sur divers chemins, ponts et ouvrages :	
Route du rang de Terrebonne, dans Saint-Jean-Chrysostôme	113
Déplacement de route dans Saint-Gédéon	114
Creusement de la Rivière Noire, dans la canton de Bulstrode	115
Chemins dans la colonie du lac des Commissaires	116
Chemins à Saint-Louis de Pintendre	117
Choix d'un nouveau centre de colonisation dans le comté de Rimouski	117
Route dans le rang VII de Saint-Donat	119
Arpentages urgents	119
Pont de la Héritière, entre Saint-Charles et Saint-Gervais	120
Déplacement du pont de Saint-André de Métabetchouane	121
Délimitation de terrains à la rivière Petite-Péribonca	122
Ponts à Saint-Bruno, Saint-Joseph d'Alma et Saint-Félicien	122
Pont de la Rivière du Nord, entre Saint-Canut et Saint-Colomban	123
Rapport de M. George Lebel, agent d'immigration à Québec	125
" de M. E. Marquette, agent d'immigration à Montréal	127
" de la Société protectrice des immigrantes, Québec	133
" de la Société nationale d'immigration des femmes, Montréal	134
" de l'Agence de rapatriement, Worcester, Massachusetts, E.-U.	139

DEUXIÈME PARTIE—TRAVAUX PUBLICS.

I.	<i>Travaux aux édifices publics.</i> —Rapport de M. Elzéar Charest . . .	143
II.	<i>Chemins de fer.</i> —Rapport de M. Louis-A. Vallée. Tableaux	152
III.	<i>Recettes et dépenses du département (section des travaux publics).</i> —Rapport de M. Wentworth-G. Petry	176
IV.	<i>Les différends industriels.</i> —Rapport de M. Félix Marois	178
V.	<i>Inspection des établissements industriels et des édifices publics.</i> —	
	Organisation du service	186
	Rapport de M. Louis Guyon	190
	" de M. James Mitchell	200
	" de Madame Provencher	206
	" de Madame King	211
	" du docteur C.-N. Stevenson	216
	" de M. P.-J. Jobin	219
VI.	<i>Les propriétés du gouvernement de Québec.</i>	
	Lettre de M. Ernest Gagnon	223
	L'école des arts et métiers, Québec	224
	L'école normale Jacques-Cartier, Montréal	226
	Bail réciproque entre le gouvernement et la cité de Montréal .	235
	L'école normale McGill, Montréal	239
	L'école normale Laval, Québec	239
	L'hôtel du gouvernement, 76 rue Saint-Gabriel, Montréal . . .	240
	Le bail Baxter	241
	Les bureaux d'enregistrement, etc, numéro 63, rue Saint-Gabriel, Montréal	243
	La place de la Fontaine, Montréal	248
	Bail en faveur de la cité de Montréal	250
	Le palais de justice et prison de Sainte-Scholastique	252
	" " de Sorel	259
	Le terrain du palais de justice de Saint-Hyacinthe	260
	" " de Joliette	262
	" " de Beauharnois	265
	Le palais de justice et prison de Salaberry de Valleyfield . . .	268
VII.	<i>Transfert de certaines propriétés :</i>	
	Le pont Yule, sur la rivière Richelieu	270
	Le chemin de péage de Vaudreuil	274